«La Démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté : l'actualité de la pensée de Joseph Wresinski»

COLLOQUE REGIONAL PORT-AU-PRINCE 27, 28, 29 FEVRIER 2008

Organisé par

le Mouvement ATD Quart Monde et la Fondation Connaissance et Liberté

ACTES

Fondasyon Konesans Ak Libèrte
FOKAL
Fondation Connaissance & Liberté

INSTITUT FRANCAIS d'Haïti

Commission européenne

AVANT-PROPOS

Le Mouvement ATD Quart Monde a démarré ses activités à Fond des Nègres en 1981 et a établi ses premiers contacts avec des familles des quartiers de Martissant à Port-au-Prince en 1983. Le père Joseph Wresinski (1917-1988), qui a visité plusieurs fois Haïti, a déclaré : « Haïti doit dire au monde la force d'un peuple malgré la misère qui l'enserre. »

En 26 ans de présence, le Mouvement a partagé avec beaucoup d'hommes et de femmes de notre pays la philosophie du père Joseph. Il a tissé des liens avec des familles très pauvres. Il a dialogué avec différentes organisations engagées dans les quartiers défavorisés de la capitale et dans des zones isolées du monde rural. Il a établi un partenariat solide et durable avec le Centre d'éducation spéciale (CES), le Service œcuménique d'entraide (SOE), la Fondation connaissance et liberté (FOKAL) et d'autres collaborations avec notamment l'institution salésienne LAKAY, la Commission épiscopale de Justice et Paix, sans toutefois pénétrer certaines parties importantes de la société haïtienne, notamment l'Université. Or, c'est bien à l'Université que se préparent ceux qui vont être élus ou désignés pour assumer des missions au sein du Gouvernement ou dans les différentes institutions de l'État. C'est aussi là que sont recrutés les cadres dont les autres secteurs ont besoin comme celui des affaires ou celui des organisations non gouvernementales qui prennent une grande part dans les programmes de développement et dans les actions humanitaires. C'est là que doit se développer une pensée créatrice et libératrice qui permette l'émergence d'un projet de société tournant le dos à la grande pauvreté, réalisé en partenariat avec les plus pauvres.

La question a donc été posée : Comment faire pour y introduire la philosophie du père Joseph Wresinski ? Une philosophie née d'une vie partagée avec les personnes situées au plus bas de l'échelle sociale. Une philosophie modelée dans la confrontation de leur expérience avec celle de personnes issues d'autres milieux, dans un combat pour une vie digne pour tous. C'est pour apporter une réponse à cette question que le président du SOE, le docteur Jean Hugues Henrys, a, dans une conversation avec le délégué général d'ATD Quart Monde, Eugen Brand, lancé l'idée d'organiser un colloque en Haïti autour de la pensée de Joseph Wresinski.

L'idée a germé et la décision fut prise d'organiser un tel colloque au niveau régional. La FOKAL a été d'emblée partenaire de ce projet, de par sa mission et son engagement dans le domaine culturel, dans l'animation et la promotion d'actions visant à construire une société démocratique, juste et solidaire. L'Institut français d'Haïti a souhaité aussi apporter sa contribution. Les intervenants, pour la plupart professeurs d'université, ont été choisis sur la base de leur engagement au sein de la société.

Aller à la rencontre de chacun des contributeurs pressentis, des recteurs d'université, des doyens de faculté, des professeurs, des étudiants fut un chemin très riche, qui a permis de promouvoir chez un grand nombre de nos interlocuteurs l'idée que la lutte contre la pauvreté concerne tous les champs de connaissance et de recherche.

Ce colloque a été rendu possible grâce à la patience, à la persévérance et au savoir-faire de tous ceux qui ont bien voulu accompagner le Mouvement dans cette démarche. Il n'est pas exagéré de dire qu'ils ont accompli un travail remarquable. Les six cent personnes qui ont répondu à notre

invitation pour la séance inaugurale ont été particulièrement attentives. Les conférenciers ont présenté des travaux de grande qualité. Les cent vingt personnes qui ont participé aux débats en séances plénières et en ateliers en ont retiré une grande satisfaction. Tout ceci démontre la capacité d'écoute, de dialogue, et de production d'une pensée lorsque les conditions nécessaires sont réunies. Pour finir, l'évaluation du colloque a été menée avec beaucoup de minutie et dans un large esprit critique.

Il y a un aspect que nous relatons en dernier mais qui revêt une dimension centrale dans notre engagement. Il nous a mobilisés tout au long de la préparation et de la réalisation de cet événement. C'est la place des familles les plus pauvres parmi nous à toutes les étapes. Elles ont présenté leur contribution à l'ouverture. Mais leur apport s'est bâti d'une manière permanente par tout leur travail de réflexion sur les thèmes de la démocratie, en particulier la participation, la violence, l'éducation, ainsi que par leur engagement dans nos actions de partage de savoirs et de rassemblement. Leur apport constitue le socle de la connaissance de la grande pauvreté dont nous sommes porteurs ensemble au sein du Mouvement. C'est cette connaissance qui nous a permis d'oser le dialogue avec les universités.

Ce colloque est une étape. La connaissance des militants, forgée à l'épreuve quotidienne de l'adversité, de l'humiliation, mais aussi révélée par la force de l'espérance, le courage, la fierté dans des conditions de confiance, est une connaissance que nous croyons indispensable pour réaliser la plénitude des droits de l'homme et parvenir enfin à ce vivre ensemble dans la sérénité, chacun assumant sa vie et étant responsable envers ceux qui sont les plus en difficulté. Le défi qui se présente à nous tous est donc la rencontre directe et le dialogue créatif entre les universitaires, les militants du Quart Monde, les personnes engagées avec eux, volontaires et alliés.

Il est sans doute bien trop tôt pour dire que nous avons atteint l'objectif que nous nous étions fixé. Toutefois, un premier jalon est posé. A nous de développer sans cesse les liens entre le Quart Monde et l'Université pour qu'émerge un projet de civilisation façonné par le combat des plus pauvres.

Adrien DELVA
Conseil des amis du Mouvement ATD Quart Monde (Haïti)
Décembre 2008

PROGRAMME

Mercredi 27 février, à 17h00, à l'Institut français d'Haïti : Séance inaugurale

* Mot de bienvenue par Paul Elie Levy, directeur de l'Institut français d'Haïti (IFH) 7

* Contribution du Comité de rassemblement Quart Monde :
- Déclaration par Nerline Laguerre 8
- Strophes à la gloire du Quart Monde de Joseph Wresinski par Jean-François Gay 10

* *"Enjeux du Colloque"*, Eugen Brand, délégué général du Mouvement ATD Quart Monde....12

* *"Le déficit démocratique et l'invention de la solidarité"*, Michèle Pierre Louis, directrice de la Fondation connaissance et liberté, présidente du Comité scientifique du colloque 15

* Concert de AWOZAM, troupe de paysans de Jean-Rabel 20

Jeudi 28 février, de 9h00 à 17h00, à la Fondation connaissance et liberté (FOKAL)

«Joseph Wresinski : quelques données biographiques»,
Marie-Rose Blunschi Ackermann, directrice de l'IRFRH (Suisse) 21

9h30 à 11h00 : Panel 1 ***Lien entre droits de l'homme et grande pauvreté*** 23
Modératrice : Madeleine Jean-Baptiste, médecin, directrice de centre de santé

* *«L'indivisibilité des droits humains»*, Samuel Madistin, avocat à la Cour de Justice de Port-au-Prince 24

* *«Droits humains, devoir sacré»*, Jocelyne Colas, secrétaire exécutive de la Commission épiscopale nationale Justice et Paix, secrétaire générale de POHDH 28

* *«Bien-être, grande pauvreté et modèle de développement»*, Jean Hugues Henrys, médecin, professeur, président du Service oecuménique d'entraide (SOE).....32

* *«Survivre sans droits»*, Jorge Cela, anthropologue, coordinateur international de Fe y Alegria, (République dominicaine) 38

11h15 à 12h45 Ateliers d'approfondissement (voir partie **Ateliers**, pages 107 à 130) 46

14h00 à 15h45 : Panel 2 ***Grande pauvreté et violence*** 47
Modérateur : Daniel Henrys, médecin, directeur exécutif du GRET

* *«L'extrême pauvreté face à la violence»*, Marco Ugarte, anthropologue (Mexique) 48

* *«La violence dans les quartiers marginaux des villes soumis à l'extrême pauvreté et les réponses de l'État»*, Jenny Torrès, sociologue,
Centre d'études sociales Juan Montalvo, (République dominicaine).....52

16h00 à 17h00 : Ateliers d'approfondissement (voir partie **Ateliers**, pages 131 à 149) 68

17h30 à l'IFH :
Projection du film *«Joseph Wresinski, 50 ans de combat contre la misère»* 69
Présentation par Gabrielle Erpicum, volontaire permanente,
et Jacques Petidor, allié (ATD Quart Monde).
Débat animé par Paul Elie Levy, directeur de l'IFH

Vendredi 29 février, de 9h00 à 16h30, à la FOKAL

9h00 à 10h45 : Panel 3 ***Science et connaissance au regard de la grande pauvreté*** 73
Modératrice : Lorraine Mangonès, directrice adjointe de la FOKAL

* *«La pensée du père Joseph Wresinski, un ferment pour la recherche universitaire dans les pays pauvres»*, Mgr. Pierre André Dumas, évêque auxiliaire de Port-au-Prince.....74

* *«Pauvreté, richesse, connaissance : réflexions suggérées par certains propos du père Joseph Wresinski sur l'Université»*,
Vertus Saint-Louis, médecin, docteur en histoire, chercheur et professeur 78

* *«Quel modèle économique face à la grande pauvreté ?»*,
Frédéric Gérald Chéry, docteur en économie, haut fonctionnaire à la Primature 81

* *«L'essence de l'être humain : science, connaissance et savoirs. Une approche de la pensée de Joseph Wresinski»*,
Otto Rivera, sociologue, diplômé en droit des peuples indigènes, professeur (Guatemala) 85

11h15 à 12h45 : Ateliers d'approfondissement (voir partie **Ateliers**, pages 150 à 170) 93

15h00 à 16h30 : Séance de clôture 94
Modérateur : Daniel Henrys

* Présentation des travaux des groupes et synthèse 94
Marie-Rose Blunschi Ackermann et Marco Ugarte
* Conclusions - perspectives 101
Eugen Brand et Michèle Pierre-Louis

En annexes :

Comité scientifique 171
Liste des participants 172
Signification des sigles utilisés.....175
Corpus de référence 177
Planches photos.....179

Séance inaugurale

Mercredi 27 février 2008

En présence de 600 personnes, ***Paul Elie Levy***, directeur de l'Institut français d'Haïti, accueille les personnalités présentes (politiques, religieuses, universitaires, associatives) ainsi que les chercheurs et les autres acteurs sociaux engagés en Haïti, en Guadeloupe, au Guatemala, au Mexique, au Pérou, en République dominicaine, en Europe. Puis il introduit les intervenants de cette séance inaugurale.

D'abord ***Nerline Laguerre*** qui lira une déclaration du Comité de rassemblement Quart Monde. Composé de deux alliés du Mouvement ATD Quart Monde, d'un volontaire permanent et de dix-huit personnes de milieux très pauvres vivant soit dans différents quartiers de la capitale (Cour Watson, Grande Ravine, Sion, Descaillettes, TiBois, Les Bains...) soit en province. Ce Comité permet depuis plus de dix ans aux familles en grande pauvreté de ne jamais se sentir seules face à leurs problèmes, quelle que soit la situation dans le pays. Il maintient la tradition du rassemblement annuel du 17 octobre, «Journée mondiale du refus de la misère», en mémoire des victimes de la faim, de l'ignorance et de la violence. Cette Journée, désormais reconnue par l'ONU, invite tous les citoyens à témoigner de leur expérience de vie et de leurs efforts pour sauvegarder un climat de paix, tant à l'intérieur de leur famille et dans leur quartier qu'au sein de leur communauté.

Ensuite, ***Jean-François Gay***, qui interprétera en créole les « Strophes à la gloire du Quart Monde de tous les temps et de tous les pays », prononcées pour la première fois le 17 octobre 1987 par le père Joseph Wresinski sur le parvis des libertés et des droits de l'homme, à Paris.

Puis, ***Eugen Brand***, délégué général du Mouvement ATD Quart Monde, qui exposera les enjeux de ce colloque. Il est membre de son comité scientifique.

Enfin, ***Michèle Pierre-Louis***, directrice de la Fondation connaissance et liberté (FOKAL) et présidente du Comité scientifique du colloque, qui développera une réflexion introductive sur les thèmes de la démocratie et de la solidarité.

Contribution du Comité de rassemblement Quart Monde

Déclaration par Nerline Laguerre

Je prends la parole, comme membre du Comité de rassemblement Quart Monde et au nom de tous ses membres, ceux qui sont parmi nous ce soir et ceux qui n'ont pas pu venir.
Nous prenons la parole en songeant à toutes les familles qui sont lasses de la misère et qui se sentent seules, ici et à travers le monde.

Nous, nous ne possédons rien mais nous nous engageons pour changer la vie de nos enfants.

Nous vivons dans différents quartiers autour de Port-au-Prince. Ce sont les quartiers les plus pauvres. Ceux qui n'y habitent pas n'y viennent jamais. Nous nous battons tous les jours pour ne pas mourir de faim, pour ne pas tomber dans des situations indignes. Notre plus profonde souffrance est de voir certains de nos jeunes succomber à la violence pour finir à l'hôpital, en prison ou au cimetière.

Nous voulons que la vie de nos enfants soit meilleure que la nôtre. C'est pour cela que nous faisons tant de sacrifices pour les envoyer à l'école, pour qu'ils aient une formation, un métier, et soient utiles à la société.

Grande pauvreté et violence

À cause de la misère, la violence colle à notre vie et tourmente notre esprit.

Lorsque tu te lèves le matin sans savoir où tu iras, sans rien avoir en main pour nourrir tes enfants, « ça c'est violence. »

Lorsque tu es obligé de te battre contre l'autre pour défendre le peu que tu possèdes, « ça c'est violence. »

Lorsque tu es toujours obligé de baisser la tête, de fermer les yeux, de ne pas parler, de faire celui qui ne comprend pas, « ça c'est violence. »

La violence ne vient pas des personnes qui vivent dans la misère ! La violence prend ses racines sur le fumier de la misère ! La violence vient des conditions de vie des plus pauvres. Il y a maintenant l'insécurité. Les premières victimes sont encore les plus pauvres. Dans nos quartiers, nous avons subi un terrible choc. Nous avons eu beaucoup de deuils et nous avons perdu la confiance qu'il y avait dans les quartiers. Beaucoup de familles ont été obligées de quitter leur maison, brusquement. Aujourd'hui, la vie est plus dure. Nous aimerions faire un petit commerce, mais il n'y a pas de vente et nous n'avons rien en main. Ne parlons pas du crédit ! Si tu mets quelque chose au « Plann »[1], tu risques de ne pas pouvoir le reprendre.

Tu marches toute la journée et tu rentres sans rien. Comment affronter le cri de nos enfants et la frustration de nos jeunes ? Pour nous, pères et mères de famille, c'est la honte et la souffrance. Nous ne pensons pas retourner à la campagne : ce n'est pas la peine, là-bas les gens sont encore plus oubliés. Nous nous battons chaque jour, mais nos résultats sont bien minces, nous ne pouvons pas aller bien loin. Nous sommes très contents du fait qu'aujourd'hui nous ouvrons ce colloque au sujet des questions de démocratie et de misère. Parce que ces questions demandent que tout le monde donne son temps, son intelligence et son cœur pour trouver ensemble une lumière.

1. Plann = Usurier qui prête de l'argent moyennant la mise en gage d'un objet de valeur dans des conditions très défavorables à l'emprunteur.

Nous-mêmes, nous croyons ce que dit le père Joseph, lorsqu'il parle de la réalité de la vie des familles les plus pauvres à travers le monde, parce qu'il a vécu ce que nous-mêmes nous endurons aujourd'hui.

Grande pauvreté et droits de l'homme

Nous comprenons lorsqu'il parle des droits de la personne humaine, nous qui vivons sans que nos droits soient reconnus, simplement parce que nous sommes des personnes qui devons lutter tous les jours pour survivre.Ce n'est pas nécessaire que les droits humains soient écrits quelque part pour savoir qu'ils existent. Ils existent dans tout être humain, dès qu'il respire. Le père Joseph a dit que « tout homme a une valeur inaliénable qui fait sa dignité d'homme. » C'est pour cela que la misère est une violation de tous les droits.C'est pour cela que la misère est humiliante pour nous et pour la société. C'est pour cela que notre conscience doit être révoltée, surtout lorsque nous savons que le monde crée assez de richesses pour permettre à tous les habitants de la terre de vivre dignement.

Trouver la vie pour être utile à soi-même et pour pouvoir prendre la responsabilité d'élever ses enfants dans des conditions correctes, c'est là notre plus beau rêve.

Pour une connaissance mutuelle

Le père Joseph croyait dans les plus pauvres. Il les écoutait et se laissait guider. Il a permis à d'autres personnes de connaître ce que nous vivons, de savoir qui nous sommes vraiment. Il a permis que pauvres et riches s'assoient ensemble, sans préjugés, sans faire de différences. C'est ainsi qu'il est parvenu à mettre toutes sortes de personnes ensemble, celles qui n'ont pas de maison et celles qui sont reconnues dans la société, pauvres et riches, noires et blanches, jeunes et adultes, pour réfléchir et pour apporter un changement.
C'est cela le Mouvement ATD Quart Monde, un mouvement qui réunit les gens qui veulent travailler pour changer la société, pour que tous puissent vivre ensemble dans le respect et le partage.

« Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. » Cette phrase que le père Joseph a fait graver, à Paris, sur le parvis des libertés et des droits de l'homme, c'est presque tout le programme de notre Mouvement : refuser la misère, s'unir contre elle ! Ce soir, et durant deux jours, nous allons nous unir, mettre ensemble les réflexions de personnes qui ont beaucoup appris à l'Université et celles de personnes qui ont beaucoup appris avec nos enfants, nos jeunes et avec nous, adultes.

Nous comptons beaucoup sur ces rencontres. Merci d'être venus ce soir pour nous entendre et nous encourager. Merci !

Strophes à la gloire du Quart Monde

Texte de Joseph Wresinski (17 octobre 1987)
mis en chanson et interprété par Jean-François Gay
sur une proposition de traduction créole de Jacques Petidor

Millions et millions d'enfants, de femmes et de pères
Qui sont morts de misère et de faim,
Dont nous sommes les héritiers.
Vous qui étiez des vivants, ce n'est pas votre mort que j'évoque aujourd'hui
En ce parvis des libertés, des droits de l'homme et du citoyen.
C'est de votre vie dont je témoigne.

Je témoigne de vous, mères dont les enfants condamnés à la misère,
Sont de trop en ce monde.
Je témoigne de vos enfants tordus par les douleurs de la faim,
N'ayant plus de sourire, voulant encore aimer.
Je témoigne de ces millions de jeunes qui, sans raison de croire ni d'exister,
Cherchent en vain un avenir en ce monde insensé.

Je témoigne de vous, pauvres de tous les temps,
Et encore aujourd'hui, happés par les chemins,
Fuyant de lieux en lieux, méprisés et honnis.
Travailleurs sans métier, écrasés en tout temps par le labeur.
Travailleurs dont les mains, en ces jours, ne servent plus à rien.

Millions d'hommes, de femmes et d'enfants
Dont les cœurs à grands coups battent encore pour lutter.
Dont l'esprit se révolte contre l'injuste sort qui leur fut imposé.
Dont le courage exige le droit à l'inestimable dignité.

Je témoigne de vous, enfants, femmes et hommes
Qui ne voulez pas maudire,
Mais aimer et prier, travailler et vous unir
Pour que naisse une terre solidaire.
Une terre, notre terre,
Où tout homme aurait mis le meilleur de lui-même
Avant que de mourir.

Je témoigne de vous, hommes, femmes et enfants,
Dont le renom est désormais gravé
Par le cœur, la main et l'outil
Sur le marbre de ce parvis des Libertés.
Je témoigne de vous, pour que les hommes, enfin,
Tiennent raison de l'homme
Et refusent à jamais, de la misère la fatalité.

Powèm pou chante pov toupatou depi toutan gen tan

Milyonven timoun, fanm ak papa pitit
Ki mouri nan mizè, nan grangou, se nou jodi a ki eritye yo.
O sila yo ki yè ankò te vivan.
Si jodi a, mwen pran lapawòl,
Se pa pou mwen pale sou lanmò nou,
Se jan lavi nou te ye mwen vle rakonte, rakonte, rakonte

M ap pale pou nou menm, latriye manman
Ki konnen pitit nou kondane pou ret nan lamizè, w a di yo twòp pou tè .
M ap pale pou pitit nou yo, doulè grangou ap kòde trip yo,
San yon souri lespwa pa nan figi yo, malgre sa yo vle kontinye renmen.

M ap pale pou milyonven jèn sa yo,
Malgre yo san rezon, yo vle kontinye kwè,
yo vle kontinye viv, menmsi yo a la driv.
Y ap chache san yo pa trouve l yon demen miyò Nan monn tèt anba sa a,
yo ap viv avèk yon espwa

M ap pale pou nou menm, gason, fanm ak timoun,
Se avèk kè nou , zouti n grave non nou,
Menmsi n pòv, meprize, nou pa gwo zouzoun,
Fòk yo respekte libète, dwa nou
M ap pale pou nou pou yon jou lèzòm anfen,
Nou fin ak pran kretyen vivan pou anyen e refize refize mizè net al kole
Yon bagay kanmen n ap rive chanje l, n ap rive chanje l, chanje l,

M ap pale pou nou menm, pòv ayè ak pòv jounen jodi a,
Ki pèdi nan gran chimen, k ap chèche sove kite yon kote pou yon lòt,
nan chache lavi, Pòv yo meprize, men pòv yo rayi, lespwa yo vle banni
Travayè san metye, de bwa pandye, ap drive nan lari
E plen konesans nan tèt :
« tanpri souplè, patron, ban m yon ti djob, li mèt se gason lakou,
Eske ou gen plas ? » petèt !

Milyonven gason, fanm ak timoun
Kè yo kontinye ap bat fò pou lit la,
Lespri yo revòlte kont move lavi ak enjistis yo enpoze yo.
Kouraj yo ekzije diyite yo, yon diyite ki pa ka mezire.

M ap pale pou nou menm, timoun, fanm ak gason Ki pa vle bay madichon,
men ki pito renmen, ki pito lapriyè, Ki pito travay epi met tèt ansanm,
Pou yo gen yon lòt tè, kote youn ap ede lòt, youn reskonsab lòt,
Yon tè, tè pa nou, kote chak moun ap bay tout sa yo genyen avan yo mouri.

Tesk Pè Joseph Wresinski 17 oktòb 1987
Se Jean-François Gay ki adapté li pou li ka chante l.

Enjeux du colloque

Eugen Brand

Chers amis,

Au nom du Mouvement ATD Quart Monde, je vous apporte les salutations, l'amitié et les encouragements des familles en grande pauvreté, des volontaires et des amis d'Asie, d'Afrique, d'Europe, de l'Océan indien et des Amériques.

C'est un long chemin d'engagements, osés et construits ensemble, qui a rendu possible ce colloque. Sa préparation a été d'une grande richesse, enclenchant une formidable dynamique de rencontre et de croisement des savoirs, qui - j'en suis sûr - se développera et s'étendra au-delà du colloque, dans les années à venir.

En effet, rien n'aurait été possible sans vous, les adultes et les jeunes des quartiers où l'adversité de la misère fait tant de ravages. Dès ses origines, vous avez été des acteurs du rassemblement de ce soir, puisque ce colloque a pris racine dans votre courage, votre confiance, votre détermination, alors même que votre pays souffrait tellement et se trouvait isolé, oublié, abandonné, mal compris par la communauté internationale.

C'est l'aboutissement d'une longue vie partagée entre des familles qui refusent l'injustice de la misère, des volontaires et des amis du Mouvement ATD Quart Monde, des partenaires précieux comme le Service œcuménique d'entraide (SOE), la Fondation connaissance et liberté (FOKAL), l'Institut français d'Haïti (IFH), avec le soutien de la Commission européenne.

C'est la manifestation d'une conviction ainsi "forgée" : ceux et celles qui, même seuls et les mains vides, cherchent jour et nuit à se tenir debout face au désespoir des leurs et à l'injustice de la faim, de l'ignorance, de la violence... ne s'en sortiront pas, tant qu'ils ne seront pas accueillis à égalité là où se réfléchit et se décide l'avenir de tous les citoyens. [2]

L'audace de notre colloque se trouve résumée dans son titre : *La démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté* (...), car d'expérience nous savons qu'on ne viendra pas à bout de l'injustice de la misère par des stratégies de rattrapage ou par des projets spécifiques, mais en se posant sans compromis la question de notre façon de vivre, de penser, d'agir ensemble dans nos pays pour un avenir commun.

Il y a là un enjeu fondamental, tellement ancré au cœur de la réalité haïtienne, au cœur des préoccupations de tous ceux qui cherchent à bâtir un véritable partenariat avec les plus pauvres, au cœur de toutes nos sociétés. La qualité de l'avenir de nos relations humaines comme de notre planète dépend de notre capacité à nous reconnaître aujourd'hui égaux en dignité et en droits. C'est en prenant un engagement autour de ce défi que notre colloque rendra hommage à tous ceux qui, *« hier traités en esclaves par les puissants, ont en leur cœur affirmé qu'ils étaient des hommes... »* [3] C'est en relevant ce défi que le colloque rendra justice à tous ces enfants, ces jeunes et ces parents, qui sont écrasés aujourd'hui par la misère dans tous les pays du monde et qui savent - forts de leur force intérieure - que le premier des droits est celui de pouvoir être un "humain" parmi les autres. Car tous les jours ils doivent s'interroger pour savoir s'ils font vraiment partie de ce monde, qui laisse voler en éclats les droits humains en ne faisant jamais appel à leur pensée, en ne s'inspirant pas de leur vision des choses, en ne s'appuyant pas sur leur engagement et sur leur courage.

Je pense à ces jeunes qui ont marché, de longues heures durant, portant des livres sur leurs épaules, pour aller animer des bibliothèques dans les mornes, dans les lieux les plus reculés de la

2. Cf. Joseph Wresinski, *Les pauvres sont l'Eglise*, Editions Le Centurion, 1983, p. 69.
3. Joseph Wresinski, expression extraite du livre d'or de la Maison des esclaves, Ile de Gorée, Sénégal, novembre 1987.

campagne. Je pense à ce papa de Fond des Nègres qui effectuait chaque jour un long parcours en portant son enfant qui avait des difficultés pour marcher, afin qu'il puisse participer à la "petite école" qu'il avait lui-même aidé à construire. Un jour ce papa et son enfant ne sont pas venus. L'instituteur s'est rendu chez eux pour prendre de leurs nouvelles. Là, il apprend que le papa était mort d'épuisement face à l'adversité de la misère.

Notre colloque se déroule dans une actualité préoccupante. Alors même que "l'élimination de la pauvreté" est proclamée comme un objectif à atteindre, au niveau international et dans divers pays, la lutte contre la pauvreté est sans cesse menacée de se transformer en lutte féroce contre les plus pauvres. Le savoir, la culture, la science - idéaux de libération - travaillent trop souvent à l'inégalité, à la concurrence, à la division et par conséquence fabriquent aussi de la misère. Deux logiques de mondialisation s'affrontent, celle des droits humains d'une part et celle de la loi du marché d'autre part. D'un point de vue éthique, il est clair que les droits humains devraient l'emporter sur les valeurs marchandes. Dans les faits, nous vivons dans un monde déboussolé, en recherche de nouveaux repères. L'équation "croissance économique = progrès pour tous" constitue un mensonge. D'où l'enjeu de ce colloque qui veut entrer en dialogue avec la pensée de Wresinski.

En 1956, à Noisy-le-Grand, aux côtés des siens installés dans la boue d'une ancienne décharge aux portes de Paris, face à un ordre social qui les avait enfermés dans une assistance sans aucune perspective d'avenir, le père Joseph Wresinski a créé une alliance entre les très pauvres et les autres, au nom de notre humanité commune et de notre égale dignité.

Il était convaincu que les uns ne se libéreraient pas de leur révolte si les autres ne se libéraient pas de leur aveuglement. Pour lui, la lutte contre la misère et l'exclusion ne consiste pas à inverser les rôles et les places, mais à changer de logique. Lors d'une allocution donnée à New-York aux Nations Unies, en décembre 1983, il a affirmé : *« Nous devons avoir l'humilité de reconnaître qu'en matière de droits de l'homme et de démocratie, il n'y a pas de maître : nous sommes tous des apprentis qui avons beaucoup à apprendre et à réaliser (...). L'approche globale des droits de l'homme par le creux de la misère nous place tous au même rang. »*

À la même époque, il réfléchissait ainsi en pensant aux plus pauvres : « Qui nous autorise à leur proposer des luttes et des révolutions qu'eux-mêmes n'ont pas élaborées ni choisies ? Quand cesserons-nous de penser à leur place, fermant la porte à toute contribution de leur part ? » [4]

Il faisait d'ailleurs volontiers part de quelques constats. Les pauvres sont utilisés comme des sources d'information pour la recherche, plutôt que rencontrés dans une démarche de compréhension mutuelle. [5] En politique, ils sont traités comme des objets de mesures et de programmes élaborés ailleurs, et non comme d'authentiques partenaires. En religion, ils sont perçus comme des personnes ayant besoin de pitié et de charité, plutôt que porteuses elles-mêmes d'une recherche de spiritualité qui pourrait enrichir celle des autres.

Nos sociétés sont gavées de connaissances sur les plus pauvres, mais ce sont des connaissances qui les tiennent à l'écart. Le colloque devra essayer de mieux comprendre notre difficulté commune à nous recentrer autour d'une connaissance dont les plus pauvres eux-mêmes seraient le moteur ou les acteurs, avec l'apport de leur propre pensée. Comment rendre possible une telle démarche?

La misère a toujours été entretenue par la non-rencontre, par la non-reconnaissance de l'humanité de l'autre. Le colloque devra nous aider à comprendre l'urgence d'une connaissance de reconnaissance, capable de nous libérer de la peur de l'autre, d'établir les plus pauvres au cœur de nos sociétés, de donner sens à nos efforts pour vivre autrement ensemble. Une telle connaissance, vous le savez bien, passe par une rencontre à partir de laquelle chacun accepte de repenser le monde.

4. Joseph Wresinski, *Les pauvres sont l'Église,* Éditions Le Centurion, 1983, p. 230
5. Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...,* p. 55

L'enjeu central du colloque est d'explorer une forme démocratique appropriée, qui ferait appel à l'intelligence des plus pauvres :

- La globalisation de l'économie s'évaluerait avec ceux qui sont obligés de réorganiser en permanence leurs journées comme leurs nuits, pour affronter les situations de chômage, de petits boulots ou d'inutilité imposée.
- L'écologie et le développement durable se penseraient avec celles et ceux qui sont obligés d'aménager leur vie dans les lieux les plus dégradés, de s'ingénier à gérer au compte-goutte des ressources communes comme l'eau, l'électricité, le bois.
- La communication saurait faire place à celles et ceux qui marchent de longues heures pour prendre des nouvelles des autres, remplis de cette certitude que pour sortir de la misère il faut communiquer et partager le savoir.
- Enfin, face aux conflits qui ensanglantent la terre, nous oserions apprendre de celles et ceux qui, violentés par une vie insupportable, portent en eux une paix que le monde ne connaît pas, une paix bâtie à l'épreuve du pardon.

Cette forme de démocratie n'existe pas ! Aucun pays ne peut s'en prévaloir et n'est en droit de faire la morale à d'autres dans ce domaine ! Cette forme de démocratie est à inventer, à oser. Voilà l'enjeu fondamental de ce colloque.

Noisy-le-Grand, au sein d'une famille humaine déchirée et en quête de sens, était devenu comme le drapeau levé d'une démocratie repensée et refondée avec l'apport inédit de l'expérience et de la pensée des plus pauvres eux-mêmes. Aujourd'hui c'est vous, ici en Haïti, qui tenez ce drapeau debout au cœur du monde, porté par votre terre qui a toujours su refuser l'inacceptable. Terre labourée par votre capacité à chercher la vie, par votre façon de la comprendre, de discerner l'essentiel, par votre savoir-être avec les autres acquis dans la confrontation quotidienne avec la précarité, l'instabilité, le désordre, le manque de tout, acquis par la force profonde d'une aspiration permanente à la paix et à la solidarité.

Terre sans cesse en quête de sens, assoiffée de connaissance, d'ouverture et de participation à la transformation du monde.

Terre qui possède un grand savoir universitaire, qui a compris la radicalité du père Joseph, de sa vie, de son combat, de sa pensée, qui l'a accueillie et qui nous aide aujourd'hui à mieux la comprendre.

J'ai la ferme conviction que Haïti détient la clef de cette démocratie refondée avec tous, à laquelle nous aspirons dans tous les pays. Faites confiance à votre terre, à votre intelligence et à votre fraternité qui irriguent depuis toujours toute notre planète, souvent dans le déchirement de l'exil. Faites confiance à votre jeunesse si extraordinaire. Elle est devant nous ! Ce colloque est un signe tangible que le monde, dans sa quête de justice et de liberté, a besoin d'apprendre et de se ressourcer auprès de vous. Lorsque Haïti souffre, c'est le monde qui souffre. Lorsque Haïti va de l'avant, c'est le monde qui se transforme et se libère.

Avant de quitter le centre international du Mouvement ATD Quart Monde, je suis repassé dans le lieu où le père Joseph Wresinski avait travaillé durant les dernières années de sa vie, y avait accueilli des personnalités, des familles parfois au bout du désespoir, des jeunes prêts à offrir leur vie. Tous, il les accueillait avec une même attention et intensité. Et lorsqu'il revenait d'un voyage dans un autre pays, il rapportait toujours des objets témoignant du courage et du labeur de femmes, d'hommes, d'enfants et de jeunes. En y restant un instant, mon regard est tombé sur un modèle réduit de " tap-tap ". J'ai voulu vous le montrer. Il a été réalisé ici par des enfants. Face au malheur qui avait frappé des familles à l'autre bout de la terre, ceux-ci s'étaient interrogés :

- *« Que pouvons-nous faire pour elles, nous qui n'avons rien non plus pour vivre ? »*
- *« Nous pouvons penser à elles », a dit l'un d'eux et les enfants ont fait silence.*
- *« Nous pouvons prier pour elles », a ajouté un autre et les enfants se sont recueillis.*

Puis, des idées ont fusé : *« Avec des boîtes de conserve, nous pourrions construire des "tap-tap", les vendre et leur envoyer un peu d'argent. »* Tout le monde s'est alors animé.

C'est une extraordinaire enfance que fait naître votre terre ! Une enfance qui sait déjà que personne ne se libère tout seul et que personne ne libère les autres seul : «On se libère ensemble !» Grâce à notre colloque, personne ne pourra plus ignorer cette proposition essentielle d'un projet de civilisation où la misère serait bannie.

Le déficit démocratique et l'invention de la solidarité

Michèle Pierre Louis

Il y a près d'un an, lorsque les responsables d'ATD Quart Monde nous ont approchés à FOKAL pour qu'ensemble nous organisions un colloque sur le thème "Démocratie et pauvreté", nous nous sommes sentis interpellés par la pertinence d'un tel sujet dans notre pays aujourd'hui. En effet, depuis plus d'une vingtaine d'années, ne sommes-nous pas engagés dans la voie de la construction démocratique ? Et celle-ci ne tente-t-elle pas de s'ériger sur fond de grande pauvreté ?

Pauvreté matérielle : la grande majorité de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, dans des conditions d'extrême précarité.

Pauvreté institutionnelle : la faiblesse de nos institutions est tellement reconnue que depuis quelques années les missions de l'ONU tentent de greffer des prothèses qui, pour toutes sortes de raisons, ont du mal à s'adapter.

Pauvreté financière : le pays vit largement de l'aide extérieure, et l'acte démocratique par excellence que sont les élections n'émarge pas au budget de l'État, mais est financé depuis quelques années par la communauté internationale.

Je n'irai pas jusqu'à parler de "misère intellectuelle", expression utilisée par un ami récemment pour me décrire ce qu'il a appelé "le blocage de la pensée" de notre intelligentsia, car justement un colloque (encore un ! dira-t-on) est une invitation à faire le point sur une problématique. Quel est l'état de la question ? Comment l'aborder dans le contexte historique actuel et au regard des courants de pensée du monde global dans lequel nous vivons ?

C'est donc là le but de ce colloque : une réflexion critique, contradictoire même, en toute honnêteté et en toute modestie, car des problématiques comme celles qui font l'objet de ce colloque sont en elles-mêmes inépuisables. Mais en même temps, être capable de faire avancer la question, ne pas en rester aux déjà-là, aux prêts-à-porter de la pensée et aux réponses toutes faites, simplistes et réductrices. Le père Wresinski lui-même, qui a créé le Mouvement ATD Quart Monde et à qui ce colloque rend hommage, n'avait de cesse de tenter de créer une véritable alliance entre le monde de la science, celui de la rationalité, et le monde de ceux et celles qui vivent et combattent la grande pauvreté. Cette jonction est-elle possible en toute liberté, en toute dignité ? Si oui, sous quelles formes, et comment éviter de sombrer dans le misérabilisme ? Comme il le disait lui-même : « De quel savoir, de quelle science avons-nous besoin pour lutter contre le mal absolu que représente la misère ? » [6]

Il ne s'agit pas de "faire de la charité" et de penser les pauvres comme une catégorie à part, différente. La grande pauvreté doit être pensée comme inacceptable. Comment donc poser les questions d'altérité et d'égalité ? Certains citoyens sont-ils plus citoyens que d'autres et jouissent-ils de plus de droits que d'autres ?

Ainsi des sujets tels que la citoyenneté, l'identité, les stratégies de représentation, les pratiques d'exclusion et d'inclusion, l'altérité, l'égalité mais aussi l'éducation, la culture, la création et la distribution des richesses, seront au cœur des débats qui animeront notre colloque car ils renvoient tous d'une façon ou d'une autre à la question de la démocratie.

C'est là que j'aborderai le thème de réflexion que j'ai choisi pour ouvrir le colloque ce soir : le déficit démocratique et l'invention de la solidarité. Il s'agit de revenir à la question éminemment sociale posée par la construction démocratique telle qu'elle est initiée dans les pays occidentaux, mais à laquelle nous n'échappons pas non plus.

6. Cf. Joseph Wresinski, Refuser la misère... p. 53.

En quoi le suffrage universel, c'est-à-dire le credo démocratique (une personne = une voix) allait-il faire apparaître pour la première fois la contradiction entre l'égale souveraineté de tous et de toutes sur le plan politique, et le déficit de la réalité sociale caractérisée par les conditions de vie misérables de la majorité des citoyens ? Pour avoir accédé à l'égalité politique, le peuple n'était-il pas en droit d'attendre une nécessaire transformation de sa situation économique et sociale ?

L'égalité devant l'urne est la condition première de la démocratie, la forme la plus élémentaire de l'égalité, la base la plus indiscutable du droit. Le principe établi est que tous les individus, quels qu'ils soient, pèsent d'un poids identique dans la décision et la légitimation politiques des élus. Certains auteurs ont vu dans le suffrage universel ce qu'ils ont appelé "la révolution de l'égalité." Pierre Rosanvallon a dit : « C'est autour de la question du suffrage universel que se sont polarisés les fantasmes sociaux, les perplexités intellectuelles et les rêves politiques. Elle a noué ensemble toutes les interrogations sur le sens et les formes de la démocratie moderne : rapports des droits civils et des droits politiques, de la légitimité et du pouvoir, de la liberté et de la participation, de l'égalité et de la capacité. »

En posant ainsi la question du droit et des droits, n'y a-t-il pas une contradiction ou, mieux encore, ce que Jacques Donzelot appelle "une fracture du droit" ? Car argue-t-il, que faire pour maintenir le respect du droit à la propriété, mais également prendre en compte cette part de la société qui n'y a pas accès, qui ne vit que de son travail et qui, lorsque ce travail vient à manquer, se voit privée de toute ressource ? Cette part de la société que constituent les pauvres qui, par le suffrage universel, ont atteint l'égalité politique, comment lui refuser le droit au travail ? Et comment concrétiser ce droit dans l'immédiat sans courir le risque de spolier la propriété privée et de squatter des terres de l'État,... donc de marginaliser encore plus les pauvres dans le non droit ?

Prendre à bras le corps la question sociale au regard de l'égalité politique que pose la forme démocratique est un passage obligé pour tenter de dépasser la contradiction entre la condition civile des majorités pauvres, démunies, et la souveraineté égale de tous.

L'histoire nous apprend que c'est à ce tournant que l'Europe invente la notion de "solidarité" qui donne un fondement à l'État, avec l'introduction du droit social comme modalité de cette intervention, avec la formule de la négociation, capable de résoudre dans la société les attentes et les craintes entre les groupes sociaux et les individus. La notion de solidarité est intervenue comme une invention stratégique susceptible de fonder une nouvelle cohésion sociale, et comme un moyen de résoudre les antinomies inhérentes à son fondement politique. La solidarité est le principe de gouvernement qui a permis de convertir les exigences et les craintes contradictoires engendrées par la proclamation du suffrage universel et la forme démocratique en une croyance commune au progrès et à l'amélioration des conditions de vie.

Bien qu'elle ait donné naissance à l'État-Providence et qu'elle ait atteint ses limites aujourd'hui, l'invention de la solidarité a permis à l'État de se soucier de l'intérêt général et de travailler sur de nouvelles formes de lien social. Comme l'a écrit Donzelot : « À l'affrontement direct du capital et du travail, à la violence immédiate qui en découlait, on a pu substituer la nécessité de comptabiliser l'économique et le social par la mise en place de procédures se référant au droit, en transférant cette nécessité à l'État, en le faisant responsable du devenir de la société. »

Les choses ont changé, même en Occident. C'est sûr. Mais la forme démocratique demeure, alors que le nombre de pauvres augmente. Dès lors, tenant compte des aspirations populaires de tous ceux et celles qui ont fait l'expérience de l'égalité politique mais pour lesquels les conditions de vie demeurent inchangées, quelles formes de vivre ensemble saurons-nous inventer pour réduire l'écart entre le politique et le social, entre le droit et le non droit, entre le légal et l'illégal, entre le formel et l'informel, avant que cet écart n'atteigne des proportions ingérables ? Quel sera le contenu de notre solidarité sociale ?

Cette question est capitale car elle renvoie à une interrogation sur l'État. L'État moderne en effet est le produit de compromis entre le prince et le marchand, entre la richesse mobilière et la richesse immobilière, entre la ville et la campagne. Sur quels compromis s'est créé notre propre État ? Quelles formes de richesse ont été produites au cours des deux siècles derniers, depuis la création de notre État, et au profit de qui ? Dans un monde où, depuis le 17ème siècle, l'Angleterre a montré l'importance de la richesse mobilière (dans laquelle elle compte aussi bien le crédit, les assurances, la bourse, la lettre de change que le savoir, la science et la technique), peut-on continuer à croire qu'on arrivera à créer des richesses en maintenant le paysan sur une petite propriété avec des moyens de production hérités des "places à vivre" de la colonisation et de l'esclavage ? En ne pensant pas l'urbain dans la complexité de ses mailles et de ses flux, va-t-on continuer à laisser une paysannerie en crise migrer vers les bidonvilles qui ceinturent toutes les villes de notre pays et à imaginer que c'est là son destin puisque c'est dans cet univers d'épouvante que la population se reproduit ?

C'est vrai que c'est aussi dans cet univers qu'elle crée ses propres solidarités et qu'elle arrive à survivre en mettant en place toute une série de mécanismes basés sur l'égalitarisme dans la famille ou dans la communauté. Mais à ce compte on est encore loin du politique, et même si on a "jeté son bulletin de vote" pour une kyrielle de candidats, on est encore loin de la démocratie. Car il nous faut sortir du paradigme figé hérité de la colonisation, le rapport élites / masses, et commencer à penser la classe moyenne dans sa diversité et dans sa créativité.

À l'occasion de ce colloque, j'ai relu l'opuscule de Georges Anglade "Éloge de la pauvreté" et je finirai ces propos d'introduction par deux citations tirées de ce texte :

> « Depuis plus de dix ans, écrit Anglade, je traîne la même question : Comment expliquer que 80% de cette population soit encore en vie ? Ma réponse est qu'il n'est d'autres ressources dans ce peuple que le peuple lui-même. Offrons donc une mise en application de cette reconnaissance de l'homme et de la femme comme fondement éminent du devenir. »

Et plus loin :

> « Personne ne peut nous faire cadeau d'une alternative, mais plusieurs peuvent nous aider à y parvenir, en prenant garde quand même que les actions caritatives ne dépriment le marché intérieur... Nous n'avons, de plus, personne à rattraper ou à imiter dans cette Caraïbe, mais nous, femmes et hommes d'Haïti, pouvons marcher ensemble avec eux, dans la même direction d'une quête d'alternative, en suivant notre propre chemin de *désenveloppement*, à notre propre rythme. »

Ces propos datent de 1983. Vingt-cinq ans après, en sommes-nous aux mêmes constats et cherchons-nous encore les bonnes réponses ? Que ce colloque sur la démocratie et la grande pauvreté soit l'occasion d'approfondir ces questions. Et si nous n'arrivons pas à trouver les bonnes réponses, posons au moins les bonnes questions. Il y a un peu plus de deux cents ans nous avons osé penser la liberté, oserons-nous aujourd'hui penser l'égalité ?

Merci !

Echange avec le public

Extraits

- Je suis un journaliste haïtien, Dominique Batraville. J'ai deux questions, une pour M. Brand et une pour Mme Pierre-Louis. Jésus a dit sur la montagne (c'est rapporté par les quatre évangiles) qu'il y aura toujours des pauvres avec nous. Comment actualiser cette parole par rapport au dire de Joseph Wresinski : *« La misère est l'œuvre des hommes, seuls les hommes peuvent la détruire »* ? De quels pauvres parle-t-il ? En quoi peut-on détruire la pauvreté ?
  La deuxième question, à Mme Pierre-Louis : En quoi peut-on changer le destin démocratique d'une nation, d'une république, quand un président, qui arrive au pouvoir par les urnes, vous dit : « Je n'ai pas la baguette magique d'Aaron ! » ?

- Je crois qu'il y a des sous-entendus (si vous me permettez d'introduire ainsi ma question) sur le rôle qu'ont à jouer les ONG (par exemple ATD Quart Monde) et la société civile dans une démarche pour la mise en œuvre de la solidarité, pour la construction d'une démocratie. Il y a environ vingt-sept ans, en 1981, j'ai participé à un colloque qui a eu lieu dans la région parisienne, où je représentais un groupe Alpha. J'étais très jeune évidemment. Le plaidoyer ou le slogan à l'honneur pendant tout ce colloque, où il y avait des ONG et probablement ATD Quart Monde, était qu'il fallait faire en sorte que les États, et en particulier l'État français, prennent des dispositions pour que l'aide au développement ne passe plus ou très peu par le canal des gouvernements dont les responsables étaient soupçonnés de dilapider les fonds publics. J'ai partagé cette position. Entre 1981 et 2002, cette idée a fait son chemin. Une grande partie de l'aide passe par la société civile et les ONG, en Haïti en particulier. En même temps, les responsables gouvernementaux se réfèrent à leur bilan, par exemple à leur bonne gouvernance relative à la lutte contre la corruption (qui semble bien maigre sur le plan macro-économique). Maintenant, le plaidoyer est inversé. Les responsables gouvernementaux demandent aux bailleurs de fond de bien vouloir considérer qu'aujourd'hui il y a une forte participation de leur part dans la gestion de la solidarité. Quel est le bilan de cette solidarité au niveau de la société, par rapport à la faim en général ?

- Qu'est-ce qu'on peut faire contre ceux qui se servent de la misère des autres pour s'enrichir ? Leur rêve, c'est de s'enrichir davantage. Alors, dans ces conditions, peut-on croire à la dissolution de la misère ? Une fois que nous cesserons d'être pauvres, eux cesseront-ils d'être riches ?

- Est-ce que vous pensez qu'on peut éradiquer la misère dans une société basée sur la propriété des moyens de production ?

- Vous venez de poser plusieurs questions. Moi je ne veux en poser qu'une. Dans un monde insensé, où personne ne connaît personne, nous disons que nous voulons combattre la misère. Mais comment y parviendrons-nous si chacun adore son propre Dieu ?

Eugen Brand :

À propos de Jésus qui a dit : « Il y aura toujours des pauvres parmi vous », le père Joseph Wresinski s'est lui-même interrogé : Comment comprenons-nous nous-mêmes cette parole ? Est-ce que nous la prenons comme un constat ou comme une fatalité ? S'il y a toujours de la misère, nous n'aurions donc rien à entreprendre ? Pour lui, c'est une parole dynamique, qui indique une attitude à avoir pour aller vers ceux qui ne sont pas autour de la table. Pour lui, "les plus pauvres" n'étaient pas une catégorie. Cette expression traduit une volonté politique d'aller vers les absents.

Pour la question portant sur les ONG et les États, je ne pense pas que la solution soit de faire

passer davantage les fonds par les ONG. Dans cette opposition État / ONG, il y a le piège de la prétention. Il y a à travailler aussi bien au niveau des États qu'au niveau des ONG. C'est dramatique de croire que ce sont les droits de l'homme seuls ou l'économie seule ou les ONG seules ou les religions seules qui pourraient être en mesure de trouver une solution à la grande pauvreté. Alors que c'est seulement si chacun de nous parvient à offrir le meilleur de lui-même dans son domaine et à entrer en dialogue avec les autres.

Quant à la question de la solidarité, nous en parlerons encore longtemps si nous restons uniquement au niveau du temps politique et du temps social. Les plus pauvres ne font partie ni de l'un ni de l'autre. Ils relèvent d'un autre temps, celui de l'investissement humain où l'on va à la rencontre de l'autre, celui où on prend le temps précisément de se connaître pour bâtir uneconfiance. À tous les niveaux, au niveau politique, au niveau des Nations Unies, si nous ne réalisons pas que le premier droit est de pouvoir compter sur quelqu'un d'autre, notre solidarité n'aura pas de racine.

Que peut-on faire envers ceux qui veulent s'enrichir ? Pour moi, c'est une question plus générale : que pouvons-nous faire pour abattre les murs ? Dans toutes mes années d'engagement, je n'ai jamais rencontré une personne qui soit restée insensible après sa rencontre avec des gens très pauvres. Comment peut-on être sincère dans ce domaine ? Cette sincérité est difficile, que l'on soit du monde paysan, du monde ouvrier ou de la haute société. Face aux plus pauvres, la sincérité de tous est questionnée en profondeur. Si nous osions nous redonner une démocratie de rencontres, les gens seraient provoqués au changement.

La société capitaliste peut-elle éliminer la misère ? Oui, si c'est une société qui accepte le croisement des savoirs, qui reconnaisse que les plus pauvres ont une pensée propre, un savoir, de l'expérience. Dire que la croissance économique engendre un progrès pour tous, c'est faux et mensonger. Pour trouver une vraie réponse, nous avons besoin d'une dynamique qui sache croiser les savoirs des uns et des autres, celui des universitaires, celui des acteurs économiques, celui des personnes engagées aux côtés des plus pauvres et bien sûr celui des plus pauvres eux-mêmes.

Est-ce qu'on peut lutter contre la misère si on ne croit pas au même Dieu ? Le père Joseph Wresinski a dit très clairement que, dans toutes les religions ou spiritualités, pour aller en profondeur on a besoin de venir se ressourcer auprès de ceux qui souffrent le plus, qui sont les plus isolés. Il entend cela comme un droit. Il dit aussi que les plus pauvres eux-mêmes ont le droit de pouvoir accéder librement à une religion ou à une spiritualité qui a du sens pour leur vie.

Voilà quelques réflexions que je peux faire à la suite de vos importantes questions, dont je vous remercie.

Michèle Pierre-Louis :

Ni baguette magique, ni boule de cristal ! Dans notre pays, depuis cinquante ans, nous avons délaissé le champ politique pour entrer dans le champ du brigandage. Le président Préval a raison, il n'y aura pas de coup de baguette magique, parce que la construction de la démocratie demande beaucoup. Elle demande certainement une légitimité politique. Nous avons eu une certaine forme de stabilité dans la dictature et, depuis vingt-deux ans, nous essayons de construire la démocratie, mais nous la construisons dans le désordre, dans la violence et dans l'insécurité. Je ne suis pas là pour plaider la cause de ce gouvernement, mais il est évident que les efforts entrepris pour reconstruire les institutions politiques (notre pays est profondément "désinstitutionnalisé") vont prendre du temps. Justement nous sommes toujours dans ce paradoxe, dans cette tension entre tout ce qui est urgent et tout ce qui demande du temps. Donc, effectivement, aucun coup de baguette magique ne peut réparer les torts faits à ce pays, ni du point de vue institutionnel ni du point de

vue de l'éducation, ni du point de vue de l'État. Construire l'État prend du temps. Je crois que nous avons effectivement un long chemin à parcourir, si nous voulons vraiment (cela reste encore à prouver) construire cette difficile démocratie qui est dans une situation d'extrême fragilité.

Solidarité ONG / État / société civile ? C'est vrai que l'aide au développement a transité pendant longtemps par les ONG et la société civile. A partir de l'arrivée au pouvoir de Jean-Claude Duvalier, en 1981, il y a eu, selon les historiens qui ont étudié cette période, une hémorragie d'aides au développement, qui ont été détournées pour la plupart. Donc il y a eu le constat fait par les bailleurs que finalement il valait mieux traiter avec les structures de la société civile, faire passer l'aide par elles, qui sont plus proches de la population et qui assurent des services que très souvent l'État n'assume pas. Mais on s'est rendu compte que cela affaiblissait l'État. On est revenu maintenant à une position plus nuancée. Les structures de la société civile sont un secteur extrêmement difficile à définir : qu'est-ce qu'une ONG sérieuse ou une ONG qui ne l'est pas ? Il y a une multitude et une multiplication d'organismes dans ce faisceau institutionnel. Comme par ailleurs on a constaté que passer par une ONG affaiblissait l'État, aujourd'hui on revient justement sur ce qui avait été décidé il y a plus de vingt ans et on considère maintenant que les aides permettront de "ré-institutionnaliser" l'État pour qu'il soit beaucoup plus à même d'offrir à la population des services sociaux de base. Ceci dit, les ONG peuvent également elles-aussi contribuer à cette forme de refondation de l'État.

Pour le reste, Eugen Brand a déjà répondu, et je ne crois pas que j'ai grand-chose à ajouter.

Concert de AWOZAM

Groupe socio-culturel
TET KOLE TI PEYIZAN AYISYEN, JEAN-RABEL
Chants en créole

Spectacle de musique, de chant et de danse interprété par une troupe de paysans de Jean-Rabel, une localité située au nord d'Haïti. Ils y expriment leur dure réalité et leur lutte contre la misère.(Cf. Leur album Yon Jou Ki Ra, à l'occasion des 200 ans d'indépendance, 1804-2004) [7]

7. Gatap production, 13 impasse Duverger, (Turgeau), BP 585, Port-au-Prince.

Jeudi 28 février 2008

Volontaire permanente du Mouvement ATD Quart Monde depuis 2000, après avoir été directrice au Village d'enfants SOS pour les jeunes filles (Haïti), ***Agnès Dumas Bonkoungou****, au nom de ce Mouvement et de la Fondation connaissance et liberté, remercie les participants de leur présence, notamment ceux qui viennent d'autres pays (République dominicaine, Guadeloupe, Guatemala, Pérou, Mexique, France, Belgique, Suisse), ceux qui ont préparé des contributions, ceux qui ont œuvré à la préparation de cette rencontre (notamment l'Institut français d'Haïti et la Délégation de la Commission européenne en Haïti), pour permettre à des universitaires, à d'autres acteurs sociaux et à des représentants du rassemblement Quart Monde de partager leurs expériences et leurs réflexions en vue de bâtir une société plus juste, plus démocratique, plus solidaire. Puis elle donne la parole à Marie-Rose Blunschi Ackermann, directrice de l'Institut de recherche et de formation aux relations humaines (IRFRH) d' ATD Quart Monde, chargée de présenter brièvement le père Joseph Wresinski, auquel ce colloque est dédié.*

Joseph Wresinski (1917-1988) : quelques données biographiques

Marie-Rose Blunschi Ackermann

Cela fait 20 ans que Joseph Wresinski est décédé, le 14 février 1988, à l'âge de 71 ans. Quelques mois auparavant, le 17 octobre 1987, il avait invité les défenseurs des droits humains de tous les pays à ce rassemblement à Paris, à l'origine de la journée mondiale du refus de la misère. Le message au centre de cette journée, il le portait en lui dès son enfance : S'unir pour faire respecter la dignité de tout homme est un devoir sacré.

Né le 12 février 1917 à Angers (France), il était le troisième des cinq enfants nés d'une mère espagnole et d'un père polonais. Une de ses sœurs est morte de malnutrition et d'un manque de soins, dans le camp où la famille fut internée pendant la guerre de 1914-1918 : son père, détenteur d'un passeport allemand, était considéré comme ennemi. Joseph a grandi dans une très grande précarité, connaissant l'exclusion, l'humiliation, l'indifférence et le mépris.

Ordonné prêtre en 1946, il a été sans cesse et partout à la recherche du plus pauvre, de celui qui, pour lui, est la présence de Jésus-Christ sur cette terre. En 1956, il arrive comme aumônier dans un camp de sans-logis de la région parisienne. 250 familles, en grande majorité françaises, abandonnées par une société prospère, sont entassées dans des abris en fibrociment, sans électricité ni distribution de courrier, avec trois points d'eau pour 1.800 personnes. C'est avec ces familles et des amis qui l'ont rejoint que Joseph Wresinski a développé le projet d'une société qui ne laisserait personne de côté, d'une société qui donnerait à chacun et à chacune le droit et les moyens de s'engager pour son propre bien et pour le bien des autres.

Ce projet n'avait pour eux rien de théorique, ils l'ont réalisé ensemble au jour le jour en construisant une chapelle, un jardin d'enfants, un centre culturel et en créant une association qui pouvait les représenter. Ce fut le début du Mouvement international ATD Quart Monde...

Wresinski s'est opposé à toutes les tentatives de créer une division entre "bons et mauvais pauvres", entre familles susceptibles d'être insérées dans la société et celles dites "irrécupérables".

Il savait que les pauvres sont mis sous la pression constante de renier les personnes qui leur sont proches et les valeurs dans lesquelles ils croient. Il connaissait leur aspiration à une société fraternelle et savait qu'ils avaient besoin de personnes qui leur prouvent, par des signes tangibles, que cette société-là était déjà en train de se réaliser parmi eux.

Pour mieux comprendre qui sont les familles dont il partage alors la vie et pourquoi elles se trouvent dans cette condition inhumaine, il fait appel à la science. En 1960 il crée l'institut de recherche d'ATD Quart Monde. Il collabore avec des sociologues, des psychologues, etc. pour traduire le message des exclus dans un langage susceptible d'être compris par les hommes et les femmes "modernes" qui croient en la science.

Il s'adresse aussi aux politiques. En 1968 paraît le manifeste "Un peuple parle". C'est la première fois que des habitants de lieux de misère en France et en Europe prennent collectivement et publiquement la parole. Pour exprimer cette identité commune, Joseph Wresinski crée le nom de "Quart Monde". Il fait référence à ceux qui, au temps de la révolution française, avaient exigé la représentation politique des plus pauvres par la création d'un "Quatrième ordre."

Notre colloque est consacré à l'actualité de la pensée de Joseph Wresinski. Comment est-elle accessible aujourd'hui à ceux et à celles qui veulent s'en inspirer ?

Elle l'est d'abord à travers ceux qui la mettent en œuvre, la vivent, à commencer par les plus pauvres de tous les pays, dont Joseph Wresinski s'est fait le porte-parole et qui sont toujours ceux qui sont le mieux placés pour la comprendre.

Elle l'est aussi par ses écrits. Entre 1983 et 1986, vers la fin de sa vie, Joseph Wresinski a publié 4 livres :

- *Les pauvres sont l'Eglise*, qui, contrairement à ce que suggère le titre, n'est pas un livre religieux, mais parle de l'histoire du Mouvement et de ce qui l'anime.
- Deux livres à portée plus spirituelle : *Heureux vous les pauvres* ; *Les pauvres, rencontre du vrai Dieu*.
- *Paroles pour demain*, qui rassemble des histoires de la vie des plus pauvres.

Sa pensée est également consignée dans de nombreux articles et conférences, mais aussi dans des lettres, des notes personnelles, des écrits internes au Mouvement. Tous ces trésors sont rassemblés au Centre international Joseph Wresinski à Baillet-en-France et ne demandent qu'à être exploités.

C'est pourquoi ce Centre édite des textes encore inédits et réédite des textes difficilement accessibles aujourd'hui. Il a publié une sélection de textes qui forment le corpus de notre colloque : *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*.[8]

Les interventions d'hier soir nous ont fait entrevoir l'actualité du projet de civilisation que portait Joseph Wresinski et que nous allons pouvoir approfondir.

8. Le sommaire de ce corpus de référence est exposé dans la partie ANNEXES.

PANEL 1
Lien entre droits de l'homme et grande pauvreté

Introduction de Marco Aurelio Ugarte
Anthropologue (Mexique)
Ancien professeur d'ethnologie à l'université de Cusco (Pérou)
Membre du comité scientifique du colloque

Traduit de l'Espagnol

Pour moi, c'est un honneur d'être avec vous, dans ce pays d'Haïti qui prend chaque jour une place plus grande dans mon cœur.

Sur le parvis des libertés et des droits de l'homme, à Paris en France, là où fut signée en 1948 la Déclaration universelle des droits de l'homme, le père Joseph Wresinski a inauguré une dalle en l'honneur des victimes de la misère, de la violence et de l'ignorance. Sur la partie inférieure de cette dalle, nous pouvons lire cette phrase : « Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. » Pour la première fois il était établi que la misère est une violation des droits de l'homme. L'affirmation du fondateur du Mouvement ATD Quart Monde souligne l'esprit dans lequel la Déclaration universelle des droits de l'homme fut édictée, à savoir le caractère intégral des droits de l'homme. Ceux-ci en effet ne s'accommodent pas d'une séparation entre les droits politiques et les droits économiques, sociaux, culturels. Cette approche globale par le père Joseph Wresinski, qui correspond au sens même de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous pousse à reconnaître l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme. Et, dans la même phrase, son appel au "devoir sacré de s'unir pour les faire respecter" interpelle la société civile et politique. Il invite tous les hommes à se sentir indispensables pour détruire la misère.

Parce que la misère synthétise en quelque sorte l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale, vouloir la détruire est un objectif très exigeant qui requiert une action globale dans laquelle doivent être prises en compte toutes les dimensions (sociale, politique, économique, culturelle, éthique, spiri-tuelle). Ce matin, nous nous proposons, avec l'aide de différentes interventions, de réfléchir aux liens entre les droits de l'homme et la grande pauvreté. Comment pouvons-nous détruire la misère, que ce soit dans des pays avec une forte expérience démocratique ou dans des pays de plus faible expérience démocratique.
Je passe la parole au docteur Madeleine Jean-Baptiste, qui va être la modératrice de nos échanges de ce matin. Merci.

Modératrice : *Docteur Marie Madeleine Jean-Baptiste, engagée depuis plus de 15 ans dans la santé communautaire en milieu urbain, directrice du Centre de santé St Michel du Service œcuménique d'entraide, formatrice en éducation à la santé, accompagnement de personnes atteintes du VIH SIDA.*

- **"L'indivisibilitédes droits humains"**, Samuel Madistin, avocat à la Cour de Justice de Port-au-Prince, ancien sénateur de la République (Haïti).
- **"Droits humains, devoir sacré"**, Jocelyne Colas, militante pour les droits humains depuis de nombreuses années dans différentes organisations, actuellement secrétaire exécutive de la Commission épiscopale nationale Justice et Paix, et secrétaire générale de la Plate-forme des organisations haïtiennes des droits humains (POHDH).
- **"Bien-être, grande pauvreté et modèle de développement"**, Jean-Hugues Henrys, médecin, président du Service œcuménique d'entraide, coordonnateur adjoint de l'Unité de recherche et d'action médico-légale (URAMEL), vice-doyen à l'enseignement et à la recherche à la Faculté de médecine et des sciences de la santé à l'université Notre Dame d'Haïti.
- **"Survivre sans droits"**, Jorge Cela, prêtre jésuite, né à Cuba. Il vit depuis 41 ans en République dominicaine où il s'est engagé pendant 30 ans dans des quartiers défavorisés au sein de différentes organisations comme la Cité alternative, le Centre d'études sociales Padre Juan Montalvo, Foi et Joie dont il est le coordinateur général international. Cette organisation est engagée dans l'éducation et la promotion familiale. Jorge Cela est anthropologue et auteur de nombreux articles et d'un livre intitulé "L'autre visage de la pauvreté".

La grande pauvreté et le principe de l'indivisibilité des droits humains

Samuel Madistin

La question de la grande pauvreté et le principe de l'indivisibilité des droits de l'homme, thème soumis à notre réflexion et au sujet duquel nous allons devoir faire quelques commentaires, renvoie, à notre avis, au rapport d'interdépendance entre droits de l'homme et développement. L'idée de protection internationale des droits de l'homme est nouvelle dans les relations internationales. Elle est le fait d'une prise de conscience de la communauté des États face aux horreurs de la deuxième guerre mondiale : des millions de tués, de mutilés et de blessés graves en cinq ans, dus aux opérations militaires et aux épidémies. À l'Europe conquise, Hitler avait imposé un "ordre nouveau" marqué par la subordination politique à l'Allemagne, le pillage économique, la suppression des libertés, la persécution raciale et l'extermination des Juifs. Dans le but d'éviter à l'humanité la répétition de telles atrocités, la communauté des États a entrepris de promouvoir la paix par la coopération internationale en vue du développement socio-économique des peuples. L'État de droit apparaît comme une nécessité. Il s'oppose à l'État de police, sorte de régime politique qui ne reconnaît aucun droit à l'individu et qui ne reconnaît pas non plus la possibilité d'attaquer ses décisions. L'État de droit, au contraire, est soumis au droit, c'est-à-dire qu'il reconnaît des droits et des voies de recours aux individus.

Mais la démocratie ne se construit pas sur la passivité des citoyens se contentant de réagir aux situations. Elle suppose des citoyens actifs et l'accompagnement des populations vulnérables, marginalisées, humiliées, vivant des situations intolérables. La démocratie suppose la foi dans l'humain. C'est ce que croit le père Joseph Wresinski quand il écrit : *« Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »*

Il est évident que de la proclamation des droits à l'effectivité des droits il y a toujours un fossé à combler. C'est le fondement même de toute lutte pour le respect des droits humains. Comment comprendre la question de la grande pauvreté et le principe de l'indivisibilité des droits humains ? Nous allons tenter d'analyser le fondement et le contenu du concept de l'indivisibilité des droits humains, préciser le sens de la notion de grande pauvreté et déterminer l'impact de celle-ci sur le respect des droits humains en Haïti.

I. Fondement et contenu du concept de l'indivisibilité des droits de l'homme
Survol historique - Unité des différentes catégories de droits - Obligation des États

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, et dès le préambule de la charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 mai 1945, les membres de la nouvelle organisation mondiale ont affirmé leur « foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ». Le but assigné à l'ONU est la réalisation de la « coopération internationale...en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. »

Mais la charte des Nations Unies, à l'exception notable de l'interdiction de la discrimination, ne contenait aucune définition substantielle des droits fondamentaux de l'homme. C'est à cette tâche que sera d'abord appelée la Commission des droits de l'homme (CDH) mise en place par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). La CDH présentera le contenu des droits de l'homme au respect desquels doit tendre la coopération internationale au sein des Nations Unies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948.

La DUDH a le grand mérite de rassembler dans un texte unique les droits civils et politiques d'une part, les droits économiques, sociaux et culturels d'autre part.

Adoptée à une très large majorité (40 voix pour, 8 abstentions, aucune voix contre) la DUDH présente les caractéristiques d'une réconciliation des diverses conceptions des libertés publiques. Mais il s'agit comme le dit Gilles Lebreton d'un succès apparent, car si la DUDH est si largement admise c'est parce qu'elle est dépourvue surtout de force contraignante.

L'abstention de l'Arabie Saoudite - terre d'Islam par excellence - rejetant la conception extensive de la liberté religieuse retenue par la Déclaration (liberté de changer de religion : art.18) est lourde de signification. Une partie importante du monde musulman renonce à se doter d'une constitution distincte du Coran. L'abstention de l'URSS et de cinq satellites de l'Europe de l'Est est une preuve que les États marxistes n'avaient pas considéré que la Déclaration représentait une synthèse acceptable par les deux blocs. La Déclaration échoue donc dans l'entreprise qu'elle s'était fixée, dans son préambule, de bâtir "une conception commune des droits et libertés, et d'indiquer "l'idéal commun" à atteindre pour tous les peuples et toutes les nations."

Dès 1949 la CDH avait entrepris de traduire la DUDH en un traité unique. Mais l'influence des États occidentaux fera privilégier deux pactes distincts portant, l'un sur les droits civils et politiques, marqué par la pensée libérale, et l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels, marqué par la pensée socialiste. C'est ce qu'on appellera les droits de la première et de la deuxième génération. La troisième génération des droits portera sur les droits de solidarité, à un environnement sain, etc.

Pourquoi deux pactes pour une seule Déclaration ? Les distinctions entre les deux pactes sont clairement explicitées dans les articles 2 , 3ème alinéa du pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et 2, 1er alinéa du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Les droits civils et politiques énoncés dans le PIDCP se présentent comme immédiatement applicables, justifiables en tant que droits contre l'État venant imposer une obligation d'abstention. Les droits économiques, sociaux et culturels, non-justifiables, programmatiques se présentent comme des droits à des prestations de la part de l'État venant lui imposer des obligations d'agir.

Le désir de combler cette division a connu des étapes marquantes comme l'acte final de la conférence d'Helsinki (juillet 1973 à juillet 1975), la conférence de Vienne (novembre 1986 - janvier 1989), le sommet de 1990 de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui s'est déroulée à Paris avant de trouver une réponse théorique au cours de la conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne en 1993.

La déclaration et le programme d'action de Vienne, adoptés le 25 juin 1993, dans sa première partie (cinquième paragraphe) dispose que *« tous les droits de l'homme sont universels, indissociables et intimement liés. La communauté internationale doit traiter des droits de l'homme globalement de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance... »*.

La proclamation d'un droit ne sert pas à grand-chose si les mécanismes ou les mesures nécessaires à rendre effectif l'exercice de ce droit se révèlent inexistants. Le droit international des droits de l'homme reconnaît des droits aux individus et fait naître subséquemment à la charge des États des obligations correspondantes. La reconnaissance d'un droit impose donc à l'État trois types d'obligations : Respecter (ne pas s'immiscer dans l'exercice du droit garanti) ; Protéger (ne pas tolérer des atteintes de la part d'autres particuliers) ; Réaliser (aménager les conditions d'un exercice effectif).

II. Grande pauvreté et lutte pour le respect des droits de l'homme *Tentative de définitions - Lien entre droits de l'homme et développement - Perspective d'éradication*

La notion de "grande pauvreté" n'est pas une notion juridique, c'est-à-dire "saisie" et définie par un texte légal. Il n'existe aujourd'hui au niveau international aucun traité visant la lutte contre la pauvreté. C'est là un vide à combler. Il faudra dans le cadre de ce débat, partir du sens ordinaire de la notion et voir dans quelle mesure la cerner par rapport à la problématique de l'indivisibilité des droits de l'homme.
La pauvreté, si on se réfère à la définition donnée par la loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Québec, "c'est la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique ou pour favoriser son intégrité et sa participation à la société."

Amartya Sen présente la pauvreté comme un « concept absolu au sens où elle traduit l'incapacité de satisfaire un certain nombre de besoins essentiels. » La définition des besoins essentiels étant évidement relative en fonction des pays et des époques auxquelles les observations sont faites. Qu'en est-il de la grande pauvreté ? C'est un état d'indigence où l'individu est incapable de satisfaire le minimum nutritionnel. ATD Quart Monde considère la grande pauvreté comme une extrême violence faite aux personnes. Elle contribue à créer un climat de violence pour des personnes en situation d'exclusion. Le père Joseph Wresinski, dans une contribution à la réflexion fondamentale de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), définit la grande pauvreté comme « une violation systématique de l'ensemble des droits fondamentaux. » (Il considère qu') « il y a, dans tous les pays, des dénis graves. Ils ne sont pas accidentels mais inhérents à la manière dont les hommes organisent la vie de la communauté nationale et internationale. »[9] Cette réflexion du père Joseph Wresinski est pertinente au regard de l'organisation de la société internationale et de la répartition des richesses au niveau mondial. Le constat est affreux si on se fie aux statistiques de la Banque mondiale ou du PNUD. Par exemple : (...)

- 20% des riches consomment 86% de tous les biens et services, soit plus de la moitié de l'énergie et près de la moitié de la production de viande et de poisson ;
- Les Américains dépensent 8 milliards de dollars par an pour les cosmétiques, les Européens dépensent 50 milliards de dollars pour les cigarettes mais il est impossible de trouver 9 milliards de dollars pour donner à l'ensemble des populations des pays en voie de développement l'accès à l'eau propre et potable.

Il est clair que le monde est aujourd'hui suicidaire. Cette situation nous interpelle tous. Que faire ? Il est aujourd'hui universellement admis que le respect de la dignité de l'être humain et la reconnaissance des droits et libertés dont il est titulaire constituent le fondement de la justice et de la paix. La pauvreté et l'exclusion sociale empêchent la protection et le respect de la dignité humaine. D'où la nécessité de lutter pour l'éradication de la pauvreté et l'exclusion sociale.

III.- Grande pauvreté et respect des droits de l'homme en Haïti

En Haïti, l'impact de la grande pauvreté dans le cadre de la lutte pour le respect des droits humains est considérable. Selon les statistiques de la Banque mondiale et de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) :

- 80% de la population rurale haïtienne vit en situation de pauvreté et les 2/3 sont extrêmement pauvres.
- 20% seulement des ressources sont consacrées aux zones rurales où vivent environ les 2/3 de la population.
- ¼ seulement de la population a accès à l'eau salubre.

9. Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère, une pensée politique née de l'action*. Editions Le Cerf / Quart Monde, 2007, p.216.

- Le revenu per capita (250 $ US) est nettement inférieur à un dixième de la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes (3370 $ US).
- Prés de la moitié des enfants de moins de cinq ans sont frappés de malnutrition.
- 78% des jeunes de 12-18 ans ne fréquentent pas le cycle secondaire.
- Le taux net de scolarisation au niveau primaire pour les enfants de 6 à 11 ans est 60%. Le coût trop élevé de la scolarisation est la principale raison de la non-fréquentation scolaire des individus jamais scolarisés.
- 13,5% de la population adulte (18 ans et plus) est en situation de malnutrition.

L'aide internationale, les politiques publiques, les initiatives privées dont celles de nombreuses ONG, bref les efforts jusqu'ici consentis n'ont pas suffi à réduire la pauvreté en Haïti. Quelle en est la cause ? Les raisons expliquant l'échec des politiques publiques dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté sont multiples :

- Absence de participation citoyenne. Les plus pauvres sont souvent exclus des processus décisionnels les concernant.
- Absence de politique et d'action favorisant l'accès des citoyens (dont les plus pauvres) aux droits sociaux économiques et culturels.
- Absence de plan favorisant la réussite scolaire, la ré-insertion scolaire et sociale des jeunes, particulièrement ceux qui vivent dans les quartiers populaires.
- Absence de stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale impliquant le gouvernement, ses partenaires économiques, les collectivités territoriales décentralisées et les acteurs-clés de la société civile organisée.
- Absence d'espace de dialogue entre les différentes couches sociales de la société.
- Absence de législation en faveur des plus pauvres (politique de discrimination positive).
- Persistance des lois et pratiques discriminatoires.
- Promotion et pratique de l'assistanat.
- Absence de consensus national pour lutter contre l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale.

Conclusion

Il ressort de ce qui précède qu'il n'y a pas de respect des droits de l'homme sans développement socio-économique et juste répartition des richesses. L'ordre public international tel qu'il se présente aujourd'hui favorise le développement de l'indigence et de la pauvreté. Les droits humains sont universels, interdépendants et intimement liés. Pourtant les pauvres et les exclus n'ont pas accès aux droits sociaux. Les obligations de l'État de protéger, de respecter et de réaliser les droits de l'homme ne sont pas toujours assumées. Quel est le sens de "l'égale dignité humaine" pour les personnes vivant en situation de précarité permanente ? Que vaut le droit à la santé des riches sans obligation à la santé des autres ? C'est là que la pensée du père Joseph Wresinski nous interpelle ! Il faut une approche renouvelée de la pauvreté, de la connaissance des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix.

En Haïti, la corruption et l'absence d'une bonne gouvernance, les faibles niveaux de croissance et d'investissement, l'instabilité politique conduisent le pays vers un résultat lamentable : une recrudescence de la pauvreté, une dégradation humaine, physique, sociale et environnementale, une préoccupante situation d'insécurité mettant en péril les bases de la nation.

Le scandale de la pauvreté et de l'exclusion sociale expose dangereusement les bases de la société internationale et nous interpelle tous. La lutte pour l'éradication de la pauvreté implique la participation des plus pauvres dans les processus décisionnels les concernant et le devoir de solidarité. Le monde est désormais appelé à être solidaire ou suicidaire. La trilogie « Paix – Développement – Droits de l'homme » doit être la boussole pour l'émergence d'une société sans pauvreté.

Droits humains, devoir sacré

Jocelyne Colas

J'interviens en qualité de militante des droits humains et je me suis surtout attachée à souligner des aspects de la pensée du père Joseph Wresinski qui, selon moi, apporte un souffle profond au combat pour les droits de tous.
Ces points sont les suivants :

- La reconnaissance de la force de résistance de tout homme face à la misère et à l'oppression.
- La reconnaissance de l'égale dignité.
- La notion des droits et devoirs.
- Et enfin la qualité sacrée de notre devoir envers tout homme opprimé ou pauvre.

La reconnaissance de la force de résistance de tout homme face à l'oppression et à la misère

Nos ancêtres ont été les premiers défenseurs des droits humains sur cette terre d'Haïti, et ont posé un acte fondamental dans l'histoire de l'humanité.

Nous ne pouvons pas parler des droits humains et de la réalité haïtienne sans penser à l'extraordinaire action que les fondateurs de notre pays ont réalisée lorsqu'ils ont décidé de se mettre ensemble pour briser les chaînes de l'esclavage. C'est ainsi qu'ils ont créé un État indépendant que l'on appelle Haïti. Cette mémorable action fut un refus de la misère et de tout ce qu'elle induit : l'exploitation, les humiliations, l'exclusion. L'esclavage veut dire que « tu n'es pas considéré comme un homme ou une femme, tu n'es pas un être humain. » C'est le déni de l'essence de la personne humaine. Lorsque les esclaves ont pris conscience qu'ils n'étaient pas reconnus comme des êtres humains à part entière, ils ont mis en œuvre une série d'actions pour échapper à leur condition d'esclave : suicide collectif, infanticide pour ne pas laisser leur enfant grandir avec des chaînes, marronnage, révolte violente, tentative d'empoisonnement du maître... jusqu'à parvenir à s'unir pour se libérer totalement. La révolte pour la libération réalisée par des héros, certains illustres, d'autres restés anonymes, a été un geste pour faire valoir l'humanité de tout homme.

La reconnaissance de l'égale dignité

« Chaque personne a une valeur fondamentale et inaliénable qui fait sa dignité d'homme » déclare Joseph Wresinski.

C'est cette valeur inaliénable qui pousse des femmes et des hommes à se libérer tôt ou tard de toute oppression, de tout déni de leur dignité. Les esclaves, malgré l'extrême oppression, la misère matérielle, ou à cause de cela, ont choisi de sortir de ce joug. Ils ont cru qu'ils étaient capables de créer d'autres conditions de vie. Ils ont cru en leur capacité de prendre leurs responsabilités pour survivre autrement. Comme êtres humains, ils ont participé à la construction du monde, en acteurs qui pensent et aiment, en acteurs qui réfléchissent sur leur situation. A partir de leur connaissance du monde, ils ont imaginé le changement possible et l'ont réalisé.

J'ai été très impressionnée de lire un passage du père Joseph Wresinski qui affirme que les plus pauvres ont une force intérieure. C'est cette même force intérieure qui a servi de levier à la libération des esclaves. Ils portent en eux la conviction que personne ne peut accepter de vivre dans des conditions inhumaines. Le père Joseph Wresinski nous rappelle que tout être humain, dans une situation d'extrême pauvreté et d'oppression, cherchera à se libérer en réfléchissant sur sa situation, en tentant de comprendre ce qu'il vit, et à agir avec un objectif de changement.

Le père Joseph Wresinski ajoute : *« Quelle que soit la faiblesse des moyens de pensée logique et des moyens d'analyse qu'il a reçus, tout être humain, tout groupe, se fait chercheur, à la recherche de son indépendance, à la recherche de la compréhension de lui-même et de sa*

situation, lui permettant d'écarter les insécurités et les craintes, de maîtriser son destin, plutôt que de le subir et d'en avoir peur. »

Le fondement des droits humains, c'est la reconnaissance de la dignité humaine et aussi la reconnaissance que tous les êtres humains sont égaux en dignité. De là, vient le choix de la primauté de la personne humaine dans toute action qui veut respecter la dignité humaine. Une société qui cherche à assurer la paix et la sécurité à tous ses membres doit partir de cette primauté de la personne, et par déduction pour n'en exclure aucun, partir du plus faible, du plus isolé, de celui qui n'est pas en mesure de faire valoir par sa seule action, son égale dignité.

Droits et Devoirs sont les deux faces d'une seule pièce

• La réalité de la pauvreté : l'exclusion

Aujourd'hui, dans notre pays, beaucoup de personnes sont condamnées à vivre dans des conditions de misère, ce qui constitue une non-reconnaissance de leur humanité, une violation de leur droit de vivre dignement et de pouvoir participer à leur propre développement et à la construction de leur société. Ces personnes sont ignorées, mises de côté. Elles ne sont pas intégrées dans les différents projets d'une façon qui tienne réellement compte de la réalité qu'elles vivent et de leurs aspirations au changement. Du fait de leur vie difficile, elles ne sont pas considérées comme des penseurs et des acteurs de changement. Elles n'ont pas voix au chapitre lorsqu'on discute de projets les concernant. Pourtant dans leur vie et pour leur survie, elles posent, jour après jour, des actes qui vont au-delà de la survie, comme en témoignent les efforts sans limite que les parents et souvent la communauté entière font pour l'éducation de leurs enfants. On ne peut mesurer la qualité et l'étendue de ces efforts aux seuls résultats en rapport aux normes définies en dehors de cette réalité de pauvreté, mais bien à partir d'elle. Nous découvrons alors que ces résultats sont à prendre en considération.

• Une définition de la grande pauvreté

Celle de Joseph Wresinski met les deux notions "droits" et "devoirs" dans une unité. Il dit : « La précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assurer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de réassumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même dans un avenir prévisible. » [10]

Il part d'un constat : "l'absence de sécurité" crée en conséquence l'impossibilité d'assurer ses obligations... C'est donc qu'il reconnaît en premier que l'adulte a des obligations. Il rappelle que les plus pauvres doivent avoir la possibilité de réassumer leurs responsabilités, et c'est cela l'objectif de la lutte contre la pauvreté.

Nous parlons de droits humains, mais, comme le souligne Simone Weil, philosophe française (1909-1943), il serait plus pertinent de parler de devoirs et d'obligations avant de parler de droits, puisqu'un droit n'est effectif que s'il peut être opposable à un tiers. Le père Joseph Wresinski prolonge la réflexion en désignant notre devoir : nous unir contre la misère afin que chacun puisse jouir de sa dignité et être capable d'assumer ses responsabilités dans la société. Il qualifie ce devoir de devoir sacré.

• Notre devoir : une solidarité qui respecte la dignité de la personne humaine

Le père Joseph Wresinski nous invite à une défense des droits humains qui conduit à considérer la personne la plus fatiguée, la plus détruite par la misère comme actrice, et à chercher les

10.Conseil économique et social France, Avis du rapport *Grande pauvreté et précarité économique et sociale,* février 1987.

moyens de la rencontre, du dialogue et de la formation mutuelle afin de construire ensemble les chemins de sa réinsertion dans notre société.

> « Ceux qui pensent que les hommes totalement paupérisés sont apathiques et que, par conséquent, *ils ne réfléchissent pas, qu'ils s'installent dans la dépendance ou dans le seul effort de survivre au jour le jour, ceux-là se trompent lourdement. Ils ignorent les inventions d'autodéfense dont les plus pauvres sont capables pour échapper à l'influence de ceux dont ils dépendent, pour sauvegarder une existence propre, soigneusement cachée derrière la vie qu'ils étalent en guise de rideau, derrière la vie qu'ils jouent pour faire illusion au regard extérieur. Ils ignorent l'effort désespéré de réflexion et d'explication de cet homme qui ne cesse de se demander : "Mais qui suis-je donc ?" Qui ne cesse de dire : "Pourquoi me traite-t-on comme cela, comme une lavette, comme un chien, comme un vaurien ? Suis-je donc une lavette ?" Et qui, au prix d'un effort de pensée douloureux, ne cesse de resurgir d'en dessous de ces fausses accusations qui sont autant de fausses identités qu'on lui donne, en se répétant : "Non, je ne suis pas un chien, je ne suis pas l'imbécile qu'on a fait de moi, je sais des choses, moi aussi, des choses qu'eux ne comprendront jamais.* »[11]

- Notre solidarité doit offrir une sécurité à la personne très pauvre afin qu'elle puisse avancer sans peur et sans souffrance ; cela nous demande à nous, non pauvres, une transformation aussi de nous-mêmes :
- reconnaître le savoir profond de l'autre sur le monde, un savoir et une vision du monde qui sont autres que les nôtres,
- accepter de se laisser transformer par la rencontre avec l'autre et de repenser le monde à partir de cette rencontre.

Il est important que toute initiative ou tout projet mené par une personne ou une institution en faveur des plus pauvres soit réalisé avec eux. Ceux-ci doivent en être les premiers acteurs. Ils ont besoin qu'on leur donne la parole, afin de dire ce qu'ils pensent, ce qui leur convient et ce qui ne leur convient pas. Ils doivent pouvoir nous dire ce dont ils ont besoin, et de quelle façon nous pouvons collaborer pour changer leur vie. Ce dernier point est fondamental si l'on croit, comme Joseph Wresinski, que les plus pauvres sont détenteurs d'un savoir qui n'est accessible que dans des conditions de confiance, de partage et de réciprocité. Le père Joseph Wresinski souligne en effet avec force que la création d'une nouvelle connaissance utile à la lutte contre la pauvreté nécessite de considérer en premier les plus concernés, ceux qui vivent l'extrême pauvreté, comme des détenteurs de savoir, des acteurs dans la construction d'une connaissance motrice de changement et non comme des objets de recherche. Ils ont besoin de sentir que les autres personnes donnent de la valeur à ce qu'ils disent. Les plus pauvres doivent pouvoir participer à tous les niveaux d'un projet d'action les concernant : sa conception, son élaboration, son évaluation. Les personnes pauvres doivent avoir accès à des formations pour assurer la gestion, le contrôle et le suivi des actions les concernant, en partenariat avec ceux qui les rejoignent pour changer leur vie.

Les actions en faveur des plus pauvres ne peuvent être réalisées seulement avec quelques personnes ou par une organisation de bonne volonté. Il est nécessaire que le gouvernement fasse montre d'une volonté politique réelle d'en finir avec la grande pauvreté. L'extrême pauvreté ne va pas disparaître si des dispositions cohérentes ne sont pas prises pour que les personnes très pauvres puissent s'exprimer, acquérir des connaissances, et accéder à une sécurité économique, ce qui constitue une base essentielle pour leur permettre de recouvrer la jouissance de leurs droits. Le père Joseph Wresinski invite à se mettre à l'école du plus pauvre, dans un engagement dans la durée.

11.Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 58-59.

Simone Weil pense que les révolutionnaires de 1789 en France ont instauré, sans le vouloir une confusion en ce qui concerne les droits humains en faisant silence sur les devoirs. Pourquoi l'abolition des privilèges n'a-t-elle pas conduit immédiatement à la reconnaissance de l'égale dignité ? Il a fallu encore de nombreuses luttes aux plus pauvres des faubourgs et des campagnes pour arriver à une société plus juste et le combat est toujours d'actualité en France, pays des droits humains. Ici, le glorieux sursaut de nos ancêtres fut un point de départ mais le combat n'est pas fini. Dans le contexte de la mondialisation, il est encore plus important de méditer sur l'exhortation du père Joseph Wresinski, pour qui aucun changement ne sera possible tant que nous ne prenons pas la pensée des plus pauvres *« comme repère de toutes nos politiques, leur espérance comme repère de toute action »*[12] afin de rompre avec l'exclusion, la violence et la misère matérielle. Le Quart Monde, ce peuple des sans voix, ceux qui suscitent les révolutions sans jamais pouvoir les porter jusqu'au bout et qui n'en reçoivent que les miettes, attend de nous, défenseurs des droits humains, que nous les incluons au cœur du combat. Le père Joseph Wresinski nous demande de bien mesurer que l'unique création de richesse, en visant la croissance économique, ne peut éradiquer l'extrême pauvreté. Nous savons tous que le monde produit assez de biens et de services pour que tout le monde vive dignement, et pourtant des millions d'enfants, de jeunes, de femmes et d'hommes sont condamnés à souffrir l'enfer de la misère.

Notre thème était le lien entre droits humains et grande pauvreté. On pourrait dire très radicalement que la pauvreté est le déni total des droits humains, la caducité sans nuance des droits humains, et s'il y a un lien entre droits et devoirs, la grande pauvreté exige que nous assumions nos responsabilités collectives et individuelles face au plus pauvre.

Comme le dit Joseph Wresinski : *« La misère est l'œuvre des hommes, seuls les hommes pourront la détruire. »*[13]

12.Cf. Joseph Wresinski, *Les pauvres sont l'Eglise*, Editions Le Centurion, 1983, p. 209.
13.Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère*... p. 282.

Bien être, grande pauvreté et modèle de développement

Jean Hugues Henrys

Lorsque l'équipe locale du Mouvement ATD Quart Monde a sollicité de moi une intervention à ce colloque régional sur "La démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté", j'ai eu un moment d'hésitation. Je me suis vite ressaisi, lorsqu'il m'a été rappelé que j'ai été partie prenante de la réflexion qui a conduit à la réalisation de cet événement. Quatre ans plus tôt, au cours d'un échange avec le délégué général du Mouvement, Eugen Brand, je lui ai fait remarquer que la réflexion sur la grande pauvreté devait toucher également le monde universitaire, car c'est à l'Université, dans tous les pays du monde, que se forment les élites, les dirigeants à tous les niveaux. D'où la nécessité pour les jeunes universitaires d'être confrontés à cette réalité, d'avoir, au cours de leur formation, l'occasion de réfléchir sur cette thématique et, mieux, de se positionner par rapport à elle.

Il me devenait donc difficile de me dérober à cette invitation. N'étant ni sociologue ni économiste, il me fallait trouver les fondements d'une certaine légitimité à me présenter devant cette assemblée. Et j'ai décidé, tout simplement, de parler du lieu d'où je viens : Port-au-princien de naissance, à la fois Petit-Goâvien et Saint-Marcois d'origine, j'ai grandi au Bas-Peu-de-Chose, dans une famille modeste, mais sans jamais connaître la misère ou la pauvreté. Scolarisé dans l'une des meilleures écoles de garçons de l'époque à Port-au-Prince. Scout à 15 ans, ce qui m'a permis lors d'un camp en juillet 1973 de découvrir la pauvreté et la misère. Politiquement engagé depuis cette année 1973. Médecin, j'ai travaillé dans l'un des départements les plus pauvres du pays pendant une dizaine d'années. Militant de la "société civile" à travers mon engagement dans le monde des associations et des organisations non gouvernementales depuis un quart de siècle. Enseignant du supérieur, sans interruption depuis plus de quinze ans. Je parle surtout au nom de cette conviction qu'il faut des femmes et des hommes d'espérance, qui décident de vivre dans ce pays, souvent présenté comme un enfer, au nom de cette cause que j'ai embrassée et que je revendique, avec tant d'autres dans le monde, celle d'une Haïti et d'un monde à construire (œuvre de plusieurs générations à venir, j'en conviens !), où tous les hommes pourront vivre dans la dignité.

I. Les concepts

Nous avons décidé de partager avec vous quelques réflexions sur le thème « Grande pauvreté, bien-être et modèle de développement. » Comment pouvons-nous situer ces concepts dans le cadre de notre intervention ?

Extrême pauvreté ou misère

Selon le géographe haïtien bien connu, Georges Anglade : la bibliothèque des livres et travaux sur la pauvreté dépasse les cinquante mille titres à ce jour. Ceci donne une idée de l'intérêt porté au sujet, mais aussi de la difficulté à cerner le phénomène. La pauvreté ne se définit pas de la même manière dans toutes les sociétés. Selon que l'on se trouve en France ou aux États-Unis, les indices et seuils de pauvreté diffèrent. C'est ce qui explique, d'ailleurs, que le Programme des Nations Unies pour le développement a jugé bon de définir deux indices synthétiques de pauvreté humaine (IPH) : l'IPH 1 pour la grande majorité des pays de la planète, et l'IPH 2 pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

On se rend bien compte également de cette difficulté dans la définition des indices de développement humain et des seuils de pauvreté. Les propositions de la Banque mondiale, basées sur le fait de disposer de 1 ou de 2 dollars par jour, pour se retrouver dans la catégorie des "pauvres" ou des "pauvres absolus", ne sont pas assurées. En France, le "revenu minimum d'insertion" (RMI),

qui vise à éviter à quelqu'un de se retrouver dans la catégorie des "pauvres", traduit bien cette réalité.

Retrouve-t-on cette même difficulté dans les définitions de l'extrême pauvreté, de la précarité ou de la misère ? Il semble que non. Car il s'agit ici d'une réalité qui est la même sous tous les cieux, celle de millions de femmes et d'hommes vivant dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux (se nourrir, se vêtir, se loger...) et surtout dans la négation de tous leurs droits (politiques, sociaux, économiques, culturels, environnementaux, pour utiliser la terminologie conventionnelle...).

Bien-être

L'être humain est venu sur cette terre pour jouir d'une certaine qualité de vie, d'un certain bien-être, concept global qui prend "en compte l'aspect émotionnel et les fonctions sociales autant que les conditions purement physiques" de l'humain.

La notion de bien-être renvoie souvent à celle de la qualité de vie définie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme "la perception qu'a un individu de sa place dans l'existence, dans le contexte de la culture et du système de valeurs dans lesquels il vit, en relation avec ses objectifs, ses attentes, ses normes et ses inquiétudes. Il s'agit d'un large champ conceptuel, englobant de manière complexe la santé physique de la personne, son état psychologique, son niveau d'indépendance, ses relations sociales, ses croyances personnelles et sa relation avec les spécificités de son environnement."

Nous voulons bien laisser à d'autres, plus compétents que nous, le soin de faire l'exégèse de cette définition.

Développement / Développement durable

Dans la logique de la réflexion "académique" sur la pauvreté, la précarité et la misère, la pensée occidentale dont nous nous réclamons est arrivée à catégoriser les humains et les peuples en "développés" et "sous-développés." Dès lors, la solution devenait simple, il fallait faire accéder les "sous-développés" au développement.

Surgit alors une nouvelle difficulté : Comment définir le développement ? Je ne reprendrai pas ici toutes les définitions et théories du développement. Celle que je retiens de mes quinze ans et qui me semble être encore d'actualité est la conception du pape Paul VI sur le "vrai développement", exprimée dans l'encyclique sur le développement des peuples (Populorum progressio), publiée en la fête de Pâques, le 26 mars 1967. Plus de quarante ans déjà ! *« Le vrai développement, qui est le passage, pour chacun et pour tous* (c'est nous qui soulignons), *de conditions moins humaines à des conditions plus humaines. »* Cet idéal à poursuivre nous est précisé par le pape Paul VI :

> *« Moins humaines : les carences matérielles de ceux qui sont privés du minimum vital, et les carences morales de ceux qui sont mutilés par l'égoïsme.*
>
> *Moins humaines : les structures oppressives, qu'elles proviennent des abus de la possession ou des abus du pouvoir, de l'exploitation des travailleurs ou de l'injustice des transactions.*
>
> *Plus humaines : la montée de la misère vers la possession du nécessaire, la victoire sur les fléaux sociaux, l'amplification des connaissances, l'acquisition de la culture.*
>
> *Plus humaines aussi : la considération accrue de la dignité d'autrui, l'orientation vers l'esprit de pauvreté, la coopération au bien commun, la volonté de paix.*
>
> *Plus humaine encore la reconnaissance par l'homme des valeurs suprêmes, et de Dieu qui en est la source et le terme.*
>
> *Plus humaines enfin et surtout la foi, don de Dieu accueilli par la bonne volonté de l'homme, et l'unité dans la charité du Christ qui nous appelle tous à participer en fils à la vie du Dieu vivant, Père de tous les hommes. »*

L'évolution de la pensée scientifique, la prise de conscience des dégâts causés sur l'environnement par les comportements humains irresponsables, ont amené à mieux cadrer ce concept de développement par celui de "développement durable", un développement soucieux du bien-être des générations présentes, sans compromettre celui des générations futures.

Modèles de développement

Une fois les concepts de "développement / sous-développement" définis, il fallait bien identifier les stratégies pour passer au développement. Quels modèles de développement adopter ?

Mon appartenance au monde des organisations non gouvernementales (ONG) me porterait à me référer aux grilles d'analyse du professeur Guy Bajoit, de l'Institut du développement de Louvain, qui a identifié quatre à cinq modèles, découlant selon lui "d'une vision normative, linéaire et ethnocentriste", qui sont tous apparus après la deuxième guerre mondiale :

- Le modèle de la modernité : le développement est une question de culture, il s'agit du passage de la culture traditionnelle à la culture moderne.
- Le modèle de la révolution : le développement est fondamentalement une question politique.
- Le modèle de la compétition : selon lequel il s'agit, par exemple, de privatiser les entreprises publiques, de responsabiliser les individus, de suivre les lois du marché...
- Le modèle du conflit : il part du constat que
  « l'État trop fort, autocratique ou plus ou moins dictatorial, de gauche comme de droite, étouffe les conflits. Il étouffe donc la société civile, avec le résultat qu'il manque une dynamique créant du développement. Pour coller une fois un nom sur une pensée, précisons qu'en Europe, un des théoriciens les plus connus de ce modèle est Alain Touraine. Pour celui-ci, le sens du changement, du développement, est le processus de passage des sociétés à historicité faible vers des sociétés à historicité forte. Rappelons que l'historicité est la capacité d'action que la société exerce sur elle-même par l'invention de savoir-faire technique et l'accumulation de surplus matériel. Touraine, pour rester à son exemple, distingue quatre types d'historicité : l'agraire, la marchande, l'industrielle et la post-industrielle, en les classant dans l'ordre croissant des capacités qu'elles permettent ; la société occidentale étant déjà en train de passer au type post-industriel, le plus avancé. (...) Le développement est donc le passage d'un type d'historicité plus faible à un type plus fort. Concrètement, c'est le passage d'un régime dictatorial à la démocratie et au respect des droits de l'homme. »
- Le modèle de l'identité : il préconise le rattrapage du Nord par le Sud.

Je ne me suis lancé dans ce rappel théorique que pour les étudiants, partie prenante de notre réflexion. Si vous me permettez de vous faire une confidence, je vous dirais que le seul de ces modèles que je pourrais prétendre connaître est le modèle de la révolution. Comme beaucoup d'autres de ma génération, dont certains (condisciples, camarades de parti ou de quartier) ont payé de leur liberté, voire de leur vie, ce choix et cette adhésion enthousiastes au modèle de la révolution, nous n'avons pas encore repéré les signaux non équivoques de ces lendemains qui chantent.

II. La pensée du père Joseph Wresinski dans le contexte de la grande pauvreté et des droits de l'homme

Mais venons-en à la pensée de ce personnage, fondateur et inspirateur d'un mouvement international, qui nous offre, avec d'autres partenaires, l'opportunité de nous retrouver ici, aujourd'hui, et de réfléchir sur « la démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté. »

Je voudrais seulement partager avec vous quelques éléments de ses écrits qui m'ont paru significatifs dans le contexte de cette intervention.

Nous retrouvons, sous la plume du « père Joseph », comme l'appellent les militants du Mouvement qu'il a impulsé (ATD Quart Monde), une définition de la précarité, qui la rapproche de l'extrême pauvreté :

> *« La précarité est l'absence d'une ou de plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit à la grande pauvreté, quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de ré-assumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même, dans un avenir prévisible. »*[14]

J'ai identifié les mots clés de cette définition : Sécurités ; Obligations professionnelles, familiales et sociales ; Droits fondamentaux ; Insécurité ; Responsabilités ; Avenir prévisible.

Je me garderai de tout commentaire sur ce texte, si clair et si dense... Mais le père Joseph s'empresse de nous rappeler que la misère ayant été créée par l'homme, seul l'homme peut la détruire.

Tout est dit, ici. Si nous nous considérons comme hommes et femmes, lucides et doués de raison, nous ne pouvons nous dérober à cette responsabilité. Nous ne pouvons évoquer aucun prétexte de fuite. En avant ou en arrière...

III. L'apport d'Haïti à la lutte contre l'extrême pauvreté

En Haïti, j'ai découvert le Mouvement ATD Quart-Monde en 1992, grâce à ma cousine par alliance, Solange, aujourd'hui disparue. Il était implanté dans le pays depuis plusieurs années déjà et développait des programmes dans le quartier de Grand Ravine. Le Service œcuménique d'entraide s'est engagé auprès du Mouvement, dans le champ de l'une de ses compétences : la santé communautaire. Ce partenariat se poursuit encore aujourd'hui et s'enrichit chaque jour.

Je ne connais pas dans toutes ses dimensions l'expérience d'ATD Quart Monde en Haïti pour pouvoir en parler. Par contre, avec Georges Anglade, déjà cité, je crois pouvoir affirmer : notre expérience historique en matière de pauvreté, unique au monde par bien des aspects, fait de notre contribution au thème un puissant et original apport.
Par ailleurs, le père Joseph signale souvent que l'histoire de la lutte des pauvres contre la pauvreté n'est pas assez écrite !

> *« Sans histoire reconnue, pas de représentation politique. Sans représentation politique pas de droits de l'homme.»*[15]

Nous n'arrêtons pas de répéter, avec d'autres, dans une logique peut-être inconsciente d'auto-dénigrement ou de dévalorisation, qu' « Haïti est le pays le plus pauvre des Amériques et le seul PMA (Pays le moins avancé) du continent américain. » Georges Anglade parle d'un disque « collé sur la même phrase musicale, reprise sans fin », et d'une ritournelle qui l'agace...

Sans vouloir faire de la provocation, je vous ferai remarquer que cette misère remonte aux origines même de la nation haïtienne. Elle n'a pas empêché que la population haïtienne ne cesse de croître au fil des années.
D'autres ne cessent de répéter, après l'Oncle[16], que les Haïtiens sont un « peuple qui chante et qui danse »

Il y a donc lieu de reconnaître que cette énergie trouve son origine dans le savoir et le savoir-

14.Conseil économique et social France, Avis du rapport *Grande pauvreté et précarité économique et sociale,* février 1987.
15.Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 168 et 170.
16. Dr Jean Price Mars, *Ainsi parla l'Oncle.*

faire de ces "miséreux", dans leur capacité de générer des réponses adaptées leur permettant au moins de survivre dans leur aspiration à la pauvreté dans un premier temps, à l'aisance ensuite. Nous devons reconnaître qu'Haïti est riche d'une histoire de lutte contre la misère. Elle en a donné un exemple, il y a de cela deux siècles, lorsque la masse des esclaves a reconquis sa dignité, dans des conditions connues de tous. (...) Et depuis, elle n'a cessé de mener le même combat.

Nous en trouvons l'illustration tout au long du dix-neuvième siècle, dans les moments de trop nombreux troubles politiques liés aux comportements trop souvent irresponsables de nos dirigeants, lors de blocus économiques ou d'isolement diplomatique. Ceux qui avaient vingt ans, pendant les guerres mondiales, nous rapportent les trésors d'ingéniosité des "miséreux" de ce pays pour survivre en ces temps-là… Nous ne tairons pas non plus nos turpitudes des dernières années... Et cette lutte contre la misère se poursuit, sous de multiples formes, au quotidien...

Pour partager avec vous une simple idée de notre expertise ès survie, je vous rapporterai le témoignage de ceux qui ont vécu l'après-cyclone Andrew en Floride (août 1992), ou les black-out accidentels de New-York (le dernier en 2003) : ce sont les Haïtiens qui, en ces occasions, ont nourri leurs voisins, trop dépendants des sophistications de leurs modes de vie...

C'est qu'en réalité Haïti est riche de ses filles et de ses fils, femmes et hommes, jeunes surtout, et vieux, détenteurs de cette pensée et de cette sagesse transmises, dans l'oralité, de génération en génération… Filles et fils, que certains estiment trop nombreux sur les vingt-sept mille kilomè-tres carrés de notre territoire. Mais ce constat ne doit pas nous faire oublier que nous évoluons dans un monde de plus en plus "globalisé" et que cette population haïtienne, pour aspirer à un changement d'état, doit aussi accéder, entre autre, au plus haut niveau d'éducation possible. Le droit à l'éducation est aussi un droit fondamental de l'homme, et les droits humains sont indivisibles. Haïti détient le record d'analphabétisme dans la région. Et, je m'en voudrais de ne pas rappeler aux jeunes universitaires présents dans cette salle quelques éléments de comparaison entre Haïti et son plus proche voisin, la République dominicaine. Pour une population estimée globalement, dans les deux pays, à environ 10 millions d'habitants, la République dominicaine dispose d'une population d'inscrits à l'enseignement supérieur dépassant les trois cent mille, tandis que les privilégiés de l'enseignement supérieur dans notre pays atteignent à peine les quarante mille... De la même manière qu'il nous faut lutter pour favoriser l'accès du plus grand nombre au plus haut niveau d'éducation, l'Université haïtienne se doit de réfléchir aux moyens de sortir de la grande pauvreté...

IV. Pistes pour l'avenir

Si le monde a pris conscience de la problématique de la grande pauvreté et de la misère et qu'il a tenté d'y apporter des solutions par des projets de développement, nous devons admettre que les réponses apportées jusqu'à ce jour n'arrivent pas à en enrayer la progression.

Nous devons donc admettre aujourd'hui la nécessité d'un changement de paradigme. Je voudrais rapidement proposer ici quelques éléments de ce nouveau paradigme :

- Nous devons reconnaître que les modèles de développement promus par l'Occident ne pourront jamais conduire la grande masse des pauvres et des exclus de la planète à un niveau de bien-être acceptable.
- Nous ne pouvons pas prétendre "globaliser" les modèles de développement de l'Occident.
- Il nous faut "prendre le risque" d'être créatifs, inventifs, innovateurs.
- Il nous faut assumer, et là je partage l'idée de Georges Anglade, que *« la plus grande révolution qui peut se concevoir, en Haïti comme ailleurs, est bien la réduction de la misère… par l'accroissement de la pauvreté »*, qui s'entend, ici, comme la mise à la disposition de tous et de chacun de ce qu'il faudrait à un individu pour qu'il refuse de migrer. C'est la prise en compte à

la fois des biens premiers sociaux jugés indispensables (J. Ralws), des réalisations fondamentales au bien-être (M. Fleurbaey) et des chances et opportunités qui passent (A. Sen)... tels que perçus par ceux qui, tombés dans la misère et acculés à la misère, voudraient bien faire le chemin inverse vers la pauvreté.

- Et pour cela, nous devons partir de la richesse des pauvres de nos pays.

En ce sens, je voudrais citer le professeur Yannick Vallée, ancien président de l'université de Grenoble : *« On ne prête qu'aux riches, dit-on. Si "riche" ne s'applique pas à celui qui a beaucoup, mais à celui qui est riche d'expérience, riche d'avoir essayé, riche de quelques réussites, riche d'avoir su utiliser au mieux le peu qu'il avait, alors l'expression n'est pas si mauvaise. »*

Si les plus pauvres arrivent à subsister dans nos pays, c'est parce qu'ils sont riches de cette richesse dont parle Yannick Vallée… Et en ce sens, je ne fais que répéter en quelque sorte les propos du père Joseph Wresinski, mis en exergue dans le document de référence de ce colloque régional :

> *«Le changement demandé est d'assumer pleinement la dignité des pauvres, de prendre leur pensée comme repère pour toutes nos politiques, leur espérance comme repère de toute action. »*

Conclusion

Je voudrais terminer mon propos en citant de nouveau le père Joseph Wresinski : *« La lumière ne peut être saisie et comprise qu'à partir de la nuit totale. »*[17] Nous avons souvent ce sentiment d'être dans la nuit totale. Mais la nuit est porteuse de l'espérance de la lumière.

C'est encore le père Wresinski qui nous rappelle que : *« En matière de droits de l'homme, il n'y a pas de justes. Il n'y a que des coresponsables. »*[18] À chacun d'entre nous donc de tirer les conséquences de ces propos.

Lors d'une conférence de Eugen Brand, en ces mêmes lieux, il y a quelques mois, Marco Aurelio Ugarte, du Mouvement ATD Quart Monde, déclarait que sur cette terre d'Haïti germeraient les voies de sortie de la grande pauvreté, de la misère. Rêvons un instant qu'il dit vrai...

« Transformer les mythes qui nous font rêver
En problèmes qui nous font réfléchir.
Convertir les problèmes qui nous font réfléchir
En énergies qui nous font agir.
Changer les énergies qui nous font agir
En nouvelles raisons de vivre et de mourir,
En nouveaux motifs d'espérer et de croire. »

(Ka Mana)

17.Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...*, p. 183.
18.Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...*, p. 186.

Survivre sans droits [19]

Jorge Cela

Traduit de l'espagnol

Dans trois ans, nous célébrerons les 500 ans du sermon du frère Antoine de Montesinos. Ce sermon est à l'origine des lois de Burgos, qui furent les premières à protéger les indigènes du nouveau monde. Il eut comme conséquence immédiate l'interdiction, pour les Dominicains, de prêcher dans l'île. La question fondamentale soulevée par le frère était : Les indigènes ne sont-ils pas des êtres humains ?

C'est cette même question, presque cinq siècles plus tard, que Joseph Wresinski nous pose à travers les voix des hommes et des femmes qui forment le Quart Monde : Ne sommes-nous pas, nous aussi, des êtres humains ? (p. 230)

Je voudrais me focaliser sur trois éléments de sa réflexion qui nous aident à découvrir une vision différente de celle qui contraint le pauvre à renoncer à ses droits pour survivre. Ces trois éléments sont :

- Centrer son regard sur la personne humaine concrète.
- Adopter le point de vue de la réalité du pauvre.
- Savoir que, quelle que soit l'action d'éradication de la pauvreté, la clé de cette action est dans les mains du pauvre, et la responsabilité dans celles de toute la société.

I. Regarder la personne humaine

La conception des droits de l'homme naît du regard sur la personne humaine. Un regard qui nous révèle la personne humaine comme protagoniste responsable, sujet de droits. C'est la condition humaine. C'est elle qui a mené la modernité à la proclamation des droits de l'homme. C'est elle qui nous conduit, nous chrétiens, à la défense du droit à la vie digne pour tous, hommes et femmes[20]. C'est un droit qui ne dépend d'aucun pré-requis, si ce n'est celui d'être "humain".
C'est ce regard sur la personne concrète qui est le fondement des devoirs et des droits, qui doivent être défendus *« non pas au nom d'une quelconque idée du droit, mais au nom de l'homme. »* (p. 230) C'est ce regard qui conduit à l'indignation face à la scandaleuse situation de ceux qui vivent dans la misère, face à ces *« hommes dont la misère a cassé la confiance en leurs propres capacités, en leur identité comme dans la solidarité de l'humanité qui les entoure »* (p. 237), face à un être «qui n'est pas fait pour être déshumanisé.» (p. 235)

L'existence même de cette pauvreté entre en contradiction avec la notion d'humanité... *« L'extrême pauvreté et l'exclusion sociale constituent une violation de la dignité humaine »*... *« La pauvreté est la cause et le résultat des violations sociales des droits de l'homme, c'est certainement elle et son extension qui posent les plus graves problèmes de droits de l'homme en Amérique.*[21] *»*
Les pauvres, dépouillés de leurs droits fondamentaux, en viennent à être vus comme si cela faisait partie de leur condition. Ils apparaissent davantage comme coupables de la perte de leurs

19. Pour cette contribution, les références des citations de Joseph Wresinski (extraites de *Refuser la misère, une pensée politique née de l'action*, Editions Le Cerf / Quart Monde, 2007) sont indiquées dans le corps du texte.
20. Joseph Wresinski nous fait référence à cette vision commune de la modernité et de la foi chrétienne, tout en affirmant que l'esprit chrétien va plus loin : *"Karl Marx ne suivra pas Vincent de Paul qui proclame que les plus pauvres sont nos maîtres. Du moins nous laisse-t-il une description significative d'une population stagnante, flottante, aux abords de la société industrielle naissante ; d'une population guettée par l'enfer du paupérisme ou déjà absorbée par lui ; d'une population à la limite de laquelle se tient l'homme sans feu ni aveu, l'homme supposé déchet."* (p. 93).
21. Instituto Interamericano de Derechos Humanos, *Los Derechos Humanos desde la Dimension de la Pobreza*, San José, 2007, p. 13-14.

droits plutôt que comme victimes d'un dépouillement. Surgit alors l'idée du *"bon pauvre"* et du *"mauvais pauvre"*, (Cf. p. 89-90) car on ne regarde pas la personne, mais uniquement sa condition de pauvre extrême, dépouillé de sa dignité.

Lorsque l'on agit à partir du concept de droit, nous prenons le risque de perdre de vue la personne et la situation concrète du pauvre. Et lorsque l'on se fixe uniquement sur sa condition de pauvre, on découvre ses carences, avec le risque de les voir comme une condition de ses droits. Il faut voir la personne dans sa situation concrète et se sentir indigné de la voir privée de ses droits (Cf. p. 14). Le pauvre *« est détenteur de droits et non pas dans le besoin d'aide. »*[22]

Comme le dit le document de l'Institut inter-américain des droits de l'homme, *« La pauvreté est une privation extrême de bien-être. Être pauvre c'est souffrir de la faim, ne pas avoir de logement et d'habits adéquats, être malade et ne pas recevoir de soins, être analphabète et ne pas disposer de services éducatifs. La situation de pauvreté dépasse la notion de privation matérielle dans les termes du concept courant de revenus et de consommation, elle comprend aussi les maigres résultats en matière d'éducation et de santé, la vulnérabilité, l'exposition aux risques, le manque d'équité, le manque de capacité à exprimer ses besoins et ses carences pour pouvoir influencer les décisions qui affectent son bien-être (...) les privations touchent également d'autres dimensions, notamment psychologiques, dont l'impuissance, la négation de l'accès à la parole, la dépendance, la honte et l'humiliation auxquelles sont soumises les personnes par leur condition de pauvreté. En résumé, les gens qui souffrent de pauvreté vivent sans les libertés fondamentales d'action et de choix qui, pour les plus avantagés de la société, sont données pour acquises. »*[23] Dans ce sens, *« la pauvreté est une question de dignité et de droits. »*[24]

La personne humaine plongée dans la misère est dépouillée de sa dignité et de son droit à une vie digne. Cela résume un ensemble de droits bafoués, qui nient ainsi sa condition de sujet de droits et de devoirs. Le pauvre est ainsi une contradiction de l'humanité, parce que, bien qu'étant un être humain, sa condition d'extrême pauvreté l'empêche de se réaliser en tant que tel. L'existence de la pauvreté extrême dans nos sociétés est en contradiction permanente avec notre adhésion à la déclaration des droits de l'homme et montre que *« la société contemporaine (...) ne valorise généralement pas l'homme pour l'homme, mais le soupèse pour ses biens accessoires : beauté, intelligence, valeur professionnelle. (...) Le pauvre, de ce fait, représente un élément négatif : non seulement il n'apporte rien mais il fait tache. Son habitat est considéré comme une honte pour la nation, son enfant au faible éveil intellectuel gêne à l'école tout comme lui-même, dépourvu de valeur professionnelle, gêne dans le processus du travail. » (p. 31)* Et cela n'est pas une réalité marginale. Quatre latino-américains sur dix partagent cette situation.

Pour le pauvre, la prise de conscience de sa condition humaine, de ses devoirs et de ses droits, est la porte de sortie de sa condition de mendiant honteux. En effet, quand le pauvre cède sa dignité en échange d'une aide, il commence à demander comme une faveur quelque chose qui lui revient de droit, et il se fait redevable. Il se soumet en tant que personne. Il renonce, d'une certaine manière, à sa condition d'être humain. *« La vie, c'est de n'avoir jamais à mendier, c'est d'être respecté, salué avec honneur. Quand ma patronne m'injurie, je ne dis rien, je pense en moi que la main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit. Pour mes enfants, je me tais. Mais ma patronne n'est pas Dieu. Dieu sait qui je suis. » (p. 225)*

Le second élément anthropologique que nous apporte Joseph Wresinski est la conscience que les personnes humaines ne peuvent être comprises dans l'isolement. Nous sommes toujours "avec d'autres", et ni notre condition humaine, ni notre identité ne peuvent être comprises sans la relation aux autres. Nous ne sommes pas seulement des sujets individuels, mais aussi des sujets sociaux. Même si l'on ne se rend pas compte de la force de cet élément. Selon Wresinski, c'est une prise de conscience pour ceux qui peuvent dire "nous", qui peuvent se percevoir comme une collectivité, faite d'une histoire commune, d'intérêts communs, d'un projet identique. Cela équivaut à un moment clé dans leur libération, dans leur constitution en tant que sujets. (p. 135)

22.Ibid. p. 18.
23.Ibid. p. 11-12.
24.Ibid. p. 7.

Ce "nous" inclut, progressivement, de plus en plus de gens. Il fonctionne comme une tendance globalisante depuis le bas : "nous" ceux du quartier, "nous" ceux des quartiers, "nous" les pauvres. Et il crée petit à petit un sentiment d'engagement et de solidarité pour se constituer réellement comme un sujet social et s'ouvrir à la possibilité d'une organisation permanente, à la possibilité de structurer de manière stable cette conscience et cette solidarité naissante, encore spontanée et fragile. C'est ainsi que Wresinski a vécu la première expansion du Mouvement ATD Quart Monde. (p.135)

Ce "nous" mène à la recherche de l'harmonie sociale. Il permet de voir au-delà d'un environnement hostile qui exclut, méprise, rejette. *« À ce besoin de s'entendre avec des proches, s'ajoute celui de réussir à vivre dans l'entente avec un entourage plus vaste. » (p. 132)* Le pauvre est conscient que les explosions de violences sont sans issues, qu'elles l'enfoncent encore plus dans l'impuissance et le rejet social. Ce "nous" a été la première conquête de ces années turbulentes. Il a rendu possible une deuxième prise de conscience : *« Nous voulons le changement, mais nous ne le voulons pas par la haine, l'hostilité, la violence. »* (p.139)

Ainsi le pauvre se situe comme étant sujet à des droits et des devoirs. Il réclame son droit à une vie digne, au respect. Mais il assume sa responsabilité sociale pour la construction d'un monde meilleur. Il cesse d'être *« un peuple privé de droits, donc de statut et d'identité, peuple humilié que nous ne rencontrons plus sur nos chemins, qui n'entre plus dans nos préoccupations et nos projets. »* (p.161) C'est alors que notre responsabilité est sollicitée. « Les plus pauvres nous apprennent qu'avoir la responsabilité d'aimer est un droit de tous, un droit incontournable. C'est un droit qu'ils réclament sans cesse : *« Nous voulons être utiles, servir, au lieu d'être continuellement assistés." Je songe à ces paroles d'un homme d'une cité d'urgence des années 70, à Caen : "Nous, on ne demande pas des droits, on ne demande qu'à travailler !" Cet homme n'exige pas du travail comme un droit pour gagner sa vie, mais comme le droit d'être quelqu'un. »* (p.243)

Le pauvre est victime de la violence structurelle de nos sociétés. La misère est une violence féroce exercée contre sa condition personnelle, *« où des familles, toute une population en fait, sont les victimes de choix de toutes les violences. (...) Nous sommes donc, au cœur d'une population violemment malmenée au nom de nos politiques de logement et d'urbanisation, mais aussi au nom de toutes nos autres politiques, qu'elles soient de l'école, de l'emploi, des ressources ou de la santé, ou encore au nom du bon fonctionnement des institutions créées pour mettre ces politiques en pratique. » (p. 124 et 127)* Cependant, cela ne justifie pas la réaction violente des pauvres. Ils sont appelés à être responsables de la construction d'une société en paix, sans que cela diminue leur lutte pour la justice. Le père Wresinski a vu tout cela avec une extraordinaire clairvoyance, en rejetant la violence venue du mouvement social dans les années 60 : *« À ce moment de l'histoire, les plus pauvres furent confrontés à des situations où la violence n'était pas seulement une tentation, une réaction personnelle instinctive à des malheurs imposés. Il leur était proposé une violence collective. Des éléments extérieurs à leur milieu venaient les encourager à recourir à des actions communes contre la société. Les équipes ATD Quart Monde sont témoins que, devant ces possibilités d'entrer dans un certain type de lutte, les plus pauvres, après un temps d'angoisse, ont dit non ! (...) Nous voulons que les choses changent, mais pas comme cela ! » (p. 138)*

Nous nous situons donc devant le pauvre comme devant un être humain *« indivisible en lui-même et pour cela détenteur de responsabilités et de droits indivisibles. Mais aussi d'un être indissociable des autres, partie prenante d'une humanité indivisible, et où le plus pauvre doit pouvoir participer à la mission commune. » (p. 216)* Et, tout comme le pauvre a découvert le caractère global de la solidarité, nous aussi nous avons découvert la globalité de notre responsabilité. Dans le monde globalisé, les distances physiques ont disparu. Seules restent les distances globales créées par l'ignorance et le rejet. Parce que nous rendons les pauvres invisibles dans la construction de notre monde. Mais cette conscience nous réveille lorsque l'on reconnaît le caractère indivisible des droits. Nous ne pouvons parler d'aucun droit si nous n'y incluons pas le droit à la vie digne. Nous ne pouvons parler du droit de personne si nous ne parlons pas du droit de tous. *« C'est l'indivisibilité des droits et des responsabilités que les plus pauvres de par le monde nous rappellent aussi de façon concrète et irréfutable. » (p. 232)*

Cette conscience nous mène à la responsabilité qu'a l'État de garantir à la grande pauvreté son droit à une vie digne. Et lorsque nous parlons d'État, nous le disons dans un contexte grandissant de mondialisation. *« Les droits de l'homme ne sont pas l'affaire seulement des États individuels, mais l'affaire de la communauté internationale, de la communauté des États, mais aussi de celle des hommes et des peuples. Les citoyens hollandais ou français seraient considérés coresponsables de la réalisation des droits de l'homme au Burkina Faso ou au Belize. Et cette coresponsabilité ne se traduirait pas par des discours en faveur des libertés politiques, mais par le partage concret de ses propres biens matériels, son instruction ou sa santé. » (p. 198 s)* La garantie pour tous et toutes du droit à une vie digne est donc de la responsabilité de la communauté globale.

Quand nous isolons le pauvre comme s'il n'avait pas de groupe d'appartenance et d'identité, comme si son problème était unique, comme si son existence n'était pas partagée par beaucoup d'autres, comme si sa vie ne disait rien sur nos propres vies, nous le particularisons de telle manière que nous l'excluons de ses droits d'être humain, de sujet social. Le père Wresinski note que *« en individualisant le pauvre sans l'introduire dans un groupe à sa mesure, on l'isole et on le dépersonnalise. C'est là, nous semble-t-il, une des formes les plus subtiles de la ségrégation. » (p. 33)*

Pour nous-mêmes, habitués à ne voir dans le pauvre qu'un être dans le besoin, le redécouvrir en tant qu'être responsable, nous le rend sujet, en toute dignité, dans notre regard neuf. C'est là la force de la parabole du bon samaritain. Non seulement, elle nous permet de poser un regard de compassion et de fraternité sur celui qui est resté au bord du chemin, mais elle nous oblige également à reconnaître le samaritain, l'exclu, comme un être de responsabilité et comme un modèle de solidarité. Parce que *« cette responsabilité des plus pauvres (...), nous la partageons avec tous les hommes à travers le monde entier. Nous la partageons même avec les ressortissants du Quart Monde. Car eux aussi, eux peut-être plus encore que nous, sont poussés par les réalités de leur existence à écarter et à exclure les plus pauvres parmi eux. » (p. 188)*

La personne se construit donc dans sa relation harmonieuse avec les autres, en interdépendance et en solidarité. Cependant, elle apparaît dans l'histoire comme marquée par les mécanismes de l'exclusion. Et *« faute de droits économiques, sociaux et culturels, elle ne peut pas assumer les responsabilités professionnelles, familiales et sociales qui lui incombent. » (p. 206)* La pauvreté devient ainsi un obstacle permanent à la pleine réalisation de l'homme et à la reconnaissance de ses devoirs pour qu'il puisse assumer ses responsabilités : *« Les pauvres sont ce qu'ils sont et le demeurent parce qu'un certain degré de privation des biens matériels s'accompagne non seulement de comportements particuliers, mais aussi d'une communication défectueuse avec le monde ambiant. » (p. 22*).

« Les plus pauvres savent d'expérience que même les droits de l'homme ne valent que pour les hommes que l'on reconnaît comme tels, qu'ils ne valent pas pour des hommes qui sont suspectés d'être des sous-hommes, des inférieurs, des déchets. Eux savent que le dernier rempart de l'homme, ce ne sont pas des droits inscrits dans des déclarations et des constitutions. Eux savent que le dernier rempart de l'homme est la miséricorde, l'amour, la justice et la paix fondées dans l'amour. » (p. 133 s) Le monde des droits commence par la reconnaissance de la complète humanité des sujets, une humanité qui nous englobe indéfectiblement dans une collectivité. Ce monde commence lorsque l'on peut *« s'affirmer comme personnes, comme foyers, comme un groupe, dignes de droits, par conséquent honorables et qui n'ont plus à cacher leur appar-tenance. » (p. 139)*

Notre société, soucieuse d'efficacité, est tentée, face à cette pauvreté chargée de faiblesse, de la rayer de la carte, sans se rendre compte que la pauvreté est faite de pauvres. Que ce sont des personnes, des sujets de droits et de devoirs, qui constituent cette abstraction que nous nommons pauvreté. Nous pouvons tenter de supprimer les causes de la pauvreté. Mais nous devons suivre, avec les pauvres, le lent chemin du respect de leur culture, de leur liberté, de leur personne humaine.

Joseph Wresinski nous invite continuellement à adopter le point du vue de la personne et non pas le contraire. *« Si Madame Mauroux est elle-même une leçon permanente d'histoire, la vie de Monsieur Mauroux, elle, est une déclaration permanente des droits de l'homme » (p. 84),* en tant

que personne injustement exclue de notre monde : *« Du plus loin que je me replonge dans mes souvenirs d'enfance jusqu'au jour présent, les plus pauvres me sont apparus comme des familles - tout un peuple en fait - auxquelles il était interdit d'habiter le monde des autres, d'habiter la ville, le pays, la terre. » (p. 217)*

II. Le point de vue du pauvre

Selon l'endroit d'où notre regard se situe, il adopte des formes, des couleurs, des distances, des odeurs, des saveurs et des textures différentes. La réalité est différente lorsqu'elle se perçoit avec les yeux du pauvre. Tel le papillon ou le lézard qui se fond à son environnement et disparaît de notre vue déprédatrice, le pauvre disparaît de notre vue agressive. Wresinski nous interpelle : *« En continuant à réduire celles-ci au silence, nous n'aurions pas compris que leur existence tout entière est un cri. »* (p. 223) De même, le monde des droits disparaît fréquemment de la vue du pauvre. *« Comme le disait une mère de famille d'une cité sous-prolétarienne aux environs de Paris : [l'homme du Quart Monde], ce n'est pas qu'il ne connaît pas ses droits, il ne sait même pas qu'il a des droits. » (p. 179)* Le pauvre est pourtant conscient de sa dignité, même lorsqu'il y renonce. Ainsi, sa plus profonde blessure est le mépris, l'exclusion. *« Sommes-nous donc des chiens pour avoir à vivre ainsi ? » (p. 180)*

Nos réponses contre la pauvreté naissent souvent d'un regard myope qui n'a jamais expérimenté ni compris la pauvreté, ou qui, l'ayant vécu, n'a pas su la comprendre. Wresinski prend, entre autres exemples, celui de la sécurité sociale, conçue selon nos schémas culturels, qui n'est généralement pas une réponse compréhensible et commode pour les pauvres. *« Notre société propose une protection sociale individuelle ou familiale ; les sous-prolétaires savent qu'elle est inefficace si elle ne fonctionne pas au niveau d'un milieu : leur vraie "sécurité sociale", ce sont ceux qui ont partagé les mêmes expériences et qui disent : on ne laisse pas une famille à la rue, les hommes ne sont pas des chiens. » (p. 264)*

L'autosuffisance de l'intellectuel empêche ce dernier de reconnaître qu'il est face à une culture différente de la sienne, faite d'autres valeurs et d'autres systèmes de comportements. (p. 32) Cela crée des résistances au moment de prendre en compte les apports des pauvres : *« Les mentalités sont en bonne partie imprégnées de l'idée que pousser trop loin l'égalité des chances serait faire courir au pays de trop grands risques pour des citoyens qui, pense-t-on, ne sauraient en faire bon usage. » (p. 255)*

La vision du pauvre est externe. Le pauvre est un exclu. *« L'exclusion par la misère est en quelque sorte celle qui résume toutes les autres, celle où tous les facteurs d'exclusion se conjuguent pour refouler de la vie socio-économique, culturelle et politique. » (p. 163*) Il se perçoit comme la victime de la société qui l'a expulsé. Le monde est pour lui "trop large et lointain". Mais il y vit pourtant, même si ses perspectives ne sont pas prises en compte, pas même par les personnes qui lui sont proches. C'est pourquoi le père Wresinski porte une attention particulière au fait de documenter ses positions, pour intensifier les recherches sur la pauvreté à partir de la pauvreté même, parce que « seuls les plus pauvres connaissent ces conséquences extrêmes. Eux seuls savent toute l'injustice, toute la négation des droits de l'homme, toute la souffrance de l'extrême pauvreté. » (p. 63) Wresinski ressent le besoin de traduire *« les statistiques officielles en termes de souffrance des hommes. » (p. 142)* Parallèlement, il est nécessaire que les pauvres apprennent à raisonner ensemble pour pouvoir convaincre. La connaissance et son utilisation adéquate deviennent une arme de lutte, la connaissance des pauvres traduite en une connaissance scientifique. Wresinski sait que les pauvres ont raison quand ils disent : *« Ils ont de belles idées, mais nous, ils ne peuvent pas nous connaître." (p. 145)* ou *« Ce qu'il faudrait, c'est que les riches ils viennent habiter chez nous. Nous, on irait chez eux ; après on leur rendrait leur maison, et comme ça ils sauraient ce que c'est que de vivre comme nous vivons... » (p. 130)*

Adopter le point du vue du démuni implique d'entrer dans sa culture, de la comprendre. Et la première chose est de comprendre qu'il s'agit d'une autre culture. *« (...) la notion infiniment*

plus nuancée d'un cercle vicieux de la pauvreté. Les conditions matérielles sous-humaines provoqueraient un état physique et mental, des attitudes, un mode de vie qui, d'après certains, feraient obstacle à la montée des pauvres. Se transmettant de père en fils, ils pérenniseraient la pauvreté, la rendraient pour ainsi dire héréditaire. » (p. 20 s) Cette culture est une recherche collective de survie au milieu de l'exclusion totale. Les pauvres n'ont pas les moyens pour vivre dans la culture environnante. *« Ils savent trop bien que, quoi qu'ils fassent ou qu'ils disent, ils auront toujours tort. » (p. 129)* Et ainsi se crée un micro environnement, le quartier, où de nouvelles valeurs, de nouveaux codes de communication et de nouveaux comportements se créent, qui leur permettent de survivre et qui justifient leur échec dans l'autre culture. (p. 22)

Le père Wresinski décrit ces faits avec la grande maîtrise de celui qui connaît de l'intérieur et éprouve une profonde sympathie. Il nous parle de la lutte pour la défense de la dignité, de la pratique du marchandage, du rôle des enfants dans ce processus, de la tension entre la survie amicale et les poussées de violence, de l'identité honteuse perpétuellement contrainte de se justifier, de l'importance du pardon, de l'homme humilié en quête de compensation, du poids des réseaux familiaux de solidarité, de la fragile structure de la famille et de tant d'autres aspects.

La culture du pauvre naît d'un acte de défense face à un monde culturel qui l'exclut et le rejette. *« Le pire des malheurs est de vous savoir compté pour nul, au point où même vos souffrances sont ignorées. » (p. 221)* Cette culture cherche à réaffirmer son identité et à réussir sa survie face à un contexte hostile. Elle se construit à partir de l'exclusion et de l'étroitesse des moyens. Mais, grâce à elle, la survie et l'identité propre sont possibles. *« En tout cela, le plus grave est l'absence de réciprocité. D'être considérées comme totalement inférieures, même quand il s'agit de connaître, d'analyser leur propre existence, détruit les familles du Quart Monde plus que ne les détruisent la malnutrition ou la maladie. » (p. 88)* Bien que ce soit une culture honteuse et marquée par la situation d'oppression et de négation de droits, elle est la plate-forme sur laquelle elles construisent, depuis laquelle elles se défendent. *« Nous avons vu des familles, des villages entiers, s'accrocher en effet à une culture ancestrale qui épuisait les corps sans suffire à les nourrir. Mais cela, non pas parce qu'ils refusaient le changement, mais parce que personne ne leur garantissait que celui-ci ne les propulserait pas dans une misère définitive. » (p. 224)*

C'est pourquoi *« ce serait une erreur de penser, comme on l'a fait trop souvent, que les législations assurant en principe à tous les mêmes droits inaliénables mettraient à l'abri aussi, comme par miracle ou inadvertance, les travailleurs et les familles les plus pauvres. » (p. 170)*

La culture du démuni peut se comparer à celle de l'émigrant forcé : le réfugié politique, le déplacé, chassé par les guerres ou par les famines. Le démuni est en permanence expulsé dans les marges. *« La misère était tantôt errante, déracinée, alors que, tantôt elle s'étalait affamée, silencieuse, immobile, à travers les campagnes. Tantôt enfin, elle s'entassait dans les quartiers grouillants, fourmillants, bruyants, malsains, dans les villes. Nous reparlerons tout à l'heure du refoulement, du brassage, de la dispersion, des regroupements de familles très pauvres, toujours arbitraires et imposés de force, opérés en notre temps. Mais ce prix de l'urbanisation, les plus pauvres l'ont payé depuis le Moyen Age. » (p. 125)*

Toujours de passage à la recherche d'une cité plus juste, toujours dans le provisoire, bien qu'établis historiquement.

III. La clé est entre les mains des pauvres

La pensée du père Wresinski nous mène à la responsabilité qui incombe à toute la société d'affronter le problème de la misère. Son idée centrale est que, dans cette action, la clef est entre les mains des démunis. Si ces derniers sont sujets de devoirs et de droits, aucune action pour l'éradication de la pauvreté ne peut se faire sans eux. Car ce serait, une fois de plus, ne pas reconnaître leurs droits et baser une société neuve sur leur exclusion. *« Pour enrayer la reproduction de l'extrême pauvreté, il faut rendre aux plus défavorisés leur rôle de dénonciateurs des viola-*

tions des droits de l'homme qu'ils subissent sans relâche, et leur donner les instruments de la parole pour qu'ils deviennent à leur tour défenseurs de ces droits. » (p. 260)

Cette action avec les plus pauvres doit aller du diagnostic, pour éviter de lire leur réalité à partir de la nôtre, jusqu'à la prise de décisions. Mais ceci n'est pas une proposition de transfert de pouvoir. Cela part de la volonté de les considérer comme des personnes capables de prendre des décisions concernant leur propre vie, et de reconnaître leur droit à le faire, mais aussi de reconnaître leur condition de dépossédés. Ils ont besoin d'un accompagnement. Wresinski a lui-même accompagné les diagnostics participatifs dans le cadre d'enquêtes rigoureusement scientifiques. Il a intéressé les scientifiques à la recherche sur la misère, en les situant dans le contexte des pauvres, à leurs côtés, pour qu'ils s'approprient leur regard à partir d'une empathie et d'un engagement initial. Le Mouvement ATD Quart Monde est né avec la permanente participation des pauvres, mais aussi avec l'accompagnement éclairé des scientifiques et des volontaires. Les pauvres participèrent non seulement au diagnostic, mais aussi à la formulation des propositions, accompagnés de conseillers qui donnaient une viabilité technique à leurs contributions. Et cette réflexion a été menée jusqu'aux instances du pouvoir, pour influencer les prises de décision à chaque niveau : local, national et international.

Les pauvres ne participèrent pas seulement en tant que "chair à canon" pour la mobilisation. Ils furent tout le temps protagonistes, du diagnostic à la formulation des propositions et à leur négociation. Parce que le processus lui-même était une étape de cet exode de la misère.

Un deuxième élément est la focalisation sur l'action. Cela ne peut pas être une action d'assistance, dans le but de soulager la souffrance des pauvres ou de compenser les effets pervers des politiques économiques. Cela doit être une action de transformation qui éradique peu à peu les racines de la misère. La politique d'assistance approfondit les racines de la misère en confirmant aux pauvres leur impuissance, en les confortant dans l'idée que leur unique issue est d'attendre de l'aide venant d'en haut, pour laquelle ils s'emploient à faire pitié, en se montrant faibles et incapables. La politique d'assistance tend à transformer les pauvres en des parasites sociaux. *« De ce fait elle est inacceptable, tant pour le contribuable qui n'en voit pas la contrepartie que pour les bénéficiaires, qui sont humiliés quand on répond par la soupe populaire à leur espoir d'appartenir à la société de l'informatique. » (p. 265)* Le fondement de toute action sociale doit être de "considérer que tout homme a le droit de contribuer à la richesse d'une société"(p. 268), de donner du pouvoir aux exclus pour les rendre citoyens et citoyennes, collaborant de manière responsable au bien commun, tout en reconnaissant leurs droits.

Le troisième élément est que cette action de lutte contre la misère doit être une action de l'État. En parlant d'action d'État, on se réfère à un consensus national qui réunit les forces vives de la nation pour créer les conditions nécessaires à ce que personne ne soit sous un *« minimum vital culturel ou social (...) qui dépasse celui de la seule subsistance. » (p. 273 s)* Il s'agit de la construction d'une politique d'État à travers le consensus. Cela demande ce que l'Institut interaméricain des droits de l'homme appelle la *"centralité de la pauvreté"* [25]. La rendre objet central de l'intérêt national et, nous devons ajouter aujourd'hui, de l'intérêt global.

Cependant, «la Convention (américaine des droits de l'homme de 1969) renvoie uniquement (article 26) aux normes de l'OEA et n'aborde pas par conséquent la pauvreté comme thème de droits (... Le protocole additionnel (de San Salvador, 1988) a tenté de remplir ce vide (...) bien que de manière insuffisante et inadéquate (...) 13 années sont passées entre l'adoption du protocole (1988) et son entrée en vigueur en 2001 (...) seuls 14 des 19 pays qui y avaient souscrit l'ont ratifié.»[26]

On est encore loin d'octroyer aux politiques sociales l'importance qui leur est due. Et, en disant que ceci est du ressort de l'État, nous ne nous référons pas seulement aux gouvernements. La

25.Instituto Interamericano de Derechos Humanos, op.cit. p. 45.
26.Ibid. p. 40 s.

responsabilité première revient à la société, et ensuite aux gouvernements, en tant qu'administrateurs des biens publics. C'est la société entière qui doit veiller à ce que les gouvernements donnent à ce thème son importance et son orientation adéquate, en le considérant en tant qu'action préférentielle à l'heure d'élaborer des projets, en rendant compte des résultats des actions entreprises. C'est pourquoi il faut créer des observatoires de politiques sociales à partir de la société civile. Mais la vigilance ne suffit pas. La société civile a aussi une responsabilité pro-active. Elle doit participer à la sélection des priorités et à la construction des politiques les plus adéquates. Et si nous disons que la clé est entre les mains des pauvres, ils doivent être une partie privilégiée de cette action de la société civile.

Cela signifie que l'action doit toujours être conçue comme une action également éducative. La référence nécessaire pour comprendre quel type d'éducation doit être mis en place, c'est la réflexion sur l'éducation populaire. Cette éducation doit être faite dans le cadre d'un dialogue des savoirs qui ouvre le pauvre à l'information gérée par la société de la connaissance, qui l'ouvre aux nouvelles technologies et à la construction d'une pensée propre. Mais qui, parallèlement, ouvre la société à la compréhension de la misère du point de vue du pauvre, à la prise de position et à la complicité à partir de l'expérience de la fraternité solidaire. Ce doit être un dialogue qui nous ouvre au monde méconnu de la culture de la pauvreté, de la souffrance pour la survie qui exige en échange le renoncement aux droits de l'homme.

C'est pourquoi l'organisation populaire en tant qu'intégration de la participation des pauvres est très importante. Il faut promouvoir une organisation démocratique et représentative des intérêts des plus pauvres. Joseph Wresinski affirmait que les *« rassemblements ont permis aux sous-prolétaires d'affirmer leur identité collective et de revendiquer une place reconnue dans la société » (p. 272)* Mais cela appartient à d'autres instances de la société civile d'accompagner ces organisations et de leur faire une place dans l'espace du débat et de la prise de décisions. Les pauvres ont besoin de la complicité des autres groupes sociaux, conscients de leur importance pour la construction d'une société basée sur les droits de l'homme. L'action de compassion, si elle n'acquiert pas une forme de proposition intelligente et viable, restera réduite à de la bonne volonté. *« Certes, ils pourront être acceptés dans notre cœur. Cependant, les sociétés sont bâties non pas par l'amour, mais par l'intelligence, que celle-ci soit ou non animée par l'amour. » (p. 17) « Les droits de l'homme sans amour, sans respect inébranlable de l'homme, n'aboutissent pas pour les plus pauvres. Mais de même, l'amour qui ne serait que pitié épidermique, qui ne va pas jusqu'à reconnaître les droits de l'homme aux plus pauvres, les laisse dans la non-fraternité, dans l'infériorité blessante, dans l'impuissance contre les humiliations. Ce faux amour casse l'homme, plus que ne le fait la faim. » (p. 135)*

Conclusion

La pensée de Joseph Wresinski sur la misère est à la fois chaleureuse et intelligente. Elle garde la chaleur de la proximité, respectueuse de l'histoire des pauvres, et elle développe en même temps la finesse intellectuelle pour pénétrer dans les racines de la pauvreté, et proposer des alternatives nées d'une nouvelle façon de voir qui induit une nouvelle manière de procéder.

La contemplation attentive des pauvres en tant que personnes dans un contexte déshumanisant nous les révèle avec un nouveau visage, qui nous interpelle, parce qu'il les rapproche de nous, jusqu'à en faire nos voisins, une partie de notre famille globale, ce qui nous rend co-responsables de leur destin.

Ce regard définit des champs d'action pour l'éradication de la pauvreté en la situant comme une priorité de la société globale, à laquelle les pauvres doivent participer. Mais nous sommes tous acteurs, avec nos propres responsabilités.

Cette tâche a été entreprise depuis longtemps. La volonté politique nous a manqué pour la faire avancer en tant que priorité, avec toute la radicalité et l'intelligence nécessaires. Peut-être parce qu'il nous a manqué l'impulsion intérieure qui naît du cœur. C'est pour cela que j'aimerais terminer en citant cette petite fille, Jacqueline, dont Joseph Wresinski nous raconte qu'elle répondit ainsi à la question : « Qu'est-ce que la charité ? » : *« La charité,* disait-elle, *c'est quand on n'a plus rien à donner et que Jésus te dit : donne ton cœur. » (p. 240)*

Ateliers d'approfondissement

Droits humains et grande pauvreté

1. Droits et devoirs de l'être humain en société. Egale dignité.

2. Les droits humains sont indivisibles et interdépendants.

3. Droits de l'homme, démocratie et grande pauvreté.

PANEL 2
Grande pauvreté et violence

Modérateur : *Daniel Henrys, médecin, directeur exécutif du Groupe de recherche et d'échange technologiques.*

« Grande pauvreté et violence », *Marco Aurelio Ugarte Ochoa, anthropologue (Mexique).*

« La violence dans les quartiers marginaux des villes soumis à l'extrême pauvreté et les réponses de l'État », *Jenny Torres, sociologue, Centre d'études sociales Juan Montalvo (République dominicaine).*

Après avoir donné quelques consignes pour la conduite des échanges, ***Daniel Henrys*** *présente Marco Aurelio Ugarte Ochoa, péruvien, anthropologue, ancien professeur d'ethnologie à l'université de Cusco. Il n'a cessé de lutter pour plus de justice, notamment par un engagement politique. Après sa rencontre avec ATD Quart Monde en 1985, il fonde ce Mouvement dans son pays, avec des familles très pauvres dans le monde rural et en ville. Il est actuellement à Mexico avec une mission régionale, en particulier dans des relations avec le monde universitaire.*

L'extrême pauvreté face à la violence

Marco Aurelio Ugarte Ochoa

Traduit de l'espagnol

« Seul est misérable l'homme qui est écrasé par le poids de la violence de ses semblables. »[27]

On considère en général les membres des familles vivant dans l'extrême pauvreté comme étant ceux qui causent la violence. C'est tout le contraire : les plus pauvres luttent pour sortir de la violence dans laquelle nous les avons mis. Ils ont l'espoir qu'un jour ils pourront vivre dans un monde de paix, de justice et de fraternité.

Pour démontrer cette affirmation, j'aurai recours à certains aspects de la vie de membres de familles très pauvres qui, chaque jour, luttent pour offrir un avenir meilleur aux leurs, en essayant de survivre dans un monde qui les a condamnés à vivre dans la violence, c'est-à-dire dans la misère et l'exclusion.

Nous vivons dans un monde structuré, dans lequel nous imposons nos règles et nos valeurs, sans prendre le temps de réfléchir pour savoir si tous les membres de la société (je dis bien "tous", sans exclure personne) ont les mêmes possibilités et les mêmes chances que nous d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités.

Nous ne voulons pas reconnaître que, pour parvenir à travers les âges au degré d'avancement atteint par nos sociétés, nous avons abandonné en bas de l'échelle sociale un grand nombre de personnes, les condamnant à l'oubli et parfois au mépris. Pas satisfaits pour autant, nous sommes toujours prêts à lever un doigt accusateur pour les désigner comme responsables de toutes les choses négatives, de tout le mal qui ronge la société. Je me réfère à nos frères les plus pauvres qui, encore enfants ou déjà adultes, inventent mille et une manières pour satisfaire leurs besoins, en particulier leur faim. Les membres de ces familles qui ont encore quelque énergie acceptent des tâches et des conditions de travail qu'aucun travailleur, même en situation critique, ne pourrait accepter.

Le 14 juillet 1956, le père Joseph Wresinski est arrivé pour la première fois à Noisy-le-Grand, une ville en état d' «urgence» dans les faubourgs de Paris. En découvrant autant de pauvreté, il déclara : *« Autrefois, les sources d'eau, les croisements de route, un clocher, une industrie réunissaient les hommes. Ici les familles sont rassemblées par la misère. »*[28]

Certaines familles vivent totalement déracinées, errant d'un lieu à un autre à la recherche d'un endroit où habiter. Nous rencontrons des familles installées au bord des rivières, sous les ponts, près des décharges, dans les rues et sur les chemins, fuyant le mépris du voisinage. Si elles ne partent pas de leur plein gré, elles sont expulsées des quartiers populaires et envoyées vers des zones moins visibles. Dans cette situation de violence à laquelle nous les soumettons, leur refusant la possibilité de s'installer de façon permanente dans un habitat même pauvre, dans un environnement et un contexte où elles pourraient exercer régulièrement leurs droits et assumer leurs responsabilités, elles peuvent difficilement établir des relations durables et encore moins participer de manière active à la culture de leur environnement. Par conséquent, elles ne peuvent pas entretenir de relations sociales selon les règles généralement acceptées.

Leur environnement ne comprend ni n'accepte leur façon de vivre insolite imposée par la misère, cercle infernal qui touche tous les domaines de leur existence (ressources, hygiène, éducation des enfants, etc.) Leur mode de vie génère un malaise au sein des familles mieux loties qui mènent une existence plus ordonnée. Celles-ci n'imagineront sans doute pas que les plus pauvres ne sont

27.Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 113.
28.Cf. Joseph Wresinski, *Les pauvres sont l'Eglise,* Editions Le Centurion, Paris, 1983, page 68.

pas responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent mais que c'est la société dans son ensemble qui l'est car elle ne leur a pas donné la possibilité d'accéder à l'éducation, à la santé, au travail et à un logement digne.

On ne voit pas, ou simplement on ignore, tous les efforts que les familles les plus pauvres réalisent chaque jour pour trouver du travail, éduquer leurs enfants, leur assurer la santé. La plupart du temps elles essaient de passer inaperçues et s'enferment dans un silence douloureux, supportant l'exclusion, les agressions verbales de ceux qui se permettent de juger leurs actes, sans connaître les véritables raisons qui se trouvent derrière chacun d'eux. Nous n'écoutons pas les cris silencieux qu'elles nous lancent, réclamant la paix et rejetant la violence, car elles sont fatiguées de vivre dans cette violence. Ces cris silencieux qui clament la justice, l'égalité et la fraternité.

Le père Joseph Wresinski, avec une vision universelle, fait remarquer : *« Seul est misérable l'homme qui se trouve écrasé sous le poids de la violence de ses semblables. Il est celui sur qui s'acharne le mépris ou l'indifférence, contre lesquels il ne peut se défendre (...) Il ne peut que s'en éloigner en quittant les chemins normaux. Il doit alors s'anéantir et devenir l'oublié des cités d'urgence, des zones noires et des bidonvilles. Il est l'exclu... La violence du mépris et de l'indifférence crée la misère, car elle conduit inexorablement à l'exclusion, au rejet d'un homme par les autres hommes. Elle emprisonne le pauvre dans un engrenage qui le broie et le détruit. Elle fait de lui un sous-prolétaire. »*[29]

Lorsque nous accompagnons ces familles, nous apprenons d'elles, nous découvrons les efforts insoupçonnables qu'elles réalisent pour maintenir l'unité familiale, pour éduquer leurs enfants, pour prendre soin de leur santé, pour cohabiter avec leurs voisins et s'entraider malgré la violence qu'engendrent la misère et l'exclusion auxquelles nous les avons condamnées.

Je partagerai avec vous quelques aspects de la vie des membres de la famille Rojas Paucar, de Cusco (Pérou), avec laquelle nous entretenons des liens d'amitié depuis 16 ans et au sujet de laquelle j'ai écrit, avec ma femme Rosario Macedo, ce qui suit [30] :

> Madame Alicia Paucar et Monsieur Benigno Rojas ont quatre enfants : Margarita, Laura, Miguel et Fernando, tous originaires de Cusco, dans les montagnes du Pérou. Ils vivent dans le quartier "El Mirador" à la périphérie de la ville.
>
> La précarité économique menaçait cette famille touchée par le manque chronique de travail stable. Ses membres devaient inventer diverses façons de résoudre les problèmes d'alimentation, d'éducation et de santé.
>
> Quant au logement, la famille a changé de domicile six fois entre 1996 et 2004, toujours à cause du manque de ressources.
>
> Pendant toutes ces années, l'énergie déployée par Alicia, Benigno et Margarita, la fille aînée, pour préserver l'unité familiale nous a impressionnés. Alicia passait son temps dans les marchés, achetant des légumes comme elle pouvait, pour un dollar américain environ, et essayait ensuite de les revendre avec un bénéfice infime.
>
> Benigno avait commencé à travailler à l'âge de six ans. Lorsque nous fîmes sa connaissance, il avait 41 ans, mais était déjà affaibli. On ne voulait pas lui donner de travail et l'alcool commençait aussi à miner ses forces. Toutefois il s'efforçait de contribuer à l'entretien de sa famille. Un après-midi, Benigno vint nous voir et nous dit : *« On ne veut pas me donner de travail. Regardez mes mains. Ce sont pourtant celles d'un travailleur. »* Son visage reflétait le désespoir d'être exclu du monde du travail.

29. Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère*... p. 113
30. Cf. Institut de recherche d'ATD Quart Monde / Banque mondiale, *Contribution à l'étude "Sortir de la pauvreté"*, Monographies de familles du Burkina Faso et du Pérou, polycopié, mai 2005, 160 p. et Xavier Godinot (sous la direction de) *Eradiquer la misère : démocratie, mondialisation et droits de l'homme*, P.U.F., (novembre 2008).

Margarita commença elle aussi, à partir de sept ans, à travailler en vendant de l'eau et ensuite des fleurs au cimetière de la ville. Elle disait : *« Nous avions beaucoup de frais mais nous essayions de nous en sortir en nous serrant les coudes tous les trois, papa, maman et moi. »*

L'éducation et la scolarisation des enfants sont un autre domaine pour lequel la famille Rojas Paucar a mobilisé ses forces d'une façon difficile à imaginer. Les parents conservèrent tout au long de ces années la conviction profonde que grâce à l'école leurs enfants pourraient avoir une vie meilleure que la leur. Par manque de ressources ils devaient presque toujours acheter à crédit le matériel scolaire et les uniformes. Alicia explique : *« À la rentrée scolaire de Laura au collège, j'ai acheté à crédit un pull-over que j'ai payé en deux ans. Heureusement elle a mis ce pull pendant les cinq années du collège. »*

Au collège Laura a dû supporter des moments de violence, comme par exemple le jour où elle est arrivée avec des souliers sales car elle faisait à pied le trajet, de son quartier aux rues non goudronnées au centre-ville. La professeure, devant ses compagnes de classe, entreprit de piétiner ses chaussures en disant : *« Ces souliers sont sales, peu importe que nous les salissions un peu plus. Nous allons voir si tu apprends ainsi à venir avec des chaussures propres au collège. »* Difficile d'imaginer l'humiliation que peuvent ressentir les familles très pauvres en milieu scolaire. Malgré cela, parents et enfants endurent tout et Laura a pu terminer le collège.

Quant à la santé, la sécurité des familles très pauvres est toujours en danger, comme en témoigne l'hospitalisation de Margarita en 1999 lors de la naissance de son premier fils. Elle raconte :
« Je n'ai pas eu un accouchement normal. On m'a fait une césarienne et j'ai dû rester 15 jours à l'hôpital, pratiquement abandonnée, sans pouvoir rentrer chez moi parce que je n'avais pas assez d'argent pour payer les frais, ni pour acheter les médicaments. Ma mère devait aller supplier à droite et à gauche. Les infirmières voulaient garder le bébé car nous devions 500 soles pour les médicaments et le lit. Ma mère est allée voir l'assistante sociale pour lui demander un rabais. Celle-ci lui a dit qu'elle devait payer 250 soles et nous n'avions même pas cette somme. Ensuite l'infirmière est venue en disant : " Si tu ne paies pas, nous allons t'enlever l'enfant. Pourquoi vas-tu emmener l'enfant si tu ne peux pas l'entretenir ? Si tu n'as pas d'argent pour régler l'hôpital, tu n'en auras pas non plus pour donner à manger à ton fils, ni pour l'allaiter, ni pour l'élever... Qu'il reste ici, nous le donnerons en adoption à des personnes qui pourront lui offrir le meilleur. " Nous avons commencé à pleurer et j'ai dit à maman : emprunte l'argent à n'importe qui !... Ainsi elle trouva l'argent et nous pûmes alors quitter l'hôpital. Depuis lors je suis restée avec mon fils, pour toujours. »

Le père Joseph Wresinski a été élevé au sein d'une famille en situation d'extrême pauvreté. Tout au long de sa vie il ne s'est jamais éloigné de son peuple, celui des plus pauvres auquel il a donné le nom de Quart Monde pour les doter d'une identité sociale positive et pour qu'ils ne soient pas appelés déchets de la société, marginaux, asociaux, lumpenprolétariat.

Tout au long de l'histoire, beaucoup de mouvements sociaux sont nés au nom des pauvres et des très pauvres, des mouvements souvent conduits par des leaders appartenant à des classes moyennes radicalisées comme on le voit encore aujourd'hui. Ce sont les populations marginales qui, apportant leur part de sacrifice, ont versé leur sang et ont été utilisées comme "chair à canon"

Je terminerai cette intervention par une réflexion du père Joseph Wresinski, lui dont la vie a été forgée par la violence et la misère, au sujet de la "violence de l'amour" :
« S'il est vrai que la violence appelle la violence, (...) À notre avis, il en est une infiniment plus efficace. [La violence de l'amour] prend ses racines au fond même des hommes que nous sommes, elle se nourrit de notre cœur, du meilleur de nous-mêmes, de nos désirs de joie, de paix à répandre, à donner. (...) Cette violence est celle qui provoque les vraies résolutions, profondes et définitives, les résurrections qui rendent vie, respect, honneur, gloire et bonheur à tous les hommes, qu'ils soient riches ou pauvres... Le sous-prolétaire, lui aussi, y est voué. Si nous le connaissions tant soit peu, nous saurions qu'il ne nous demande rien d'autre. (...) Que l'école soit pour ses enfants

le creuset de l'intelligence, que l'Église soit le chemin vers la communion de tous les hommes face au Dieu de leur foi, que la société soit juste et franche, que la technique, l'économie soient au service du partage des biens de la terre. (...) Le sous-prolétaire appelle tout comme nous la création d'un monde nouveau...Alors, le sous-prolétaire, ayant trouvé en nous l'homme à imiter et non pas à abattre, s'acharnera avec nous à créer un monde de justice, un monde de vérité, un monde d'amour et de paix. »[31]

Daniel Henrys remercie Marco Aurelio Ugarte d'avoir montré comment la société pouvait être violente vis-à-vis des pauvres et comment les pauvres essayaient de résister, en particulier au niveau familial. Il annonce que ce sont maintenant les réponses de l'État qui vont être examinées par Jenny Torres. Celle-ci est responsable de recherche au Centre d'études sociales Juan Montalvo, en République dominicaine. Entité non gouvernementale de promotion sociale, d'éducation et de recherche, ce Centre intervient dans le développement et la consolidation des organisations communautaires qui impulsent et participent aux processus de recherche, d'action, de réflexion et de divulgation centrés sur le renforcement de la société civile et le combat contre la pauvreté.

31 Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère*... p. 118-121.

La violence dans les quartiers marginaux des villes et les réponses de l'État

Jenny Torres

Traduit de l'espagnol

I. Introduction

Tout au long de l'histoire économique et sociale, la conception de la pauvreté est passée par différents filtres ou visions et, par conséquent, a fait l'objet de différentes approches. Ces visions et acceptions furent accompagnées de ce qui, dans une société, est considéré comme digne. Mais la conception de la pauvreté a été généralement rattachée à l'accès au pouvoir et aux manques matériels. Nous nous concentrerons sur ce dernier point.

La prédominance des conceptions de la pauvreté à partir de la perspective économiste est incontestable. Il s'agit de définitions qui placent la pauvreté dans un contexte de ressources pour accéder aux biens qui satisfont des besoins considérés comme fondamentaux mais on peut aussi rencontrer des façons de poser le problème qui contiennent des visions apparemment plus qualitatives et complexes telles que celles exposées par Amartya Sen[32] lorsqu'il y insère l'élément de la liberté. Toutefois nous finissons par parler de ressources.

Devant cette vision économiste nous nous interrogeons. La prédominance des mesures économistes, qui évaluent la pauvreté en termes de manque de ressources, favorise-t-elle la réduction de la pauvreté ? Si c'était le cas, la structure économique en vigueur supporterait-elle cette réduction de la pauvreté ? Est-il possible de répondre aux demandes des pauvres, ceux qui le sont depuis toujours, par les politiques publiques actuelles ?

Toutes ces questions cherchent à mettre en cause les visions de la pauvreté qui ignorent les effets pathogènes[33] générés par cette condition et semblent ignorer les causes structurelles liées aux structures économiques actuelles.[34]

Depuis quatre ou cinq décades environ,[35] un stigmate est venu s'ajouter à ceux, déjà nombreux, attribués à la condition de la pauvreté : c'est l'association de la violence et de la condition de pauvreté. Fleisher (1966), Ehrlich (1973), Beker (1996)[36] entre autres, ont consacré plusieurs années de leurs recherches en utilisant des méthodes économétriques pour trouver les déterminants de la violence. Quelques-unes de leurs découvertes ont établi une relation entre les crimes commis et le niveau économique de l'individu. Tout cet effort tentait d'établir les coûts que représentait pour les différentes sociétés le crime vu à partir de cette rationalité économique qui évalue tout en vertu d'un ensemble de consommateurs rationnels cherchant toujours à rentabiliser leurs ressources. Et cette violence est analysée dans ces importantes études sous l'angle de la maximalisation de l'individu qui commet le crime.

Dans ce processus d'identification des déterminants du crime, les courants de pensée oscillent entre la mesure de l'impact sur le produit intérieur brut des pays (combien «coûte» le crime) et l'identification des déterminants du crime fondés sur des modèles économétriques qui utilisent eux-aussi des variables à caractère économiciste.

À partir de ces études solides, aux résultats statistiquement significatifs, des politiques publiques ont été adoptées visant la réduction de la violence considérée du point de vue des vic-

32. Cf. Amartya Sen, *Development as freedom*, Oxford University Press, 1999
33. Nous parlons de pathologie en utilisant ce terme de la même façon que Manfred Max-Neef dans son livre *Desarrollo a Escala Humana*, 1993
34. Nous parlons de la prédominance du néolibéralisme.
35. Nous ne prétendons pas dire que le phénomène a commencé ces années-là, mais depuis les années 50 la prédominance des études empiriques de la violence a encore plus marqué les populations les plus pauvres.
36. Fajnzylber, Lederman y Loayza, *Déterminants of Crime Rates in Latin America and the World*, 1998, The World Bank, Washington DC.

times des délits établis comme tels par les systèmes de justice et à partir des conditions qui garantissent la gouvernabilité.

Alors, où se trouve l'erreur ? Du fait qu'elle doit être démontrée, l'analyse de la violence par l'utilisation de méthodes quantitatives ne tenant pas compte de facteurs variables, laisse dans le paramètre des "autres facteurs" tous les éléments qui, d'un côté, entourent les personnes qui commettent les crimes (inégalité économique, mauvaise qualité des services ou manque d'accès aux services, etc.) et qui, d'un autre côté, ne considèrent pas comme violence la perpétuation dans le temps de la condition de pauvreté.

Dans cette brève analyse nous souhaitons souligner dans un premier temps la conception de la violence à partir de « celui qui la vit et qui en souffre » en considérant la vision de cette violence à partir des victimes des délits.

Nous allons continuer par l'examen des programmes mis en œuvre en Amérique latine (en particulier en République dominicaine), dans les zones marginales urbaines en réponse à cette vision de violence considérée commise par les pauvres.

Nous allons aussi parler de la violence vue par ceux et celles qui en sont les objets, et qui n'est pas considérée comme délit dans les différentes sociétés.

Il est pertinent de prendre en considération les deux conceptions de la violence dans l'analyse dont les résultats influenceront la vision de ceux qui prennent les décisions, vision qui pourra garantir ou non que les politiques publiques chercheront la solution du phénomène en tenant compte des deux points de vue et qu'elles seront réellement des instruments dans le processus de réduction de la pauvreté.

Nous terminerons avec des propositions de politiques publiques qui incorporent cette vision de la violence commise envers les plus pauvres, en prenant comme cadre les points de vue du père Joseph Wresinski ainsi que les résultats de notre étude du cas dominicain.

II. La violence vue à partir de l'analyse économique : politiques énergiques en ce qui concerne la répression et minimes en ce qui concerne la prévention.

II. 1- La violence « à partir »[37] des plus pauvres : la vision économiste qu'en a le pouvoir.

L'Amérique latine est une des régions du monde les plus enclines au crime. L'inégalité endémique des ressources dans les pays de la région, qui perdure depuis l'époque de la colonie, explique en partie le problème. Les crises économiques successives et le faible résultat macroéconomique de la décade perdue des années quatre-vingt ont contribué à la prolifération du crime et de la violence dans l'ensemble de la région ainsi qu'à une série d'essais de politiques publiques absurdes qui n'ont pas résolu le fond du problème.

Ces dernières années la criminalité et la victimisation apparaissent comme un thème émergent d'études. L'émergence de ce thème surgit surtout pour les raisons suivantes[38] :

1) Dans les années quatre-vingt-dix le crime et la violence ont augmenté considérablement :
   - Les taux de criminalité des pays industrialisés ont augmenté de 300 à 400 % depuis la fin des années soixante-dix.
   - Dans le cas de l'Amérique latine, dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, la criminalité a augmenté de 50%.
2) Dans de nombreux pays la criminalité était considérée comme le problème principal (devançant l'inflation, les impôts et le chômage).
3) Les coûts économiques et sociaux élevés du crime et de la violence indiquent que ces problèmes sont devenus de sérieux obstacles pour le développement économique et social durable dans de nombreux pays.

37.Avec ce terme "à partir", nous voulons parler des crimes attribués aux plus pauvres.
38.Fajnzylber, Lederman, Loayza, *Crimen y violencia en América latina,Washington*, Banque mondiale, 2001.

Comme nous pouvons l'observer, l'inquiétude pour le phénomène de la violence est due à l'augmentation du nombre des crimes commis, au problème qu'ils constituent pour ceux qui en sont les victimes et au coût économique qu'ils représentent. Ces coûts du crime peuvent être identifiés de la manière suivante :

1) Les ressources dépensées par la police, la justice et les prisons.
2) Les dépenses des particuliers pour leur sécurité.
3) Les années potentielles de vie perdues à cause des assassinats ou des incapacités provoquées par les crimes.
4) Les coûts des soins de santé pour réparer les traumatismes causés par la violence (lorsqu'ils ne génèrent pas la mort ou l'incapacité physique).
5) Autres coûts indirects difficiles à évaluer[39] :
   - Valeur décomptée des biens volés (différence entre le bénéfice qu'en recevait la victime et la valeur pour l'utilisation par le victimaire).
   - Sous-investissement dans le secteur légal causé par le crime.
   - Moindre productivité des affaires.
   - Diminution des taux d'accumulation des capitaux humain et social.
   - Diminution du taux de participation de la force de travail.
   - Transmission intergénérationnelle de comportements violents.

Des estimations faites dans des pays industrialisés indiquent que les coûts des vies détruites constituent la part la plus élevée de tous les coûts mesurés de l'activité criminelle. En Australie, en Angleterre, en France et aux États-Unis la valeur des vies perdues représente plus de 40% de ces coûts.

Dans le cas particulier des femmes, chaque année neuf millions de vies saines sont perdues à l'échelle mondiale, résultat des viols et des violences domestiques. Chez les femmes, cette perte est plus importante que celle due à tous les types de cancer et deux fois plus élevée que celle causée par les accidents de la circulation.

Autre exemple intéressant aux États-Unis. Une étude basée sur des données de 1992 estime que les coûts totaux du crime se sont élevés à 425 milliards de dollars par an, soit plus de 5% du PIB. Des chiffres similaires ont été obtenus en utilisant des procédés analogues en Australie, au Canada et au Honduras.

En Amérique latine une étude récente a établi que les coûts s'élevaient à 168 milliards de dollars, soit 14,2% du PIB de la région.

Ces indicateurs ont sans aucun doute alarmé les gouvernements et le thème de la violence est devenu une des grandes préoccupations des organismes internationaux de coopération, en particulier de la BID et de la Banque mondiale.

La conséquence de cette inquiétude fut l'élaboration de plusieurs études dont les résultats sont les suivants :

- Guy Becker (1968) analyse les facteurs déterminants du crime depuis la décision rationnelle de l'agresseur de participer à des activités illégales jusqu'à l'analyse coût / bénéfice. Il part du principe que les individus maximalisent le bien-être tel qu'ils le conçoivent… Pour lui, les individus deviennent des criminels à cause des retombées financières que leur procure le travail illégal comparées avec celles du travail légal et d'autres types d'activités illégales… tout en tenant compte de la possibilité d'arrestation et de condamnation et de la sévérité de la peine (le comportement criminel répond à des changements dans le châtiment attendu).
- Belton Fleisher et Isaac Ehrlich ont été les premiers à étudier les effets des niveaux et des disparités des ressources sur l'incidence du crime. Les deux auteurs trouvent qu'il y a un impact significatif et positif de «l'inégalité des ressources sur le crime.» Ces mêmes auteurs examinent les effets du taux de chômage sur le crime et concluent que ce taux est moins important que les niveaux et les distributions des ressources.

39.Cf. les observations du P. Wresinski lorsqu'il parle du chômage de longue durée des personnes du Quart Monde.

Une étude de cas aux États-Unis (données extraites de US National Longitudinal Survey of Youth (NLSY)) indique que la chute des salaires des jeunes, observée aux États-Unis depuis le milieu des années soixante-dix, peut expliquer pour trois-quarts l'augmentation du crime juvénile pendant cette même période.

Les résultats de ces études nous apportent de nouveaux éléments en ce qui concerne les déterminants économiques du crime et de la violence. Nous soulignons les suivants :

- Les régressions des homicides et des vols du modèle économétrique de base indiquent que le taux de croissance du PIB, le degré d'inégalité des ressources mesuré par l'indice de Gini[40] et les taux respectifs du crime restés à la traîne déterminent de façon significative et solide les taux nationaux du crime.
- Ni la moyenne de scolarité ni le PIB per capita ne sont significatifs. On peut en déduire que le niveau de pauvreté n'induit pas au comportement criminel.
- La stagnation de l'activité économique produit une activité criminelle élevée. Et vice versa, une augmentation de 1% du PIB entraîne une diminution de 2,4% du taux des homicides. Mais dans les régions de très grande inégalité, cela ne se passe pas de la même façon, du fait des faibles espoirs qu'ont les individus d'améliorer leur situation.

On peut également souligner d'autres facteurs tels que : Facteurs géographiques :
Un taux élevé d'urbanisme n'est pas associé à un taux supérieur d'homicides. Il l'est à un taux élevé de vols.

- Inégalité et polarisation :
  Un pays présentant une forte inégalité en matière d'éducation et un coefficient Gini élevé tend à avoir plus d'homicides et de vols.

Maintenant nous allons présenter de manière très succincte les politiques publiques généralisées qui découlent de cet ensemble d'analyses fondées principalement sur des mesures de variables économiques.

II. 2- Les politiques publiques prépondérantes en Amérique latine

Vu la conception de la violence à partir des coûts du crime, les implications de ces résultats quant à la génération de politiques publiques sont orientées vers les aspects suivants :

- Le crime s'auto-perpétue dans le temps. Une fois que le taux de la criminalité augmente, le rabaisser à son niveau antérieur est plus difficile que d'éliminer uniquement les causes de cette augmentation. Des indicateurs d'alerte précoces (exemple : enquête de victimisation) seront nécessaires.
- La croissance économique peut constituer une voie efficace pour lutter contre le crime. Mais la dépense publique doit augmenter, surtout en matière d'investissement social.
- L'inégalité des ressources et, plus généralement, l'inégalité des opportunités économiques et de la protection policière peuvent favoriser grandement la criminalité. Quand l'effet positif de la croissance économique sur la criminalité est combiné avec l'effet adverse de l'inégalité, il est possible de conclure qu'une réduction plus rapide de la pauvreté diminuera la criminalité de façon significative. En ce qui concerne la prévention de la criminalité, la principale préoccupation politique devrait davantage se concentrer sur l'inégalité et sur l'appauvrissement que sur la pauvreté elle-même.
- Le rôle de l'éducation dans la prévention de la criminalité : l'éducation en elle-même n'est pas la panacée pour la réduction des crimes. La réussite éducative doit être accompagnée d'opportunités de travail et de ressources.

40.Mesure de l'inégalité à partir de la différence des ressources des individus.

À partir de ces conclusions, les politiques s'orienteront vers la résolution du problème des crimes commis en essayant de faire régner l'ordre et la paix dans les zones considérées comme violentes et généralement associées aux conditions de pauvreté extrême.

Il est intéressant d'observer la façon dont on justifie une augmentation des investissements sociaux à partir de la lutte contre le crime, sans voir qu'il est nécessaire aussi d'assurer à la population de bonnes conditions de vie.

En Amérique latine, et plus concrètement en République dominicaine, l'expérience des politiques publiques qui découlent de ce type d'analyse de la violence, montre qu'on élabore (on copie) des programmes qui comprennent des composants préventifs et correctifs mais ce sont ces derniers qui prennent de l'importance lors de leur mise en œuvre.

Dans le cas de la République dominicaine, le phénomène de la violence est devenu l'objet d'un intérêt inhabituel depuis la crise économique de 2003, cause du bond impressionnant du taux de la criminalité qui est passé de 14,4 en 2002 à 21,6 en 2003 pour atteindre 26,4 en 2005. À partir de ce moment-là, la violence a commencé à devenir l'objet de politiques publiques d'interventions directes dans les quartiers concernés.

Ces interventions impliquèrent l'instauration d'un état de siège des habitants des quartiers par la présence d'un important contingent de policiers et le renforcement des commissariats de police. Même si le plan fut conçu intégralement, du moins dans le discours politique, les actions pour améliorer la vie des personnes à travers les services de santé, d'éducation, d'infrastructures, etc. n'ont pas pris d'importance ni fait l'objet d'investissement économique comme cela a été le cas pour la présence policière.

Le «Quartier Sûr» en République dominicaine ou au Chili, la «Communauté Sûre» au Mexique ou les plans de sécurité démocratique dans d'autres pays ont en commun une façon d'agir qui renforce encore plus le stigmate de violence et d'inadaptation sociale qui pèse sur les familles et les personnes qui vivent dans la pauvreté extrême. Ils ne mettent jamais en cause les structures qui sont à l'origine de l'inégalité, même lorsque les modèles économétriques désignent celles-ci comme étant l'une des causes de la violence.[41]

Maintenant nous allons parler de la perspective qui, selon nous, devrait guider l'analyse de la violence comme point principal, en se concentrant sur la violence commise contre les extrêmement pauvres ou les sous-prolétaires ou les habitants du Quart Monde.

III. La pauvreté extrême : Politiques publiques pour éliminer la violence.

III. 1- La violence envers les plus pauvres : une histoire d 'exclusion perpétuée par la structure.

Il existe une violence qui n'a pas été étudiée du point de vue économique et qui en général n'est pas considérée comme telle. Il s'agit de l'exclusion quotidienne des plus pauvres.

Dans le cas de la République dominicaine, soulignons la situation des quartiers périphériques de la capitale, situés au bord du fleuve Ozama, quartiers maltraités et exclus du processus de modernisation mis en œuvre dans la capitale. Et le trait spécifique dont souffre cette zone la plus vulnérable est l'inégalité, fruit de l'expulsion sociale (expulsion du logement). Il s'agit d'un secteur que l'on cache, devenu invisible, et dont, lorsqu'on en parle, la société n'attend rien. Tout lui a été refusé : les services, la sociabilité, les opportunités, la coexistence.[42] Ce refus est de la violence.

41. Cependant, nous nous permettons d'avoir un avis différent à propos de la vision exposée dans les conclusions qui découlent des modèles économiques, car de toute façon les politiques dérivées visant à réduire l'inégalité restent toujours orientées vers la réduction des indices tels que le Gini qui maintient l'injustice structurelle en vigueur.
42. Corporan J.L. & Torres J., 2006, *Diagnostico de la Circunscripcion Tres del Distrito Nacional : Una historia de Exclusion*. Distrito Nacional : Centro Montalvo.

On lui a refusé les normes urbanistiques, environnementales, les services, etc. On a refusé à ses habitants le droit au logement, à l'éducation, à la santé, etc. Et maintenant on les invite à payer pour des services déficients, à assumer des devoirs qui ne sont pas clairs et à respecter les normes de l'intérieur alors qu'ils vivent en dehors de la société.

Les quartiers de la zone nord du District national ont été victimes de ces faits historiques qui ne figurent pas dans les statistiques mais dont il faut bien tenir compte au moment d'élaborer les projets qui tenteront de diminuer la violence, car chaque étape doit respecter de multiples dimensions.

On ne tient pas compte du processus de violence structurelle qui affecte jour après jour la population qui vit dans les quartiers dits "chauds" de la zone nord du District National. Et nous nous demandons : N'est-ce pas de la violence, par exemple, le taux d'analphabétisme de 16% dans le quartier de La Zurza ? N'est-ce pas de la violence l'absence d'école d'enseignement moyen dans le quartier Domingo Savio où vivent 4.600 jeunes en âge de suivre cet enseignement ? Ne serait-ce pas de la violence l'entassement dans lequel vivent 39,51% des habitants de la zone nord du District national ? Est-ce que ce n'est pas de la violence que sur une population de 358.068 habitants plus de 60% de ceux qui sont en âge de travailler n'occupent qu'un emploi informel ? Ignorons-nous que ces 60% du secteur informel n'ont pas de couverture médicale et que par conséquent ils sont exclus des services de santé ?

Ce processus d'exclusion de ceux qui vivent dans des conditions de pauvreté extrême, qu'on nomme les "sous-prolétaires"[43] , favorise le développement de mécanismes de survie qui placent ces personnes en marge des normes établies par la société urbaine. Dans cette sorte de survie on en vient à occuper des terrains appartenant à l'État, à ne pas respecter les normes de construction des villes, à utiliser à des fins privées des espaces publics (comme le font les camelots), à contaminer l'environnement, à déboiser, à s'approprier "illégalement" des services devenus inaccessibles comme l'eau et l'électricité. Gagner sa vie en marge de la loi : emplois sans assurance ni salaire minimum, commerces sans patente, occupant et contaminant des lieux publics, exerçant des activités illégales (jeux de hasard, prostitution, trafics de drogues).[44]

Ce sont tous ces faits qui placent les sous-prolétaires dans des conditions d'exclusion et qui génèrent toutes sortes de mythes autour de leur comportement et de leurs règles à l'extérieur de leurs quartiers, contribuant ainsi à une condamnation de la part du reste de la société, ce qui réduit encore plus leurs possibilités d'accès au "monde extérieur". C'est comme si on continuait à déraciner leur condition de migrants (ancienne ou récente) en les plaçant comme des bulles flottantes à l'intérieur de leur propre ville. Ces pauvres des villes, qui se heurtent dès qu'ils se lèvent à la frustration, alors qu'ils tentent de trouver de l'eau pour leur toilette, sont les victimes d'une violence structurelle, lente, continue, non pénalisée. Et par conséquent elle ne fait pas l'objet d'études de la part du gouvernement qui semble privilégier les analyses économiques qui peuvent être statistiquement démontrées avec des modèles de régression solides. Tous ces abus qui existent depuis toujours font partie de la variable "poubelle" où l'on met les phénomènes qui ne peuvent être mesurés de manière empirique.

C'est dans ce contexte que nous comprenons que la façon de voir du père Wresinski est tout à fait actuelle lorsqu'il déclare à propos du sous-prolétaire : *« ... Nous en avons fait un être assiégé. Sa plainte ne sera pas conforme à nos lois, il volera, il portera coups et blessures. Alors, au nom de la justice, nous le mènerons en prison. En sortant de là, comment sera-t-il encore capable de respecter notre justice ? »*[45] Il y a une application de la "justice" vis-à-vis des actes délictueux du fait du coût économique qu'ils représentent dans une société économiquement "rationnelle", mais on ne fait pas la même analyse lorsque cette justice n'agit pas face à la violence à laquelle ils sont soumis.

Un cercle vicieux se forme à partir de l'état d'illégalité généré par les conditions d'exclusion des extrêmement pauvres ou sous-prolétaires, à partir de la réponse sociale de l'application ambi-

43.Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 113-121
44.Cela J.(2001, 3era edicion) *La Otra Cara de la Pobreza,* Santo Dominguo : Centro de Estudios Sociales Padre Juan Montalvo,sj.
45.Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 115.

guë de la justice, à partir de la stigmatisation de ceux qui proviennent de ces secteurs marginaux qui les écarte encore plus de la coexistence sociale, à partir de la réponse qui peut devenir agressive de ces individus à la société et à partir de la réponse de l'État qui attaque la réponse violente et non la cause structurelle de leur condition de "population exclue".

Selon le père Joseph Wresinski : *« Tout concourt à stigmatiser les familles de la grande pauvreté, à garder mémoire de leurs multiples problèmes. »*[46] Et c'est dans ce processus de stigmatisation, qui se développe dans le temps à travers une perpétuation générationnelle qui porte atteinte à l'estime de soi et engendre la condamnation de personnes alors qu'il n'y a pas eu crime, que se concrétise la plus grande partie de la violence commise contre nos secteurs appauvris. Une stigmatisation qui est centrée sur le jugement de la conduite, de la culture, des coutumes que génère le milieu, sans tenir compte de la structure dans laquelle cette conduite a lieu.

Les familles qui vivent dans la pauvreté extrême sont assiégées à cause de leur misère. Elles n'ont pas choisi le lieu où elles vivent[47], ni l'école où vont leurs enfants, ni leurs centres médicaux : elles sont obligées d'aller au dispensaire du quartier. C'est une sorte de violence ignorée à cause d'une vision univoque qui découle de l'éternel désir de mesurer ce qui est favorable ou ce qui porte préjudice, de façon rationnelle, au système économique régnant. Il s'ensuit que dans les politiques qui se dégagent de cette analyse, qui contemple cette seule perspective, prédominera la vision de la violence à partir des effets qui pourraient affecter la paix apparente et la tranquillité d'un pays. Ceci, tant que régnera la dite "mansuétude"[48] des extrêmement pauvres.

Dans le paragraphe suivant nous examinerons le type de politiques publiques qui devrait être mis en œuvre selon la vision de la violence qui résulte de l'analyse.

III. 2- Vers de nouvelles politiques publiques : à la recherche de solutions qui répondent à l'importance du problème.

À partir de cette compréhension de la violence du point de vue de l'exclusion dont souffrent les personnes qui vivent dans la pauvreté extrême, il est indispensable de concevoir des politiques publiques qui soignent la racine du problème et non seulement ses ramifications. Les propositions du père Wresinski visent à orienter les sous-prolétaires vers le chemin d'une revalorisation en tant qu'êtres humains avec leurs droits et leur dignité. De là ces mêmes pauvres devront marcher vers un processus de négociation avec les autorités afin d'établir les conditions nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie et éventuellement au dépassement de la pauvreté.

Wresinski envisage l'établissement de relations de fraternité, dans lesquelles les pauvres pourront tisser des liens d'égal à égal avec les riches et les autorités. Ce chemin mènera à la mise en œuvre de politiques publiques qui amélioreront nécessairement la vie des sous-prolétaires une fois que les gouvernants seront informés de la souffrance des pauvres et des conséquences de cette pauvreté, qui est violence sur leur vie. Il estime qu'il ne doit pas y avoir d'ennemis car il s'agit d'une lutte dans laquelle "…il ne doit y avoir ni vainqueurs ni vaincus " et que ce chemin vers une paix authentique doit se faire avec les personnes du Quart Monde.

Cependant, même si les propos du père Wresinski nous paraissent pertinents, certains travaux préliminaires sont nécessaires avant d'ébaucher les lignes centrales dont devront tenir compte les politiques publiques.

Nous sommes tout à fait en phase avec les propositions qui découlent des analyses économétriques qui identifient l'inégalité comme l'un des déterminants de la situation de violence en

46. Cf. Joseph Wresinski, *L'écriture, un enjeu politique*, Revue Quart Monde N°188, 2003, p. 14 (texte de 1975)
47. Dans le cas dominicain, les zones les plus vulnérables du District national sont situées au bord du fleuve Ozama. Il s'agit des endroits les plus exposés aux phénomènes naturels. Totalement dépourvus de protection, les plus démunis y risquent leur vie six mois par an pendant la saison des cyclones, tourmentes ou ouragans. Sans parler des risques quotidiens qu'ils encourent lors des pluies diluviennes ou de ces risques silencieux comme attraper des maladies lorsqu'il n'existe pratiquement pas de prévention.
48. Dans une conférence sur "Quart Monde et non-violence" (1984), le père Joseph Wresinski parle de la mansuétude individuelle des sous-prolétaires afin de provoquer la mansuétude du prochain. (Cf. *Refuser la misère*... p. 123-147)

Amérique latine et dans le monde. Mais nous soulignons une nouvelle fois que la vision de cette analyse écarte la mise en cause de la structure qui produit l'inégalité...

Mais l'inégalité est, pourrait-on dire, une condition propre du capitalisme, fortement modifiée par l'influence néolibérale qui a orienté les États vers l'adoption de politiques publiques (sociales) résiduelles et minimalistes. Le système capitaliste se nourrit des relations d'inégalité du fait que les propriétaires recherchent la maximalisation de leurs ressources et ont par conséquent intérêt à entretenir un niveau de chômage "naturel" qui maintiendra les niveaux des gains et réduira les possibilités de négociation des employés.

Ajoutons à cela le fait qu'il sera toujours nécessaire qu'il y ait des individus qui vivent dans des conditions plus défavorables que celles des propriétaires du capital, des individus qui auront besoin de vendre leur force de travail. Et en même temps on aura besoin d'autres individus qui vivent dans des conditions encore plus défavorables afin qu'ils effectuent les travaux que ces employés ne peuvent faire du fait de leur emploi. Ainsi, successivement, nous allons vers le bas de l'échelle jusqu'à atteindre le besoin de l'existence de sous-prolétaires, capables de réaliser ces travaux peu dignes et souvent dénigrants, et qui en raison de leur condition de vulnérabilité, ont, pour exiger des salaires dignes, un pouvoir de négociation des plus réduits. Par conséquent ils seront maintenus dans leur condition de sous-prolétaires.

Tel est le cas, en République dominicaine, des migrants haïtiens qui travaillent dans les secteurs de la construction et de l'agriculture. Ou des femmes haïtiennes qui travaillent comme domestiques. Ou des Dominicains(aines) pauvres qui travaillent dans le secteur du tourisme à l'échelle la plus basse et ceux et celles qui se prostituent. Et de beaucoup d'autres encore qui rendraient la liste interminable et que le système maintient dans ou même sous la ligne de production inférieure.

Par conséquent les projets nécessaires à l'extirpation de cette violence engendreront nécessairement une relation antagonique, je ne dis pas provoquée par l'irrationalité ou la volonté d'établir une dichotomie riche-pauvre. Mais l'antagonisme s'établira au moment où l'on voudra fractionner l'hégémonie économiquement rationnelle du capitalisme qui aspire à la maximalisation des ressources.

Inéluctablement il se produira un aplatissement de la pyramide de l'inégalité sociale et économique qui modifiera la distribution des richesses. Ces décisions des politiques publiques devront passer par une véritable révolution éthique à partir de la perspective des violations qui, du fait des priorités du système économique, sont commises contre les droits humains des pauvres, des sous-prolétaires, du Quart Monde, de ceux qui sont mis à l'écart des espaces, même s'il leur arrive de les traverser.

Et les décisions politiques tendant à faire face aux inégalités économiques et sociales provoqueront cet antagonisme non souhaité entre les détenteurs des richesses et du pouvoir et ceux qui exigent des systèmes plus justes.

Faire face à la violence commise contre les pauvres doit conduire les pays à la révision des politiques publiques dans les domaines suivants :

Impôts :

Il est nécessaire de garantir un système permettant d'imposer davantage ceux qui perçoivent le plus. C'est-à-dire que ceux qui possèdent le plus doivent payer plus d'impôts en termes absolus et relatifs.

D'un autre côté, afin d'atteindre les objectifs de développement social en faveur de la population la plus pauvre, il est nécessaire de garantir de façon permanente les dépenses qui assureront l'accès à la santé, à l'éducation, au logement, à l'eau potable, à l'énergie électrique et aux services sanitaires.

Sociaux / universels :

– Du point de vue du droit à vivre dignement, il est nécessaire d'orienter les politiques sociales vers la couverture de toute la population sans qu'elle ait à fournir la preuve de sa situation de pauvreté pour bénéficier des services.

– Les politiques sociales doivent se réaliser par l'intégration des secteurs les plus pauvres afin qu'ils puissent être inclus dans les programmes vraiment complets qui tiendront compte du problème dans sa totalité, comme le propose le père Wresinski dans son article « L'écriture, un enjeu politique », afin de ne pas tomber dans l'erreur de perpétuer la stigmatisation du pauvre avec des programmes d'assistance concentrés sur le seul individu.

– Programmes efficaces de discrimination positive qui garantissent la dignité des personnes vulnérables, comme les handicapé(e)s ou toutes autres personnes qui se trouvent dans des conditions désavantageuses par rapport au reste de la société.

Redistribution de la propriété :

– Détermination de plafonds en matière de possession des terres et de leur utilisation.
– Prudence dans la délimitation des propriétés destinées au tourisme.
– Garanties de productivité à partir de technologies propres.

Règlements sévères et radicaux en matière de corruption publique :

En ce qui concerne la République dominicaine, la corruption publique et les détournements des fonds de l'État sont associés à l'histoire de la pauvreté.

Respect et protection des migrants tant internes qu'externes.

Nous avons ébauché quelques propositions que nous considérons comme fondamentales, bien que nous sachions à l'avance qu'il y manque de nombreux éléments.

Ce que nous voulons absolument souligner et qui est, selon nous, un des apports les plus importants du père Wresinski, c'est sa conviction qu'il faut marcher de manière fraternelle avec le Quart Monde et que ce sera cette connaissance, qui naîtra du vécu avec les pauvres, qui permettra de penser, de planifier et de mettre en œuvre des politiques publiques qui élimineront le problème de la pauvreté. Il faut marcher à la lumière du vécu de cette violence et la visualiser comme telle afin que les politiques ne continuent pas à l'ignorer, tout en voulant cacher les violations des droits des plus pauvres derrière une analyse ambiguë qui leur attribue la responsabilité d'une violence qui est le fruit de la configuration des systèmes sociaux en vigueur.

Débat suite au panel sur le thème de la violence

Extraits

*Le modérateur, **Daniel Henrys**, remercie Jenny Torres d'avoir tracé quelques pistes de politique publique qui pourraient permettre de combattre la violence, pas seulement en partant d'un point de vue économique. Puis, après le rappel de quelques consignes, il donne la parole à ceux qui veulent poser des questions.*

- J'ai lu dans la charte des Nations Unies : " Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être relevées des défenses de la paix ". Nous abordons aujourd'hui des sujets d'importance capitale. Je me pose cette question : la grande pauvreté et la violence prenant naissance dans l'esprit des hommes ou dans la vie des hommes, est-ce qu'on peut relever les défenses de la richesse dans la vie des hommes en construisant un monde de paix, un monde d'amour dans une société rongée par la misère, laquelle est aussi une violence féroce ?

- Haïti fait beaucoup pour avancer, mais l'évolution du pays dépend des autres pays. Lorsque nous voulons faire quelque chose, n'y a-t-il pas toujours une main qui nous enfonce ?

- Je m'adresse au professeur Marco Ugarte. Comment peut-on mobiliser les forces vives de la société pour lutter contre la pauvreté extrême qui sévit dans le pays ? Pourriez-vous nous parler un peu des visions universelles du père Joseph Wresinski ?

Marco Aurelio Ugarte

Je vais commencer par la dernière question sur l'universalité du père Joseph Wresinski. Wresinski a été un homme visionnaire. Issu de l'extrême pauvreté, il a pu regarder et questionner le monde d'une manière particulière. Pour lui, la misère est universelle ; elle n'existe pas seulement dans certains pays, mais touche tant les pays développés que les pays du Tiers-monde. Et si la misère est universelle, alors la lutte contre la misère doit l'être aussi. L'aspect fondamental de son apport est d'accepter en premier que les plus pauvres soient nos maîtres. Si nous voulons détruire la misère, nous devons avancer ensemble avec les plus pauvres afin d'apprendre d'eux. Les premiers experts de la lutte contre la pauvreté ne sont pas ceux qui viennent des organismes internationaux, des ONG ou des gouvernements, ce sont les plus pauvres.

Wresinski nous dit que nous devons commencer par respecter la culture des peuples, aller à la rencontre des plus pauvres avec les mains vides, non avec des idées toutes faites, pour apprendre l'histoire de courage des hommes de chaque peuple dans leur lutte contre la misère, à différentes époques, dans les différentes épreuves historiques que les pauvres ont eu à traverser. Nous ne pouvons pas, nous, prétendre résoudre leurs problèmes. L'une des plus grandes souffrances des plus pauvres, ce n'est pas de manquer de nourriture ou de toit, mais que nous n'acceptions pas le fait qu'ils ont une connaissance indispensable au développement de nos sociétés, que ce soit aux niveaux local, national, régional ou international.

Wresinski nous dit que nous devons extraire nos idées de la connaissance des plus pauvres, de la profondeur de leur pensée, de la force des populations que nous rejoignons. Il a bâti une équipe de volontaires permanents, il a réuni des personnes qui voulaient détruire la misère. Ensemble, ils ont marché, les mains vides, avec les plus pauvres, apprenant d'eux. Les volontaires permanents d' ATD Quart Monde ont la tâche principale d'aller à la rencontre des plus pauvres, mais aussi d'écrire chaque jour ce que vivent les plus pauvres afin d'en témoigner, car souvent ceux qui vivent ces situations ne peuvent pas facilement en parler.

Travailler avec les plus pauvres n'est pas une chose facile. Souvent on dit vouloir travailler avec les plus pauvres mais avoir des résultats en un ou deux ans. Nous-mêmes, nous avons passé trois à quatre ans à cheminer avec les plus pauvres, et c'est seulement récemment que nous avons commencé à gagner leur confiance. Ce n'est pas facile parce que pendant des générations, nous avons exclu ces personnes.

C'est là l'universalité de Joseph Wresinski.

Haïti est un pays extraordinaire. Vous avez dit : *« Quand Haïti veut se lever, nous ne pouvons rien faire parce que nous sommes dépendants des autres. »* C'est sûr. Mais vous devez vous sentir fiers d'être haïtiens. Je suis péruvien et grâce à Haïti, mon pays, comme cinq pays de l'Amérique latine, a pu se libérer. Vous avez été le premier pays de couleur noire à prononcer votre indépendance, il y a un peu plus de 200 ans. Vous avez donné un exemple à l'humanité. Et les groupes de pouvoir ne vous l'ont pas pardonné jusqu'à aujourd'hui.

Nous, hommes de l'Amérique latine, nous sommes ingrats et désobligeants à votre égard parce que nous vivons séparés de votre peuple. Tous, nous devons apporter notre part pour que se termine l'isolement d'Haïti, parce que la misère d'Haïti est celle de l'Amérique latine et du monde. C'est cela que nous devons comprendre. C'est pour cela que je me suis senti heureux de venir en Haïti, parce que vous êtes plus présents en mon cœur. C'est pour cela que je remercie les organisateurs de cet événement, la Fokal et ATD Quart Monde, d'avoir permis ce dialogue avec vous...

Dans ce monde globalisé, les riches sont plus riches et les grandes masses de populations s'enfoncent chaque jour davantage dans la misère. Ceci, nous devons le contrer, tous ensemble, pauvres et riches, ensemble. Les riches doivent comprendre que cette situation ne peut plus durer. Parce qu'ils ont besoin plus que quiconque des pauvres et spécialement des plus pauvres...

Ce qui est fondamental, ce que nous devons comprendre, c'est que nous ne voulons pas renforcer l'assistanat ni revenir en arrière, mais relever la tête avec dignité. Merci.

Jenny Torres

Je vais essayer de répondre à la question concernant la situation d'Haïti.

Évidemment, nous ne pouvons ignorer l'influence qu'ont les autres pays ni la grande importance des organismes internationaux sur le développement des nations, surtout celles que l'on appelle sous-développées ou du Tiers-Monde...

Il est important de se rappeler la pensée de Joseph Wresinski : il est nécessaire d'éveiller la conscience des personnes qui vivent dans la grande pauvreté, celle de leurs droits, de leur dignité. C'est cette proposition que nous pouvons faire à chacun en ce qui concerne Haïti. (...) Nous avons une influence internationale et nous devons compter avec toutes les personnes vaillantes qui sont le potentiel du pays. C'est une pensée alternative, forte, ferme, qui aide à prendre conscience que nous avons besoin de responsables politiques sérieux, honnêtes, prêts à mettre en œuvre des politiques publiques répondant à la situation particulière du peuple d'Haïti. Nous pouvons réellement participer à cette construction parce que, en Haïti, nous avons des forces internes qui peuvent apporter une dynamique.

La première question abordait l'histoire de la grande pauvreté et la vie insoutenable de l'homme pauvre. L'histoire de la pauvreté va de pair avec celle de la richesse, nous ne pouvons pas séparer l'une de l'autre. En ce moment, il est nécessaire de chercher à résoudre les problèmes de fond. La grande pauvreté augmente dans certains pays tandis que d'autres pays continuent à se développer. Les richesses augmentent, mais elles sont concentrées en quelques mains. Il y a une relation entre les deux que nous ne pouvons ignorer. Comment résoudre le problème de la grande pauvreté et celui de la violence entre les personnes qui en souffrent et avec celles qui y font face ?

Le modérateur se propose de recueillir une autre série de questions.

- Nous parlons d'un monde de paix et d'amour. Dans la situation actuelle d' Haïti, où la violence et la misère provoquent au moins 20 kidnappings par mois, comment pouvons-nous nous concerter pour résoudre ce problème ?

Arnold Antonin

Nous sommes dans un groupe qui est en train de monter un réseau de lutte contre le kidnapping. Dans les quartiers populaires, s'il y a une forme de violence qui maintient dans le cercle vicieux de la pauvreté, c'est bien le kidnapping qui ruine les familles. A côté des formes de violence structurelles, cette forme de violence est aussi cruelle, destructrice et négatrice même de la personne humaine. Evidemment, c'est une menace pour toute la société haïtienne parce que cela crée un climat de terreur généralisée. Dans un tel climat, il est très difficile d'augmenter le produit intérieur brut, et encore plus de procéder à une juste répartition des richesses parce qu'on n'en crée pas du tout et les premiers qui en subissent les conséquences, ce sont justement les habitants des quartiers populaires. Alors, comment ATD Quart Monde et des associations qui sont ici pourraient s'impliquer aussi dans ce réseau ? Nous croyons que c'est là quelque chose d'extrêmement important si nous ne voulons pas en rester à des généralités sur la pauvreté et sur le Tiers-monde. Cette culture de la violence détruit la culture même au sein des bidonvilles.

Ma question est pour M. Ugarte : Avec le phénomène de la mondialisation, comment peut-on accepter la culture d'un peuple pour lutter contre la misère et la pauvreté ?

En Haïti, il y a eu ces trois dernières années une violence systématique organisée. Dans cette société inégalitaire qui engendre misère et violence, certaines personnes nous font croire que le phénomène du kidnapping a lieu seulement dans les quartiers populaires ou dans les grands bidonvilles. C'est de la stigmatisation, on a toujours voulu accuser les pauvres de la Cité Soleil, du Bel Air, de la Saline, d'être les grands kidnappeurs de ce pays. Je me rappelle que la porte-parole de la police avait dit à la radio sa honte et son étonnement de constater qu'il y avait aussi des personnes importantes dans le kidnapping. A chaque fois qu'on veut résoudre ce problème d'une manière politique, on renvoie la balle aux gens défavorisés de Cité Soleil ou de la Saline, des quartiers populaires. C'est ce genre de stigmatisation qui nous enfonce. Est-ce que les gens de ces quartiers populaires ont assez d'argent et de savoir-faire pour monter un réseau de kidnapping ?

Je vais poser une question à monsieur le sociologue. Vous avez dit, en suivant la pensée du père Joseph, qu'il faut savoir " s'accommoder " avec les pauvres, ne pas venir avec des idées toutes faites mais les consulter et s'enquérir de leurs idées, et que c'est la meilleure procédure pour prétendre éradiquer la grande pauvreté. Je me demande si le moment n'est pas venu de rejeter l'approche du système capitaliste ou bien celle du système des Nations Unies. Parce que, pour moi qui suis de la Cité Soleil, on y vient avec des idées importées pour résoudre notre problème lors que nous sommes une communauté à part entière. Est-ce que le système capitaliste ou bien l'approche des Nations Unies n'a pas échoué ?

Jorge Cela

Je crois que nous sommes tous capables de contribuer à donner une réponse raisonnable aux questions qui se posent. Ainsi les choses peuvent être plus faciles. Je vais commencer par vous raconter deux anecdotes.

La première est quelque chose que j'ai lu avant de venir en Haïti dans un livre écrit par un Haïtien, à savoir que Haïti devrait renoncer à toutes les aides qui viennent de l'extérieur parce que ce sont des aides dont on ne sait si elles sont intéressées ou efficaces. Cet auteur avait la certitu-

de que le peuple est capable de s'en sortir par ses propres moyens. J'ai été frappé par l'affirmation de cet homme. Ceci est la première anecdote.

La seconde : Un homme de la Banque mondiale fut invité par le gouvernement haïtien, il y a environ un an ou plus, pour trouver une solution à la situation urbaine de Cité Soleil. Par exemple : Pour que les femmes qui vont accoucher puissent sortir du quartier sans subir les problèmes de circulation, cet homme préconisait de faire deux routes en forme de croix de manière à ce que l'accès à Cité Soleil soit relativement plus facile. Une partie de la population de Cité Soleil fit valoir son désintérêt pour cette solution, en disant en substance : « Nous ne sommes pas intéressés que vous nous élargissiez les routes, parce que derrière l'ambulance, c'est la police qui entrera » Une réponse populaire qui donne à réfléchir.

Je vais maintenant ajouter mon propre point de vue. J'ai peur que des frères jouent sans le vouloir le jeu de la victimisation. Se sentir victime peut être une forme subtile pour ne pas se sentir responsable de la situation du pays. Cela vaut la peine de dire qu'ici il y a un potentiel humain pour aller de l'avant et nous ne devons pas accepter des choses de l'extérieur s'il n'est pas clair que ce sont des choses utiles. Par exemple si les États-Unis viennent prendre du maïs ici pour l'éthanol et couvre toute la campagne avec l'éthanol pour faire du combustible, immédiatement nous devons leur dire qu'ils doivent y renoncer. C'est clair. Ce n'est pas contestable. Mais jouer avec le fantasme de victimisation, je trouve cela dangereux.

Marco Aurelio Ugarte

Qu'avons-nous à faire ? Chacun de nous ? Qu'ai-je fait, moi, pour exterminer la misère dans mon pays ? Chacun de nous, nous avons un rôle à jouer. Nous ne pouvons tout attendre de l'État ou d' un autre ! Bien sûr, l'État a son rôle à jouer.

Mais moi par exemple, comme anthropologue, comment puis-je contribuer à résoudre le problème de la misère dans mon pays ? Celui qui est prêtre, comme prêtre ? Celui qui est étudiant, comme étudiant ?

Il y a un autre mythe que nous devons tuer, c'est de penser que le développement vient de l'extérieur, avec la nourriture ! Non, le développement est ici, en chacun de nous !

Il y a 50 ans (j'en ai maintenant 63), j'ai entendu dire que lorsque viendrait l'argent, nous allions pouvoir développer notre pays. Je suis péruvien et j'ai vu une grande quantité d'argent entrer dans mon pays pour le développement, mais maintenant mon pays est plus pauvre qu'avant. Pourquoi ? Parce que ceux qui appliquent les programmes de développement ne sont pas intelligents ? Parce qu'ils sont inertes ? Non ! Simplement aucun de ces projets n'a eu de succès parce qu'ils ne partent pas des plus pauvres. Ils partent toujours des plus dynamiques, de ceux qui peuvent s'organiser. Et on laisse de côté un grand secteur de la population. Ainsi la brèche de la misère, au lieu de se refermer, s'agrandit.

Un exemple concret. Il y a une communauté paysanne, à 15 kilomètres de Cusco, pour laquelle on a amélioré une route pour que les enfants puissent se rendre à la capitale du district en bus. Cela pourrait être très bien. Mais auparavant le péage coûtait 20 centimes et maintenant c'est 50 centimes parce que la route est meilleure. Les plus pauvres, ne pouvant pas dépenser ces 50 centimes chaque jour, continuent à aller à pied. Aussi 10% des enfants seulement peuvent prendre ce bus. Ainsi une grande partie de la population ne peut pas bénéficier de ce progrès parce que c'est un programme qui n'a pas été pensé avec tous. Je pourrais prendre d'autres exemples.

La lumière électrique arrive dans la communauté, mais 20% seulement peuvent la payer, les autres continuant à s'éclairer à la bougie. L'inégalité, à chaque fois, au lieu de se rétrécir, s'agrandit parce qu'au début de ces programmes, jamais on ne va parler avec les plus pauvres qui, eux-mêmes, pensent et cherchent des alternatives pour résoudre leurs problèmes.

Des ingénieurs sortant de l'Université installent un réservoir d'eau, pensant que l'eau accumulée durant la nuit pourra être récupérée dans la journée. Cela ne fonctionne pas parce que les paysans ont l'habitude de prendre l'eau la nuit parce qu'il pleut durant la journée. Mais ils n'ont jamais été consultés sur leurs habitudes.

Nous devons faire très attention à la manière dont nous utilisons le concept de développement. Même si nous nous développions de dix mesures, les pays riches avanceraient de cent. Nous n'avons pas à nous comparer à ces pays développés ! Nous devons chercher une autre façon de repenser notre réalité à partir de nous-mêmes.

Une des questions posées était : « Comment pouvons-nous participer à la culture du refus de la misère ? » C'est une question fondamentale. Je vais parler de ma culture que je connais. Il y a un élément qui est au cœur de notre culture, sa raison d'être, c'est l' "aini", un mot quetchua qui veut dire «réciprocité». Si tu es en train de construire ta maison, je viens travailler avec toi. Et un jour, si j'en ai besoin, c'est toi qui viendras travailler chez moi. Je vais aujourd'hui à un marché qui est à 5 kilomètres pour acheter ; le prochain dimanche tu iras acheter autre chose pour moi. Il y a une réciprocité. Cet aspect de la réciprocité est fondamental. Par exemple, dans la communauté, n'est pas pauvre celui qui n'a pas de ressources économiques ; est pauvre celui qui ne peut pas retourner l' "aini", qui ne peut faire la réciprocité. Si tu reçois quelque chose, tu dois donner quelque chose en réciprocité.

J'ai été impressionné par ce que j'ai vu hier soir, par cette force que nous a donné à voir ce groupe de paysans qui dansaient et chantaient, par leur vision politique dans leurs paroles : « Si nos dirigeants ne fonctionnent pas, nous les laissons de côté, et nous, nous continuons à lutter.» Là est la force de nos peuples et de notre culture ! Ce que nous devons faire, c'est étudier comment fonctionne notre réalité. Nous devons nous organiser. Il y a ici beaucoup d'étudiants. Pourquoi aurions-nous une Université restant éloignée des réalités qui se vivent dans le pays ?

Vous devez voir comment envisager le développement, donner des cours spécifiques au développement d'Haïti. Nous devons penser à enseigner en accord avec la réalité de notre pays. Et nous avons besoin de la solidarité des autres pays, c'est fondamental. Sinon, nous ne pourrons jamais avancer.

Mais, à la base, chacun de nous est invité à repenser les choses. Bien sûr nous vivons dans un système mis en place par un système capitaliste. Ce modèle économique nous a été imposé. Jamais on nous a laissé développer notre propre modèle, jamais nous n'avons pensé l'abandonner parce que l'éducation aussi est une éducation qui nous rend dépendants. (...) Nous devons penser à l'éducation dont nous avons besoin pour sortir de là, en pensant à notre peuple. Quel type d'éducation a besoin le Pérou pour avancer ? Nous devons faire en sorte qu'il y ait une communion entre le peuple et les centres de formation supérieure. J'ai parlé longuement mais ce sont les idées que je voulais vous partager. Merci.

Le modérateur rappelle qu'il y a eu une question sur la stigmatisation des quartiers pauvres.

Jenny Torres

Je voudrais développer trois points.

D'abord, nous venons d'essayer de redimensionner le thème de la valeur économique. Nécessairement, nous devons commencer par analyser par exemple la réduction du PIB. La violence dans un pays a nécessairement une incidence en ce qu'elle réduit le PIB. En République dominicaine, nous avons un grand accroissement du PIB mais les conditions de vie des personnes restent très déplorables. C'est ce qui m'a poussée à faire l'étude de l'impact de la violence sur le bien-être intégral et les conditions de vie de la population. C'est de ce point que je suis partie mais je ne peux pas faire ici toute l'analyse.

Quant à la question des solutions toutes faites, pour savoir si nous acceptons ou non l'intervention d'organismes internationaux, il ne s'agit pas simplement de refuser. Nous avons donné des exemples de programmes qui ne résolvent pas le problème de la violence rencontrée dans des quartiers déjà stigmatisés par cette relation pauvreté-violence. Il y a une intention réelle de stigmatiser les quartiers avec la violence. Mais une étude révèle que c'est l'inégalité qui est la cause de l'augmentation du taux de criminalité, pas la pauvreté. Ce ne sont pas les personnes les plus

pauvres qui commettent le plus de crimes. Ce sont les sociétés inégalitaires qui ont une incidence sur l'augmentation du taux de criminalité. Nous ne pouvons pas continuer à propager l'idée que c'est des quartiers pauvres que sortent tous les criminels.

Une autre application de cette étude, réalisée en Colombie, met en évidence ceci : les quartiers qui ont des conditions d'extrême pauvreté sont utilisés tant par les politiques pour promouvoir des situations électorales, que par les narcotrafics pour le marché de la drogue. L'incitation aux crimes ou à des pratiques illégales ne vient pas du quartier même. C'est important de retenir que cette étude ne dit pas que les violents sont les plus pauvres.

Pour finir, lorsque nous parlons de solution structurelle, il y a un problème. Cette solution structurelle doit avoir un coût politique. C'est une intervention générale qui doit impliquer d'une part ce cheminement avec les plus pauvres que propose le père Joseph Wresinski et d'autre part la volonté politique. Ce cheminement va venir d'une valorisation des plus pauvres, d'une impulsion de leur conscience d'être avec des droits et des devoirs, pour qu'ils sortent d'un stade pathologique et ne se retrouvent pas avec cette perpétuation de l'exclusion dans le temps. Parallèlement, ce travail avec les plus pauvres avance en interposition avec la négociation qui s'ouvre avec le cercle politique. Il doit être accompagné de cette volonté politique qui est disposée à sacrifier une élection. Ce chemin est lent et le résultat ne sera pas sensible à l'orée d'une campagne électorale. Mais revaloriser la dignité humaine de la personne, nous sommes disposés à aller dans ce sens. Merci.

Le modérateur veut recueillir les dernières questions

Dominique Batraville

Plusieurs facteurs expliquent cette violence urbain vécue en Haïti durant ces 20 dernières années. D'abord, les grands États (le Canada, les États-Unis et même la Guyane française) qui nous retournent de grands criminels... Le problème des flux migratoires... Port-au-Prince, une ville de 2 millions d'habitants, qui n'est jamais éclairée... L'insalubrité dans les quartiers pauvres et les bidonvilles... L'absence de plan pour combattre la pauvreté en Haïti, de la part du gouvernement, des organisations mondiales, des ONG... Il n'y a donc aucune alternative. Et en plus la violence en Haïti ne peut pas s'expliquer seulement par le phénomène de pauvreté parce que les forces paramilitaires existent dans tous les partis politiques. Ce n'est pas une question, plutôt mon commentaire.

Arnold Antonin

À propos de la violence physique, des kidnappings et des viols des femmes : Il ne s'agit pas de stigmatiser les quartiers populaires, tout au contraire. Il s'agit de souligner les conditions de précarité et de fragilité de ces quartiers. C'est là que des délinquants et des bandes venus souvent d'ailleurs interviennent. C'est là que les gens sont le plus frappés. Nous avons des témoignages et des analyses empiriques recueillis par des associations de femmes (j'espère qu'elles sont parmi nous aujourd'hui). Là où il y a le plus de femmes violées, là où il y a le plus de violences physiques contre les mères de famille et les enfants, c'est dans les quartiers populaires. Parce que très souvent des politiciens, parfois en position de pouvoir, profitent de ces zones pour assiéger la population. Donc on ne peut pas ignorer que ce sont des quartiers absolument vulnérables et fragiles. Cela ne veut pas les stigmatiser mais tenir compte de leur situation.

Je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont organisé ce temps de réflexion, mais qui malheureusement n'aboutira à rien. J'ai une seule question à vous poser, que je commence par me poser à moi-même d'ailleurs. Ne pensez-vous pas que nous avons un problème d'État ? Un État qui mériterait d'être plus sensible, plus intelligent, plus compétent. Un État converti, qui pourrait changer de comportement, d'attitude. Un État qui se soucierait de la population. Un État intelligent, pour moi, c'est un État qui penserait à toute une stratégie pour diriger ce pays.

Je voulais intervenir sur la question du kidnapping qui est une forme de violence, en tant que professionnel puisque j'ai eu le privilège de suivre une spécialisation en matière de kidnapping et de négociation. (...) Au Mexique, par exemple, il y avait la question du kidnapping mais le problème a été débattu dans les grandes universités du pays. On a pu étudier le problème du kidnapping selon plusieurs points de vue (social, économique, etc.). Quelles sont les causes fondamentales qui expliquent le kidnapping en Haïti ? Il ne faut pas essayer de cibler Cité Soleil, Pétion-Ville etc. Peut-être que qu'on peut y revenir prochainement.

Le modérateur redonne la parole aux intervenants

Jenny Torres

D'abord, je voudrais dire que ce serait abusif de prétendre que nous pouvons offrir des solutions à toutes les difficultés dont nous avons parlé ici.

Parler de la situation particulière de Haïti, de la République dominicaine, et de n'importe quels autres pays, cela nous touche déjà parce qu'ils sont constitués d'êtres humains, de personnes, mais nous devons en venir à l'analyse particulière de la situation dans laquelle nous vivons. Je suis d'accord avec ce qui a été dit sur l'incidence des flux migratoires et aussi sur toutes les circonstances particulières à Haïti.

Malheureusement, les études disponibles sont des études très générales. Elles ont disposé d'énormes fonds que nous n'avons pas dans nos pays en général. Elles procèdent à une comparaison très macro-économique des différents pays et essaient d'en tirer des réponses qui, elles aussi, sont très générales. Elles devraient aider les pays à avoir des lignes générales et obliger chacun d'eux à particulariser la situation. L'erreur est dans la généralisation, car elle induit des programmes que l'on croit pouvoir mettre en œuvre dans les différents pays. Parfois nous devons les refuser, parfois nous devons y contribuer. (...) Nous devons pouvoir construire des réponses appropriées pour pouvoir dire oui ou non au programme de l'État, pour une raison ou pour une autre...

Nous avons essayé de partager ce que nous vivons, les expériences que chacun de nous peut apporter pour aider, nous qui sommes dominicains, vous qui êtes haïtiens, comme aussi les Guatémaltèques et les ressortissants de tous les pays dont nous venons. Nous avons vu que de cheminer avec les personnes, avec les plus pauvres, naîtra une connaissance nouvelle, à partir de ce vivre ensemble et que cela va nous aider à faire de ce problème de l'extrême pauvreté une question d'État. Nous devons faire en sorte que cette connaissance soit traduite en un langage qui soit compréhensible et assimilable par les décideurs.

Marco Aurelio Ugarte

Nous avons tenu un langage honnête les uns avec les autres. Ce sont les Haïtiens qui vont trouver leur chemin. Je suis sûr que même le compagnon qui a dit «Je repars sans avoir rien gagné», quand il sortira d'ici, va devoir penser aux plus pauvres, qui peuvent jouer un rôle important, qui ont une connaissance et qu'il se demandera : «Qu'ai-je fait, moi, pour exterminer l'extrême pauvreté dans mon pays ?» Je ne veux pas justifier la violence mais en Amérique latine, la violence est extrême. Le Pérou a souffert d'une guerre civile durant 20 ans, avec 60 000 morts, des gouvernements corrompus, impliqués dans le narcotrafic ! Ce n'est pas une chose facile mais je peux vous assurer que les plus pauvres ne participent pas à cela, ils n'ont pas la force pour le faire, ni la connaissance d'ailleurs. Souvent on les rend coupables parce que, n'ayant pas de maison, quand ils se disputent ou s'insultent, c'est au vu de tous. Par contre, ceux qui ont des ressources économiques, c'est entre quatre murs qu'ils s'enferment pour que personne ne voit la violence qui les habite.

Je continue avec la sécurité. Si nous commençons à traiter les plus pauvres comme nos frères, nous sommes sûrs que nous allons avancer. Je suis sûr que nous allons regarder la société

d'une autre façon. Nous avons commencé à regarder notre pays à partir des yeux des plus pauvres, et je pense que ce colloque n'est pas pour moi un point final, c'est un point de départ. Nous pouvons faire ensemble un chemin qui va de l'avant, pour en terminer avec la violence. Nous pouvons faire nôtre la construction d'un monde d'égalité, de justice et de fraternité comme le proposait le père Joseph Wresinski. Celui-ci disait qu'il ne s'agit pas d'être solidaires, il s'agit d'être fraternels, c'est-à-dire d'être des frères. Merci beaucoup.

Le modérateur remercie les intervenants et l'assistance pour la participation de tous.

Ateliers d'approfondissement

Violence, non-violence et grande pauvreté

1. **La violence faite aux pauvres.**
2. **Rompre le cercle infernal de la violence en milieu de grande pauvreté.**
3. **Comment développer une culture de non-violence en milieu de grande pauvreté ?**

Projection du film :
« Joseph Wresinski, 50 ans de combat contre la misère »

Extraits

Présentation : ***Gabrielle Erpicum***, volontaire permanente du Mouvement ATD Quart Monde.

Ce film de Caroline Glorion, grand reporter à France 2, vient d'être réalisé. Vous en avez en quelque sorte la primeur.

Pourquoi ce film maintenant ? Cette année 2008 marque à la fois le 20ème anniversaire du décès de Joseph Wresinski, fondateur du Mouvement ATD Quart Monde et le 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les temps ne sont-ils pas mûrs pour nous remettre face à nos idéaux, et face à la démarche nouvelle que cela va nous demander ?

Il nous a toujours semblé que la meilleure façon d'aborder la question de la pauvreté était de la considérer sous l'angle de la démocratie et des droits de l'homme. N'est-il pas vrai qu'un nombre grandissant d'hommes, de femmes et de jeunes se font défenseurs de ces valeurs ?

Le film que nous vous présentons ce soir est comme une mise en lumière de ce qui peut se passer comme changements lorsque des populations en grande pauvreté sont reliées à l'ensemble des hommes. Comme des partenaires à part entière, à égalité avec les autres citoyens, quelle que soit leur fonction, leur situation ou leur responsabilité. Dans toutes les démarches, les orientations et les décisions concernant la vie de tout être humain. Pour parvenir à ce que tous les hommes soient libres.

Ensemble, à travers ce film, nous allons mieux connaître la pensée, l'action et la personne de Joseph Wresinski, cet homme, ce prêtre, qui a voué sa vie à la cause des plus pauvres.

Vous saisirez vite que sa pensée et son action se caractérisent par la nécessité absolue de mettre fin à l'assistance et à la dépendance, de faire entrer les plus pauvres dans le débat démocratique, de leur donner droit de cité, de faire entendre leur voix là où se prépare et se décide l'avenir d'une ville, d'une région, d'un pays, de la communauté des hommes. Non pas dans la révolte et la violence, mais à travers le dialogue, la rencontre, ce que nous appelons aujourd'hui le partenariat.

Je vous laisse découvrir par vous-mêmes comment lui est venue cette passion de l'homme. A quel moment il a pris conscience des injustices qui fractionnaient l'humanité et tuaient les siens à petit feu. Comment s'est imposée progressivement en lui cette certitude que tout homme, quelles que soient sa situation, ses origines, ses croyances... était une chance pour l'humanité.

C'est face à ce défi-là qu'il nous invite à nous engager toujours plus fermement pour que pas un seul homme, pas une seule femme, pas un seul jeune, pas un seul enfant ne soit compté pour rien, réduit à rien, à cause de sa misère.

Dans ce film, comme dans la vie, ce sont des très pauvres eux-mêmes, avec leur pertinence, qui nous font découvrir cet homme. Ils le font avec leurs mots, avec leurs tripes, avec leur sensibilité et à partir de leur expérience.

Il y a quelques semaines je relisais un livre de Richard Wright, Black Boy, et je me suis arrêtée sur ce passage : *« À l'âge de 12 ans, sans avoir bénéficié d'une seule année d'instruction scolaire complète, j'avais une conception de la vie qu'aucun événement ne pourrait jamais entamer, une prédilection pour le réel qu'aucun argument ne pourrait jamais ébranler, un sentiment du monde qui m'était réellement propre, une notion de la signification de la vie qu'aucune éducation ne pourrait jamais changer, et la conviction qu'on ne la saisirait qu'à force de lutter pour arracher un sens à des souffrance insensées. »*

Et je me suis dit : c'est ce savoir-là qui manque encore à l'humanité. C'est ce capital-là qui est encore enfoui et que les plus pauvres ont aussi à nous offrir. Ils sont prêts à le faire. Comment pouvons-nous être prêts à le recevoir ? Quelles conditions devons-nous créer pour que la rencontre se réalise, que les peurs face à la différence disparaissent ? C'est un tel chemin que propose ce film. Découvrons-le ensemble. Bonne soirée.

Débat :
animé par ***Paul Elie Levy*** *avec le soutien de* ***Jacques Petidor, Mieke van Dyck, Agnès Dumas Bonkoungou****.*

- Est-ce que le père Joseph Wresinski a interrogé Saint François d'Assise qui a abandonné ses biens pour se faire mendiant ? Est-ce qu'il a interrogé Saint Benoît qui n'a jamais abandonné les siens pour devenir saint ?

Mieke van Dyck :

Le père Joseph a beaucoup lu. Il s'est intéressé à plein de gens, à plein de religions. Il a toujours recherché le fond de chaque homme. Il ne cherchait pas à être pauvre, il ne nous a jamais demandé d'être pauvres. Il voulait que nous soyons avec les gens très pauvres, mais d'une manière très belle, avec de beaux habits. Ce n'est pas la pauvreté qu'il recherchait. Au contraire. Il voulait donner la fierté aux familles.

- Ne pensez-vous pas que la lutte menée par Joseph Wresinski a été vaine, parce qu'il y a toujours des personnes qui sont encore sous la dépendance ?

Agnès Dumas Bonkoungou :

Je pense que le vœu du père Joseph est plus ambitieux qu'utopique, car il ne s'adresse pas seulement aux volontaires, aux alliés et aux familles du Quart Monde, mais à toutes les organisations qui veulent vraiment qu'un jour la misère finisse. C'est ambitieux, pas utopique. Si on dit que c'est utopique, cela veut dire que pour les pays comme Haïti, où les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits, où il y a tellement de difficultés à vivre, où on se demande si ce n'est pas une survie, ce serait le désespoir total : on n'espérerait vraiment pas qu'un jour la misère va finir. C'est pourquoi moi je ne peux pas dire que le père Joseph a travaillé en vain. Je peux seulement dire qu'il y encore des efforts à faire, surtout dans les pays où ça va vraiment mal. Quand un père de famille se lève et ne sait pas quoi faire pour ses enfants, je pense que si on ne se révolte pas, on n'est pas humain. Je pense que l'effort de tous doit aider. C'est pourquoi je dis que ce n'est pas utopique : on espère toujours et on se bat tous les jours. On sait qu'avec les efforts de toutes les personnes on peut voir finir cela un jour. Les hommes doivent vivre comme des êtres humains !

Je retiens du film cette quête de dignité, cet humanisme qui veut tenir compte des êtres humains en mettant en place des structures mais sans forcément rester dans "l'assistancialisme." Je trouve que c'est intéressant. En Haïti, il faut se poser cette question. Nous avons faim, nous sommes pauvres, nous sommes vraiment misérables. Il faut agir sur les structures, entreprendre des actions pour des changements structurels en profondeur, tout en restant vivant. Nous bâtissons des écoles, nous investissons dans l'éducation, et dans le même temps il y a quelqu'un à coté qui meurt de faim. C'est là que va agir la solidarité. L'État doit faire quelque chose. C'est là que nous devons vraiment démontrer que nous sommes capables d'agir sur la structure et d'agir individuellement en changeant sa vie et en aidant les autres à changer leur vie. Moi, j'ai essayé et j'ai presque réussi !

- Est-ce qu'il existe vraiment une association, un mouvement capable de mettre fin à la misère ?

Jacques Petidor :

Une association ou un mouvement ne peut prétendre mettre fin à la misère parce que les démarches pour aboutir à cette finalité s'appellent combats, luttes. Dans ce processus, on espère qu'il y aura jour après jour plus de personnes qui entrent dans la bataille. C'est de cela dont on a parlé ce matin dans le colloque. Tant qu'il y a des personnes qui s'engagent dans ce combat, il y a de l'espoir pour que le rêve devienne une réalité. Donc, la lutte contre la misère est l'affaire de tout le monde. Chacun doit jouer sa partition. Nous avons vu qu'au début la lutte était sans grands moyens, mais à partir de 1987, nous avons vu des milliers de personnes la rejoindre. C'est comme cela que nous devons avancer : en espérant que plus de personnes nous rejoignent. Ainsi, on pourra aboutir à la victoire.

- Le colloque aujourd'hui a pris un caractère international. A Cité Soleil, il y a beaucoup d'ONG qui travaillent mais la situation n'est pas améliorée. On a comme l'impression qu'il n'y a pas d'animation. Comment l'expliquer ?

Mieke van Dyck :

C'est pour cela que nous sommes toujours là ! Il y a toujours des gens qui ne croient pas qu'on puisse en finir avec la misère. C'est pour cela qu'on n'arrête pas d'interpeller les gens au niveau politique et à tous les niveaux. On a besoin de tous. Si tous croient que la misère peut finir, la misère finira. Vous montrez déjà ce soir que vous y croyez, sinon vous ne seriez pas venus ici. J'espère que vous continuerez tous à croire que l'on va s'unir, que l'on va trouver le meilleur de chacun pour nous unir avec ceux qui veulent sortir de la misère. Quand, arrivant dans une bidonville, on est à coté d'une maman qui perd un enfant, on est révolté. On ne peut pas accepter de s'habituer à vivre cette misère tellement extrême. On continuera avec vous, j'espère.

Agnès Dumas Bonkoungou :

Si une personne pense s'enrichir sur le dos des plus pauvres, je dis que c'est une question de conscience. Les plus pauvres, si tu les laisses dans leur pauvreté et si toi tu gagnes ta vie, ta conscience n'est pas en paix. Tu es un voleur comme tout le monde. Donc, je pense qu'on ne peut pas répondre à une pareille question parce que partout il y a des personnes qui peuvent faire n'importe quoi. A chacun selon sa conscience : qu'est-ce qu'on peut faire ensemble pour qu'autour de nous la vie aille mieux pour tout le monde, pour que ce qui est prévu pour les très pauvres leur revienne vraiment ?

Jacques Petidor :

Ce matin, nous avons parlé de l'injustice, du manque de sensibilité du côté des autorités du pays. Cette situation n'est pas seulement celle d'Haïti. Elle se retrouve un peu partout. S'il y a injustice à l'intérieur des sociétés, si les droits de l'homme n'y sont pas respectés, la lutte contre la pauvreté sera plus difficile à mener. Mais comme un combat n'est jamais facile, nous commençons la lutte, nous nous y impliquons définitivement. Voilà ce qui est important à connaître : la société dans son intégralité ne dit pas qu'elle est d'accord pour lutter contre la pauvreté. Au contraire, il y a des forces qui s'opposent à cette lutte et qui ont la volonté d'aggraver la situation. C'est la raison pour laquelle je parle du non respect des droits de l'homme et d'injustice sociale. Il faut que tout le monde lutte parce qu'il y a d'autres forces à contourner. La lutte n'est pas facile à gagner. Nous la gagnerons quand même, mais il faut que nous sachions ce qui nous attend sur notre chemin.

- Par rapport à Saint Benoît et Saint François d'Assise, David a écrit (c'est rapporté dans un psaume) : « Je n'ai jamais vu un juste mendier son pain. » C'est pourquoi Jésus a demandé à un riche de renoncer à sa richesse. Celui-ci a dit non, parce que c'est le roi David qui l'a dit. Qu'est-ce que vous en pensez ?

- J'ai vu dans ce film que Joseph Wresinski était un grand homme. Je suis en Haïti depuis 5 mois. Je viens du Bénin. Haïti, c'est comme mon pays parce que les Haïtiens sont pour moi des frères. Après avoir vu ce film, je pense qu'il faudrait que Quart Monde en Haïti travaille un peu plus. Joseph Wresinski l'a dit : « Ce sont les hommes qui peuvent détruire la misère. » Avec ça, je pense que Haïti changera. D'abord avec les Haïtiens eux-mêmes. Entre les riches et les pauvres, il faut des rencontres. C'est important que les riches écoutent les pauvres. On l'a vu dans le film.
- D'après le film, c'est tout le monde qui doit se mettre ensemble. Comment allons-nous faire pour lutter contre la misère, puisque nous n'avons pas un gouvernement très soucieux de nous ?
- Vu la situation politique et la misère dans lesquelles nous nous trouvons, vu les problèmes identifiés par le père Joseph, qu'est-ce qu'on va faire pour trouver des solutions ?
- Pourrait-on introduire ce Mouvement dans le système éducatif ?

Jacques Petidor :

Pour la personne qui a dit que nous n'avons pas un gouvernement responsable, je prends l'exemple de ce que nous avons vu dans le film. Le père Joseph a fait la promesse aux gens vivant dans une situation misérable de leur faire gravir les marches de l'ONU, de l'Elysée, du parlement européen, etc. Nous avons vu sa détermination. Il n'a pas eu le temps d'assister à la réalisation de toutes ses promesses avant sa mort, mais il y a eu déjà plusieurs réalisations. Dans la lutte des volontaires militant contre la pauvreté, il y a une stratégie pour sensibiliser les dirigeants politiques. C'est un élément important qu' ATD Quart Monde ne néglige jamais. A chaque étape, dans la programmation des actions du Mouvement ATD Quart Monde, il y a quelque chose pour inciter les autorités à répondre aux questions des plus pauvres et de la société. (...) Maintenant, comment trouver une solution réellement ?

Mieke van Dyck :

Nous l'avons déjà dit hier : nous avons osé faire un colloque régional en Haïti, parce que nous voulons montrer qu'il y a ici une richesse humaine. Il y aura un colloque international en décembre prochain, où nous allons parler d'Haïti. Nous voulons montrer la grande humanité que vous avez dans ce pays. Nous voulons vous mettre au milieu du monde.

Agnès Dumas Bonkoungou :

À la question de savoir si ATD Quart Monde peut entrer dans l'éducation, je répondrai que le père Joseph Wresinski a toujours dit que quelqu'un pas cultivé est très limité : "Avez-vous déjà vu des analphabètes écrire leur histoire de vie ?" C'est pour cela que, dans tous les quartiers où ATD Quart Monde intervient, il s'efforce toujours d'encourager les enfants à aller à l'école et aussi les parents à apprendre eux-mêmes à lire et à écrire s'ils ne le savent pas. Joseph Wresinski encourage tout ce qui peut aider la personne à développer ses connaissances, à se cultiver.

Cela ne se limite pas à l'école. D'après le père Joseph, chacun a quelque chose en lui qu'il peut partager avec les autres. Je ne sais pas ce que la personne a en elle, mais je dois chercher à savoir comment je peux apprendre d'elle, la soutenir dans ce qu'elle veut dire à tous. Il faut lui donner sa chance et chercher ce qu'il y a comme valeur importante pour elle afin que nous puissions construire avec elle la société dont nous rêvons. Si nous attendons toujours que quelqu'un d'autre fasse quelque chose pour nous, nous ne pourrons jamais nous tirer d'affaires. C'est pour dire que nous n'avons pas d'autre chance si nous ne nous débrouillons pas pour que chacun de nous dise sa stratégie de lutte pour en finir avec cette situation de misère. Moi, je vois que la misère augmente aujourd'hui. Seulement nous sommes tous intelligents et nous pouvons faire quelque chose pour nous-mêmes et par nous-mêmes en collaborant avec tous ceux qui veulent lutter à notre côté pour détruire cette misère une fois pour toutes. Voilà mon dernier mot !

Vendredi 29 février 2008

PANEL 3
Science et connaissance au regard de la grande pauvreté

Introduction de Marco Aurelio Ugarte

Traduit de l'Espagnol

« Science, connaissance et extrême pauvreté » est le thème qui nous réunit ce matin. Il existe plusieurs types de connaissance. L'une d'elles est la connaissance universitaire, académique. Une autre est la connaissance des familles qui vivent dans l'extrême pauvreté. Il ne s'agit pas de savoir qui a raison, qui est propriétaire de la connaissance, le monde universitaire ou les plus pauvres. Nous pensons que les deux connaissances sont valables. Il s'agit de voir comment se produirait la rencontre des deux connaissances. Il s'agit de croiser ces deux connaissances afin de construire un projet de société ou, comme le disait le père Joseph Wresinski, une civilisation basée sur la justice, la paix et la fraternité. La connaissance des plus pauvres est une connaissance cachée. Pour vous le démontrer, j'ai apporté un élément culturel andin du Pérou. On l'appelle en quetchua "puñusco", et "salamanca" en castillan. Cet objet est présent dans la spiritualité du monde andin, et aussi dans toutes les religions et les syncrétismes religieux qui existent. Je verse du liquide dans cet objet. Ce liquide qui est à l'intérieur, c'est comme la connaissance de l'extrême pauvreté. Elle y est cachée et n'apparaît pas. Mais donner aux plus pauvres une opportunité, les soutenir, cheminer avec eux, c'est comme permettre au fluide de sortir d'une manière limpide et cristalline, comme cette eau que nous commençons à voir sortir : Regardez ! J'ai utilisé cet élément pour vous montrer que nous tous, nous devons faire un effort parce que la connaissance des plus pauvres peut aussi entrer dans nos universités par la grande porte. Ensuite d'une manière conjointe, nous pourrons réfléchir sur les réalités de notre pays et des différents pays dans le monde.

Modératrice : Lorraine Mangonès, directrice adjointe de la FOKAL, membre du comité scientifique du colloque.

- **La pensée du père Joseph Wresinski, un ferment pour la recherche universitaire dans les pays pauvres.** *Mgr Pierre André Dumas, évêque auxiliaire de Port-au-Prince et recteur de l'université Notre-Dame d'Haïti.*
- **Pauvreté, richesse, connaissance : réflexions suggérées par certains propos du père Joseph Wresinski sur l'Université.** *Vertus Saint-Louis, médecin, docteur en Histoire. Il a fait de nombreuses recherches sur l'histoire, notamment sur celle de Saint-Domingue à l'époque coloniale. Il est l'auteur de plusieurs articles et de deux ouvrages :* Système colonial et problème d'alimentation. Saint-Domingue au XVIIIème siècle *(CIDIHA, Montréal 1999) et* Aux origines du drame d'Haïti : Droit et commerce maritime, 1794-1806 *(Port-au-Prince, 2006). Il prépare un ouvrage intitulé* Mer et liberté, Haïti , 1492-1804.
- **Quel modèle économique face à la grande pauvreté ?** *Frédéric-Gérald Chéry, membre de la Commission nationale des marchés publics depuis juin 2005, diplômé du Centre de techniques de planification et d'économie appliquée (Haïti). Il a occupé le poste d'économiste statisticien au Ministère du Plan et de la Coopération externe (1989 à 1991). Il a effectué de nombreux travaux sur l'économie haïtienne et est l'auteur de deux ouvrages* : Discours et décisions *(Port-au-Prince, 2004) et* Société, économie et politique en Haïti *(Port-au-Prince, 2005). Il est un spécialiste de la monnaie et des relations entre l'État et l'économie.*
- **L'essence de l'être humain : science, connaissance et savoirs. Une approche de la pensée de Joseph Wresinski.** *Otto Rivera, guatémaltèque, sociologue, diplômé en anthropologie et en droit des peuples indigènes, professeur en sciences de l'éducation, consultant de l'UNICEF et du gouvernement guatémaltèque pour la petite enfance et l'éducation. Allié du Mouvement ATD Quart Monde et modérateur du Cercle de pensée Joseph Wresinski.*

La pensée du père Joseph Wresinski : un ferment pour la recherche universitaire dans les pays pauvres

Mgr Pierre André Dumas

Introduction

Nous remercions le Mouvement ATD Quart Monde et la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) de nous avoir associés à cette manifestation de nature sociale et humaniste qui pose dans toute son acuité la question du refus de la misère, du refus de la pauvreté.

Je dirais même que ce qui pourrait paraître au premier degré évident, comme par exemple la dichotomie riche-pauvre, ne peut plus être accepté comme un ordre social et planétaire normal.

C'est une forme idéologique de nomenclature des rapports entre les personnes, entre les groupes et entre les sociétés basée sur l'exclusion sociale et des relations prédatrices.

Et ce qui me semble, d'entrée de jeu, interpellant pour la personne, le citoyen et l'universitaire que je suis, c'est d'abord le refus des clichés établis et ensuite le refus de l'indifférence, car il est plus confortable de ne pas se sentir concerné par les questions dérangeantes des rapports sociaux et de se féliciter d'être bonne citoyenne ou bon citoyen.

Une deuxième interpellation personnelle, c'est le refus du silence, de la complicité du silence. C'est ce qui me vaut de porter le témoignage du refus de la misère, de la pauvreté. Il convient donc de se demander, en s'inspirant de la pensée du père Joseph Wresinski, en quoi et comment l'Université haïtienne, peut contribuer à répondre au défi de la pauvreté dans le monde et dans ce pays particulièrement.

Mon exposé sera bref. Mon ambition est modeste. Elle se veut une parole provocante dans la continuité du père Wresinski. Elle apporte une nouvelle impulsion pour un approfondissement commun et une recherche d'actions communes.

La présentation qui va suivre est le résultat d'une réflexion entre les membres du Conseil éxécutif du Rectorat de l'université Notre-Dame, Mgr Dumas, Jean-Elie Larrieux et Guy Laroche. Je prends donc la parole au nom de l'université Notre-Dame d'Haïti qui, à travers toutes ses entités académiques et scientifiques, exprime son appui à l'œuvre d'ATD Quart Monde en faveur du refus de la misère. La première partie est une réflexion sur le sens et la portée de la pauvreté en tant que préoccupation universitaire. La deuxième partie, en s'inspirant du travail du père Wresinski et de nombreuses actions d'ATD Quart Monde à travers le monde, tente d'explorer le sens de l'engagement universitaire en faveur du refus de la pauvreté, en termes d'ancrage scientifique, social, politique, psychologique, économique et spirituel.

- **Le refus de la pauvreté, une préoccupation universitaire**

L'Université aujourd'hui ne saurait être en retrait des questionnements sociaux. Elle est dans la cité un centre d'observation et un laboratoire de recherche où les vraies interrogations communautaires sont posées. Loin d'être une forteresse inexpugnable et hyperprotégée par une sorte de gnose nihiliste, elle doit s'évertuer, si elle veut être au diapason de la pensée moderne, à mettre l'intelligence au service du cœur et de la conscience, car comme le disait déjà Rabelais : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », et nous ajoutons : « La cause de l'homme sera servie quand la science s'allie et non s'aliéne à la conscience ». Ici, nous rejoignons l'originalité de la pensée du père Joseph quand il affirme que si les plus pauvres ne sont pas dans nos pensées, ils resteront en dehors de nos cités… Nos sociétés sont bâties par l'intelligence des hommes et « peut-être, ajoutons-nous, sont détruites par la déroute de l'intelligence », pour paraphraser Roger Gaillard.

La réalité des plus pauvres n'a aucune chance d'être introduite dans la cité si elle n'est pas

débattue dans nos esprits. Le monde continuera à se construire sans les pauvres, c'est là toute la faiblesse de nos cultures et de nos civilisations.

Comme disait Jean-Paul II à l'UNESCO, c'est dans la façon d'être attentif aux plus pauvres qu'on mesure la qualité d'une civilisation.

La réflexion sur les plus pauvres pose au sein de l'Université la question de l'humanisation des savoirs, des savoir-faire et des savoir-devenir. C'est pourquoi c'est une connaissance objective. Elle fait du dernier des humains sa route. Elle refuse la théorie du rejet des plus faibles qui fait d'eux des cas à analyser ou des problèmes à affronter. De cette manière, la recherche scientifique plaide selon la pensée du père Joseph pour une alliance entre la science, l'Université et le peuple des pauvres afin d'éradiquer l'extrême pauvreté. Cependant, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, c'est une grande pauvreté d'esprit qui pousse à étiqueter les gens et à les fractionner.

Une pauvreté d'analyse et de connaissance crée des a priori méprisants et négationnistes. Aussi n'est-ce pas la pauvreté de l'intelligence qui conduit à des solutions d'apartheid, de purification ethnique, à des solutions zéro ou même à des fours crématoires ou à des attentats suicides ? Il est impérieux de transcender le handicap dû à l'ignorance du monde des pauvres en s'ouvrant à ses interrogations et à sa quête de réponses, en acceptant les conséquences d'un apprentissage nouveau jusque là inconnu.

En effet la ligne de démarcation de la géographie de la pauvreté est très imprécise. Ses frontières se trouvent dans nos esprits et dans nos cœurs.

L'univers des pauvres reste un défi pour la science qui s'était érigée en faveur du progrès et contre la pauvreté. Or, aujourd'hui, alors que se développe le champ du savoir dans tous les domaines, pauvres sont les résultats de la recherche au niveau mondial à des fins d'action pour une authentique maïeutique du développement intégral de l'homme, de tout homme et de tous les humains.

Cela exige que l'on favorise en priorité à l'Université la formation d'une pensée de proximité, profonde, positive, imprégnée d'éthique communautaire complètement libérée de la dictature de l'individualisme et du consumérisme. Une telle pensée devrait être peuplée de logiques d'altérité et de corrélation capables de scruter la complexité du réel dans sa globalité.

L'université Notre-Dame, à travers ses recherches récentes sur la santé des pauvres à Descaillettes, sur la réalité de la petite enfance, sur la problématique des déplacements forcés de population, sur la question de la présence des étudiants haïtiens à Santo Domingo, est déjà alerte sans pour autant laisser libre cours au triomphalisme aveugle. Car, ce qui est important, c'est l'impact de ces recherches et de leurs résultats sur la formation des universitaires, c'est leur approbation par le milieu afin d'infléchir les politiques publiques au niveau de l'éducation, de la santé, des infrastructures et de la production locale.

Dans un pays comme le nôtre, où l'extrême pauvreté devient une plaie due à la corruption, à la mauvaise gouvernance, au déficit de rigueur, au manque d'initiative et à l'irresponsabilité de la société et de ses dirigeants, la science doit renouveler ses postulats, ses sujets, sa méthode et sa finalité.

Le père Joseph Wresinski était convaincu que la recherche scientifique devrait aider à éliminer la misère qui n'est pas une fatalité et que les plus pauvres devraient pouvoir compter sur les recherches qui doivent prendre la route de l'homme. Aussi, les hommes politiques doivent-ils investir davantage dans la recherche et tenir compte des résultats mis à leur disposition. De leur côté les recherches universitaires doivent éveiller la conscience des hommes politiques parce qu'elles témoignent de la fécondité de la pensée des plus pauvres et de leurs attentes réelles.

Si l'Université, c'est l'homme maîtrisant les lois de la nature et les règles de la création, l'universitaire chercheur doit sortir de la mentalité de cueillette, sans ordre ni planification ni programmation, pour entrer dans l'analyse rationnelle, structurée et méthodique, avec pour

interlocuteur le peuple des pauvres qui portent comme des crucifiés dans leur chair les marques de la misère. L'Université doit faire entrer le monde de la misère dans le milieu académique en recrutant aussi ses étudiants et ses futurs cadres parmi le peuple des pauvres, en construisant une connaissance significative sur l'extrême pauvreté et en veillant à ce que son savoir et ses découvertes profitent aux plus pauvres.

Il y a donc ici comme un changement de paradigme. La recherche ne se fait pas uniquement pour satisfaire les goûts de l'industrie de consommation, ni pour le plaisir de la belle élaboration académique, ni pour les applaudissements.

Si l'Université ne veut pas manquer au grand rendez-vous des plus pauvres, si elle ne veut pas faillir à sa mission et à ses responsabilités, elle doit mobiliser les ressources de l'esprit dans le respect des faits scientifiquement établis et surtout dans la prise en charge des interlocuteurs pauvres pour mettre la recherche au service des transformations sociales. Ainsi, par la production du savoir, elle garantira l'avancée de la vie intellectuelle humaine, morale et spirituelle de tous les humains en offrant des opportunités égales à tous. C'est donc une responsabilité morale à laquelle elle ne saurait se dérober si elle veut participer à la naissance d'un lendemain meilleur dans ce pays.

Terminons par ce mot de L.J. Lebret : « Ceux qui pourront être à la fois des hommes et des femmes d'action et en même temps des gens de science deviendront les sages dont ces temps troublés ont besoin. »

L'héritage du père Wresinski est un stimulant et sa pensée sur la question universitaire est actuelle et pertinente. Il a raison de nous dire que seule la valorisation du capital spirituel et humain du pauvre peut nous aider à en finir avec l'exclusion dans la cité. En ce sens, il était un grand visionnaire à la manière de Vincent de Lerins qui écrit ceci : « O homme de science, le créateur t'a mis en état de servir la cité en te donnant du génie, de la facilité et de la science, qu'as-tu fait de tout cela ? »

- **Quels ancrages empiriques pour un engagement universitaire en faveur du refus de la misère, de la pauvreté ?**

Il pourrait paraître aisé de comprendre la situation de marginalité des plus pauvres et d'y compatir par le discours et par l'intention. Si cette impression, voire même cette certitude de compassion, se limite à la révolte, à la condamnation du système d'iniquité sociale et/ou à des souhaits de changement, nous risquons de nous enliser dans un intellectualisme peu fécond, voire nihiliste. Nous pourrions risquer aussi de nous entraîner dans un négativisme primaire qui chercherait à dichotomiser irrémédiablement les rapports et à inverser simplement l'ordre social en reproduisant le même système.

C'est pourquoi l'engagement universitaire, le nôtre, quelque modeste puisse-t-il être, pour rester conséquent et efficace en relation avec les moyens mobilisables, doit se trouver concrètement des points d'ancrages sociaux, politiques, psychologiques et éthiques comme fondements de l'action organisée en faveur du refus de la pauvreté en Haïti.

L'université Notre-Dame (UNDH) s'est déjà engagée dans des activités de recherche qui tendent à instituer le débat sur la pauvreté au cœur de l'Université et à créer une conscience du refus de la pauvreté notamment chez les jeunes générations en formation à l'UNDH et à l'Université haïtienne.

Cette dimension sociale influence la politique de recherche à l'UNDH et se renforce progressivement à travers l'enseignement d'une éthique de la compréhension, d'une éthique de la solidarité, d'une éthique du genre, d'une éthique du genre humain.

L'éthique de la compréhension, selon Edgar Morin[49], est un art de vivre qui nous demande d'abord de comprendre de façon désintéressée. Elle demande un grand effort car elle ne peut attendre aucune réciprocité. La compréhension, dit-il, n'excuse ni n'accuse : elle nous demande d'éviter la condamnation péremptoire, irrémédiable comme si on n'avait jamais soi-même connu la défaillance ni commis des erreurs.

L'éthique de la solidarité, c'est reconnaître pleinement la réalité que les filles et les fils des hommes sont uns et que nous sommes uns avec eux. C'est reconnaître que l'affirmation de toute identité personnelle est toujours l'expression d'une appartenance à une communauté, à la communauté humaine sans laquelle ni la conscience d'être, ni la survie, ni la socialisation ne sont possibles. La solidarité aux idéaux de la communauté est une condition de développement d'une personnalité humaine équilibrée. Et en ce sens : *« La misère est l'œuvre des hommes. Seuls les hommes pourront la détruire. »*[50]

L'éthique du genre fait placer les femmes et les hommes dans un rapport d'égalité et de complémentarité, surtout dans une société comme la nôtre où les droits des femmes ont longtemps été bafoués alors qu'elles sont les piliers des familles, surtout des plus déshéritées. L'éthique du genre humain nous oblige à œuvrer à l'humanisation de notre humanité.[51] (Cf. Edgar Morin, op. Cit. p.59.)

Ces axes de recherche et d'enseignement, de nature transversale mais humanisante, représentent une part de l'engagement de la lutte contre la pauvreté de l'UNDH. Le changement qui s'impose est avant tout mental. Il s'agit d'abord d'une transformation profonde de l'être, vient ensuite celle des structures institutionnelles.

En plus des activités de recherche et d'enseignement en cours, l'UNDH croit opportun d'envisager une véritable plaidoirie contre l'exclusion sociale auprès des autorités du pays et des organisations non gouvernementales (ONG), en concertation avec les représentants des personnes concernées.

Ce sera aussi une occasion de créer un espace de parole pour les moins nantis en organisant des colloques, des universités d'été où les représentants des plus pauvres seront des intervenants privilégiés.

Il s'agit là d'une double démarche où les plus pauvres apprennent :

- à développer une image positive d'eux-mêmes comme personnes humaines à l'égal des autres et à accéder au sens du respect de leur propre personne ;
- à être partie prenante, de manière responsable, du changement social favorable à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Pour terminer, je voudrais, en confirmant l'engagement de l'UNDH, rappeler que l'UNDH (et ses institutions affiliées) est un témoignage éloquent de la préoccupation des évêques d'Haïti de mettre à la disposition de toutes les catégories socio-économiques, les moins nanties comprises, une éducation humaine et une formation professionnelle de qualité par l'implantation de sites universitaires à Port-au-Prince et dans les provinces.

Cette organisation multi-campus n'est pas des plus faciles à gérer, surtout pour une université jeune, mais elle témoigne encore, en allant à la rencontre des étudiants et des familles, de la volonté incontestable de l'UNDH de fonder l'offre de formation non pas sur l'origine socio-économique des destinataires mais sur le mérite et l'excellence.

Je vous remercie de votre attention.

49 Cf. *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur,* UNESCO, 1999.
50 Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 282.
51 Cf. Edgar Morin, op.cit.p. 59.

Pauvreté, richesse, connaissance : Réflexions suggérées par certains propos du père Joseph Wresinski sur l'Université

Vertus Saint-Louis

Je comprends l'inquiétude du père Joseph Wresinski lorsqu'il écrit : *« L'Université est redoutable pour les plus pauvres parce qu'elle représente le soubassement de la technocratie qui les opprime. »*[52] Je partage difficilement ses vues sur la relation entre laïcisation et pauvreté au sein de l'Université au XIIIème siècle. Rappelant le rêve de Robert de Sorbon de voir de « pauvres étudiants en Sorbonne »[53] , il affirme que *« l'Église, les ordres religieux, furent pendant longtemps les seuls pauvres à s'instruire pour partager leur savoir avec les pauvres de France. L'Université, en se laïcisant, en toute probabilité devait aller en sens inverse. »*[54]

Je pense que la laïcisation a contribué à une émancipation, relative mais importante pour l'époque, de la philosophie par rapport à la théologie, ce qui, somme toute, a été favorable à l'essor de la connaissance. Je doute fort que l'Université, à sa naissance, ait vraiment été attachée aux pauvres même quand certains de ses membres, religieux, aient prétendu agir en leur nom. Pour essayer d'expliquer le détachement de l'Université de la cause des plus démunis, je me propose d'interroger le lien historique entre pauvreté, richesse et connaissance dans l'histoire des civilisations.

Le travail de l'esclave et du paysan dépendant, des gens asservis et pauvres, a procuré la richesse qui a rendu possible la splendeur des civilisations antiques, dont on admire encore les progrès dans divers domaines de la connaissance. Celle-ci n'est pas un simple don, détaché des rapports conflictuels au sein des sociétés et entre les États. Selon Germaine Aujac, une scientifique, c'est en vertu d'accords résultant de négociations pour la paix, que Al Mamoun, calife de Bagdad, a obtenu de Constantinople les livres de philosophie et de science grecques qu'il se proposait de faire traduire. Dans le monde islamique, les Arabes ont entrepris de réaliser la fusion des savoirs de l'Inde et de la Grèce antique. La nouvelle connaissance qui en est résultée s'est diffusée et a fait de la langue arabe des Bédouins du désert une langue scientifique internationale rayonnant de Bagdad à Damas, Alexandrie... jusqu'à Cordoue et Tolède en Espagne. Qui se demande ce que l'essor de la science dans le monde arabe doit à la richesse procurée par l'esclavage, en particulier des Nègres ? L'Université a commencé à se constituer en Europe lorsque ses lettrés se sont mis à traduire la science arabe qu'ils ont appris à connaître à l'occasion du conflit entre la chrétienté et le monde islamique. Les universités du XIIIème siècle ont intégré dans leurs principes d'organisation les droits, franchises et libertés, arrachés aux seigneurs par les marchands et les artisans. Comme autrefois, la connaissance demeure au service des puissants, des princes, des marchands et des rois qui patronnent des académies, parfois plus actives que l'Université dans la promotion des savoirs.

À partir du XVème siècle, les exigences nées de la colonisation et de l'exploitation des mondes nouveaux contribuent à donner à la connaissance une fonction directement lucrative. Les compagnies de commerce colonial de l'Europe deviennent des académies flottantes nourrissant en informations et richesses celles de leurs métropoles respectives, surtout en Hollande, en Angleterre et en France, pays réputés libres mais les plus performants dans l'organisation de l'esclavage et de la traite des Nègres. Selon Richard Drayton, le lien entre esclavage colonial et science est apparent en Angleterre « où les bibliothèques de All Souls College, Oxford, et

52 Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 100
53 Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 95
54 Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p. 97

Eton College, toutes deux construites avec la richesse qui dérivait principalement de l'esclavage africain et du sucre des Indes occidentales..., tandis que la vie intellectuelle des sociétés savantes de Londres (la Royal Society, la Chelsea Physic Garden, la Society for the Encouragement of Arts, Manufactures and Commerce, et la Linnean Society) était associée aux fortunes des Indes orientales et occidentales et était souvent absorbée dans des problèmes d'administration et d'expédition outre-mer. » Les savants ne se trouvent aux côtés ni des travailleurs de leurs pays, ni des esclaves des colonies. Galilée est attaché aux Médicis. Il doit peut-être sa mésaventure aux efforts intempestifs pour se faire reconnaître dans l'espoir d'arrondir ses revenus. En 1649, Descartes, âgé de 53 ans, obtient un poste de philosophe de cour auprès de la reine Christina de Suède. Newton ne s'est sans doute pas occupé de son poste au parlement britannique auquel il a été élu. Mais, il a bien présidé le Board of Longitude, étroitement associé à la navigation aux colonies pour le compte du commerce anglais. Le souci du gain n'est pas étranger aux savants. Il explique le lien qui s'établit parfois entre ceux de même pays. Un certain Nicolas l'Empereur a bien confié le fruit de ses recherches à Jussieu en France. Celui-ci les exploite et se garde d'en parler. Il ne recherche pas des plantes ou des fruits exotiques à commercialiser comme le font les Hollandais. Il se préoccupe surtout de rechercher dans l'étude de la flore exotique l'équivalent en France de ce que les Hollandais importaient directement de l'étranger.

Vers la fin du XVIIIème siècle, la science est déjà une composante indissociable de l'organisation des grands États de l'Europe qui, à la suite de l'Angleterre, s'engagent dans la révolution industrielle. On assiste à la fin de l'ère des encyclopédistes et à la montée de celle des spécialistes. La science prend une place encore plus grande dans les conflits entre États. Un exemple de cette vérité, c'est la relation entre la France et l'Allemagne qui va réaliser son unité autour de la Prusse. Les savants allemands reconnaissent l'importance de l'Université après la cinglante et humiliante défaite que la France a infligée aux Prussiens à Iéna en 1806. La leçon ayant été tirée, ce sera le tour de l'Allemagne de l'emporter sur la France qui subit un véritable désastre à Sedan. En manière de réplique, la France met à profit l'expérience de l'Allemagne pour donner une impulsion nouvelle et vigoureuse à son organisation universitaire. Vers la fin du XIXème siècle, les États-Unis sont déjà une nation industrielle aux visées impérialistes et colonialistes, formulées dans les thèses de l'amiral Mahan qui systématise l'idée de la puissance maritime comme fondement du pouvoir des États. Est-ce par hasard que c'est à la même époque que les États-Unis consolident leur organisation universitaire en s'inspirant de celle de l'Allemagne ?

L'Université est impliquée dans les guerres entre États, guerres industrielles et agricoles, commerciales et financières, culturelles et idéologiques, finalement guerres chaudes, de plus en plus sanglantes pour asservir les peuples et dominer le monde. Les puissances de l'Europe qui colonisent sont à la recherche de profits et de ressources pour imposer leur domination. Elles n'entendent point transmettre aux peuples pauvres qu'elles exploitent la science qui contribue à leur force comme puissance dominatrice. Un instant, le marxisme a fait rêver. On n'a pas su voir à temps qu'en prévoyant la soumission de l'ouvrier à la loi d'airain de la production comme moyen automatique d'émancipation, le marxisme comportait la logique d'un État qui privilégierait une Université et des intellectuels asservis au pouvoir. Dans les États autrefois qualifiés de socialistes et dans les pays aujourd'hui dépendants, les études constituent une voie de promotion sociale. Ceux qui en bénéficient, quelle que soit leur origine sociale, se soucient d'abord de se mettre au service des plus puissants, dont ils attendent une amélioration de leur situation. Un jeune Haïtien peut avoir réalisé gratuitement toutes ses études aux dépens de ses compatriotes contribuables. Sa première intention est d'émigrer, pas pour raison de persécution politique mais pour trouver ailleurs des conditions matérielles d'existence que ne peut lui procurer son pays. Les universités des pays dépendants fonctionnent dans l'intérêt des pays plus riches. Les individus les plus talentueux qui sortent des universités des pays sous-développés sont susceptibles d'être recrutés par les États dominateurs dans un monde où le savant est de plus en plus un mercenaire qui vend sa science.

Nous devons prendre conscience d'une vérité : de tout temps, le savoir de haut niveau a été une propriété, un instrument aux mains des puissants. Les démunis aux dépens de qui la connaissance se constitue n'en reçoivent que des retombées. La justice recommande que l'on travaille à modifier cette situation. En ce sens, j'apprécie l'œuvre du père Joseph Wresinski et d'ATD Quart Monde. Mais, surtout, je continue de réfléchir. Je songe à Prométhée qui, pour avoir voulu enseigner aux hommes les arts et les métiers, a été, sur l'ordre de Zeus, cloué sur un rocher. Je me demande qui, face aux maîtres du monde actuel, est prêt à faire siens les propos tenus par Prométhée enchaîné à Hermès envoyé de Zeus :

« Je ne voudrais jamais échanger, sois en certain, Contre mon misérable sort, ton servage infâme. J'aime mieux rester rivé à ce rocher que d'être le fidèle valet, le messager de Zeus, le père. »[55]

55. Eschyle, *Prométhée enchaîné.*

Quel modèle économique face à la grande pauvreté ?

Frédéric Gérald Chéry

Nous devons aborder le problème de la pauvreté en présentant d'abord la solution qui a été donnée à ce problème au début de l'ère moderne. Nous verrons que si la science a su proposer le travail et la production pour combattre ce mal, elle n'a pas su trouver de réponse convenable à la situation de gens pauvres pris isolément. La grande pauvreté sera alors le signe du dysfonctionnement du modèle de société. La réponse viendra peut-être d'un changement de modèle.

La pauvreté et sa réponse dans l'ère moderne.

La pauvreté est l'un des premiers maux de société à avoir fait l'objet d'un contrôle de l'État dès les débuts de l'ère moderne. Les maisons de pauvres ont été créées en Europe au milieu du XVIIème siècle. Elles ont été suivies par les workhouses pour les pauvres. Dans ces sociétés fraîchement unifiées autour des idées d'État et de nation, le nombre grandissant de pauvres inspirait de la crainte aux membres d'une aristocratie méprisante, tout en montrant une certaine cassure de la société. Au milieu du XIXème siècle, l'essor des statistiques répondait au besoin de traiter ce mal. C'est dans ce contexte que la science a trouvé une parade au phénomène.

Portée par l'idée de la raison et le succès de la mécanique, la science a promis l'émancipation aux individus par l'éducation, le progrès technique illimité, l'abondance par la production de richesses. Dans ce modèle, l'homme doué de raison s'instruit et travaille. Le travail joue le double rôle de lien de l'individu avec la société et de moyen de gagner un revenu. Cette promesse s'appuie sur un projet politique. Les États acceptent de pratiquer l'échange. Ils se font concurrence pour garder des parts du marché mondial. Ils espèrent obtenir en retour le développement économique et le plein emploi. Ce modèle tient lieu de pacte entre les États. Peu à peu, l'Europe a su faire reculer la pauvreté de masse. Le chômage et la pauvreté ne sont que des déséquilibres temporaires.

La pauvreté était sous contrôle et donnait des signes visibles de réduction tant que l'économie nationale montrait une capacité de conserver sa part du marché mondial. Ceci dit, dès le milieu du XXème siècle, les économistes ont cessé de penser à un chômage massif et à une pauvreté de longue période ; le constat montrait que les poches de misère étaient le lot d'un groupe réduit d'individus frappés par l'illettrisme et le manque de qualification. A ce moment, il était compréhensible que les appels prémonitoires d'ATD Quart Monde sur le sort de cette frange de gens frappés par la pauvreté durable soient mal compris par la plupart des économistes. En fait, la science maintient sa promesse d'abondance par l'éducation. Cette position fait le succès actuel de la théorie du capital humain et des indicateurs du développement qui servent à classer les pays et à représenter les diverses situations de pauvreté, selon qu'une partie grande ou petite de la population souffre d'analphabétisme, de pauvreté absolue, de pauvreté monétaire, d'insécurité alimentaire, etc. Eprises de constats, la science économique et les statistiques accordent une importance moindre aux mécanismes économiques et sociaux qui conduisent au fait qu'un nombre grandissant d'individus se retrouvent à la marge de la société ; ils sont privés de travail et du minimum vital et se mettent à développer certaines caractéristiques (perte de savoir faire, illettrisme, manque de confiance en soi, etc.) qui les éloignent chaque jour de l'économie et de la société.

La recherche scientifique et le problème de la pauvreté

Si la science éprouve de la difficulté à penser le phénomène de la pauvreté en regardant ses effets sur le ménage ou sur l'individu, c'est que l'approche qui consiste à distinguer un groupe social de l'ensemble échappe à son projet universaliste. En procédant surtout par la généralisa-

tion, la science se voit incapable de délimiter une catégorie de gens à part. Au début du XXème siècle, Simmel[56] a même produit une critique de l'approche de la pauvreté de son époque. Selon l'auteur, il ne s'agissait pas de donner aux pauvres qui n'ont aucun droit à réclamer, mais d'opérer une sorte de mise à distance des pauvres par rapport au reste de la société. Les faits économiques et scientifiques n'ont pas démenti Simmel, car le recul de la grande pauvreté du XIXème siècle s'est produite dans le cadre d'une grande histoire, marquée d'abord par le détachement de l'individu de ses liens immédiats (locaux, familiaux, etc.) et son rattachement à la société globale ; ce qui donne à la science l'opportunité de penser la société et d'éclairer la politique économique et les politiques sociales.

En saisissant l'homme sous le concept d'universalité, la science place l'individu au centre d'un projet collectif. La particularité d'un individu riche ou pauvre n'est que l'effet du système social. S'il existe un déficit d'intégration sociale ou d'émancipation individuelle, il revient à la science de revoir les ratés de fonctionnement du système et non la situation de l'individu. Le problème de la pauvreté est toujours inscrit dans le cadre de cette histoire englobante. On ne saurait faire du pauvre un cas à part. Implicitement, il est dit que la société peut surmonter le problème de la pauvreté. Cette référence au collectif autorise à produire les statistiques sur la pauvreté. En revanche, la science empêche le pauvre de parler de sa situation. La parole lui reviendra à un moment plus pratique, lors de la formation professionnelle et de ses contacts avec les institutions d'assistance.

En voulant parler de la difficulté de la science à parler du problème de la pauvreté, il ne faudrait pas sous-estimer l'influence que les relations de pouvoir internes au champ scientifique ont sur le choix des sujets de recherche et sur le financement de cette activité. En impliquant de nombreux acteurs (universités, chercheurs, État, entreprises, etc.), ces rapports de force jouent souvent en défaveur de la recherche sur la pauvreté. Le problème porte sur l'accès du chercheur à la reconnaissance sociale et à la notoriété et sur les sujets qui y conduisent.

Ceci dit, il semble que les sujets portés sur la croissance économique, l'information, la communication et le développement technologique épousent mieux les préoccupations et les besoins du pouvoir et des détenteurs de la richesse. Ils sont plus porteurs de prestige pour le chercheur et déterminent mieux sa capacité à entretenir un dialogue avec les instances de décision et les lieux de concentration de la richesse. La reconnaissance entre pairs se joue aussi à ce niveau. Le financement de la recherche en dépend. Les chercheurs de renom se sont attelés aux problématiques citées plus haut dans les périodes les plus créatrices de leur vie. Ils attendront la fin de leur carrière pour accorder du temps à la question de la pauvreté. Le public leur octroiera une certaine sensibilité pour le problème de la pauvreté. D'autres chercheurs courant après la notoriété s'écarteront de la question de la pauvreté. Le sujet délivre peu de ressources de prestige à l'intérieur de la communauté scientifique, même quand la demande de savoir sur le sujet est manifeste, notamment au sein de l'administration.

Aujourd'hui, on parle de pauvreté dans les organisations internationales (ONU, Banque mondiale, Fonds monétaire international). Les organes d'une société civile devenue mondiale ont su porter ces instances à inscrire ce thème à leurs agendas et à en parler à propos du Tiers Monde. Ces États ne sauraient adopter un programme d'ajustement économique avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale, sans avoir adopté en principe un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Outil de communication, car, ce document de diagnostic et de propositions ne saurait gommer les pesanteurs historiques et les mécanismes économiques spécifiques à chaque société qui y engendrent la pauvreté.

En Haïti, le sujet pauvreté est un motif de production de statistiques dans un contexte particulier : la vie longue d'une idée qui consiste à voir le pays sous cet angle-là. En fait, les élites font preuve d'un déni séculaire : le refus de considérer les individus pris indistinctement à partir de leurs possibilités de s'instruire, d'acquérir un métier et de participer à l'économie à partir du tra-

56.Cf. Georg Simmel, *Les pauvres,* PUF Paris, 1998.

vail. Dans ce contexte, il ne saurait exister de réponse à la grande pauvreté, en relation avec le modèle proposé par les philosophes européens du XIXème siècle : par le travail et la production. Le travail était le sort réservé à l'esclave. En fait, le travail productif n'a jamais été une valeur transversale de la société haïtienne. A partir de ce vide, il s'est incrusté un discours axé sur l'incapacité des individus. Et, en dépit de son apparente volubilité, le discours sur la pauvreté reprend en Haïti les peurs d'un vieil âge, la peur de l'intégration sociale des anciens esclaves, et elle met de côté les enjeux économiques et humains du phénomène.

La question de la grande pauvreté aujourd'hui.

C'est quoi la grande pauvreté aujourd'hui ? Pour comprendre la dynamique de ce problème, il nous faut nous référer au modèle économique prôné dès le XIXème siècle que les pays riches ont pu imposer à tous les pays du monde. La capacité de chaque pays à produire et à s'intégrer au marché mondial va déterminer sa part du marché mondial et en conséquence le recul ou le retour de la grande pauvreté. Certains pays du Tiers Monde s'y sont appliqués, souvent au détriment des pays riches. D'autres n'ont pas pu suivre ce modèle.

La concurrence entre nouveaux pays industrialisés (NPI) et pays développés, selon les règles définies par les pays riches, est une des causes de la grande pauvreté dans la plupart des pays développés. Le travail salarié recule dans ces pays sous le poids de la concurrence des NPI. Ces pays sont toujours riches. La productivité reste élevée et donne les moyens de résoudre tous les problèmes de pauvreté, mais, les sociétés en question n'ont pas de modalité de partage de la richesse et d'organisation de la vie sociale en dehors du modèle fondé sur le travail salarié. La misère côtoie l'abondance. Isolé, le chômeur devient pauvre avec le temps : il a du mal à accéder aux ressources (sociales) de l'intégration. Dans ces pays-là, l'individu mis au chômage ne retrouve plus les anciennes ressources spirituelles et humaines dont la communauté élargie ou la famille était la garantie au XIXème siècle.

En ce qui a trait aux pays du Tiers Monde, la situation est différente. Il existe parfois un refus de leurs élites de débattre des conditions de l'intégration et du travail salarié, sous le prétexte de la mondialisation. Ici, le travail n'est plus la condition unique de sortie de la pauvreté massive et de la pauvreté. Ces pays doivent trouver les moyens de redistribuer les bénéfices de la croissance. Cette capacité est due à ce que ces sociétés ont déjà créé certains biens collectifs : la monnaie nationale bien gérée, la protection effective des travailleurs, l'accès des individus à la formation professionnelle et technique, la reconnaissance des compétences professionnelles. Dit autrement, ces sociétés devront générer les règles de gestion de leurs économies. Ici, le recul de la pauvreté ne se fera pas seulement avec plus d'instruction, mais aussi avec la possibilité d'utiliser cette capacité. L'usage utile de cette capacité dépend des lois sociales ; donc une refonte de la société qui n'est pas un problème uniquement économique. En Haïti, l'usage de cette capacité dépend des lois sur la protection sociale, des lois sur le travail, des biens collectifs auxquels on ne pense pas pour le présent moment. D'où, la difficulté à trouver une réponse aux problèmes de la pauvreté en Haïti, car la réponse n'appartient pas à l'ensemble des valeurs de la société.

Les causes de la grande pauvreté peuvent être différentes. Cependant, la grande pauvreté n'est pas le fait d'une frange minime de la population. Il s'agit d'une couche grandissante d'individus soumis à une vie économique précaire, du fait soit des règles imposées par la mondialisation de l'économie, soit de l'absence des mécanismes de participation de leurs membres à la vie économique et politique. A ce niveau de la réflexion, il faudra faire taire les statistiques un moment, pour mieux regarder la situation de ces millions d'individus victimes de la précarité économique à travers le monde ou en Haïti.

En étant rejetés par l'économie et laissés en dehors de toute pratique de travail, ces pauvres oublient leurs savoir-faire et leur participation à la vie économique et sociale. Ils sont souvent sous l'emprise de l'insécurité alimentaire ou cessent de prendre plaisir en mangeant. Ils deviennent les victimes d'un certain désapprentissage social. Beaucoup de ces gens finissent par perdre confiance en eux ou cherchent à conserver le peu de dignité qu'ils ressentent en se mettant

souvent à l'abri du regard des autres. Ils deviennent ainsi les artisans de leur propre exclusion. Ce gâchis humain considérable peut être l'effet de la sous-production dans les pays sous-développés et de la grande production dans les économies développées. La science n'a pas de réponse à ce défi.

La science s'est attaquée au XIXème siècle aux résistances d'une partie de la société à la demande d'intégration sociale d'une autre partie. Par contre, elle n'a pas su aborder la question de la désaffiliation sociale, la situation qui est créée quand l'individu tombé au chômage se met à perdre les réflexes sociaux nécessaires pour la participation à la vie sociale. Longtemps un nombre non négligeable de savants ont cru que les conflits patrons /ouvriers pouvaient alimenter une dynamique au bout de laquelle le spectre de la misère allait reculer. Dans le cas du Tiers Monde, la science économique a longtemps cru que le paradigme de la rationalité était puissamment ancré chez tous les individus et qu'il devait aider les gens des pays pauvres à créer les conditions de l'abondance et à répondre aux problèmes de la pauvreté. Aujourd'hui, nous retrouvons les limites de cette approche. La réponse au problème n'est pas seulement du ressort de l'économie. La réponse au mal ne devrait pas porter seulement sur l'aide sociale à octroyer à des démunis. Il s'agit aussi de la reconstitution d'une communauté de vie, afin que ces gens exclus puissent se réinsérer socialement et reprendre confiance dans la société.

Quelle perspective de sortie à la situation de grande pauvreté ?

Aujourd'hui, les femmes et les hommes de terrain demandent à la science de regarder à l'intérieur de la pauvreté et d'en tirer une connaissance prête pour l'action. Par rapport à ce vœu légitime, il nous faut rappeler que la science ne pose que des conditions générales et non la réponse directement utilisable ou convenable à chaque individu. Cependant, il existe un espace de production de nouveaux savoirs portés sur les itinéraires de vie des pauvres et aussi sur les modalités de reconstitution du lien social. Les gens pauvres et isolés gardent encore une certaine autonomie pour se rencontrer et parler de leur situation, ce qui leur ouvre de nouvelles possibilités de vie qui ne concernent pas que les pauvres, mais la société, car en fait, il s'agit de changement de modèle. La réponse au problème de la grande pauvreté et de l'insécurité fait bien appel à un changement de modèle. Car, il n'y a pas un modèle de société dans laquelle l'abondance et la redistribution équitable des richesses sont résolues en même temps. L'humanité ne sait résoudre qu'un problème à la fois. Pour résoudre le problème de la pauvreté, les acteurs de la planète devront se dire que le problème de la croissance est dépassé, et admettre que l'humanité dorénavant peut penser en priorité au cadre de la vie et à la redistribution des richesses, sur la base de la garantie d'un minimum de richesse. Il s'agit là d'une nouvelle utopie planétaire.

L'essence de l'être humain : science, connaissance et savoirs
Une approche de la pensée de Joseph Wresinski

Otto Rivera

Traduit de l'espagnol

Analyse de la situation du Guatemala.

Les différences et les inégalités existantes dans les sociétés contemporaines appellent à réfléchir sur l'actualité de la pensée de Joseph Wresinski. Elle émerge de réalités concrètes à la recherche de réponses qui permettront de placer les plus pauvres au centre de l'action, ceux qui sont exclus des prises de décision et qui, en général, sont réduits à des données statistiques qui reflètent peu ou pas du tout leur condition humaine en dignité et en respect.

Mais, quelles sont les causes de cette invisibilité, au-delà des tendances macro et micro économiques mondiales et nationales ? Que faire pour donner la juste dimension et la place que méritent les plus pauvres dans la pensée et les actions de nos sociétés ?

C'est pour répondre à ce genre d'interpellations qu'a été créé au Guatemala le Cercle de pensée Wresinski qui s'alimente de la réflexion de femmes et d'hommes engagés dans la construction d'une société « inclusive », juste, respectueuse, participative et en paix, dont le questionnement de fond doit continuer à tourner autour de l'actualité de la pensée de Joseph Wresinski, dans une société telle que la société guatémaltèque à l'aube d'un nouveau siècle.

Le Guatemala a une population de plus de 13,3 millions d'habitants et une superficie de 108.889 km^2. Il comprend 25 communautés linguistiques, dont 22 sont d'origine Maya, 1 Xinka, 1 Garifuna et 1 hispanophone.

Selon les statistiques officielles, plus de 46% de la population est d'origine indigène, donnée réfutée par les représentants des organisations indigènes qui signalent que plus de 70% est de descendance Maya.

Malgré cette réalité multi-ethnique, pluri-culturelle et multi-lingue, la discrimination, le racisme et l'exclusion se manifestent chaque jour dans les relations sociales des Guatémaltèques.

En ce qui concerne le domaine de la politique, leur insertion dans le débat démocratique est récente. C'est seulement depuis 1985 qu'ont lieu des élections libres, après des décennies de régimes militaires. Et ce n'est qu'en 1996 qu'a été signé le dernier des accords de paix, mettant fin à plus de 36 ans de conflit armé dont le coût social fut très élevé.

Ce Guatemala, riche en ressources naturelles, en diversité et expressions culturelles, est aussi une société de contrastes[57]. 55% de ses habitants vivent dans des conditions de pauvreté et parmi ceux-ci 15,2% en situation de pauvreté extrême[58]. Celle-ci prend des dimensions différentes selon qu'elle sévit dans les zones urbaines ou dans les zones rurales, avec une nette prédominance dans la population indigène, pour des raisons évidentes, mais aussi chez les femmes, qui représentent plus de 52% de la population totale et chez les enfants et les jeunes dont le futur est incertain.

Les statistiques indiquent que lors des 1200 accouchements quotidiens enregistrés dans le pays, deux mères meurent en moyenne ; trois enfants mourront le premier jour ; six au cours de la première semaine de leur naissance, quatre au cours du premier mois, 56 mourront avant d'avoir un an, 64 enfants avant leur cinq ans. Tous mourront à cause de problèmes qu'il aurait été

57. Cf. UNESCO. *Diversidad cultural y lingüistica de Guatemala. Analisis situacional.* Guatemala, 2004, et PNUD. *Diversidad étnico-cultural. La ciudadania en un Estado Plural.* Informe Nacional de Desarrollo Humano 2005.
58. Cf. Institut National des Statistiques. Guatemala, 2007.

possible de prévenir. 12 enfants seront donnés en adoption internationale. Et parmi les survivants, 591 souffriront à un certain degré de dénutrition et de dénutrition chronique.[59]

Les services de base sont toujours déficients et les politiques sociales n'arrivent pas jusqu'à ceux qui en ont le plus besoin.

Une solution doit être apportée d'urgence à cette réalité dans laquelle survivent les familles du Quart Monde au Guatemala. Il s'agit d'une société qui souffre, mais qui espère aussi en un monde meilleur qui leur apportera plus de justice sociale, d'égalité et d'inclusion, un présent et un futur construits avec tous et pour tous, dans un contexte de paix, d'harmonie, de solidarité, de fraternité et de respect. C'est le défi auquel nous faisons face aujourd'hui.

Actualité de la pensée de Joseph Wresinski.
Une lecture interprétative à partir de la réalité guatémaltèque.

Les pauvres sont-ils ceux qui vont changer nos sociétés alors qu'ils ne sont pas pris en compte ? Ne seraient-ce pas eux qui devraient guider notre réflexion et notre action à partir de leur vécu ? Qui mieux qu'eux, dont les droits sont constamment bafoués, peut parler de leurs droits ?

Toutefois, certains secteurs de la société ont une vision partielle de la réalité des plus pauvres. Ils se contentent «de les aider en leur faisant la charité». Ils agissent souvent par ignorance des causes véritables et profondes de la situation dans laquelle se trouvent les plus pauvres.

Il s'agit là d'une «aide sans engagement». La crainte d'avoir à se mettre en question ou de ne pas savoir exactement ce qu'il y a à faire ni comment le faire les pousse à avoir un comportement passif devant cette réalité. Cette vision doit changer. Le paradigme du sens d'appartenance contemplative des pauvres, qui a comme prémisse «mes pauvres" ou «nos pauvres», doit changer.

Réfléchir sur l'actualité de la pensée de Joseph Wresinski comprend la révision, l'adoption et l'adaptation de sa vision du monde qui émane des exclus, des marginaux, des ignorés. Elle nous conduit à nous préoccuper du pourquoi de son actualité, un demi-siècle après sa conception.

Famille, dignité, pauvreté, droits humains, violence, exclusion, marginalisation, constituent seulement quelques-uns des thèmes dont il va falloir tenir compte lors de la construction de la connaissance et du développement de la pensée sur la pauvreté extrême et les pauvres qui en souffrent chaque jour.

Comment passer de cette violation systématique de leurs droits les plus essentiels à une «violence de l'amour»[60] , dans le sens où «l'amour se transforme en folie quand il touche l'autre» ? Le pardon, la réconciliation, la rencontre entre l'autre et nous-mêmes, l'amour, seront-ils possibles dans notre société ?

Comment ouvrir les yeux de ceux qui refusent de reconnaître la situation de ceux qui subissent les assauts de cette pauvreté extrême si nous-mêmes ne sommes pas capables de les considérer dans leur dignité et avec respect ? Comment, à partir de notre réflexion, pouvons-nous contribuer à ce que ceux qui ne sont pas encore conscients de ces inégalités comprennent et s'engagent ?

Tant que les injustices sociales continueront à prévaloir dans notre contexte, la pensée de Joseph Wresinski sera d'actualité. Mais cela en soi-même ne change pas cette réalité, ce seront nos actions et notre engagement qui provoqueront les changements que la société réclame d'urgence.

59. Cf. UNICEF. *Plan de accion a favor de la atencion integral de la Primera Infancia*. Guatemala, 2007.
60. Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère*... p.118.

Il s'agit de mettre nos capacités et notre engagement au service des «autres», à partir de nos qualités mais en ayant conscience de nos limites.

L'injustice augmente lorsque la pensée des plus pauvres n'est pas prise en compte, avait l'habitude de souligner Joseph Wresinski. Il faut tenir compte de cela pour construire un nouveau modèle de société qui requiert l'engagement de toutes et de tous.

Science et connaissance au service des plus pauvres.
En construisant un dialogue des savoirs.

Le monde a changé de manière inéluctable. Les vielles références théoriques et paradigmatiques ont été balayées. Nous avons en face de nous une rupture générationnelle et inter-genre[61] qui requiert une transformation accélérée des institutions sociales afin de répondre aux nouvelles demandes d'une société émergente et en même temps incertaine.[62]

En Amérique latine, depuis les années 60, les États ont essayé d'expliquer et d'entreprendre des actions dans le but de «réduire la pauvreté», depuis les explications de Raul Prébisch avec la théorie de la dépendance, ou celles du Centre-Périphérie de la CEPAL avec Oswald Sunkel et Pedro Paz, en passant par l'ère de l'industrialisation, ainsi que les effets de la récession de la décennie perdue des années 80 et le boom du secteur informel urbain, jusqu'aux mesures d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et la stratégie de réduction de la pauvreté instaurée par la Banque mondiale. Mais nous constatons que toutes ces initiatives, qui ont eu peu ou pas du tout de succès, n'ont tenu compte à aucun moment de l'opinion des principaux acteurs de cette tragédie humaine : les familles pauvres et extrêmement pauvres. Aujourd'hui, d'autres types de programmes ont été mis en place, tels que Hambre Cero (Faim zéro), ou Bolsa Familia (Bourse Famille), au Brésil ; les Transferencias Condicionales (Transferts sous conditions) du Chili ou du Costa Rica ; le Programa Oportunidades (Programme Opportunités) au Mexique et le Consejo de Cohesión Social (Conseil de cohésion sociale) au Guatemala. Leurs éventuels résultats seront mis en question, si les principaux acteurs sont laissés comme d'habitude en marge des solutions imposées d'en haut.

Aujourd'hui la pauvreté n'a de sens que pour ceux qui la subissent et la vivent quotidiennement. Dans cette perspective, la lutte pour le logement, l'emploi, l'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, ne doit ni ne peut être comprise comme une action individuelle mais comme une action collective, puisqu'elle affecte la vie des pauvres, au sens le plus large. Comment un extrêmement pauvre peut-il réclamer ses droits au travail, si c'était le cas, lorsque ses droits les plus essentiels tels que la vie, le logement, l'alimentation, la santé et l'éducation sont systématiquement violés ?

Devant l'effondrement des modèles imposés, alors qu'il semble que les États sont en faillite[63] à leur tour et que beaucoup de fronts de résistance ont disparu, comme effet collatéral de la globalisation elle-même[64], nous faisons face à cette incertitude d'une humanité planétaire mais pas nécessairement solidaire ni plus humaine envers ses congénères les plus nécessiteux.[65]

Devant cette situation, quel rôle doivent jouer l'académie et les scientifiques sociaux ? Le pouvoir que détient l'académie, par rapport aux familles du Quart Monde, est d'adhérer à cette conscience collective qui légitime sa lutte dans ces espaces auxquels les extrêmement pauvres n'ont pas accès. En suivant l'exemple du père Joseph, leur faire monter les marches des Nations Unies, devenir les intermédiaires entre eux et les sphères du pouvoir, les États, les chefs d'entre-

61. Cf. Otto Rivera, *Gobernabilidad democratica en sociedades multiétnica*. UNESCO, Guatemala, 2002.
62. Cf. Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*, Les carrefours du labyrinthe IV, Paris, Seuil, 1996.
63. Cf. Pierre Clastres, *La Société contre l'Etat*. Les Editions de Minuit. Paris 1974.
64. Cf. Entrevue du Professeur Gérard-Pierre Charles, Mexico, octobre 1996.
65. Cf. Edgar Morin, *L'Humanisme planétaire*. UNESCO, Paris, 2001.

prises, les moyens de communication, mais aussi entre les plus pauvres et leurs voisins les plus proches qui, malgré leur proximité, ne les voient pas ou ne veulent pas les voir, et qui, lorsqu'ils tournent leur regard, n'ont devant eux qu'une tache qui doit disparaître, pour ne pas gêner.

Ce besoin d'affronter la pauvreté et ses effets sur les personnes les plus pauvres requiert une action de co-responsabilité avec l'État et le reste de la société, dans laquelle tous et chacun nous avons un rôle à jouer, un mot à dire, une action à entreprendre. De la même façon, le monde des idées auquel se référait Platon doit placer au centre des discussions les familles qui subissent la marginalisation et l'exclusion à cause de leur condition de misère. Il ne peut et il ne doit y avoir de solutions en marge de ceux qui savent le mieux ce qu'ils vivent et comment ils le vivent.

La « difficulté de l'analyse »[66] à partir de la perspective du Quart Monde, c'est précisément de savoir comment nous dépouiller de nos connaissances antérieures, fondamentalement des préjugés avec lesquels nous arrivons lors de nos premiers contacts avec des familles très pauvres, sans perdre le fondement théorétique et le sérieux, mais avec humilité pour que notre attitude nous permette de capter l'essence humaine, de comprendre la dimension de la vie et la façon de la vivre pour que, grâce à notre formation (ou déformation académique), nous parvenions à percevoir non seulement les besoins et les préoccupations, mais aussi à trouver les mécanismes de solutions viables, faisables et durables, au bénéfice précisément de ceux qui souffrent.

Les logiques et les stratégies de survie des plus pauvres ne devraient jamais cesser de nous surprendre, d'être un motif permanent d'avoir le regard tourné vers l'avenir, sur la base de ce qu'ils vivent aujourd'hui et de la manière dont ils y font face. C'est un défi capital. En Amérique latine et peut-être dans l'Amérique dans son ensemble, la culture du dialogue fait défaut ; il est donc nécessaire et urgent de construire des espaces d'échanges qui favorisent l'action.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont besoin et demandent de pouvoir compter sur une " masse critique " de penseurs qui s'attèlent non à la tâche d'expliquer la pauvreté et encore moins les pauvres eux-mêmes, mais à celle de chercher les solutions possibles qui auront des répercussions sur les structures sociales et sur l'État.

C'est l'appel qu'a fait le père Wresinski au monde scientifique. (...) Personnellement je crois que nous sommes arrivés au cœur du débat et de la réflexion. Le véritable défi en ce qui concerne l'apport de la science et des scientifiques se trouve dans l'approche et la connaissance des savoirs dont sont porteurs les plus pauvres et, à partir d'eux, dans le développement de la pensée par rapport à la pauvreté et aux pauvres en tant qu'acteurs et constructeurs de leur propre destin.

Joseph Wresinski nous rappelle une fois de plus que ce sont les familles du Quart Monde qui ont payé, toujours plus cher, la démocratisation progressive de l'enseignement ; le savoir des autres pèse d'une façon de plus en plus accablante sur une couche de la population d'autant plus opprimée et qui n'a aucun poids dans la balance politique.

Nous avons une responsabilité morale et la rigueur scientifique nous oblige à nous tourner vers le Quart Monde non pour enseigner sinon pour dialoguer et apprendre.

La pauvreté et les pauvres. Un regard prospectif.

Jusqu'à présent chacun de nous interprète le concept de pauvreté à sa manière et à partir de perspectives très particulières, mais sans tenir compte de ceux qui la subissent. Ces visions partielles d'une réalité complexe ne nous permettent pas de comprendre l'ampleur du problème et nous conduisent parfois à considérer la pauvreté comme un mal qu'il faut extirper de n'importe quelle façon, sans prendre en considération les pauvres qui sont relégués, comme s'ils constituaient une tache ou un obstacle ou une maladie qu'il faut détruire à tout prix.

66. Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p.15.

Nous devons commencer à discuter de la pauvreté et de la situation des pauvres avec la justesse, le sérieux et l'engagement que cela implique, c'est-à-dire qu'elles doivent être analysées à partir de la perspective de la dignité humaine ; cela implique aussi de prendre en compte la perception autocritique des plus pauvres.

Les diverses façons d'aborder les problèmes et les conditions différentes dans lesquelles cette pauvreté est subie nous permettent d'assurer qu'un pauvre urbain n'est pas un pauvre rural, dernière scène où l'on trouve la pauvreté absolue. Il n'existe tout simplement pas de paramètres de comparaison des conditions dans lesquelles cette pauvreté absolue se développe, par conséquent il arrive généralement que la réaction des êtres humains varie.

Toutefois il s'agit de connaître les plus pauvres, en particulier les pauvres urbains, leurs familles, leur origine, leurs attentes et leurs aspirations.

La pauvreté revêt différents visages, mais en ce qui concerne le Guatemala, elle est d'habitude majoritairement féminine et indigène.

Alors, comment comprendre cette situation complexe, que faire face à une société qui reste étrangère à sa propre réalité ?

L'approche qu'a le Mouvement ATD Quart Monde de cette réalité, à partir de la dignité des plus pauvres, constitue sa force. Sa façon de la comprendre est celle qui doit être proposée aux autres acteurs, puisque c'est une optique de compréhension très solide pour s'engager.

Pour nous, comprendre cette perspective constitue un privilège mais aussi une grande responsabilité. Entre temps, nous nous allions au Mouvement du Quart Monde et à sa lutte pour extirper la pauvreté extrême, nous faisons nôtre l'engagement de jouer un rôle de première importance dans les espaces dans lesquels nous vivons.

Chacun de nous peut et doit faire ce qui lui revient afin qu'il y ait de plus en plus de personnes engagées dans cette lutte, et le rôle des intellectuels dans cette tâche est très clair sous réserve qu'ils se nourrissent de la vision des plus pauvres.

Nous sommes appelés à aller au-delà des perceptions simples et superficielles de la pauvreté et des pauvres ; nos apports à partir de la réflexion doivent être orientés vers l'engagement et l'action.

Le point fondamental aujourd'hui est que nous avons réussi à avancer de manière significative dans l'analyse de la pauvreté mais pas nécessairement dans la connaissance des pauvres qui la subissent, dans leurs perceptions, aspirations ni non plus dans leurs frustrations.

Malgré le temps qui passe, l'humanité n'a pas réussi à comprendre à leur juste dimension les causes et encore moins les conséquences de la pauvreté, ses effets directs et indirects, et à se défaire de son regard déshumanisant et peu ou pas solidaire vis-à-vis de ceux qui la vivent au quotidien.

Ces frontières érigées tout autour du monde de la pauvreté doivent être abattues afin que ceux qui ne sont pas pauvres ouvrent les yeux, les oreilles, leurs esprits et leur cœur pour comprendre ceux qui ne sont pas comme eux et qui ne vivent pas comme eux, mais qui ne doivent pas rester en marge de leurs pensées ni de leurs actions.

Les décideurs des politiques des États devraient savoir ce que leurs pays perdent, y compris économiquement et financièrement, du fait de ne pas avoir investi à temps et en temps pour améliorer le sort des plus défavorisés. Toutes les actions qui seront entreprises, telles que programmes et projets d'attention à la vulnérabilité sociale seront inutiles si une intervention intégrée et bien intentionnée n'est pas faite pour améliorer la qualité de vie des très pauvres.

Cette nouvelle manière de comprendre les privations sociales causées par l'extrême pauvreté s'inscrit dans la fragilité institutionnelle des démocraties post-modernes et le droit à la

matérialisation de la citoyenneté. La négation des droits humains fondamentaux a une implication directe sur la négation des citoyens d'hier, d'aujourd'hui et de toujours, au nom desquels ont éclaté les luttes les plus cruelles de l'humanité. Alors, paraphrasant Francisco Wefort, nous dirions : «Quelle démocratie ?»

La frontière est faible entre la prise de conscience collective et la praxis politique dans la vie quotidienne au cours de laquelle devraient se matérialiser les droits humains. C'est le point auquel se réfère Madame Raquel lorsqu'elle nous demande à quoi sert que «l'on apprenne à prendre la parole, si ceux qui devraient écouter ne le font pas», ou bien, comme le dit Madame Nicolasa : *«Certaines personnes n'aiment pas que l'on parle de nos souffrances et de notre vie, mais les familles pauvres doivent parler et partager non seulement leur souffrance quotidienne mais aussi les rêves et les aspirations qu'elles ont pour elles-mêmes et leurs enfants.»*

La vraie raison de la lutte systématique et frontale contre la pauvreté doit se faire à travers son institutionnalisation, par des politiques publiques qui sont de première importance mais pas suffisantes et l'on peut commettre l'erreur de compter sur un nombre incalculable de politiques mais qui ne mènent à rien de concret. Les pauvres ne résoudront pas leur vie quotidienne uniquement grâce à ces politiques sinon grâce aussi à ceux qui les mettent en pratique. A ce propos, il est bon de rappeler le discours du secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, au sujet de l'Année des Oubliés, dans lequel il se référait aux milliards de personnes pauvres et extrêmement pauvres dans le monde qui sont restées en-dehors des programmes, des projets, des actions, sans parler des politiques publiques là où elles existent.

Dans ce regard rétrospectif, nos capacités individuelles doivent être mises au service et à l'engagement auprès du Mouvement Quart Monde. Nos apports doivent constituer un référent qui attire d'autres vers cette tâche, car nos forces sont nécessaires mais pas suffisantes.

Le chemin parcouru nous permet d'affirmer que nous avons réussi à faire des pas importants, que « les utopies sont encore possibles »[67] , mais qu'il reste encore un long chemin à parcourir. Les postulats de Joseph Wresinski nous permettent d'affirmer que nous allons dans la bonne direction.

67 Max Araujo, *Las utopias aun son posibles. Joseph Wresinski : Una solucion para América Latina.* Guatemala 2007.

Débat après panel
Science et connaissance au regard de la grande pauvreté

Extraits

Daniel Henrys :

Je remercie l'ensemble des intervenants et je veux particulièrement remercier Vertus Saint-Louis pour sa contribution, sa note si originale qui nous interroge tous. Je voudrais lui demander de clarifier un peu plus pour nous le lien qu'il fait entre esclavage et démocratie.

Lorraine Mangonès *sollicite quelques questions*

- Plus les riches deviennent riches, et plus les pauvres deviennent pauvres. Et le capitalisme punit le savant qui transmet le savoir, alors que le socialisme (disons Marx) permet au philosophe ou à l'intellectuel d'être un accompagnateur pour le prolétaire ! D'où mes questions : Est-ce qu'on peut vraiment combattre la misère dans une société basée sur le capitalisme ? Quel serait le sort de celui qui pense combattre la misère dans une société capitaliste ?
- **Manuel Guedon**. Après l'intervention de M. Vertus Saint-Louis, moi-même en tant qu'ancien étudiant en histoire, j'aimerais pouvoir mieux comprendre les grands intellectuels. Aristote ne s'est pas engagé contre l'esclavage et au contraire en a tiré profit. Voltaire, ce grand penseur de la liberté humaine, avait des actions sur le port de Nantes et a lui aussi tiré profit de l'esclavage. Karl Marx, qui a critiqué le capitalisme, pour écrire et composer ses livres, a reçu l'aide matérielle de sa sœur qui était une des grandes capitalistes de son temps. (...) Comment expliquer que tous ces grands intellectuels (et je pourrais évoquer encore en Allemagne des penseurs comme Heidegger) aient pu être honnêtes intellectuellement, avoir le souci de la responsabilité de l'intellectuel pour penser la société, et promouvoir des attitudes qui n'étaient pas vraiment humaines ? Je ne sais pas si j'aurais des éléments de réponse, peut-être avec le père Joseph Wresinski, quand il dit que pour lui finalement « tout est né d'une vie partagée, jamais d'une théorie ». Il ne faut pas oublier que c'est l'homme qui est au centre !
- **Marianne Palisse.** Je vais essayer d'être brève. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut essayer d'écouter et de prendre en compte la pensée des plus pauvres. A votre connaissance existe-t-il ou pourrait-il exister des lieux ou des moments appropriés pour que les différentes composantes de la population puissent se rencontrer pour s'écouter vraiment, pour débattre, pour échanger, pour discuter, pour négocier ?
- **Jan Hanssens**. Je m'adresse particulièrement au professeur Otto Rivera qui a touché un point assez important au cours de son exposé. Il a parlé de développement, de démocratie et de paix. Comment voulez-vous qu'Haïti partage une même île avec la République dominicaine alors que les Haïtiens ne parlent pas l'espagnol, et que les Dominicains ne parlent que l'espagnol. Vous avez parlé du développement de la pensée. Comment pouvons-nous développer la pensée haïtienne afin de contribuer à une pensée commune ?

Lorraine Mangonès *donne la parole aux intervenants.*

Vertus Saint-Louis :

Aujourd'hui, on parle de démocratie. Mais parler de démocratie sans parler d'esclavage, c'est tromper les gens. Le mot démocratie (pouvoir du peuple) a été inventé entre le 6ème et le 5ème siècle en Grèce. Solon déclare que l'Athénien ne peut pas être esclave ; seul l'étranger peut être esclave ! De plus, pour accéder aux plus hautes magistratures, il faut que vos terres produisent plus de grains que celles des autres. Or, pour produire plus, il faut avoir des esclaves ! C'est

Athènes qui a inventé la démocratie et c'est elle qui a inventé l'esclavage systématique, ce qu'on appelle l'esclavage marchandise. Athènes s'approvisionnait en esclaves sur les marchés de Délos. Depuis lors, la démocratie est historiquement associée à l'esclavage, mais dans les écoles de science politique on parle uniquement de démocratie et pas d'esclavage. Alors que pour toute étude de la démocratie, on devrait commencer par une étude de l'esclavage. D'une part plus vous avez des esclaves et plus vous avez la qualité de citoyen. D'autre part la femme, qui vous donne la certitude que vous êtes citoyen de sang, n'est pas elle-même citoyenne. Donc la démocratie comporte des contradictions originelles, dont on ne parle pas. Curieusement les Grecs ont inventé cette forme de pensée rationnelle (qui va en particulier élaborer la géométrie) en même temps qu'ils ont inventé la démocratie. En résumé on ne peut pas penser la démocratie si on ne pense pas l'esclavage !

Lorraine Mangonès :

Merci. Il y a eu une question qui s'adressait à Vertus Saint-Louis, mais bien sûr d'autres peuvent ou veulent y répondre : comment expliquer que beaucoup de penseurs aient été traversés par toutes sortes de contradictions, aient trempé peut-être dans toutes sortes de trafics, tout en étant des intellectuels extrêmement importants pour la construction de la connaissance universelle ?

Vertus Saint-Louis :

Il faut constater la nature contradictoire des choses pour comprendre le monde d'aujourd'hui. Ces penseurs construisent leur science parce qu'ils ont pu accumuler une certaine richesse. Il y a donc une loi de concentration de la richesse, de la connaissance et du pouvoir. Est-ce qu'on peut bouleverser aujourd'hui cette loi ? Je pense que nous devons penser à la bouleverser. Mais ce ne sera pas simple. D'ailleurs, ce que je constate avec un peu d'humour, c'est que les savants sont des esclaves ! Ils travaillent mais ils n'ont pas de conscience. On leur demande quelque chose et ils le font, même les intellectuels et les philosophes, parce qu'ils en vivent. Quand un philosophe du 18ème siècle critiquait l'esclavage, un commerçant pouvait lui dire : « Vous êtes en train de couper le bras qui vous donne à manger. » Le savant, c'est son drame aujourd'hui, découvre quand il prend un peu de conscience qu'il a été un apprenti-sorcier. C'est pour cela que Sakharov, celui qui a fait la bombe atomique, a eu un problème avec l'Union Soviétique. Les savants découvrent qu'ils ont accouché d'une arme terrible, mais pour cela ils ont été payés. C'est la nature contradictoire des choses. Est-ce que l'on peut changer tout cela ? Moi je souhaite que cela change, mais ce changement n'est pas facile à réaliser.

Mgr Pierre André Dumas :

Je voudrais plutôt répondre à la question sur les lieux de dialogue et d'écoute dans la société. Des lieux de ce genre existent-ils en Haïti ? Si l'on cherche bien ici et là, peut-être allons-nous en trouver. Dans l'expérience du père Joseph Wresinski, ce que l'on essaie de vivre, en France et ailleurs, c'est ce que l'on appelle les « universités populaires ». À l'université Notre-Dame, avec l'équipe du Conseil exécutif, nous pensons créer un espace similaire, où les plus pauvres pourraient se rassembler, poser leurs questions, débattre avec d'autres représentants de la société et arriver peut-être à des propositions concrètes pour réellement améliorer les politiques publiques dans notre pays et les conditions de vie des plus pauvres.

Une deuxième chose que je voudrais dire. Il n'est pas fréquent dans notre culture, ici en Haïti, que l'on prenne du temps pour dialoguer et s'écouter. Depuis longtemps par exemple on parle de conférence nationale, mais on n'est pas capable de s'asseoir et de poser les vraies questions concernant notre société, de lever les contentieux historiques et de regarder ensemble vers l'avenir. Donc, ce n'est pas un souhait ni un vœu pieux, je souhaiterais, et je vais m'y engager avec l'équipe de l'université Notre Dame, inciter les autres secteurs universitaires à prendre la même direction et ainsi faire évoluer notre société. Le savoir, c'est aussi cela : personne n'a la science infuse. C'est en s'écoutant, en observant, en portant vraiment en soi les attentes et leurs problématiques, en travaillant avec d'autres en équipe qu'on peut arriver à apporter du neuf dans notre société.

Lorraine Mangonès *invite Otto Rivera à répondre à la question sur les relations avec la République dominicaine, sur le problème de la langue espagnole, sur la possibilité d'élaborer la pensée en Haïti.*

Otto Rivera :

Si je pouvais répondre à partir de la réalité haïtienne, ce serait un exploit. Je ne suis pas la personne la mieux placée pour cela parce que je ne suis ni haïtien ni dominicain. Je peux donner une réponse à partir des petites choses que je connais de votre réalité et de votre pays. Déjà je suis impressionné par votre courage, votre force, votre rêve. Je me souviens de ce que me disait mon ancien professeur, Gérard-Pierre Charles : le modèle politique de démocratie représentative (basé sur des élections) que nous connaissons est en cours d'effondrement. Cornelius Castoriadis considère aussi aujourd'hui que ce modèle est en déperdition de sens. Repenser le monde et la démocratie, y compris le modèle économique de développement, cela exige un effort très profond et un engagement de la part de tous pour construire ce rêve d'un humanisme planétaire, «penser la société pour tout le monde», car cela n'existe pas encore. Il n'est pas admissible que seulement un petit secteur de la population gagne et que le reste de la population perde tout. Aujourd'hui, tous, hommes et femmes, enfants et vieillards, doivent travailler ensemble pour la construction d'un nouveau modèle de société, élaboré avec tous. Il n'y a pas d'autres possibilités. Cet appel, mes frères et mes sœurs, est valable aujourd'hui pour toute la région, pour l'Amérique latine et la Caraïbe, et aussi bien pour le monde. Car, aujourd'hui où la société et la pauvreté se sont globalisées, les réponses doivent venir d'une pensée globalisée. Cela demande aujourd'hui l'effort de tous et de toutes. Comment peut-on faire pour construire cette réponse ? Où sont les lieux pour la rencontre des autres (dans la vie quotidienne, à l'école, à l'église, à l'université, dans la rue...) ? On doit travailler pour construire une culture du dialogue, parce que nos sociétés ne l'ont pas. On a la culture de l'imposition et de la dispute. Nous ne sommes pas capables d'écouter l'autre, de rencontrer l'autre, d'entrer en communion avec l'autre.

Que nous a dit Jorge Cela hier après-midi ? Quand je n'apporte pas quelque chose de matériel, j'apporte mon cœur. Aujourd'hui j'apporte mon cœur. Ma pensée, mon engagement, voici ma contribution à la construction de la paix, de la démocratie, du développement à partir de notre histoire, et de notre culture. Et je vous invite tous à ce que ce soit notre engagement commun pour la construction d'un monde meilleur. Merci.

Ateliers d'approfondissement

Science et connaissance au regard de la grande pauvreté

1. **L'universalité de la grande pauvreté.**
2. **Le peuple des sans-voix, le peuple du Quart Monde.**
3. **Le savoir des plus pauvres.**

Séance de clôture

Modérateur : *Daniel Henrys, médecin, directeur exécutif du Groupe de recherche et d'échange technologiques.*

- **Eléments de synthèse :**
  - Marie-Rose Blunschi Ackermann, Institut de recherche ATD Quart Monde,
  - Paul Maréchal, délégué national ATD Cuarto Mundo (Guatemala).
  - Marco Aurelio Ugarte Ochoa, anthropologue péruvien, délégué régional ATD Cuarto Mundo (Mexique).
- **Conclusion - Perspectives :**
  - Eugen Brand, délégué général du Mouvement international ATD Quart Monde, membre du Comité scientifique du colloque.
  - Michèle Pierre-Louis, directrice de la Fondation Connaissance et Liberté, présidente du Comité scientifique

Daniel Henrys :

Nous voilà arrivés à la dernière session de ce colloque. Ceux et celles qui l'ont ouvert vont aussi le clore. (...) Merci aux intervenants et aux participants d'être assez concis pour favoriser une participation maximale. Je commence par céder la parole à Marie-Rose Blunschi Ackermann, qui sera suivie de Marco Ugarte. L'un et l'autre vont faire écho aux rencontres en atelier et présenter une synthèse des travaux du colloque.

Eléments de synthèse

Marie-Rose Blunschi Ackermann & Paul Maréchal

Ce colloque est passé très vite. Il a été riche de questions, de partages d'expérience, de réflexion commune, d'enseignement et, peut-être plus que tout, de rencontres…

La démocratie est un projet commun que se donne un peuple. Son élaboration passe par la rencontre et le dialogue. En ce sens ce colloque a été en lui-même une expérience passionnante de démocratie.

Vous vous en rappelez, mercredi soir six cent personnes étaient rassemblées dans la cour de l'Institut français pour la séance inaugurale. De tous âges, d'origines sociales extrêmement variées, d'horizons multiples, ces personnes ont témoigné de l'intérêt suscité par cette question de la démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté, en particulier aujourd'hui sur cette terre d'Haïti. Nerline Laguerre, au nom du Comité de rassemblement Quart Monde, a partagé le message extrêmement fort des familles qui connaissent la misère et qui avaient réfléchi ensemble sur le thème de ce colloque à partir de leur propre expérience. Ces familles ont ainsi réalisé la première contribution du colloque.

Puis nous avons traité trois grands thèmes qui ont formé comme la colonne vertébrale du colloque : «Lien entre droits de l'homme et pauvreté», «Grande pauvreté et violence», «Science et connaissance au regard de la grande pauvreté. " Vous savez bien qu'un colloque ne peut pas résoudre d'un coup de baguette magique le fléau de l'extrême pauvreté et de l'exclusion mais il ouvre des chemins, questionne nos intelligences, provoque notre humanité. Il est trop tôt pour tirer tous les enseignements de ces deux jours, mais nous pouvons d'ores et déjà tracer les grandes lignes de ce que peuvent en être les fruits et les pistes qu'il nous a donnés. Nous en avons retenu cinq.

1) Pauvreté et extrême pauvreté.

De quoi parle-t-on ? Nous avons ressenti l'importance de travailler avec beaucoup de précision et de rigueur les concepts de pauvreté et d'extrême pauvreté. Ce colloque est un appel à ne pas rester à la surface des choses ou à des généralités. En parlant d'extrême pauvreté nous parlons aussi de la souffrance et du combat de millions d'enfants, de femmes et d'hommes à travers le monde. Plusieurs des intervenants ont repris la définition du père Joseph de l'extrême pauvreté en termes de cumul persistant de multiples précarités qui compromettent les chances de pouvoir ré-assumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même dans un avenir prévisible.

D'autres nous ont partagé la grande relativité du concept de pauvreté, en particulier en fonction des sociétés et des cultures, qui s'oppose à l'universalité de la condition de misère, « synthèse d'extrême pauvreté et d'exclusion », négation de tous les droits, impossibilité de satisfaire durablement les besoins les plus fondamentaux.

La honte, la dépendance, la privation de la possibilité d'agir pour soi et pour les siens, l'impossibilité d'accéder à ses droits et d'assumer ses responsabilités, l'enfermement qui prive de l'indispensable relation à l'autre, sont autant d'éléments qui peuvent caractériser la misère.

Durant les travaux en atelier, nous nous sommes rendus compte que nous ne mettons pas toujours les mêmes situations derrière les mêmes mots. Nous ne comprenions pas toujours que nous ne nous référions pas à la même réalité, à la même expérience, aux mêmes personnes quand nous parlions de pauvreté et d'extrême pauvreté.

Ce colloque est donc, en premier lieu, un appel à la rigueur, un appel à approfondir notre connaissance de la situation des personnes en grande pauvreté et à clarifier nos expressions et nos concepts.

Pour pouvoir agir, il nous faut sortir du piège des généralités. Ne pas parler des pauvres comme d'une abstraction mais d'hommes, de femmes, de jeunes dans des contextes précis. Ainsi, on peut réfléchir sur les méthodes appropriées pour vraiment permettre la rencontre, l'action, l'écoute. Aujourd'hui par exemple, comment réfléchir sur la définition de l'extrême pauvreté ? Celle de Joseph Wresinski peut-elle permettre de développer, dans un contexte comme celui d'Haïti, de meilleurs indicateurs pluri-dimensionnels du développement et de la pauvreté ?

2) Identité, responsabilité et solidarité.

La question de la victimisation des pauvres et par extension des États très pauvres a été très présente dans nos débats. Elle est liée à celle de l'identité. Nous ne la reprenons pas de manière détaillée, mais nous mettons l'accent sur quelques éléments qui ont émergé des ateliers et des questions posées en plénières.

Nous sentons que la lutte contre l'extrême pauvreté exige de nous une très grande honnêteté intellectuelle et le refus de la sublimation, tout autant que de la victimisation, qui conduit trop souvent à l'utilisation des plus pauvres dans des combats idéologiques ou politiques qui ne sont pas les leurs. En considérant les plus pauvres comme un peuple, Joseph Wresinski leur a forgé une identité positive, une identité qui n'est pas basée sur des carences, mais sur une histoire et un projet communs.

Chez tout être humain, il existe des ressources qui lui permettent d'agir en direction d'une libération. La violation de l'ensemble de ses droits l'a privé de sa capacité d'assumer ses responsabilités. Cela doit nous pousser au combat pour le respect du droit de tous, et non à l'assistance qui prive l'autre de sa propre capacité d'agir. Cette question nous a fait approfondir le lien entre droits et responsabilités.

Que tout homme puisse avoir les moyens d'assumer ses responsabilités est le défi de la lutte contre l'extrême pauvreté. Ce défi nous concerne tous. Permettre l'accès de tous aux droits fondamentaux relève en effet de notre responsabilité collective. Ce colloque nous invite à poursuivre la réflexion sur cette notion de la responsabilité, qui conduit naturellement à la solidarité et plus encore au modèle de développement social que nous voulons construire ensemble...

Notre colloque est une invitation à prendre le risque de penser une société selon une nouvelle logique, non celle du seul développement économique censé apporter la richesse à tous, mais une logique à inventer, basée sur la solidarité, sur une nouvelle manière de vivre et d'agir ensemble, ancrée dans les valeurs de chaque peuple, enracinée dans celles des plus pauvres...

3) Le défi de la rencontre.

Nous avons réalisé qu'un facteur incontournable de la lutte contre l'extrême pauvreté est la rencontre entre ceux qui souffrent chaque jour de l'exclusion et les autres membres de la société, parce que nous ne bâtirons pas un monde juste sans l'expérience de ceux qui souffrent l'injustice. La rencontre est aussi le seul chemin pour que les plus pauvres entrent dans le monde, sans être marginalisés. La rencontre enfin est le premier barrage contre la violence infligée à l'autre, violence du mépris, violence des conditions de vie, violence de l'humiliation.

Ce colloque nous permet aussi de réaliser qu'une rencontre véritable entre les personnes qui connaissent la misère et les autres n'est pas si facile. Elle est exigeante.

Elle suppose en premier lieu la conviction de l'égale dignité de toute personne. C'est parfois le premier geste de refus de la violence que nous pouvons poser : aller les mains vides à la rencontre de l'autre au nom de son humanité. C'est refuser la violence du déni de dignité.

En second lieu, pour que la rencontre soit possible, nous devons reconnaître le savoir profond de l'autre : un savoir et une vision du monde qui sont le fruit de sa propre histoire, de sa vie et de son expérience quotidienne de la lutte contre la misère. Et nous devons avoir la conviction de la validité de ce savoir.

En troisième lieu, il nous faut accepter de nous laisser transformer par la rencontre avec l'autre, en repensant le monde à partir de cette rencontre. Accepter de laisser de coté nos théories, nos certitudes, nos schémas et nos principes. Ce dépouillement indispensable est peut-être le plus difficile. Il signifie l'acceptation d'un risque et l'abandon de la sécurité que nous donnent nos savoirs.

Enfin et surtout, la rencontre est extrêmement exigeante si nous voulons qu'elle soit réelle. Nous ne sommes pas à égalité dans cette rencontre. Ce colloque nous aura fait sentir l'importance des moyens à se donner pour pouvoir dialoguer en vérité. Cela est vrai dans notre vie quotidienne mais aussi à l'échelle d'un pays.

4) Pas de démocratie sans expression et participation de tous.

La nombreuse participation enregistrée pour la séance inaugurale et les deux journées de colloque, la diversité des formes d'expression qui s'y sont manifestées, la vitalité de certains débats dans les ateliers... attestent d'une soif bien réelle d'expression et de participation sur cette terre d'Haïti.

Face au mépris qui pèse sur les plus pauvres et face au défi de la construction de la démocratie, nous avons mesuré l'importance capitale de l'expression et de la participation de tous, en particulier de ceux qui en sont aujourd'hui privés. La participation des plus pauvres suppose des espaces où ils puissent approfondir ensemble leur pensée et développer une réflexion commune.

Sur cette question, nous avons ressenti l'importance d'une action à tous les niveaux : depuis le niveau le plus local, par exemple au niveau d'un quartier, jusqu'au niveau d'un pays ou du monde.

Un de nos intervenants nous a rappelé que la première des raisons expliquant l'échec des politiques publiques dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté est l'absence de participation citoyenne et l'exclusion des plus pauvres des processus décisionnels les concernant.

Cela nous renvoie au rôle et à l'organisation de l'État, garant de la participation de tous les citoyens et de toutes les citoyennes, notamment en Haïti dont la Constitution stipule la participation de tous. Car, aujourd'hui, la capacité d'interpeller l'État sur sa gestion, voire de le censurer, n'existe pas pour l'immense majorité de la population.

Au niveau local, il existe très peu d'espaces d'expression et de participation pour les personnes en situation d'extrême pauvreté, qui se retrouvent exclues de tout système de représentation. D'autant plus que ceux qui sont chargés de recueillir l'expression de tous les citoyens, les ASEC par exemple, ne mesurent pas toujours l'enjeu de leur mission et n'y sont pas spécifiquement formés.

Au niveau international, le principe de la participation des plus pauvres est de plus en plus admis, mais les institutions estiment le plus souvent les avoir consultés lorsqu'elles ont dialogué avec quelques ONG qui disent les représenter.

Pour les plus pauvres, les conditions d'un dialogue réellement libre et non manipulé sont expérimentées par certaines associations. Apparaît la nécessité pour eux d'être accompagnés dans la durée et la confiance, associés à tous les projets les concernant de telle sorte qu'ils puissent en définir eux-mêmes les objectifs et les critères d'évaluation, participer à leur mise en œuvre. Certaines interventions ont fait état d'expériences novatrices dans ce domaine (actions d'éducation populaire, radios communautaires, etc.).

5) Université et pauvreté.

L'une des pistes que nous laisse ce colloque est cette recherche active qu'il nous faut démarrer ou poursuivre concernant la participation libre des personnes les plus exclues de notre société, au niveau communautaire, local ou étatique.

Cette question fait toucher du doigt, entre autre, le thème essentiel de la science et de la connaissance au regard de la grande pauvreté. C'est un des enjeux de ce colloque pour les années à venir : Comment la problématique de la pauvreté rentrera-t-elle à l'Université ? L'Université sera-t-elle capable de considérer les plus pauvres comme détenteurs d'un savoir et partenaires de ses recherches ? Saura-t-elle réussir le croisement des savoirs, entre le savoir des universitaires, celui des personnes et familles les plus pauvres et celui des personnes engagées au quotidien avec elles ? Restera-t-elle le bastion d'un savoir où les personnes en situation d'extrême pauvreté sont toujours la cinquième roue du carrosse ? L'Université saura-t-elle transformer et modéliser les expériences de partenariat vécues avec les plus pauvres pour en faire un savoir commun et partagé ?

Ces pistes sont bien partielles et nous en avons conscience. Nous regrettons en particulier de n'avoir pas plus souvent évoqué les enfants des familles les plus pauvres dont nous savons qu'ils sont au cœur de notre espérance, au cœur du futur de l'humanité. Mais ces pistes sont le début d'un chemin. Les actes du colloque nous permettront d'aller plus loin, d'être plus précis et de partager plus largement les enseignements de notre rencontre.

Pour conclure, nous voulons rappeler les paroles des familles du Quart Monde, telles qu'elles nous ont été partagées lors de la séance inaugurale : « Nous sommes très contents, du fait qu'aujourd'hui nous ouvrons ce colloque sur les questions de démocratie et de misère. Parce que ces questions demandent que tout le monde donne son temps, son intelligence et son cœur pour trouver ensemble une lumière. Le père Joseph croyait dans les plus pauvres. Il les écoutait et se laissait guider. Il a permis à d'autres personnes de connaître ce que nous vivons, de savoir qui nous sommes vraiment. Il a permis que pauvres et riches s'assoient ensemble sans préjugés, sans faire de différence. C'est ainsi qu'il est parvenu à mettre toutes sortes de personnes ensemble : celles qui n'ont pas de maison et celles qui sont reconnues dans la société, pauvres et riches, noires et blanches, jeunes et adultes, pour réfléchir et pour apporter un changement. »

Je vous remercie !

Eléments de synthèse

Marco Aurelio Ugarte

Nous vous avons présenté quelques pistes, quelques éléments de synthèse de notre rencontre. Synthèse qui rassemble des idées et des réflexions suite à nos échanges et à nos interventions.

Nous souhaiterions toutefois présenter aussi quelques éléments qui reflètent ce que nous avons vécu, ressenti, ce que nous gardons dans nos cœurs et qui nous a touchés profondément.

1) **D'abord la soif de débat et de démocratie**, soif d'expression et de dialogue. L'impact qu'aura ce colloque résultera de la mobilisation et de l'enthousiasme déployés tout au long de ces trois jours, de la force et de la diversité des manifestations qu'il a suscitées.

Le mercredi, la présence de 600 personnes qui, dans leur diversité, furent le symbole d'un élément important de notre colloque : le dialogue.
L'intervention des familles du Quart Monde, en tant qu'expression de la pensée et de l'expérience de ceux qui souffrent le plus, nous a beaucoup impressionnés.
La beauté du chant de Jean-François Gay inspiré des strophes «Je témoigne».
La force incroyable du groupe AWOZAM qui, à travers la danse et le chant, réclamait un monde meilleur.
La richesse, l'animation et la diversité des ateliers, en particulier lorsque les participants s'exprimaient en créole.

Expression, dialogue, démocratie sont les mots qui résument le contenu de ce colloque.

2) **Avoir organisé en Haïti ce colloque**, le premier réalisé sur Joseph Wresinski en Amérique et aux Caraïbes, **a beaucoup de sens**, car Haïti est une terre de liberté et de dignité, née du rejet de l'esclavage, de l'humiliation, de la misère.

Haïti, terre où les hommes et les femmes, il y a plus de 200 ans, ont osé rompre les chaînes de l'esclavage, devenant ainsi un exemple pour notre continent.
Haïti, terre solidaire depuis ses racines, puisqu'ici Simon Bolívar a reçu l'appui économique et un bateau qui lui ont permis d'entreprendre sa campagne de libération de l'Amérique latine, sans rien qui ne soit exigé en échange, sinon seulement la lueur de la liberté.
Haïti, terre de résistance et de lutte quotidienne contre la pauvreté.
Haïti, terre qui donne naissance à des fils qui sont de véritables experts quant à la destruction de la misère du monde.
Haïti a parlé et, à partir de ce colloque, son message sera diffusé par tous les moyens à notre portée.

Tout ce que les participants à ce colloque ont vécu et qu'ils ont exprimé avec force au cours de ces trois jours constitue une grande chance pour les pauvres du monde.

Grâce à ce colloque, d'autres personnes s'engageront à cheminer avec les plus pauvres. Il renforcera également l'engagement de beaucoup d'entre nous à continuer la lutte pour détruire la misère.

Avoir pu mélanger plusieurs langues, le créole, l'espagnol, le français, fut une chance et la preuve que dans la diversité il est possible de construire l'unité.

Nous remercions les traductrices qui nous ont permis de nous comprendre et de partager nos idées. Ce fut une tâche difficile du fait de la rapidité et de l'enthousiasme avec lesquels beaucoup d'entre nous se sont exprimés. Ces remerciements s'étendent à toutes les personnes qui se sont chargées des problèmes techniques de la salle de conférence, ainsi qu'au personnel de la FOKAL. Je vous demande de vous lever pour les applaudir très fort.

Dernier débat après synthèse

animé par Daniel Henrys

Extraits

Voilà, nous avons entendu cette synthèse très intéressante. Au début de son intervention, Marco Ugarte a dit qu'il a constaté qu'il y avait une soif de débat. Rassurez-vous, il y a un petit débat. Ce n'était pas prévu dans le programme mais nous avons décidé qu'il y en aurait un. Juste avant, je voudrais citer quelques mots-clés qui sont sortis de ces deux interventions. Je pourrais les classer en deux ou trois parties. Il y a ceux qui relèvent de ce que j'appellerai un diagnostic, d'autres qui relèvent d'une volonté de réponse à ce diagnostic ou d'une recherche de stratégie. Excusez-moi d'employer ce mot " diagnostic ", c'est une déformation professionnelle : je suis médecin.

Dans le diagnostic, on a parlé de grande pauvreté, bien sûr, on a parlé de violence, on a parlé de contexte, et en termes de réponse, nous avons souvent trouvé les mots de rencontre, de dialogue. Est-ce que ce sont des réponses, ou est-ce que ce sont des éléments de stratégie ? On a parlé de politique publique ; dans une recherche de stratégie encore, avec les mots : rigueur, honnêteté intellectuelle, méthode, participation, science, connaissance. (...) Ces mots-là sont revenus et nous avons eu les pistes proposées par les deux intervenants. Ces mots-là doivent nourrir le débat que je vous propose de faire maintenant en peu de temps. Mais permettez que j'en ajoute un autre, qui n'est pas tellement sorti : je crois qu'il faut aussi penser au mot " valeur ". Nous sommes dans un pays où on constate justement une crise des valeurs qui traverse toutes les couches sociales. Aussi je me permets de verser ce mot au débat. La parole est à vous. Et merci d'avance pour vos interventions qui seront concises !

- Je suis **Noël Isaac**, du lycée Antonin Firmin, en classe de rhétorique. Voilà ce que j'aimerais dire sur ce colloque. On n'a pas parlé du problème de l'estime de soi ! On voit que même les personnes riches ne cultivent pas l'estime de soi. Il n'y a pas une estime mutuelle entre les personnes riches et les personnes pauvres. Cela veut dire qu'il y a une sorte de sous-estimation au niveau intellectuel. Or, ce serait l'une des choses les plus importantes pour le monde entier, pas seulement pour Haïti. (...) Lorsque je regarde les États-Unis (je vais parfois sur le net), la nourriture qui y est gaspillée, jetée à la poubelle, pourrait nourrir d'autres pays plus pauvres. Comment allons-nous faire pour aborder le problème de l'estime de soi ?

- Je suis Mme **Huguette Saint-Fleur**, je travaille à Lakay avec les enfants en situation difficile, notamment les enfants des rues. La perte des valeurs, est-ce que c'est la grande pauvreté qui en est la cause ? On la remarque depuis la fin de 1981 jusqu'à la crise de 1986, dans les bonnes familles et dans les écoles. Est-ce que c'est la grande pauvreté, ou une révolution, ou une sorte d'évolution ?

- **Manuel Guedon**. Je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit ce matin, mais un tout petit peu. On a vu des intellectuels qui se sont impliqués par moment dans l'histoire mais qui n'ont pas tenu compte de l'homme. Ma question : comment créer des lieux qui prennent vraiment en compte l'homme et le plus pauvre en particulier ?

- Je suis **Rodophe Malice**, élève de philo au lycée Alexandre Pétion. Il y a une personne qui marche à travers mon esprit, qui a dit « seule l'éducation peut amener l'homme à la dignité. » Si nous constatons dans notre pays que notre éducation est en état de destruction, comment pouvons-nous détruire la misère sans contenir le problème éducatif en Haïti ?

Marie-Rose Blunschi Ackermann :

Je ne me sens pas vraiment en phase pour répondre maintenant à ces questions parce que chacune ouvre un champ de recherche. Selon l'esprit de ce colloque, ce sont là des recherches à mener ensemble par les universitaires et par les gens de l'action qui connaissent les enfants de la rue comme Madame qui posait la question des valeurs. Moi je ne peux pas dire la cause de cette perte des valeurs, mais on peut trouver la réponse ensemble. Cela rejoint la proposition de créer des lieux de réflexion. Je ne sais pas comment en Haïti vous pouvez les créer. Je ne peux que vous encourager à inventer des lieux pour trouver ensemble des réponses à ces questions. La question de l'estime de soi, celle du problème éducatif, ce sont des pistes qui nous sont lancées pour l'avenir.

Marco Aurelio Ugarte :

Il y a là des choses qui sont mondiales, dont il faut tenir compte. Nous aussi, nous les partageons. Le problème de l'éducation est fondamental. Nous devons obtenir une éducation de qualité, et fondamentalement c'est le rêve des plus pauvres parce qu'ils savent qu'avec l'éducation, ils pourront parvenir à un monde meilleur. Quant à l'estime de soi, nous ne pouvons y répondre en partant de la nourriture que nous n'avons pas. Nous en avons discuté pendant le colloque. Nous ne pouvons pas résoudre le problème avec « l'assistancialisme ». Nous devons penser que nous avons la force suffisante pour pouvoir nous en sortir, aller de l'avant. C'est l'engagement de chacun de nous qui va permettre de construire un monde meilleur, et aussi créer des espaces de dialogue. Il est vrai que nous avons besoin d'un dialogue fondamental. Mais alors si dans certains cas les riches ne nous comprennent pas ? Face à cela, Wresinski avait cette phrase : « Nous n'avons pas d'ennemis à combattre mais plutôt des amis à gagner.»

Paul Maréchal :

Je me permets d'intervenir parce que j'ai eu la grande chance d'entendre plein de choses. Je crois que les questions étaient très intéressantes, et il y a eu des réponses que je voudrais reprendre.

Par exemple, la première. C'est vrai, on n'a pas beaucoup parlé de l'estime de soi. Mais dans un atelier j'ai été très touché par quelqu'un qui travaille avec des personnes prostituées et qui expliquait comment ces personnes pour travailler dans ce métier ont forcément une estime de soi très détruite et comment le premier pas était d'aller leur parler et leur dire : « Je suis un être humain, tu es un être humain, et je te respecte. » Cela permet de regagner l'estime de soi parce qu'on se sent un être humain face à un autre et cela a même permis à des personnes de sortir de la prostitution.

Sur les enfants des rues et la perte des valeurs. Je trouve qu'on a beaucoup parlé des valeurs des plus pauvres : courage, pardon, solidarité. Je pense que la pauvreté ne peut pas être une raison de la perte des valeurs, parce que la pauvreté existe depuis très longtemps et que la perte des valeurs apparemment est récente. Donc je ne crois pas que la pauvreté soit une cause de la perte des valeurs, surtout que chaque jour les plus pauvres nous apprennent leurs valeurs, même si on ne les reconnaît pas toujours.

Et sur la question des lieux de réflexion, dans les ateliers il y a eu plein d'exemples de lieux de réflexion qui existent ou qui ont existé. On a beaucoup dit qu'il faudrait déjà réussir à retrouver toute cette expérience pour pouvoir la diffuser et l'approfondir. Et l'Université doit elle aussi participer à multiplier ces lieux de participation avec les plus pauvres. Je voulais juste partager avec vous ce que j'avais entendu dans quelques ateliers.

Daniel Henrys :

C'est l'occasion de remercier Paul Maréchal qui a fourni un travail colossal pour rassembler ce qui s'est dit dans tous les ateliers et en faire une synthèse.

Conclusions - Perspectives

Eugen Brand

Pendant deux jours, nous avons vécu l'aventure extraordinaire et difficile d'un dialogue avec ceux d'entre nous qui expérimentent dans leur propre vie l'injustice de la grande pauvreté, avec ceux qui, ayant fréquenté ou non l'Université, sont profondément interpellés par cette réalité inacceptable. Ce dialogue a été rendu possible parce que, les uns et les autres, vous êtes venus avec des questions brûlantes. Sans ce questionnement de part et d'autre, il n'y aurait pas eu ce dialogue dont nous avons vitalement besoin.

Les réponses toutes faites stérilisent la créativité d'une recherche commune, produisent de l'idéologie et des rapports de force dont les plus petits sont toujours les premiers perdants. Dans un monde qui ne cesse de nous imposer l'idée que notre sécurité réside dans l'évitement de celles et ceux qui sont différents de nous, le dialogue de ces deux jours m'apparaît nouveau, moderne, éminemment politique dans le vrai sens du terme. C'est un dialogue qui a apporté du neuf, vous l'avez dit à plusieurs reprises ! Il est à poursuivre dans la durée en créant des espaces nécessaires pour cela.

Bien sûr, nous n'avons pas toujours su échapper au risque d'idéalisation ou au contraire de stigmatisation des familles écrasées par la misère. Celles-ci ne demandent pas d'être excusées. Plus que d'autres, elles sont conscientes de leurs faiblesses, de leurs limites, de leurs difficultés. Mais elles exigent le respect et la reconnaissance de leur engagement envers les leurs, derniers remparts avant l'éclatement, l'abandon, la disparition. Le père Joseph Wresinski nous a dit parfois : « Je ne sais même pas où est enterré mon père ! »

Idéaliser les plus pauvres sert à cacher parfois notre manque de confiance dans l'humanité de l'autre, quelle que soit sa situation. Mais je trouve que, dans cette exploration et recherche de notre humanité commune, nous avons été comme des éponges sèches qui cherchent à absorber l'eau vive plutôt que comme des disques durs déjà formatés, qui ne peuvent enregistrer que ce pour quoi ils ont été programmés.

Notre façon de stigmatiser parfois les plus pauvres peut être due à notre ignorance. Mais c'est aussi la réaction de toutes nos sociétés quand elles ont été ébranlées par l'échec de ce qu'elles avaient pensé et mis en œuvre en termes d'actions et de politiques de lutte contre la misère. C'est un manque de courage également de toutes nos sociétés pour avancer dans la nuit vers le point de rencontre que les plus pauvres nous proposent au cœur des idéaux de liberté, de fraternité, de paix, de dignité, de droits et de responsabilités, ces valeurs que nous ne cessons de proclamer par ailleurs.

Alors même que l'élimination de la pauvreté est devenue un objectif de bien des politiques nationales et internationales, sous tous les régimes cette lutte contre la pauvreté n'est-elle pas sans cesse menacée de se transformer en une lutte féroce contre les plus pauvres ? L'objectif central, imposé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, d'arriver à réduire le nombre des pauvres de 50% d'ici 2015 en est un exemple criant. Cet objectif est une violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme, car il entérine la discrimination entre pauvres et très pauvres.

D'où l'importance d'en appeler au soutien de l'Université ! Vous avez exprimé des propositions allant dans ce sens. J'en souligne quelques-unes, extraites de vos interventions :

- Ouvrir des chaires universitaires sur le même thème que notre colloque ;
- Mettre en réseau les universités intéressées, avec des colloques et des sites faisant connaître leurs contributions ;

- Encourager des doctorants à choisir un tel thème ;
- Encourager tous les étudiants à partager leur savoir, à prendre la mesure de ce qui a sens et de ce qui est mensonge face à l'adversité de la misère ;
- Promouvoir la validation des savoir-faire et des savoir-être de ceux qui œuvrent dans le monde des plus pauvres...

Ce que nous voulons gagner ensemble, c'est que ce temple du savoir qu'est l'Université entre dans une véritable alliance avec le monde de la misère.

C'est là un défi énorme, car l'Université est le contraire du monde de la misère : *« L'Université, c'est l'homme maîtrisant les lois de la nature et les règles de toutes les créations de l'homme. La misère, c'est l'homme maîtrisé, l'homme opprimé par la nature, la matière et les autres hommes. »*[68] À quelle transformation l'Université est-elle appelée pour que les plus pauvres lui révèlent ce qu'ils sont seuls à connaître ? Quel chemin les plus pauvres eux-mêmes ont à parcourir, non pas seuls individuellement mais avec d'autres, pour apprendre à préciser, à approfondir, à ordonner leur pensée, à l'exprimer, à l'écrire ? Pour cela, sur quels soutiens peuvent-ils compter face à un monde qui dispose déjà de tant d'appuis ? C'est seulement si nous travaillons ces questions en profondeur que nous pourrons, sans manipuler une fois de plus les plus pauvres, oser mettre les savoirs universitaires de diverses disciplines en présence, en relation, en dialogue avec les savoirs et les expériences de la grande pauvreté, permettant à leurs représentants respectifs d'apprendre à penser et à écrire ensemble, et non pas les uns sur les autres.

Votre colloque constitue une véritable étape sur ce chemin. Le temps est à la réciprocité des savoirs. Vous l'avez exprimé avec tant de force ! Et des espaces sont à inventer dans nos différents contextes culturels, sociaux et politiques, en créant, en vivant, en évaluant avec les plus pauvres et à leur rythme. Car la connaissance dont nous disposons aujourd'hui est trop partielle pour réellement avancer sur la question de savoir comment un État, dans toute sa particularité, doit ou peut s'organiser pour être au service d'un projet de société où la misère serait bannie.

Les délégués des familles nous l'ont dit clairement : « Cette question demande que tout le monde donne de son temps, de son intelligence, de son cœur pour trouver ensemble la lumière ».

Sur ce chemin de la réciprocité des savoirs nous devons prendre en compte deux réalités : Les migrations massives partout dans le monde qui préparent un monde insoupçonné. Savoir rester proche de ceux qui basculent aujourd'hui dans la misère et en phase avec leur énorme richesse, indispensable dans la lutte contre la pauvreté.

- L'environnement, l'écologie et le lien à faire avec l'extrême pauvreté et l'exclusion. Ici en Haïti, ATD Quart Monde est disposé à contribuer à un projet qui allierait promotion communautaire, revitalisation urbaine et protection de l'environnement. Un projet qui serait ancré dans la conviction que la qualité de nos sociétés dépend d'abord de notre capacité de nous reconnaître égaux en dignité et en droit.

Pour conclure. Vous nous obligez à nous remettre en face de l'essentiel : nous sommes appelés, dans chaque pays, à nous enfouir en terre de misère et au cœur de la société. Vous nous apprenez que ces deux chemins d'enfouissement sont radicalement, chacun, un acte d'amour et de fraternité, qu'ils sont intimement liés et donc éminemment politiques. C'est avec vous que nous apprendrons comment resurgir ensemble vers l'Université, avec les plus pauvres de chez nous, avec la force de leur intelligence, avec l'histoire de nos peuples et de nos cultures... au nom de tous les plus pauvres du monde, de ces mamans du Guatemala ou d'Angleterre qui se font voler leur enfant, de ces familles thaïlandaises trop pauvres pour être partenaires, de celles qui sont pourchassées en Europe... au nom aussi de tous ceux qui s'engagent ici ou là, comme vous ici, parfois au risque de leur vie, sur ce chemin du refus de la misère pour bâtir la paix.

68. Cf. Joseph Wresinski, *Refuser la misère...* p.68.

Michèle Pierre-Louis

Je commencerai par dire merci à tous et à toutes, à vous qui êtes venus fidèlement pendant ces trois jours pour participer à cette rencontre, à ces débats.

Merci aux organisateurs, autant à ATD Quart Monde qu'à la FOKAL, à l'équipe technique, à Lorraine Mangonès, à Daniel Henrys, à tous ceux qui ont animé, à tous ceux qui ont participé et qui ont, comme Paul Maréchal, recueilli point par point tout ce qui se disait d'important, et sur quoi nous aurons certainement à revenir. Merci encore à vous tous et à vous toutes.

Je ne serai pas aussi longue que Eugen Brand. Il a tellement dit de choses que ce serait répétitif de les reprendre. J'insisterai sur le fait que ce colloque a été d'une grande opportunité pour ouvrir une réflexion importante, sérieuse, sur des thématiques que l'on ne discute pas nécessairement ici, dans les lieux de rencontre que sont les universités, les écoles, les églises, etc. Des thématiques comme celles qui cherchent à mettre face à face : grande pauvreté et démocratie, grande pauvreté et violence, grande pauvreté et droits de l'homme, grande pauvreté et Université.

Je crois qu'effectivement nous avons ouvert une brêche et ce serait important que nous la maintenions ouverte, que nous continuions cette réflexion importante, incessante, sur ces mots qui parfois sont en opposition et qui parfois sont complémentaires.

Dès l'inauguration de ce colloque, j'ai moi-même beaucoup insisté sur la question de la démocratie, puisque, depuis 20 ans (d'après ce qu'on nous dit !) c'est ce que nous essayons de construire ici sur fond de grande pauvreté. Y a-t-il compatibilité entre démocratie et grande pauvreté ? Comment cela s'est-il passé ailleurs, puisque toutes ces notions nous viennent d'ailleurs ?

Nous devons, comme Vertus Saint-Louis nous l'a fort bien dit ce matin, les ré-inventer à partir de nos propres vécus, de notre propre histoire.

Je retiendrai quelque chose de très important pour moi de la pensée du père Joseph Wresinski. C'est que nous avons tous et toutes une obligation éthique de penser la pauvreté et la grande pauvreté, l'injustice et les injustices, parce qu'elles existent certainement en dehors de nous, mais également en nous. Comme nous tous, les pauvres et les plus pauvres sont d'abord et toujours des êtres «humains», c'est-à-dire capables d'aimer, de haïr, de souffrir, de penser, capables du meilleur comme du pire. Ils ne sont pas différents de nous.

Par contre, ce qu'il faut comprendre - c'est là toute la pertinence de la réflexion philosophique du père Wresinski - ce sont l'effet et l'impact de la condition d'extrême pauvreté sur ceux qui la vivent, sur les êtres humains qui sont dans ces conditions et situations d'extrême précarité. Cette compréhension ne peut venir effectivement que d'une rencontre. Elle ne peut pas être abstraite. C'est cette rencontre qui créera des passerelles, des ponts, des avenues et déterminera des interventions, des initiatives, des actions.

C'est là, pour moi, l'horizon philosophique le plus important de la pensée et de l'action du père Joseph Wresinski. Aujourd'hui, où que l'on soit, le monde actuel est en crise profonde de valeurs. Nous avons eu ce matin une intervention intéresssante à ce sujet : partout on est à la recherche de nouvelles utopies libératrices et de nouveaux paradigmes pour penser l'action.

Nous devons mener une réflexion approfondie sur la pauvreté et la grande pauvreté dans toute leur complexité, avec des points de vue économique, philosophique, politique, culturel, social, environnemental. Eugen Brand vient de parler de l'écologie, une dimension extrêmement importante à mes yeux. Dans un pays comme Haïti, aujourd'hui, on coupe des arbres ; des rivières et des sources tarissent parce que les gens ne peuvent survivre qu'en détruisant la nature autour d'eux. Alors, comment arriver à réfléchir à de telles questions, lorsque pour survivre l'être humain est obligé de détruire !?

Donc une réflexion profonde sur la pauvreté, dans toute sa complexité, peut «être». Je dis : peut «être» ! Si nous avons le courage, la persévérance et l'honnêteté d'une écoute responsable (je parle d'un nous collectif tout comme je parle d'un nous haïtien), peut-être arriverons-nous à inventer, à ce carrefour ou à cette croisée des chemins, de nouveaux paradigmes basés sur des valeurs autres que le marché et l'argent mais qui ne nient en rien une forme d'ascèse individuelle conduisant à la générosité, à la solidarité mais aussi à une meilleure compréhension des notions d'intérêt collectif, d'intérêt général, de bien commun.

Ce colloque nous aura également enseigné la vigilance ! Eugen Brand nous l'a rappelé, il faut faire attention aux idées toutes faites et avoir beaucoup d'humilité par rapport à nos propres constructions théologiques et idéologiques. Nous n'avons pas toujours les bonnes réponses. Parfois en nous envoûtant à des croyances, nous pensons avoir raison, alors qu'il nous faut toujours nous remettre en question. Et c'est peut-être, là aussi, une leçon que les plus pauvres nous apprennent : l'importance de se remettre en question.

Vigilance et nécessité d'une mise en commun des connaissances et des savoirs dans toute la société. Nous vivons dans une société extrêmement cloisonnée. Tout à l'heure quelqu'un a parlé des riches et j'en ai été bien contente. Effectivement nous sommes tellement cloisonnés dans ce pays qu'il y a très peu de passerelles entre nous. On discute seulement entre pairs : riches, pauvres, ouvriers, étudiants, paysans, chacun de son côté. (...) Or une société ne peut pas se construire sur un tel cloisonnement. Il faut que les idées circulent, que les gens se rencontrent, qu'il y ait des lieux pour cela. C'est ainsi que nous pourrons effectivement avoir la circulation des connaissances, des savoirs, et leur mise en commun pour une meilleure compréhension entre nous.

Évidemment, ce qui a beaucoup traversé ce colloque également, c'est la question de l'État, des États. Je crois effectivement que l'État moderne est en crise aujourd'hui. Nous nous sentons difficilement en capacité de reconstruire nos institutions. Peut-être est-ce là aussi l'occasion de sortir des sentiers battus, d'essayer de bâtir sur d'autres paradigmes, avec d'autres outils.

Se rencontrer ! Echanger ! S'écouter ! Pour continuer de comprendre et d'apprendre la complexité tant de la grande pauvreté que de la société en général. De la détermination pour continuer à lutter. J'insiste sur ce mot : lutter contre toutes les misères, contre toutes les injustices. Pour cela, arriver à créer des lieux appropriés, nationalement et internationalement.

Merci !

Colloque régional - Port-au-Prince - 27, 28, 29 février 2008
La démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté
L'actualité de la pensée de Joseph Wresinski

ATELIERS

Panel 1 :
Droits humains et grande pauvreté

Atelier 1. Droits et devoirs de l'être humain en société. Egale dignité .....107 à 114

Atelier 2. Les droits humains sont indivisibles et interdépendants .....115 à 122

Atelier 3. Droits de l'homme, démocratie et grande pauvreté .....123 à 130

Panel 2 :
Violence, non-violence et grande pauvreté

Atelier 1. La violence faite aux pauvres.....131 à 137

Atelier 2. Rompre le cercle infernal de la violence en milieu de grande pauvreté .....138 à 143

Atelier 3. Comment développer une culture de la non-violence
en milieu de grande pauvreté ? .....144 à 149

Panel 3 :
Science et connaissance au regard de la grande pauvreté

Atelier 1. L'universalité de la grande pauvreté.....150 à 155

Atelier 2. Le peuple des sans voix, le peuple du Quart Monde.....156 à 164

Atelier 3. Le savoir des plus pauvres .....165 à 170

PANEL 1 :

Droits humains et grande pauvreté

ATELIER 1 :
Droits et devoirs de l'être humain en société. Egale dignité

Modérateur : *Jacques Petidor*
Rapporteur : *Gotson Pierre*
Secrétaire : *Pierre-Richard Fremont*

Traduit du Créole

Texte et questionnement proposés à la réflexion du groupe

« Les populations en grande pauvreté dans tous les pays expriment leur conviction que vivre en homme, en frère, en citoyen signifie pouvoir assumer des responsabilités. Pour elles, les droits fondamentaux prennent leur vrai sens et ne trouvent leur pleine réalisation que s'ils leur permettent d'être responsables, c'est-à-dire travailleurs reconnus, parents en mesure d'élever leurs enfants, membres utiles d'une communauté, hommes et femmes participant au devenir de leur pays.
Ainsi, ils ne nous apprennent pas seulement l'indivisibilité des droits et responsabilités, mais aussi la co-responsabilité qui signifie l'indivisibilité entre les hommes et les peuples. Pour les plus pauvres de tous les pays, tous les hommes ont part à une même mission de contribuer à une communauté nationale et internationale "où nos enfants puissent vivre", "où tous les hommes se tiendraient la main"... Mission concevable à partir de toutes les croyances qui se rencontrent dans les Nations Unies.
Ne serait-ce pas, en fin de compte, autour des plus pauvres et de la mission qu'ils voudraient assumer avec nous, que se décidera l'avenir des droits de l'homme ? »

Joseph Wresinski, "Les plus pauvres, révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme", in *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, Éditions du Cerf / Éditions Quart Monde, 2007, p.23.

Les droits de l'homme n'existent que par rapport à une prise de conscience de notre responsabilité de femmes et d'hommes vis-à-vis de tout autre être humain. Le droit ne peut être réclamé par-devant l'autre individu ou la collectivité que si l'individu ou la collectivité reconnaît qu'il (ou elle) a des devoirs. L'égale dignité crée le devoir sacré dans la vision humaniste. Comment comprenons-nous cette notion de co-responsabilité avec les plus faibles de nos sociétés ?

Extraits

Gérard Beralus : (...) Lorsque nous avons acquis notre indépendance, deux classes sociales se sont mises ensemble mais ne se sont jamais entendues. Ce fut un mariage d'intérêt qui les a unies le 1er janvier 1804. Les anciennes luttes ont ressurgi parce qu'il n'y avait pas eu une véritable entente. Je me demande si l'esclavage ne persiste pas encore dans la société. Il y a comme un accord entre de petits groupes qui sont toujours au pouvoir. La masse populaire n'a jamais vraiment quelqu'un pour la représenter. On n'arrive pas à créer un État de droit où chacun serait responsable dans la société.

Je me pose une question : serait-ce parce que nous n'avons pas encore réussi à créer un État de droit que les droits de l'homme sont écrasés ? Est-ce la misère ou la grande pauvreté qui fait qu'il y a toujours une petite minorité qui a de l'argent et une majorité qui n'a jamais rien ? Est-ce dû à notre culture historique si la misère n'a pas de limite ? Lorsque nous lisons «Les droits

n'existent que par rapport à une prise de conscience de notre responsabilité citoyenne», cela nous donne du souffle, mais ne correspond pas à la façon dont nous vivons aujourd'hui, nettement différente de ce que nous lisons là. Cela me fait penser à cette autre phrase : «Être un homme, c'est être responsable dans une société... Le droit ne peut être réclamé par-devant l'autre individu ou la collectivité que si l'individu ou la collectivité reconnaît qu'il a des devoirs d'égale dignité avec les autres.» C'est toute la question que je me pose aujourd'hui. Comment allons-nous commencer ? Est-ce qu'il y a un travail d'éducation à faire pour créer une société où les gens qui possèdent, les paysans, la classe moyenne et les intellectuels se battraient ensemble pour faire avancer un État de droit et pour combattre la misère ? Avec notre manière de combattre la misère, nous n'en arrivons jamais à bout, parce qu'aujourd'hui tout ce que nous mangeons, tout ce que nous buvons, vient de l'autre coté de l'eau !

Jean-René Azor : Pour moi, nous devrions cerner le sujet de deux façons. D'abord faire une évaluation : il faut que tout le monde sache ce que sont les droits de l'homme. Une des choses les plus importantes, c'est le droit que les gens ont de vivre, d'avoir la santé, de pouvoir s'instruire, et de subvenir à leurs besoins. Ensuite regarder comment nous allons prendre notre responsabilité face à ces choses-là, avec tous ceux qui sont dans des conditions défavorisées. (...) Je ne sais pas s'il y a des juristes parmi nous. Ils devraient nous parler davantage des droits humains, parce que, s'ils ne sont pas définis, ils ne sont inscrits nulle part et ce n'est donc pas facile de parler correctement du sujet.

Gotson Pierre : Pour rester au plus près de ce qui concerne notre responsabilité envers l'autre, il faut bien voir comment nous comprenons cette question. Il ne s'agit pas de faire un cours de droit, mais de partir de notre réalité quotidienne : quel est le sens pour chacun de nous de la question des droits et des devoirs, dans notre quartier, dans la section communale où nous vivons ?

Huguette Saint Fleur : Sur cette question, il y a plusieurs aspects dont l'un est culturel. Dans le débat que nous avons eu ce matin, nous avons vu que, depuis l'époque de l'esclavage, il y a des inégalités. Bien que nous ayons fait la révolution, les classes sociales ne se sont jamais vraiment entendues. Nous ne considérons pas celui qui est plus bas que nous comme ayant des droits. C'est ce qui fait qu'il y a des enfants en domesticité, des enfants dans les rues et tous ces quartiers populaires. Si nous ne changeons pas de mentalité, nous pouvons faire des débats et des débats, mais nous n'arriverons pas vraiment à une entente qui nous ferait voir comment développer le pays.

Tant qu'il y a des gens qui n'ont pas pris conscience que d'autres ont des droits et des devoirs, rien ne marchera bien. Nous devrions changer notre mentalité pour que nous acceptions celui qui est différent de nous, même s'il est pauvre.

Il nous faut reconnaître que le pauvre a aussi le droit de vivre. Ainsi une personne qui travaille chez toi a le droit de rentrer chez elle à telle heure pour s'occuper de ses enfants, elle peut demander une permission pour aller à une réunion concernant un de ses enfants, elle a le droit de rester un jour chez elle pour faire sa lessive... Ce sont autant de petites choses qu'il faut respecter. Notre mentalité doit changer pour qu'il n'y ait plus autant de pauvres qui souffrent. Il y a encore trop de personnes qui exploitent les autres !

Mogène Alionat : (...) Les organisations de défense des droits humains se basent surtout sur les droits politiques. Elles parlent de la façon dont les prisonniers vivent en prison, par exemple. Mais il y a des droits qu'elles négligent, le droit pour tout le monde de s'instruire, de pouvoir se faire soigner, de manger. Ces droits sont un peu négligés, parce que les autres droits font plus de bruit à la télévision et à la radio que ces droits-là. Et pourtant ces droits ont la même importance que les droits politiques. Quelqu'un en prison illégalement, c'est la même chose que les gens croupissant dans la misère, ne pouvant pas envoyer leurs enfants à l'école, ni aller à l'hôpital quand ils sont malades... Ces droits-là seraient peut-être même plus importants que les droits politiques. Parce que certains ne sont pas reconnus comme des égaux, la société les met dans une catégorie, et pour n'importe quel problème surgissant avec une personne de cette catégorie, c'est le droit des autres qui l'emporte sur son droit.

Louis Jocelyn : Même si un juriste nous en parle, il se peut que nous-mêmes nous ne sachions pas ce que sont les droits de l'homme. Il faut que nous entrions au cœur du sujet : "Que sont ces droits ? Que sont ces devoirs ?" Ainsi les autres pourront comprendre dans le vrai créole ce que veulent dire droit et devoir, pour ne pas prendre l'un pour l'autre.

Fito Lespérance : Dans un pays comme le nôtre, où beaucoup de gens ne savent ni lire ni écrire, il est important que l'État ou bien les organisations de droits humains fassent connaître les codes de loi et la Constitution pour que les gens apprennent leurs droits. Dans beaucoup de lieux, comme les zones rurales, ils ne les connaissent pas. Ils trouvent normal qu'une personne reste en prison ou que leurs enfants n'aillent pas à l'école. Ils ne prennent pas vraiment conscience de leur état (...).

D'une façon générale, on définit les droits de l'homme comme les droits pour vivre bien. Sans ces droits, tu ne peux pas vivre bien. Ces droits sont partagés en deux catégories : 1) droits civils et politiques, 2) droits sociaux, économiques, et culturels. Ce n'est pas grave si une organisation choisit de travailler sur un seul article de la Déclaration universelle des Droits de l'homme ou seulement sur les droits civils et politiques. Les droits sont nombreux, et il n'est pas facile de toucher à toutes les questions (...).

Pour ce qui est de la responsabilité de tous, il y a un problème depuis la création de ce pays. Une minorité de gens, depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, ont toutes les richesses du pays dans leurs mains, qu'ils mettent à leur service à travers ce qu'on appelle la politique et la sécurité nationales. C'est ce qui fait que nous n'aurons jamais un État responsable qui applique la loi (...).

L'un de nos plus gros problèmes, c'est ce qui est appelé l'impunité. Celui qui a de l'argent peut tout faire, décider si quelqu'un a le droit de vivre ou de mourir. Les gens qui vont en prison sont pour la plupart des gens dans la misère, qui n'ont personne pour les défendre. Pour que nous parvenions à nous sentir responsables les uns des autres, il aurait fallu dans un premier temps que nous soyons d'accord pour créer une nation. Mais pour l'instant chacun se bat pour son propre intérêt. La première chose à faire, c'est acquérir de la compréhension entre nous si nous voulons mettre sur pied une nation où les gens auront quelques intérêts à défendre ensemble. Si nous n'arrivons pas à mettre sur pied une nation, à rejeter l'idée que "l'homme est un loup pour l'homme", nous n'arriverons jamais à faire respecter les droits sociaux, économiques, culturels, surtout les droits sociaux, quand nous parlons de pauvreté et de misère...

Jacques Petidor : (...) Lorsque des femmes et des hommes vivant dans une société prennent conscience de leurs responsabilités à l'égard des autres, cela affecte les relations humaines, les droits et les devoirs. Je vous donne un petit exemple. Dans un quartier populaire où les maisons sont accolées les unes aux autres comme dans les bidonvilles, quelqu'un décide pour se divertir d'ouvrir sa radio bien fort. Il est chez lui, il peut écouter de la musique. Mais, dans la maison voisine, il y a un malade qui ne supporte pas le bruit. Celui qui a allumé sa radio est dans son droit, mais l'autre aussi a le droit de vivre. Nous arrivons donc à dire : « Ton droit s'arrête là où commence celui de l'autre ». Cette problématique nous concerne tous, à tous les niveaux.

Jean-René Azor : (...) Beaucoup de personnes ne voient pas leurs devoirs envers les autres ni les droits des autres. L'Evangile en parle : ne pas faire aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse. Si tu as des enfants, tu n'aimerais pas qu'on les mette en domesticité. Si tu es malade, tu n'aimerais pas que ton voisin ouvre sa radio bien fort. Alors ne le fais pas ! Tu n'aimerais pas passer une journée sans manger, eh bien ton voisin non plus, il faut donc qu'il puisse manger ! C'est d'ailleurs souvent là une source de conflits, parce que manger est un des premiers besoins. S'il n'est pas satisfait, on peut exercer des violences sur ta personne ou même te tuer. Il faut mesurer autrui avec la même mesure que tu te mesures toi-même... Nous devons nous organiser pour nous doter d'un État qui prenne de bonnes décisions. Par exemple, les ordures ne sont pas une bonne chose. Quand elles sont jetées dans les caniveaux et lorsqu'il pleut, vous vous dites : « Ce n'est pas chez moi que ces ordures vont atterrir ! » Mais, à onze heures du soir, il n'est pas facile pour l'État d'intervenir. C'est donc moi-même comme voisin qui doit veiller à ce que les droits de chacun soient respectés : personne n'aime que d'autres viennent jeter des ordures devant chez lui (...).

Vis-à-vis de l'État, nous avons démissionné. Nous votons, nous envoyons un ensemble de députés au Parlement, mais nous n'allons pas voir ce qu'ils font ou ne font pas. Quel plan ces députés ont-ils voté contre la misère ? A-t-on entendu dire que le Ministère des affaires sociales aurait ouvert un centre pour les enfants des rues ? Lui avons-nous posé des questions sur ce point ? Avons-nous écrit à des députés à ce sujet ? Cela veut dire que nous-mêmes nous ne faisons rien. Si nous faisions pression sur eux, je pense qu'ils feraient quelque chose... Il faut que nous prenions un ensemble de décisions sans que nous ayons besoin d'aller manifester. Nous devons pouvoir passer par nos députés et nos sénateurs pour poser publiquement un ensemble de questions afin de vraiment sauvegarder la dignité et les droits des personnes (...).

Jean Austin : On se demande si en Haïti les droits existent... Je considère qu'Haïti n'est pas un pays facile sur ce plan. Par exemple, quelqu'un peut agir comme bon lui semble, il ne sera pas sanctionné... On ne respecte pas ce que dit la Constitution. Quelqu'un a dit que la Constitution de l'État garantit le droit des enfants d'avoir accès à l'éducation. Tous les enfants ont le droit d'aller à l'école ! Comme c'est mon domaine, je veux en dire quelque chose. En réalité, beaucoup d'enfants vivent dans la déviance, dans la rue, sous les yeux de tous. Est-ce que vraiment nous, Haïtiens, nous ne connaissons pas les droits de ces enfants ? Est-ce vrai ? La conscience que vous dites que nous devrions avoir, est-ce qu'il faut 1000 ans à quelqu'un pour l'acquérir ?

(...) Nous-mêmes en Haïti, nous considérons que les choses sont seulement écrites. On les laisse sur le papier sans chercher à les appliquer vraiment. Et nous voulons encore parler de conscience ?

(...) Vous parlez des ordures dans les quartiers, mais il faut dire aussi qu'il y a des gens qui ne sont pas tellement formés. Nous-mêmes qui sommes dans un comité, qui prétendons représenter l'élite, qui avons une formation et une éducation, quand nous voyons un voisin qui agit d'une certaine façon, nous pouvons l'aider. C'est une façon de faire évoluer le quartier. Si tu vois que l'autre ne sait pas certaines choses, toi-même qui as une formation, tu peux le former... C'est ton devoir de le faire avancer. C'est pour cela que personnellement j'agis dans un comité : pour mieux faire !

(...) Prendre conscience n'est pas une chose qui prend du temps. Si nous, tous les Haïtiens, nous le voulons maintenant, nous le pouvons. Prendre conscience, sans cesse nous en parlons. Mais on dirait que nous allons prendre 1000 ans avant d'y parvenir ! Ce n'est pourtant pas une chose difficile !

Jacqueline Laine : Il nous faut prendre conscience, c'est vrai. Mais à qui faisons-nous prendre conscience lorsque nous parlons de la misère et de toute une population de malheureux ? Ceux qui sont concernés, qui sont supposés nous aider à améliorer les choses, ils sont d'un côté et, vous, vous êtes d'un autre côté. Par ailleurs, vous dites que les droits c'est devant la collectivité qu'il faut les réclamer. Mais il faudrait que les droits soient reconnus ! Je réclamerais mes droits au Ministère des Affaires sociales si je savais que celui-ci reconnaissait avoir un devoir vis-à-vis du peuple. Je revendique mon droit devant un médecin, qui m'a mal administré une piqûre ou mal fait quelque chose, seulement s'il reconnaît son devoir de bien me servir. (...)

Moi, je suis dans le domaine de la santé. Où a-t-on dit que tout le monde a le même droit à la santé ? Où a-t-on dit qu'une catégorie de personnes peut aller à l'hôpital de Canapé vert et une autre à l'hôpital général ? (...) On voit que les gens vivent dans la misère, mais on ne prend pas conscience de ce qu'est la pauvreté ! Comme le professeur Henrys l'a dit tout à l'heure, les personnes qui vivent dans la grande pauvreté ont une forte résistance. On se demande toujours comment elles arrivent à vivre avec 10 à 25 gourdes par jour, alors que vous-même vous disposez de 100 dollars haïtiens (500 gdes.) On dit que c'est une révolution qui changera cela, mais comment la faire ? Monsieur a dit qu'il ne s'agit pas de faire des manifestations pour réclamer ses droits... C'est juste pour dire qu'il peut y avoir des divisions entre nous.

Jean-Claude Rigueur : J'ai suivi avec attention tout ce qui vient de se dire. Avant que l'on ne parle de droits de l'homme, il était question de droits naturels. Il y a eu des discussions philosophiques à ce sujet (Cf. David Hume, Auguste Comte...) ... En français, on parle de « droits inaliénables de la personne humaine ». Il n'y a pas de définition précise pour droits de l'homme. Jimmy

Carter a parlé de «droits communautaires.» Lorsqu'il y a un problème d'instabilité politique dans un pays, on en appelle aux droits de l'homme. C'est la question de l'inaliénabilité qui fait la dignité humaine. C'est la dignité qu'il faut chercher. Un homme qui jouit de sa dignité, c'est comme une fille qui a sa virginité. Dès qu'elle l'a perdue, c'est définitif. Si vous ne réclamez pas votre droit, vous le perdez totalement. Prenons un exemple. On a divisé les droits de l'homme en droits civils et politiques, puis en droits sociaux, économiques et culturels. Ceux-ci sont repris dans une convention du système des Nations Unies. Une convention, c'est un ensemble de textes qui ne sont pas contraignants, qui n'ont pas la force du code pénal qui dit que, si je vole un cabri, on doit me mettre en prison. C'est la problématique qui a de l'influence sur le droit pour le développement de la démocratie. Les droits importants que nous devons chercher à identifier sont les droits fondamentaux. Il nous faut les connaître, ce sont les droits de vivre... Quand on n'a pas une gourde, quand on est pauvre dans la société, quand on est noyé dans la misère, ce sont ces droits-là que nous devons chercher à identifier pour pouvoir mettre en face les devoirs.

Fito Lespérance : (...) Pour la question des droits civils, c'est simple. Madame, vous pouvez dire : «Je suis née, j'ai droit à un nom, je peux me marier, je peux vivre en concubinage...». Pour le système politique, à tel âge vous pouvez dire : «Je suis candidat pour la présidence, je peux occuper tel poste, je peux voter». Pour le social, il y a le droit à la santé, à l'éducation. Pour l'économie, c'est le droit de travailler, de faire des transactions, etc. Le droit culturel, c'est ce qui a trait aux coutumes, aux mœurs.

Par rapport à la question des droits et devoirs, nous voyons que c'est l'État qui doit protéger les citoyens, réaliser leurs droits de façon progressive, faire la promotion de l'égalité entre les personnes et de tout ce qui a à voir avec le droit. Dans le système international, on part de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Cette déclaration a accouché de deux accords internationaux sur les droits civils et politiques d'une part et d'autre part sur les droits sociaux, économiques et culturels. L'accord sur les droits civils et politiques, c'est une affaire libérale. Ce sont les pays capitalistes qui l'ont promu. Ceux-ci donnent la priorité aux droits civils et politiques parce que l'État n'a pas grand-chose à faire pour les appliquer ; il doit seulement empêcher que les personnes n'en soient victimes. Tandis que les droits économiques et sociaux, ce sont les pays socialistes qui les mettent en première place... Les droits des citoyens, ce n'est pas nous qui sommes capables de les faire respecter, c'est l'État qui doit les faire respecter et les réaliser.

(...) C'est l'État, dans le cadre de sa politique publique, qui doit travailler pour que tout le monde aille à l'école, pour que, s'il y a un problème entre citoyens, il y ait un système judiciaire qui fonctionne bien et auquel on puisse se référer pour obtenir ses droits. Dans notre pays, cela n'existe pas. L'État est plus porté sur les devoirs des citoyens, il a plus tendance à pénaliser les citoyens...

Je vais vous dire ce qui m'est arrivé avec EDH (Electricité d'Haïti.) J'ai pris un compteur. L'État a 400 gourdes à me remettre. Ils sont venus chez moi, et le courant a été coupé. Je ne dois rien et ils me coupent le courant. L'État a violé mon droit. Il aurait fallu qu'il y ait un organisme pour intenter une action en justice contre l'État. Il n'existe pas, ou s'il existe il ne fonctionne pas, il n'est pas efficient. Il y a défaillance. C'est nous-mêmes comme citoyens qui devons faire en sorte que les gens qui nous représentent soient des personnes responsables face à ceux qui les ont élus. La responsabilité des uns pour les autres, nous l'aurons lorsque nous aurons un État dynamique, un État de droit. À ce moment-là, les droits de l'homme pourront être respectés.

Gérard Beralus : (...) Aujourd'hui nous vivons au 21ème siècle avec une configuration mondiale où il y a deux ou trois superpuissances, des pays émergents et des pays moins avancés (PMA.) Ces pays-là sont très touchés par la misère. Haïti est le seul PMA dans l'hémisphère. Comme il y a de la misère, il n'y a pas assez d'espaces économiques. La violence est une chose que nous subissons chaque jour. En même temps, dans la société il y a des gens qui ne respectent pas les autres parce que nous avons un État faible. La société civile ne joue pas assez son rôle. Dans tous les pays du monde, même dans les plus grands, c'est la société civile qui est devenue dynamique, qui pousse l'État à réaliser quelque chose en ce qui concerne l'État de droit, les droits des citoyens... Un autre problème, c'est le système politique qui détruit les Haïtiens, qui les dresse les uns contre les autres. Ils ne se donnent pas la main. Chacun, dans un coin, maintient sa position... Nous som-

mes divisés. L'ordre social que nous vivons aujourd'hui est terrible : ceux qui ont des moyens avancent et ce n'est pas facile pour eux d'entrer en dialogue avec ceux qui sont en bas. Ces derniers font tout ce qui est possible pour monter. Or ceux qui sont en bas sont plus nombreux que ceux qui sont en haut. Il faut que l'État ait une politique avec un dialogue social qui mobilise toute la société. Il faut que la société civile joue son rôle de manière à ce que, même si je suis en bas, j'ai de la bonne eau à boire, du courant électrique près de ma maison, et la possibilité de faire du commerce pour vivre. Les droits de l'homme aujourd'hui ? On en entend beaucoup parler en Haïti, à la radio, à la télévision, mais lorsque vous cherchez leur application pratique dans la société, vous ne les voyez pas.

Alors, vous pensez que c'est la nation haïtienne qui engendre la violence... Nous ne sommes pas capables de faire de l'ordre dans notre tête pour parvenir à la stabilité. Nous avons toujours besoin de l'étranger, de l'aide internationale. Le jour où les Haïtiens gagneront en stabilité et seront organisés, nous serons capables de récolter : plus d'enfants iront à l'école et nous aurons un État de droit. Mais nous n'y parviendrons jamais si chaque Haïtien ne prend pas conscience qu'il fait partie d'une race, d'une culture, d'un pays, d'une nation et qu'il faut qu'il dialogue avec celui qui est en face de lui, même si c'est un Noir ou un Mulâtre. Il faut pouvoir lui dire : « Mon cher, comment faisons-nous pour créer une autre société, un autre État de droit ? Aujourd'hui, notre rôle est de produire un modèle pour le réaliser. » Nous devons aller dans les écoles pour parler aux enfants des droits et des devoirs. Nous devons dialoguer avec les organisations de la société civile qui sont disséminées dans tous les bidonvilles pour leur dire que nous n'irons nulle part si nous ne nous parlons pas, si nous n'entrons pas en concertation de façon constructive et durable... par exemple pour que nous enlevions les ordures... La misère, la pauvreté, ça veut nous détruire. Il nous faut une concertation pour relever le défi.

Catilus Margarethe : Nous sommes tous des oppresseurs, nous remplissons nos poches pendant que nous écrasons les plus petits. Moi aussi, cela peut m'arriver. Je peux avoir une enfant en domesticité ou bien une personne qui travaille chez moi, je la pressure parce qu'elle ne connaît pas ses droits... Nous savons que la Constitution dit que Haïti est un pays qui a comme base la communauté. Où est cette communauté ? Avant que Jean-Claude Duvalier ne s'en aille, tout le monde était digne, même si on était pauvre. Pourquoi maintenant tout le monde a besoin d'être riche ? C'est devenu un drame de ne pas avoir fait la classe de philo (classe terminale) parce qu'on veut pouvoir travailler dans un bureau ! ... On ne croit pas que l'Université a besoin de former de bons techniciens, des gens dignes qui peuvent aider les autres. Il nous faut nous concerter, en finir avec la misère et la pauvreté. Elles nous concernent tous. S'il y a des moustiques chez mon frère, ils viendront chez moi aussi. S'il y a des cafards chez lui, ils viendront chez moi aussi. Si je cherche une solution pour moi seulement, le problème qui est chez lui viendra à moi.

Jacques Petidor : (...) Les droits existent chez nous, mais il n'y a personne pour les faire appliquer. Cela devient un problème de les faire respecter et de remplir nos devoirs.

Jean Robert Tacyl : (...) La Constitution ne consacre pas moins de 15 articles aux droits et devoirs fondamentaux, jusqu'à l'article 29. Nous reconnaissons que ces droits ne sont pas respectés. La seconde partie de la question posée aborde les responsabilités. Quelle personne ou quelle institution doit s'engager pour faire respecter les droits et les devoirs ? Quelle instance ne fait pas son travail ? Quelle instance est censée le faire ? Madame vient de dire qu'il y a des gens qui ne sont pas arrivés en philo alors qu'ils voudraient travailler dans un bureau. Même si quelqu'un n'a pas pu arriver en philo, s'il sait lire et écrire, il y a une partie de son droit qui a été respectée. Maintenant, c'est à lui de se débrouiller pour aller apprendre son métier. Ce n'est pas l'État qui doit lui dire ce qu'il doit aller apprendre, mais il peut attendre de l'État qu'il construise des universités et des écoles professionnelles.

Huguette Saint Fleur : Nous qui sommes responsables de groupes, qui disons que nous travaillons avec des gens démunis et très pauvres, nous avons un travail d'éducation à faire avec eux pour qu'ils prennent leurs responsabilités. Il ne s'agit pas tellement de leur donner de l'argent,

mais des moyens pour qu'ils puissent se débrouiller, sortir du niveau zéro, monter, prendre conscience qu'ils ne sont pas obligés de rester sur le tas d'ordures. Chaque jour, en allant travailler, je passe dans la rue des Césars : c'est un scandale ! «J'ai besoin de donner à manger à mes enfants, il faut que je m'asseye là pour vendre», «Je ramasse des maladies», «Je meurs et je laisse les enfants encore dans la misère.»

Si je paie des taxes, l'État doit prendre ses responsabilités pour me donner de bons services. Mais nous voyons que notre société est résignée. Plus les gens sont pauvres, et plus ils sont résignés. Notre responsabilité ? Nous nous sommes déplacés pour venir réfléchir au sujet des gens qui sont pauvres. Qu'allons-nous leur transmettre et comment ? Est-ce que nous allons faire une manifestation ? Non, mais à ceux que nous avons sous notre responsabilité, dans les réunions, dans les rencontres, nous allons leur transmettre quelque chose : leur faire prendre conscience qu'ils ne doivent pas s'asseoir sur les monticules d'ordures pour ne pas attraper des maladies. Il y a toutes sortes de malpropretés dans la rue. La ville est une grosse poubelle, parce que les gens n'hésitent pas à tout jeter par terre. (...)

Jean Phanel Nicolas : La Constitution dit que tu peux voter à partir de 18 ans. Je pars de mon expérience avec les enfants des rues. Pour voter, il faut avoir la carte électorale. Pour avoir cette carte, il faut avoir un acte de naissance... Nous avons fait des démarches pour un groupe de jeunes avec qui nous travaillons. Au ministère des Affaires sociales, lorsque nous avons apporté les noms de 300 jeunes, on nous a dit qu'on ne fait plus d'actes de naissance pour les jeunes de plus de 18 ans. Pour eux, il faut un jugement. Pour que ce jugement soit rendu, il faut payer au moins 500 gourdes pour chaque jeune. Vous voyez dans quelle situation nous sommes alors que nous parlons de droits, de devoirs et de responsabilités, qui marchent ensemble !

On nous a dit d'aller voir le magistrat. D'après la Constitution, c'est lui qui doit donner aux gens un nom. Mais est-ce que c'est la préoccupation du magistrat ? Va-t-il s'asseoir pour prendre le temps de donner un nom à chacun de ces jeunes et lui attribuer une date de naissance ? Sur cette question de responsabilité, dans le domaine dans lequel nous travaillons, il y a beaucoup d'éducation à faire pour dire aux gens comment la société fonctionne réellement. Si nous ne nous secouons pas, nous aurons encore de beaux colloques mais nous tournons en rond et nous restons à la même place.

Marie-Ange Hermantin : (...) Si aujourd'hui, où nous avons la chance d'entendre toutes ces conférences sur le thème de la pauvreté, nous ne sortons pas avec une autre façon de regarder les personnes les plus pauvres, nous contribuons à les écraser, à les faire souffrir davantage. Il n'y a pas de pire souffrance quand vous pensez qu'une personne debout devant vous est sotte, ne réfléchit pas, ne sait pas ce qu'elle veut. Chaque personne pauvre sait qu'elle ne devrait pas être dans l'état où elle est. Peut-être n'a-t-elle pas compris quel moyen utiliser pour vous faire comprendre qu'elle n'accepte pas son état. Elle n'a pas d'argent, pas de travail, mais elle sait qu'elle est supposée travailler. Elle ne mange pas, mais elle sait qu'elle aurait dû avoir à manger. Elle a conscience que son état n'est pas bon pour elle parce qu'il y a quelque chose qui lui fait penser qu'il faut qu'elle vive bien, qu'elle ait de l'honneur... Si nous regardons cette personne comme une hébétée qui ne sait pas ce qu'elle veut, nous contribuons à la mettre dans une misère qui est pire que la faim.

Nous parlons beaucoup de l'État, mais nous n'avons pas dit si nous-mêmes nous allions changer notre façon de voir les plus pauvres parce que nous aussi, d'une façon ou d'une autre, nous écrasons quelqu'un. Comment allons-nous accueillir la prochaine personne pauvre que nous rencontrerons ? Il faut que nous changions notre façon de voir les pauvres... Si nous attendons que l'État mette des structures en place, nous n'allons jamais commencer ce combat contre la misère. Le combat contre la misère c'est un engagement de chaque personne, dans un premier temps. Tous, nous rencontrons des personnes pauvres. Nous savons comment nous les touchons, ce que nous faisons pour les aider à se relever. Aujourd'hui, en venant au colloque, j'ai entendu à la radio quelqu'un appeler à cause de sa situation qui n'est pas bonne, et une personne lui répondre qu'elle va l'aider par la prière. Est-ce que, dans les circonstances actuelles, on peut dire à quelqu'un qu'on va l'aider par la prière ? Est-ce vraiment une aide, même si la prière est également une bonne chose ? (...) Un jour un jeune pauvre m'a dit : « Madame, aidez-moi à entrer dans la Nationale ! »

J'ai cherché à comprendre ce qu'il me demandait parce que je ne savais pas ce qu'était la Nationale. Il m'a dit : « Madame, je ne fais pas partie de la nation. Je cherche du travail parce qu'il faut que je travaille pour entrer dans la Nationale »... Les pauvres savent des choses, il ne faut pas les considérer comme des égarés. Ils réfléchissent beaucoup. Il nous faut changer la façon dont nous allons les aborder. Quelqu'un a dit que changer la conscience, c'est facile. Non, ce n'est pas facile. Si nous avons pris l'habitude de voler, nous prendrons beaucoup de temps pour nous en rendre compte. Par exemple, voler l'État, n'est-ce pas voler ? Dans un bureau de l'État, il y a du papier hygiénique ou d'autres papiers, vous le prenez pour chez vous parce que c'est normal de voler l'État ! Mais parvenir à accepter que ce soit du vol, cela prend beaucoup de temps. Quelqu'un de riche qui n'a jamais vu une personne pauvre, le jour où il en rencontre une il est surpris mais ne changera pas comme cela... Il peut lui parler, voir où elle habite, mais il se peut qu'il ne change pas. Les riches sont tellement habitués à dire que les personnes pauvres sont sottes que cela leur demande du temps pour changer d'opinion ! (…)

Un participant : Le sujet est « Droits de l'homme et grande pauvreté ». Selon moi, le problème d'Haïti est en lien avec l'éducation et avec la gouvernance. Il faudrait une structure qui intègre tout le monde (classe bourgeoise, classe moyenne, classe qui est en bas), car nous manquons d'intégration, même dans les quartiers populaires, parfois à l'école (même si c'est l'école professionnelle ou l'université), et aussi dans l'Église. L'exclusion débouche sur un problème psychosocial aussi. Parfois des personnes qui sont en haut de l'échelle sociale veulent entrer en communication avec quelqu'un qui est plus bas, mais ce dernier a tellement vécu dans la frustration qu'il peut réagir en disant : « Je ne m'intègre pas avec ces gens-là. Je ne veux pas leur parler. » Pourtant, quel que soit le niveau où vous êtes, pour que le problème se résolve, il faut que vous sachiez que vous vivez comme une personne. Vous êtes condamné à vivre dans l'intégration. Vous ne pouvez pas vivre de côté, seul. Qu'il s'agisse de la classe qui est au plus bas, de la classe moyenne ou de la classe bourgeoise, il faut que chacune fasse des efforts ! (...)

ATELIER 2 :
Les droits humains sont indivisibles et interdépendants

Modérateur : *Mario Serrano*
Rapporteur : *Otto Rivera*
Secrétaire : *Saint Jean Lherissaint*

Traduit de l'Espagnol

Texte et questionnement proposés à la réflexion du groupe

« De fait, les personnes et les familles en grande pauvreté nous révèlent une double interdépendance. Elles démontrent tout d'abord l'interdépendance qui existe entre droits et responsabilités. Puisque, faute de droits économiques, sociaux et culturels, elles ne peuvent pas assumer les responsabilités professionnelles, familiales et sociales qui leur incombent. Or, faute de pouvoir exercer leurs responsabilités, elles sont considérées comme des citoyens de seconde zone, que l'on peut priver des droits économiques, sociaux et culturels de tous les autres citoyens.
Et on le peut, en effet, puisqu'elles ne disposent d'aucun des atouts économiques, sociaux ou culturels qui leur permettraient de faire usage de leurs libertés et de leur droit de contestation. Ainsi ces personnes et familles nous révèlent l'interdépendance qui existe entre les libertés civiles et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels. En somme, les familles en grande pauvreté dans les pays industrialisés font apparaître que, sans sécurité socio-économique, la liberté est compromise, alors que sans exercice des libertés, la sécurité socio-économique n'est pas assurée. »

Joseph Wresinski, "La grande pauvreté, défi posé aux droits de l'homme", *in Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, (Éditions du Cerf / Éditions Quart Monde, 2007, p. 206).

Selon l'analyse de Joseph Wresinski, ce sont les plus pauvres qui nous révèlent l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme. Si nous partons de ce constat, quelle en est l'incidence sur notre démarche de lutte contre la misère ?

Extraits

Mario Serrano : Dans la réflexion actuelle pour la défense des droits humains, on évoque cette interdépendance ou indivisibilité ou interrelation entre tous les droits. Dans la réalité de la pauvreté il y a de fait l'impossibilité d'accès au travail comme à l'éducation, ce qui rend réellement impossible le plein exercice des autres libertés ou droits de première génération, les droits politiques et civils. Nous le remarquons dans la vie quotidienne des gens que nous accompagnons : l'exercice des droits politiques et civiques est totalement tronqué ou inexistant là où prédominent l'exclusion et la pauvreté. Dans leur recherche de travail au jour le jour et face au système politique, les gens ne trouvent pas de sens à l'ordre social puisque leur vie est en réalité entravée par l'absence des services publics fondamentaux, dans la santé et l'éducation par exemple. Alors à quoi sert ce que nous appelons la démocratie, où l'État est supposé nous unifier dans une société inter reliée ? Ce que constate le père Joseph, nous devrions le constater également à partir de nos expériences des réalités quotidiennes vécues par les gens qui sont dans l'extrême pauvreté...

Jorge Cela : Ce qui me paraît important est la relation entre droit et devoir. On refuse ses droits au pauvre et cela justifie qu'on ne le rende pas responsable de ses devoirs. De fait nous ne le voyons pas comme une personne, avec les mêmes droits que les autres. Si bien qu'au moment d'agir, on lui consent des droits minimaux, des services de basse qualité pour l'éducation, la santé, le logement... On a à son égard des exigences minimales. Par exemple on ne le rend pas responsable de son environnement, de l'exercice de sa capacité politique, ce qui détériore encore plus ses droits. Pour pouvoir assumer ceux-ci, il devrait être rendu responsable de ses devoirs.

Cette vision sur les devoirs et les droits se démarque d'une vision paternaliste. Quand nous considérons un pauvre comme un inférieur, nous l'aidons. Si nous le regardons comme un égal, nous devons ouvrir des chemins à ses droits et le rendre responsable de ses devoirs. Cette vision change notre relation au pauvre.

Marco Ugarte : Jorge dit qu'il il faut voir les droits et les responsabilités et que les droits doivent être de qualité. Moi, je pense que la responsabilité incombe aux différentes instances de la société. La société doit comprendre la nécessité de voir le problème dans son intégralité, dans sa totalité. La société pense souvent qu'en résolvant un problème on les résout tous : par exemple résoudre le problème économique suffirait à résoudre tous les maux de l'extrême pauvreté. La réalité démontre qu'il n'en est rien... L'expérience de ceux qui sont sur le terrain, comme celle de Joseph Wresinski, démontre que si nous cherchons à résoudre seulement un problème, nous négligeons les autres. Si une personne accède à un travail, mais ne peut pas accéder à un logement, à l'éducation, à la santé, son problème subsistera. C'est pourquoi la solution devra être trouvée dans une approche intégrale. C'est là toute l'ampleur de la tâche. Il y a beaucoup de paramètres à prendre en compte quand nous parlons de l'indivisibilité et de l'interdépendance des droits humains.

Mario Serrano : (...) La dynamique d'exclusion des droits sociaux et économiques concerne les élites politiques dans leurs rapports avec les gens marginalisés... Non reconnus comme des citoyens ayant un droit et une voix, ceux-ci sont traités comme des clients auxquels on fait des cadeaux pour acheter leur vote. C'est cette logique qui fonctionne dans ce type d'exclusion des droits sociaux. En même temps que ces citoyens de seconde classe ou ces non-citoyens, nous sommes nous-mêmes pris comme des clients pour pouvoir satisfaire des prétentions de pouvoir. En République dominicaine, beaucoup de nos politiciens, d'une manière pour eux logique, ont utilisé l'exclusion pour construire leur clientélisme politique de base. Alors pour prendre dans leur intégralité les droits économiques et sociaux, il faut une citoyenneté elle aussi intégrale, capable de changer les relations politiques. Comme le dit Marco Ugarte, c'est une revendication à situer dans un ensemble.

Otto Rivera : La question que nous nous devons maintenant d'aborder est de savoir si les nouvelles démocraties peuvent se construire sur le seul exercice du suffrage, si les systèmes politiques, où chaque citoyen dispose d'une voix, traitent vraiment tout le monde à égalité. Tous en effet ne jouent pas le même rôle, n'ont pas les mêmes compétences, ni les mêmes droits (certains ne les connaissent même pas !). Comment alors pouvoir entreprendre cette transformation des relations sociales et politiques, si ne s'ouvrent pas de nouveaux espaces, non seulement pour écouter, mais aussi pour prendre en compte les préoccupations quotidiennes des gens et les porter jusqu'aux décideurs des politiques publiques ? C'est une question qui vaut pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Combien d'États construisent leurs nouveaux modèles sociétaux à partir de la réalité concrète vécue par leurs citoyens ? Comme Mario Serrano l'a indiqué et souligné : de quelle citoyenneté parlons-nous ?

Comment peut-on construire des sociétés avec un gouvernement démocratique sur la base de l'injustice sociale, sans même avoir le droit d'être reconnu comme différent ? C'est là, je crois, un point fondamental qu'il faut poser dans ce débat : de quels citoyens parlons-nous de nos jours ? (...) Comment peut-on, en Amérique latine et aux Caraïbes, faire passer des États pré-modernes à une dynamique globalisante de sociétés post-modernes, si les institutions publiques ne se sont jamais modernisées ni n'ont été en contact avec le quotidien des gens ? Et ceux-ci, nous ne devons pas oublier que ce sont des hommes et des femmes concrets qui vivent, souffrent, ressentent, mais qui résistent aussi pour continuer de vivre dans les mêmes conditions d'invisibilité.

Marco Ugarte : À partir de cette réflexion de Otto Rivera, nous devons aller beaucoup plus loin. Comment faisons-nous pour nous construire à partir des pauvres dans une société démocratique ? Par exemple, il y a des citoyens qui n'ont pas de documents d'identité, en particulier ceux qui à la naissance n'ont pas pu être enregistrés. Non-inscrits, ils ne peuvent pas voter. Que pouvons-nous faire pour qu'ils puissent prendre part aux élections et exercer leurs droits de citoyens

? Je crois que nous devons beaucoup réfléchir pour trouver des réponses... Ils sont des milliers dans cette situation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par exemple, concrètement au Pérou, il y a des milliers de personnes qui ne s'inscrivent pas sur les listes électorales à cause de leur éloignement, de leur manque de ressources ou pour d'autres raisons.

Mario Serrano : Ce que rapporte Marco Ugarte existe aussi dans notre île, tant du côté haïtien que du côté dominicain. En République dominicaine, l'absence d'inscription sur les registres d'état civil atteindrait 30% en moyenne nationale, et 40 à 50 % dans les lieux où il y a une plus grande pauvreté. Ici en Haïti cette moyenne nationale dépasse les 50%.

Je voudrais aussi que l'on parle des droits humains des immigrants venus de nombreux pays et qui sont sur notre territoire... Jorge Cela soulignait que, dans ce monde globalisé, on ferme les frontières et on exclut beaucoup.

Otto Rivera : Nous ne pouvons pas réduire la citoyenneté au document d'identité... Les personnes nées sur un territoire, y résidant, participant à sa vie sociale, devraient être déjà reconnues comme citoyennes de plein droit. Or il y a une dichotomie entre ceux qui ne sont pas des citoyens et ceux qui le sont, qui ont des documents d'identité, qui sont représentés dans les institutions politiques. (...)

Depuis des décennies les partis politiques ont cessé d'incarner les droits de la citoyenneté, d'être les intermédiaires entre le peuple et l'État. Ils se sont transformés en "pignons" électoraux, activés tous les 4 ou 6 ans et au point mort le reste du temps. Ils ne sont pas des liens communicants entre les demandes de la société et les décideurs politiques ou les fonctionnaires administratifs. Je pense que c'est le moment de redéfinir ce que nous comprenons de la citoyenneté et de nous donner l'occasion de construire de nouveaux modèles sociétaux, à partir de notre réalité propre, mais avec la participation de tous et de toutes... Notre dilemme : Ou nous misons tous sur la construction du nouveau modèle de société que nous voulons ou cette société s'écroule avec tous. (...)

Mario Serrano : (...) Les migrants qui arrivent ne sont pas des citoyens, des personnes ayant des droits. Or ce sont souvent les plus pauvres parmi les pauvres. Alors la défense des droits humains dans leur intégralité est aussi un grand défi.

Ramiro Pampols : Pour ma part, j'ai plutôt suivi un chemin parallèle, puisque je me suis incorporé à la vie ouvrière. J'ai été travailleur manuel pendant 30 ans et je comprends maintenant la mentalité ouvrière. Mais je dois dire que j'ai fait preuve d'obstination : les gens me taquinaient en me traitant d'extraterrestre, voire de policier, et me considéraient comme un bourgeois de bonne volonté... Aujourd'hui, je me demande si le sous-prolétariat n'est pas un autre monde. Que dois-je faire pour être capable de comprendre les informations qu'il m'offre, les signaux qu'il me lance ? De combien de temps vais-je avoir besoin, simplement pour savoir quelles sont ses priorités et quelles sont les miennes ? Je suis maintenant dans une ONG, et là ce qui nous mobilise c'est le projet de l'ONG, ce n'est pas ce que pense le pauvre. Nous estimons que, si nous lui installons une pompe d'eau potable, il va sûrement en être heureux. Mais en réalité ce n'est pas grand-chose ! Le projet du pauvre c'est beaucoup plus que d'avoir une pompe d'eau potable. (...)

Alors je me remets en question : je désire que chaque personne très pauvre qui n'a pas encore de voix en ait une pour moi et que je la comprenne. Cela sonne bien de le dire comme ça, mais il semble que je doive me soumettre dans le calme à une écoute approfondie... Ce n'est pas la même chose d'essayer d'éradiquer la pauvreté, par des mots, en analysant ses causes, et de suivre le rythme des pauvres. Peut-être n'est-ce-pas la même chose non plus ce que vit une personne politique lucide tentant d'éliminer les causes économiques de la pauvreté et ce que vit une personne qui se préoccupe d'une manière absolument respectueuse des pauvres eux-mêmes. Je me dis quand même : écoute le plus que tu peux et tais-toi pour l'instant.

Marco Ugarte : Je suis en accord avec ce qu'indique Mario Serrano. Il y a un problème avec les immigrants qu'on prive d'une série de droits. Mais il y a aussi un autre problème. Dans les pays industrialisés, des gens disent : les plus pauvres ne sont pas les autochtones (Français, Suisses,

Espagnols, etc.), ce sont les immigrants. Cette opinion est erronée car il y a des personnes extrêmement pauvres chez les autochtones aussi. Ce que tu dis est important, mais nous devons faire cette distinction en ces temps de mondialisation économique où chaque jour voit augmenter la pauvreté et le nombre de pauvres. Ce qui d'ailleurs est paradoxal puisqu'il y a maintenant suffisamment de ressources pour résoudre les problèmes socio-économiques ! ...

L'autre aspect qui me paraît intéressant est ce qu'indique Ramiro Pampols, quand il se demande comment agir et être accepté dans le monde des plus pauvres ? Je crois que ce sera bien difficile que les plus pauvres l'acceptent complètement comme l'un des leurs. Mais ils l'accepteront toujours comme quelqu'un à leurs côtés, marchant avec eux. C'est fondamental car nous devons apprendre à marcher avec la même boussole que la leur. Nous ne pouvons pas tomber dans le jeu des politiciens qui prétendent résoudre les problèmes d'un jour à l'autre ou à trop court terme, ce qui est démagogique. Les organismes internationaux disent qu'en 2015 l'extrême pauvreté sera réduite de 50%. L'expérience nous dit que ce genre de prévision est un leurre. Au contraire en 2015 les plus pauvres risquent d'être beaucoup plus nombreux. Nous devons apprendre à avoir la patience de marcher avec les plus pauvres à partir de l'endroit où ils se trouvent. Peut-être serons-nous désespérés en nous sentant impuissants face aux problèmes non résolus des plus pauvres qui sont proches de nous. Mais c'est une chose que nous devons apprendre si nous voulons vraiment bâtir une société sans misère ni exclusion. Nous avons à partager nos connaissances, à engager d'autres personnes prêtes à s'unir aux plus pauvres et à marcher avec eux. Il faut bien comprendre que la solution n'est pas au coin de la rue. Détruire la misère va requérir beaucoup de temps pour parvenir à ce que les organisations internationales, nationales, régionales et locales placent les plus pauvres au centre de leurs priorités et cherchent des solutions avec eux.

Jean-Julien Olsen : Le problème qui vient d'être posé est celui de l'identité du pauvre. Une personne peut être considérée comme pauvre si nous n'arrivons pas à l'atteindre ni à la comprendre... Nous nous rendons compte que nous n'aurons pas encore compris l'humanité, si nous ne comprenons pas les pauvres. Ceux-ci vivent d'une manière différente, non pas tellement parce qu'ils sont pauvres, mais parce qu'ils ont une culture différente, non-enseignée à l'école et à l'université, qui manifeste pourtant une manière de vivre raisonnable et cohérente. La préservation de ce patrimoine culturel m'intéresse. Je cherche à comprendre les lieux culturels, l'environnement humain, l'utilisation de l'espace, du temps, du langage... Une personne instruite dans la culture occidentale comprend difficilement ce qui se passe car sa rationalité est différente. Je travaille dans des quartiers marginaux et j'ai compris que les pauvres veulent obtenir des succès au-delà de la vie qu'ils ont. Ils ont des valeurs à partager, des rêves, des perspectives. Ils savent aussi qu'il y a un autre monde et qu'il faut s'enrichir mutuellement pour mieux se réaliser. Mais nous n'avons pas toujours compris leur situation, leurs points de vue. Nous devrions essayer de les mettre en communication réelle, d'obtenir un monde différent de ce qu'ils font mais aussi de ce que nous faisons et pensons. C'est là une logique de changement. Nous allons nous transformer nous-mêmes en travaillant dans les quartiers pauvres et en essayant de comprendre des aspects humains que nous n'avons pas été capables de développer pour nous.

Jenny Torres : Il est important de prendre en considération l'exposé du professeur Jean-Hugues Henrys concernant le modèle de développement que nous avons dans beaucoup de pays... Il s'agit de l'exercice des droits et des devoirs comme citoyens ou citoyennes, et du rapport à l'économique... La présence d'Haïtiens en République dominicaine a un coût, même si on en tire de nombreux bénéfices du point de vue économique. Quel est le comportement qui régit cette relation économique, sur quoi se base-t-on pour définir les ressources dont un sujet a besoin pour exister ? Le point de vue de ses droits et celui de nos devoirs sont liés aux documents d'identité : s'il ne les a pas, il ne peut pas exiger un service de santé ou d'éducation ni celui d'un crédit dans une banque, ni de nombreux autres droits. Ces droits, il les aurait comme citoyen, mais il ne peut pas les avoir précisément parce que c'est le document d'identité qui les permet.

Nous devrions considérer la théorie selon laquelle les droits sont universels : tout le monde aurait droit à une économie, à une alimentation, à un accès à la santé. Dans la pratique, dans nos différentes sociétés, cela reste attaché à ce modèle économique d'une citoyenneté limitée. En République dominicaine, les secrétariats scolaires par exemple exigent la présentation de la preu-

ve de nationalité qu'est l'acte de naissance. Nous devrions considérer que ce type de relation est un modèle importé, et pas un modèle adapté. Il y aura beaucoup de difficultés pour pouvoir garantir un jour les droits de tous les êtres humains.

Mario Serrano : C'est aussi la nécessité d'un changement général de paradigmes... pour une conception totalement différente de société qui résiste au modèle régnant. Je crois que cela est un élément déterminant.

Marco Ugarte : Traiter ce thème est fondamental, parce que nous voyons les situations d'un grand nombre d'enfants qui ne peuvent pas être inscrits à l'école, simplement parce qu'ils n'ont pas l'acte de naissance (ou l'acte de baptême dans certains pays.) Faute d'avoir été enregistrés ou pour ne pas avoir en mains les bons documents, certains sont contraints d'arrêter leurs études. Les personnes avec lesquelles nous travaillons doivent apprendre à défendre leurs droits. Il devrait suffire qu'une personne soit née pour que l'État ait l'obligation d'enregistrer gratuitement sa naissance. C'est un droit que les gens ont et ils n'ont pas à payer pour ce service.

On a parlé de la différence culturelle. Nous avons vu hier soir la force extraordinaire de ce peuple haïtien, sa capacité de montrer sa vision y compris politique, à travers ses chansons et ses danses. Nous avons vu comment il a de la force pour aller de l'avant. Nous ne pouvons pas lui imposer des modèles.

Le problème de l'Amérique latine et des autres pays du Tiers Monde, est qu'on nous a toujours imposé des modèles. On ne nous a jamais laissé l'occasion de créer nos propres modèles pour notre développement, qui soient basés sur notre culture, et encore moins élaborés avec les plus pauvres pris comme de véritables acteurs du développement. Les groupes de pouvoir ont lorgné sur ce qui se passe ailleurs pour essayer de le reproduire dans nos pays. Par exemple en Amérique latine, nous avons voulu nous inspirer de la révolution soviétique, de la révolution chinoise, de la révolution cubaine. On ne nous a jamais laissé penser. On a voulu penser pour nous, comme si nous n'en avions pas la capacité. C'est encore pire avec les plus pauvres, considérés comme des handicapés mentaux qui n'ont pas une vision du futur.

Ainsi les groupes de pouvoir ont pensé qu'en Amérique latine nous n'avions pas la capacité d'analyser notre situation. Ils n'ont pas voulu nous laisser créer nos propres modèles de développement, avec la connaissance et la pleine participation des plus pauvres. Pour nous c'est fondamental de remettre en question beaucoup d'aspects, y compris ce que nous entendons par développement. Je pense qu'on doit prendre en considération les cultures qui existent dans chaque pays, puisque dans nos diversités culturelles il existe toute une richesse. C'est grâce à cette richesse d'ailleurs que nous avons eu les forces nécessaires pour résister pendant plus de 500 années à des situations de marginalité, d'ethnocentrisme, de misère. Malgré tout cela, nous restons debout, nous continuons à chanter et à danser. C'est là la force du peuple haïtien qui souffre tant quotidiennement.

Jean-Hugues Henrys : Il y a probablement quelque chose d'important à dire au sujet de la différence entre l'extrême pauvreté et la pauvreté. Pour mon intervention de demain j'ai choisi une citation du professeur Georges Anglade... Il explique clairement ce que signifie la pauvreté, qui pour lui est différente de l'extrême pauvreté. La pauvreté, c'est le non-accès des gens aux nécessités de base, et l'objectif est de rendre cet accès possible à tous. Nous allons probablement trouver d'autres approches, discuter cette définition... Ce peut être très différent d'un pays à l'autre... Mais pour l'extrême pauvreté il y a quelques points que l'on pourrait dire généraux, qui peuvent être appliqués à toutes les sociétés. Ce qui caractérise la spécificité de l'extrême pauvreté c'est la négation de l'existence des gens... Quand on refuse par exemple un acte de naissance, une carte d'identité. Je crois que pour nous, de nos jours, il s'agit précisément de passer de cette réalité de non existence à une situation d'existence, de l'extrême pauvreté à la pauvreté commune, en ce sens que toute personne humaine a droit à la satisfaction de ses nécessités de base, à l'accès à l'éducation et aux services. Nous devons prendre le chemin de cette pauvreté commune. (...)

Je parlais ce matin d'expertise, de méthode... D'aucune manière nous ne pouvons accepter les modèles qui de nos jours se présentent comme la recherche d'un minimum. Nous ne pouvons pas utiliser de tels modèles. Nous ne devons pas les considérer comme le but recherché par notre

population. Nous craignons probablement de faire comprendre aux plus riches qu'ils doivent aussi changer leurs paradigmes et leurs modèles, considérer qu'il existe de nos jours un vrai défi pour l'humanité. Il y a des choses qu'on ne peut plus accepter, parce qu'il y a aujourd'hui d'autres possibilités révélées par la science : nous avons sur notre planète les ressources suffisantes pour faire face à la pauvreté de tous...

Paul Maréchal : J'ai une question ou une préoccupation à ce sujet... Quand on parle des nécessités de base, on évoque la sécurité alimentaire, ensuite la santé, l'éducation, puis le développement personnel ... Dire que ces nécessités de base sont ce qui permet de vivre me paraît insuffisant : on n'y trouve ni l'expression ni la participation ni la culture. En effet pourquoi ces nécessités de base (manger, guérir, etc.) ne suffisent-elles pas à résoudre l'extrême pauvreté ?

Jean-Hugues Henrys : C'est ce que nous appelons la survie. Dans notre lutte il ne s'agit pas de comprendre les nécessités de base uniquement comme des nécessités de logement par exemple. Nous avons besoin de plus. C'est pourquoi nous avons parlé, dans notre intervention de ce matin, de la nécessité aussi pour les pauvres d'accéder au plus haut niveau d'éducation. C'est incompréhensible qu'une éducation de plus haut niveau ne soit pas transmise normalement dans les universités, pour accéder aux outils qui nous permettraient de résoudre les problèmes de notre société, pas uniquement ceux de l'analphabétisme ou de l'insertion économique.

Eugen Brand : Cette réflexion de Jean-Hugues Henrys est fondamentale pour réfléchir à la démocratie et à ce qu'il faut entreprendre. Aujourd'hui dans toutes nos démocraties il y a une totale absence de représentation des pauvres. Je vous donne un exemple. Il y a quelques années, au moment de la construction de la Communauté européenne le père Joseph avait obtenu de rencontrer, à Bruxelles au plus haut niveau, le commissaire Richard, avec une délégation de familles très pauvres de différents pays d'Europe. Après avoir écouté ces familles, ce commissaire a dit : « Je comprends mieux maintenant pourquoi une personne pauvre est moins représentée. »

En général quand nous parlons de démocratie et de pauvreté, de fait nous ne parlons pas de l'extrême pauvreté mais de précarités. Le danger c'est qu'en parlant aujourd'hui de ce sujet nous ayons seulement les précarités en tête. Parce que nous sommes structurés à partir d'une vision selon laquelle il faut aider les gens qui n'ont pas de toit ou qui ne vont pas à l'école... mais où est leur représentation ? Dans cette logique, les plus pauvres restent toujours à la porte. Alors ma question : Ne faut-il pas rechercher dans nos pays ceux et celles qui seraient d'accord pour tenter de construire une telle représentation ? Si nous ne l'obtenons pas, ce sera dramatique pour le futur des plus pauvres.

Je crois que nous ne pouvons pas progresser dans cette voie si nous ne comprenons pas ce qu'est l'extrême pauvreté. L'ONU ne contribue pas assez à éclairer ce que souffrent les plus pauvres. Elle maintient à leur égard un savoir approximatif, ce qui est inacceptable.

Jorge Cela : Je reviens à ce que disait Marco Ugarte au sujet du modèle de développement. Nous, à "Fe y Alegría", préoccupés par l'éducation et l'aspect culturel, nous avons annoncé aux communautés du plateau bolivien que nous allions commencer une éducation biculturelle. Réponse des pères de famille : C'est bien, vous allez enseigner l'anglais à nos enfants. Nous, nous pensions au quechua et à l'aimara. Mais pour eux c'était l'occasion d'apprendre l'anglais. Le quechua et l'aimara ne les conduisent pas à un meilleur niveau de vie. Ce qui les conduit à un meilleur niveau de vie et aux droits, c'est l'anglais. C'est pourquoi il ne suffit pas d'avoir des modèles culturels, nous devons avoir des modèles d'accès à une vie différente à travers les cultures autochtones. Eux-mêmes vont abandonner les cultures autochtones pour un meilleur niveau de vie. Nous devons faire en sorte que le modèle que nous présentons ne soit pas seulement un modèle "culturel", mais un modèle qui donne une meilleure qualité de vie... Si les pauvres n'expérimentent pas une meilleure qualité de vie, ils ne feront pas preuve d'aspiration. Cela, il est très important que nous le comprenions. La lutte doit permettre aux pauvres de faire l'expérience d'une meilleure qualité de vie. Elle suppose leur accès aux droits, leur participation politique, leur conscience d'être citoyens, la fierté de leur identité culturelle, l'amélioration de leur situation économique. C'est un ensemble et c'est pourquoi les droits sont indissociables.

Marie-Rose Blunschi Ackermann : J'aimerais réagir à ce qu'a dit le docteur Henrys. Cela m'a fait penser à une femme en Suisse qui disait : « Il faut montrer aux politiciens que nous existons. » En Suisse, il y a des gens qui ont des papiers (acte de naissance, etc.) et qui restent pourtant en dehors du droit. Je me rappelle une femme qui habitait un terrain où devait être construit un aéroport. Elle était menacée d'expulsion. Il fallait que d'autres se solidarisent avec elle pour qu'elle ait accès à un relogement. Nous devons penser la notion de citoyenneté en lien avec cette responsabilité de tous pour que tous aient accès à leurs droits.

Max Junior Faustin : Une chose dont on parle beaucoup ici, mais pour laquelle il n'y a pas une réflexion suffisante, c'est l'exclusion, qui a une dimension politique. L'histoire pratiquement n'est-elle pas basée sur l'exclusion ? Environ 80 % des gens ne prennent pas part à la vie politique, et c'est normal parce que, pour faire une politique qui ne répond pas aux besoins des gens, il est nécessaire que ceux-ci ne participent pas. En effet s'ils prenaient part à la vie politique, celle-ci serait différente. C'est pourquoi on fait en sorte qu'ils n'y prennent pas part. C'est une forme de corruption. On utilise les gens dans les périodes électorales, mais ce n'est pas une participation politique réelle. Les pauvres ne prennent normalement pas part à l'élaboration des programmes politiques, ni à la décision des processus politiques. Ceux-ci sont complexes. Pourquoi ? La réponse est simple : c'est pour que tous ces gens n'y prennent pas part. Si c'était le cas, ces processus seraient différents... Tout est organisé pour que la majorité reste dehors. (...)

En 1987 en Haïti, la nouvelle Constitution a permis cette participation... et de plus en plus de gens ont pris part au processus politique. Mais cette affluence a rendu les contrôles difficiles. Aussi maintenant on parle de révision constitutionnelle : il y a trop d'espaces de participation, trop de décentralisation... trop de gens prennent part au processus des finalités politiques. Cela ne va plus être possible. Le problème est de savoir comment établir un processus électoral qui permette la participation de davantage de gens et une représentation plus légitime ? (...)

Ramiro Pampols : La première question, que j'adresse à moi-même et aussi à vous, est de savoir comment accompagner correctement ? D'après mon expérience, si je ne m'insère pas physiquement là où vivent mes frères pauvres... je suis vu par eux comme un extraterrestre. Nous autres, prêtres, avons déjà trop la réputation d'être des extraterrestres ! Alors je me demande jusqu'où je dois ou je peux arriver ? ... Bien sûr, j'assume l'évangile de l'incarnation jusqu'à la mort. Sans doute faut-il aller jusqu'où on est capable.

Le second point, c'est la non-sublimation du pauvre. Durant les années 60 en Espagne, j'étais porté à sublimer le travailleur ouvrier espagnol. Pour moi c'était un modèle évangélique en personne : il était ouvrier, pauvre, solidaire, juste, il était tout. En fait c'était un être humain comme moi. Il y avait une solidarité culturelle bien sûr, du soutien mutuel, cela je ne le nie pas. Mais le travailleur qui agit seulement pour l'argent, pour une qualité purement matérielle de vie économique, cesse d'être solidaire. Il se referme sur sa famille, c'est la vérité. Bien sûr pas tous. Il y a des travailleurs qui continuent à être droits, surtout en Amérique latine. En Europe, il y en a aussi, mais moins... Ce qui m'affecte le plus chez le pauvre, c'est quand il devient horriblement possessif de ce qu'il vient d'acquérir. Il le prend comme une proie qu'il ne lâche plus. Moi qui viens du monde riche, je la lâche plus rapidement que lui ! Bien sûr il pourrait me dire : à toi, ça ne t'a pas coûté, mais à moi, oui. Ce sont là des aspects culturels qui me paraissent intéressants de prendre en compte. (...)

Maintenant un autre point : il faut beaucoup s'occuper des enfants des pauvres. Pour qu'ils commencent une vie différente de celle de leurs parents, il faut qu'ils aient une éducation de base minimale, claire et bien pensée, style "Fe y Alegria", qui puisse leur assurer une nourriture minimale, pour que toute leur vie ils ne soient pas des êtres dénutris. Cela fait partie de la qualité de vie... Un spécialiste du Département d'éducation ici en Haïti m'a dit : « Père, rendez les gens libres... Faites de nos enfants, des enfants autonomes. » Par conséquent ils veulent qu'ils se valorisent par eux-mêmes, qu'ils sachent appréhender les situations... Haïti est un pays qui a beaucoup d'enfants qui peuvent donner beaucoup d'eux-mêmes.

Marco Ugarte : Quand on vous dit « Je veux que mon fils étudie l'anglais », il faut bien voir que c'est une aspiration imposée par la société majoritaire. Quand j'étais enfant, ma mère me disait "Ne parle pas quechua, parce que par la suite tu seras considéré comme un Indien, tu en souffriras et ce sera ton problème." Mais j'ai quand même appris le quechua. Par la suite je me suis rendu compte que la société dominante imposait ses valeurs. Par exemple dans mon pays, on impose aux enfants d'apprendre à l'école en espagnol alors que leur langue maternelle est le quechua. On leur fait les cours en espagnol et les professeurs, qui ne savent pas le quechua, disent que ces enfants apprennent mal ou à moitié... Ils ne se rendent pas compte que l'éducation devrait être bilingue : enseigner les enfants d'abord dans leur langue et ensuite apprendre l'espagnol, l'anglais ou toute autre langue. Il y a un problème quand on impose des critères culturels. Ce n'est pas qu'ils ne doivent pas apprendre l'espagnol ou l'anglais. Ces langues-là sont importantes pour permettre de s'ouvrir vers le monde. Mais la langue est un élément culturel fondamental et le respect des cultures passe par le respect des valeurs culturelles.

Par exemple dans mon pays, la défense de la langue quechua a été une lutte constante. Maintenant, sur une population de 28 millions d'habitants, 4 millions parlent le quechua, malgré tous les efforts des groupes dominants depuis plus de 5 siècles pour la faire disparaître. (...)

C'est seulement pour dire à Ramiro Pampols : ton engagement personnel est fondamental. Continue à livrer ta vie aux plus pauvres, cela est extraordinaire. Il nous manque des personnes comme toi ! L'ennui serait que nous ayons à penser, à agir et à parler pour les plus pauvres. Ce serait aussi mauvais que de sublimer le pauvre... Les pauvres ont autant de défauts que chacun de nous. Ce qui se passe c'est que notre société remarque toujours leurs aspects négatifs, montre seulement leurs défauts et, sur cette base, nous les culpabilisons. Nous ne parlons jamais de ce qui est positif chez les plus pauvres.

Mario Serrano : Quelques mots de conclusion... Dans les structures sociales dans lesquelles nous vivons, ce qui est mis en avant c'est la dynamique du marché, l'individualisme, la consommation. La lutte pour l'intégralité des droits humains est-elle alors possible ? Là où la structure sociale est excluante, jusqu'à quel point notre lutte pour cette indivisibilité des droits humains peut-elle tenir ? Ne manque-t-il pas des transformations culturelles fortes, des changements plus radicaux ?

Otto Rivera : Retenons, chers collègues, que dans les espaces propres à nos institutions respectives (universités, écoles, églises, ONGs) nous nous engageons à assumer la pensée de Joseph Wresinski et la demande des familles les plus pauvres. L'une et l'autre doivent être présentes dans notre vie quotidienne, sans cesse prises en compte, en considérant profondément que nous ne pouvons pas tomber dans cette fausse dichotomie, à laquelle Wresinski lui-même a porté attention : celle du bon pauvre et du mauvais pauvre. (...)

Ce qui est urgent en Amérique latine et aux Caraïbes, c'est la construction d'espaces de dialogue. Sans ceux-ci, nous n'aurons pas une culture de dialogue. Avec la langue espagnole, nous pourrions dire que nous sommes experts non pas pour dialoguer mais pour palabrer. Changer un mot peut changer les relations sociales entre les personnes et les institutions si de nouveaux espaces de médiation se constituent avec les plus pauvres. (...)

ATELIER 3 :
Droits de l'homme, démocratie et grande pauvreté

Modérateur : *Charles Antoine Louis*
Rapporteur : *Jacqueline Plaisir*
Secrétaire : *Nerline Laguerre*

Texte et questionnement proposés à la réflexion du groupe

« Le changement demandé est d'assumer pleinement la dignité des pauvres, de prendre leur pensée comme repère pour toutes nos politiques, leur espérance comme repère de toute action. Cette révolution-là dans la pensée et dans le regard sur l'homme, cette société s'identifiant tout entière à la demande des plus pauvres, dérange tout le monde. Rencontrer à tout instant, à chaque tournant de la route en question : "Qu'avez-vous fait de moi ?", cela détruit toutes les sécurités intellectuelles et matérielles. Il faudrait bâtir sur des sécurités d'une autre nature. C'est cela, le renversement des priorités dont parle le Mouvement.»

Joseph Wresinski, *Les pauvres sont l'Église*, Éditions Le Centurion, Paris, 1983, p. 209-210

Comment les plus pauvres peuvent-ils contribuer à la construction de la démocratie chez nous ?

Extraits

Georges Brunet : (...) Premièrement, en démocratie, il semblerait qu'il y ait normalement moyen de poser le problème de la pauvreté et peut-être de trouver sa solution. Deuxièmement, comment les plus pauvres peuvent-ils contribuer à la reconstruction de la démocratie ?

Cela sous-entend que, quel que soit le pays, si la démocratie était en faveur des pauvres et si ceux-ci y participaient pleinement, ils devraient pouvoir inciter l'ensemble de la société à lutter contre cette grande pauvreté. (...)

Le peuple dans son ensemble, par la voix des urnes, donne des mandats à des gouvernants. Les gouvernés doivent s'assurer que les gouvernants arrivent à satisfaire leurs besoins. Nous donnons mandat à un gouvernement pour que nous n'ayons pas à réclamer des infrastructures et des services de base, pour que nous n'ayons pas chaque jour à dire à la TELECO que notre téléphone ne fonctionne pas ou à la CAMEP que nous ne sommes pas approvisionnés en eau. Donc on donne des mandats et on a la capacité de sanctionner les gouvernants. En principe, dans la mesure où il est conscientisé et s'assume, le peuple peut arriver à inverser la tendance et à s'assurer que les besoins essentiels sont satisfaits... Donc la démocratie n'implique pas la grande pauvreté. Il faut pouvoir interpeller les dirigeants pour qu'ils puissent donner satisfaction à nos besoins.

Cela sous-entend que les plus pauvres (qui sont les plus nombreux) ont élu leurs dirigeants et que, par conséquent, ceux-ci sont là pour satisfaire leurs besoins et leurs problèmes... dans la mesure où la grande majorité est conscientisée et éduquée en tant que peuple... Donc, chaque fois qu'un élu n'a pas satisfait les revendications et les besoins du peuple, il est tout à fait normal que le peuple le censure. En conséquence, le prochain dirigeant sait que le peuple et la démocratie veillent. Mais est-ce la situation que l'on observe ? Est-ce que la censure que nous exerçons maintenant est suffisante pour faire une telle interpellation et pour obtenir satisfaction ?

Jocelyne Colas : (...) La démocratie est un système politique qui peut revêtir différents types. C'est un concept qui doit être appréhendé suivant le pays, suivant le projet ou la vision des peuples ! En Haïti par exemple, on a une démocratie représentative. C'est à travers elle que le peuple donne mandat à des gens pour diriger le pays en son nom bien sûr. Dans la réalité haïtienne, la Constitution met l'accent sur la participation : le peuple doit participer à la gestion (Cf. les col-

lectivités territoriales, les pouvoirs locaux.)... Cela demande que les dirigeants restent en contact avec les citoyens, leur permettent de donner leurs idées et construisent avec eux ce qu'ils ont à construire. Donc, ou bien la question de la pauvreté nous interpelle sur la façon dont nous pratiquons la démocratie représentative, ou bien il peut y avoir un déni de participation si on n'a pas vraiment permis aux gens de participer, de donner leurs idées et surtout si on ne les a pas pris en compte. Résoudre le problème de la pauvreté implique qu'on prenne en effet en compte les idées des citoyens et des citoyennes, qu'on s'en serve pour les aider à sortir de leur situation.

Charles Antoine Louis : Deux termes doivent nous intéresser "grande pauvreté" et "les plus pauvres". Est-ce que, dans une société comme la nôtre, les plus pauvres ont effectivement la parole, ou bien, est-ce qu'ils peuvent faire parvenir leurs idées à leurs représentants ?

Jacqueline Demonio : (...) Par quel moyen la démocratie donnera-t-elle la parole aux plus pauvres, aux exclus ?... L'exclusion peut vouloir dire ne pas avoir d'endroit ou d'organisation pour faire prendre en compte vos besoins, votre demande, votre parole, vos propositions, comme des syndicats de locataires ou de chômeurs peuvent le faire... Si rien n'est organisé pour qu'il y ait un tel lieu de parole et d'expression, des gens sont tellement exclus qu'ils n'ont aucun espace. Donc, il faut déjà que la démocratie reconnaisse qu'une partie de la population est ignorée. Et quand on a reconnu que cette population existe, il faut s'organiser pour qu'il y ait un lieu et un espace de parole, d'échange, puis ensuite en tenir compte dans l'élaboration des programmes... C'est comme cela que les pauvres peuvent participer à l'élaboration de la démocratie, d'abord parce qu'on les reconnaît, deuxièmement parce qu'ils ont des possibilités de parler. Et cela est valable quel que soit le pays, aussi bien en Haïti que dans les pays d'Europe. Il n'existe pas officiellement d'endroit pour les exclus sauf s'ils sont inscrits et identifiés dans certaines filières, comme chômeurs par exemple ; là ils ont droit à des choses… Mais, certains sont tellement exclus que la démocratie les ignore.

Dieufait Noelsaint : À propos des interventions de M. Georges et de Mme Colas, je me demande si les pauvres vont pouvoir contribuer vraiment à la construction d'une société démocratique. Il y a deux obstacles. M. Georges l'a dit : un peuple qui n'est pas éduqué et conscientisé peut-il contribuer à la construction d'une démocratie ? Mme Colas a parlé de la démocratie participative. Moi je me demande s'il y a vraiment une démocratie participative en Haïti. Le peuple est exclu, marginalisé. Même les représentants du peuple, à savoir les élus locaux, les CASEC, les ASEC et les délégués de ville, ne participent pas aux décisions vitales qui concernent le pays. On les considère comme des autorités inférieures. Pourtant il y a une proximité entre les élus locaux, à savoir les CASEC et les ASEC, et la grande majorité ou le peuple exclu. Si on n'éduque pas ce peuple, si on n'en finit pas avec cette politique d'exclusion, on est loin de voir les plus pauvres participer à la démocratie.

Charles Antoine Louis : Dans ce cas-là, ce serait mettre en question la démocratie tout court. Y a-t-il une démocratie faible et une démocratie riche ou y a-t-il une norme démocratique ? Quand on est en démocratie, automatiquement on doit avoir des institutions appropriées...

Jacqueline Demonio : Je crois me souvenir que, dans la Grèce antique, le représentant du peuple, la personne qui représentait la démocratie, était au service du pauvre. Justement on considérait que le riche n'avait pas besoin de représentant, puisqu'il était suffisamment fort pour se défendre lui-même. La démocratie est un concept élaboré pour soutenir et défendre les pauvres, ceux qui n'avaient pas suffisamment de force pour parler par eux-mêmes. Donc, il y a eu une dérive, qu'on ne va pas analyser maintenant, mais c'est ça le sens de la démocratie !

Georges Brunet : En Haïti, dans l'histoire contemporaine des trente à quarante dernières années, on a remarqué que pour mettre en œuvre un projet de société il faut une équipe dirigeante. Comme vous le savez, les ressources humaines sont un élément fondamental pour appliquer une vision. Or il y a eu un manque de volonté réelle de la part de cette équipe dirigeante pour assumer ses responsabilités... On a connu une démocratie participative le 16 décembre 1990, quand

le peuple s'est levé pour assumer son destin. Tous ceux qui étaient dans les rues de Port-au-Prince et des villes de province ce jour-là ont réalisé que c'était la manifestation réelle que le peuple pouvait s'assumer. Donc, maintenant il y a une équipe dirigeante qui devrait se charger de conduire le peuple là où on aurait pu construire au quotidien son bonheur pour qu'il puisse graduellement s'épanouir. Maintenant il y a aussi des réflexions concernant le rôle des dirigeants. Est-ce qu'ils ont une volonté réelle ? (...) Ce défaut, ce manque de démocratie participative, est imputable aussi aux intellectuels, aux élites politiques et économiques de ce pays. Celui-ci s'effondre parce qu'il y a une incapacité de penser et d'agir conformément à une logique démocratique de participation pour assurer la prospérité de la nation.

Madeleine Jean-Baptiste : Je voudrais intervenir sur ce dont on a parlé tout à l'heure avec Noelsaint au sujet du pouvoir des autorités territoriales, des pouvoirs locaux... Pour moi, quand on parle d'équipe dirigeante, c'est d'abord l'équipe au pouvoir à Port-au-Prince. Déjà avec cette équipe-là il y a des exclusions à l'encontre du peuple, mais aussi de la part des pouvoirs locaux, des collectivités territoriales. Ce sont des gens qui, normalement, assurent le pouvoir de proximité dans l'arrière pays... Ils ont été élus. Ils sont beaucoup plus proches des problèmes de la communauté puisqu'ils en font partie. Ils ont un espace de décision et ils devraient relayer ce qu'ils ont appris de la communauté vers la commune, de la commune vers le département et du département vers le pouvoir central. Mais jusqu'à présent nous ne sommes pas encore sortis de cette histoire de centralisation. Le pouvoir central prend des décisions sans pouvoir tenir compte de ce qui est vécu à la base. Et c'est tout un chemin à parcourir pour arriver au niveau du pouvoir central.

Georges Brunet : Ce que vous dites, madame, nous renvoie encore une fois au pouvoir central, parce que c'est au pouvoir central d'interpréter la Constitution qui parle de centralisation, dans la mesure où il n'y a pas une volonté réelle de décentraliser. Maintenant, nous subissons les conséquences de ce manque de volonté. C'est évident, il y a un travail à faire de la part des dirigeants, parce que ce sont eux qui charrient les aspirations du peuple. Le peuple a voté pour eux. Il s'est même manifesté il y a deux ans au Montana pour réclamer l'élection de ses chefs. Donc, le chef aussi doit prendre des responsabilités vis-à-vis de ce peuple, tout au moins essayer de vivre selon cette logique. Sinon on ne pourra pas s'en sortir.

Jacqueline Plaisir : Dr Madeleine rappelle la difficulté à cerner la question du plus pauvre. Pour nous, la personne la plus pauvre est tellement préoccupée par sa survie par exemple qu'elle ne fréquente pas les espaces où on pourrait débattre de ces questions. Donc, dans un sens, la pauvreté crée l'exclusion. À cause du fait qu'elle est trop occupée à survivre ou trop fatiguée, cette personne est exclue. Parfois même, elle s'exclue elle-même, parce qu'elle voit qu'elle n'est pas accueillie dans le cercle de la société. Alors, ces personnes qui sont tellement écrasées, comment pourrait-on les mettre au milieu de nous, créer avec elles une "vision" et la mettre en œuvre ensemble ? M. Noelsaint a parlé de conscientisation. Et quelqu'un aussi vient de parler d'une vision. Moi, j'aimerais bien savoir ce que cela veut dire. Qu'y a-t-il derrière de tels mots, parce que ce sont des mots importants ? Ce sont les élus qui doivent apporter une vision ? Qui fait naître cette vision ? C'est la vision de qui ? Quel projet de société les élus ont-ils à mettre en route ? Qui leur a donné un projet de société ? Quel est-il ? Est-ce qu'il inclut vraiment ces personnes qui n'ont pas la parole ?

Georges Brunet : La vision du dirigeant dépend des besoins de la population et des réactions de son peuple. En étant en contact de proximité avec lui, en lui parlant et en l'écoutant, à travers son cheminement politique aussi, il arrive à définir sa vision de la société, en fonction des besoins de toutes les composantes de la société. S'il s'identifie à la composante la plus large, c'est son droit. Il doit pour le moins assumer le bien-être de cette composante.

Nerestan Micial : J'ai vraiment pris plaisir à vous écouter parce qu'il y a eu de très bonnes idées émises. Je voudrais quand même dire quelque chose à partir de ce que madame a dit sur l'origine de la démocratie. Celle-ci a pris en effet naissance à Athènes, en Grèce. Or il y avait alors

encore des exclus, des esclaves. On pouvait quand même parler de démocratie pour les citoyens, mais c'était une contradiction, un paradoxe même. En réalité, il n'y avait pas de démocratie puisqu'il y avait des exclus, des esclaves... Moi, je voudrais plutôt partir d'une définition moderne de la démocratie. Abraham Lincoln en a donné une qui me paraît tout à fait intéressante : « La démocratie, c'est le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Et, après le père Joseph, on pourrait même dire, que c'est le pouvoir des pauvres, pour les pauvres, avec les pauvres.

Pour moi, il y a exclusion là où des gens qui n'ont rien, qui sont dépourvus de tout, n'ont pas de voix au chapitre, même s'ils sont représentés par des députés et par des sénateurs. D'ailleurs sont-ils effectivement représentés par des gens qui prennent des décisions souvent dictées par leurs intérêts personnels ? Ces pauvres-là sont dépourvus dans tous leurs besoins les plus fondamentaux : le logement, la nourriture, le vêtement, l'éducation… Donc, psychologiquement, ces gens-là sont dans l'exclusion totale. Est-ce qu'on peut parler de démocratie là où il y a de l'exclusion ? Alors, la question : « Comment les plus pauvres peuvent-ils contribuer à la construction de la démocratie ? »... On a déjà parlé d'éducation. Il faut une éducation qui n'endorme pas les gens mais les mette debout. Il faut une consolidation des institutions pour que les gens puissent avoir accès aux services (éducation, santé, etc.) Il faut offrir à ceux qui sont dépourvus de tout, qui sont exclus, un espace où ils puissent exprimer (je rejoins Mme Colas) leurs idées, leurs opinions. Le père Joseph dit lui-même qu'il faut décider à partir des idées des pauvres. Donc, notre réponse c'est l'éducation, l'accès aux services, la consolidation des institutions, un espace où s'exprimer, et la prise en compte des idées exprimées !

Manuel Guedon : Je ne dirais pas que la démocratie est le pouvoir des pauvres. C'est le pouvoir de tous, ensemble. Si on prend seulement les pauvres, on va oublier toutes les autres classes qui composent aussi cette société. Il faut prendre le peuple dans son entier. (...)

Je reviens sur cette expression dont nous n'avons pas beaucoup parlé : "sans histoire reconnue, il n'y a pas de représentation politique." Effectivement, si on ne va pas à la rencontre des autres, des plus pauvres, on ne peut pas se permettre de parler pour eux. C'est avec eux qu'on pourrait faire quelque chose. Je pense que construire la démocratie c'est intégrer les plus pauvres. J'ai l'impression qu'en Haïti cela se fait, même si ce n'est pas parfait. Il y a des structures (ASEC, CASEC, mairie, députation...) qui sont là pour permettre justement d'avoir une représentation des plus pauvres dans la politique, dans la manière de penser. Mais la question demeure de savoir comment on fait fonctionner ces institutions, pour leur permettre d'être effectivement des voies de représentation, au service des classes sociales les plus pauvres de la société. On ne pourra sortir les plus pauvres de leur état de pauvreté qu'avec ceux qui ont un minimum de moyens. L'histoire d'Haïti montre que si on néglige une classe, c'est la décadence et ça va mal. Alors que c'est en essayant de construire ensemble qu'on arrivera à quelque chose. Donc, je pense qu'il faut en revenir aux relations. Joseph Wresinski ne pense pas en dehors de ce qu'il a vécu en relation avec les gens. Je crois que c'est un bel exemple : il faut, pour construire la démocratie, vivre avec les autres, être en relation avec eux et utiliser les institutions existantes pour les mettre vraiment au service. Cela ne servirait à rien d'en créer d'autres : il vaut mieux faire fonctionner celles qui existent pour qu'elles puissent être effectivement des voies pour les pauvres.

Christophe Abramios Matin : On a parlé tout à l'heure de "l'écoute" Si les pauvres ne sont jamais écoutés, comment peuvent-ils contribuer à cette construction de la démocratie ? Parce que ces gens-là écoutent toujours, mais jamais personne ne les écoute. Comment cela se fait-il ?

Cathony Dodart Jean : Moi, je me demande si les représentants ne constituent pas eux-mêmes un obstacle à la construction de la démocratie. En Haïti, nous en avons qui ne savent même pas ce que pense le peuple. Ils ne connaissent pas vraiment ses besoins. À mon avis, pour arriver à construire une vraie démocratie, il faut que les pauvres aient leur mot à dire. Il faut une motivation consciente de leur part. Il faut que les représentants puissent s'asseoir avec les représentés pour connaître leurs besoins. Par exemple, depuis le jour de leur élection, des députés et des sénateurs n'ont jamais mis les pieds dans leur communauté. Si représentants et représentés ne se rencontrent pas, ils ne savent pas ce que pensent les autres. Comme ça, nous ne pourrons pas avoir une vraie démocratie !

Georges Brunet : Par rapport à ce qu'a dit frère Manuel et à la question de Mme Jacqueline sur la "vision" de société, j'ai déjà dit que pour concevoir un projet de société il faut aller à l'écoute du peuple. Si les dirigeants cristallisent les aspirations du peuple, c'est en fonction de leur cheminement politique et de leur écoute du peuple...

Récemment, j'ai entendu un dirigeant dire que c'est à travers la démocratie seulement qu'on peut atteindre un niveau de développement avancé. C'est un paradoxe ; parce que nous-mêmes, Haïtiens, avons comme référence Cuba, où une dictature a imposé une vision du développement qui est reconnue par tous les pays d'Amérique latine et du Tiers monde. C'est une réalité. Donc, la démocratie n'est pas la seule voie. L'essentiel, c'est d'arriver à mettre ensemble les ressources dont nous disposons pour bâtir le bonheur du peuple, pour faire en sorte que les besoins fondamentaux des uns et des autres soient satisfaits...

Quand vous élisez un dirigeant de votre choix, c'est en connaissance de cause. S'il n'agit pas selon le mandat reçu, vous devez le sanctionner par les urnes. (...)

Felix Laloi : (...) Dans une société où il y a de la pauvreté, on ne devrait pas parler de démocratie. Pour moi, le terme démocratie implique l'État de droit ; le respect de tous les droits, notamment des droits fondamentaux. La pauvreté est une violation flagrante des droits de l'homme. Comment peut-on arriver à parler de démocratie dans une société où les droits les plus fondamentaux ne sont pas respectés ? Car, dans ce cas, les peuples ne peuvent pas contribuer à la démocratie. Pour moi, la participation des pauvres est possible si leurs revendications sont prises en compte et s'ils jouissent de tous leurs droits fondamentaux.

Manuel Guedon : J'ai été étudiant en histoire. On peut voir que la démocratie n'est même pas applicable. On a trouvé un modèle avec par exemple une majorité à 51%... Ainsi le chef de l'État n'est pas élu par l'ensemble de la société. Donc, comment peut-on vous dire que vous avez choisi votre président ? Vous ne faites peut-être pas partie de ceux qui l'ont élu. Pourtant c'est le président. Et comment, lui en retour, doit-il respecter le vote de ceux qui n'ont pas voté pour lui ? Il a pourtant cette responsabilité. C'est simplement pour dire qu'il faut arrêter de penser que c'est de votre faute si vous avez tel président. Pas forcément. C'est peut-être celle de la majorité, si elle n'est pas satisfaite. Donc le système démocratique lui-même a une faille. On n'a pas trouvé mieux et on est obligé de vivre avec des failles.

Christophe Abramios Matin : Je ne sais pas si c'est moi qui n'ai pas bien compris, mais j'ai comme l'impression qu'on passe un peu à côté de la question posée. On a beaucoup parlé de la démocratie, mais en disant que, pour Haïti et pour les pays pauvres, c'est un système qu'on ne peut pas établir parce que le peuple n'est pas assez éduqué et conscientisé. N'est-ce pas une erreur de penser que les pauvres, du fait qu'ils ne sont pas éduqués, ne sont pas conscientisés pour participer à la construction d'une démocratie ? Il faut éviter que nos intellectuels continuent de persévérer dans cette erreur... Moi je voudrais dire que même si les gens ne sont ni éduqués ni instruits, cela ne veut pas dire pour autant qu'ils ne sont pas conscients de leurs problèmes ni du système de pouvoir actuel. Est-ce qu'on s'est déjà rendu auprès d'eux pour savoir qui ils sont ? Est-ce que les représentants ont essayé de se rendre auprès des représentés pour connaître effectivement leurs aspirations ? Est-ce que cela a été fait ? Je ne le crois pas !... Je voudrais dire par contre comment les plus pauvres peuvent contribuer à la démocratie. On dit que la démocratie c'est le pouvoir du peuple, qui doit répondre aux aspirations du peuple. Moi je peux dire que les plus pauvres peuvent s'organiser, formuler des revendications, donner mandat à des représentants, s'assurer que ceux-ci accomplissent les mandats confiés. Si les députés et les élus locaux ne respectent pas ces mandats, que les organisations des plus pauvres les interpellent pour leur rappeler qu'ils n'ont pas rempli leur mission !

Dominique Batraville : Un peuple a une conscience politique, socio-politique même... On sait que la démocratie existe dans des pays comme l'Inde. Par le suffrage, l'Inde est devenu un pays démocratique assez puissant. Le citoyen indien peut voter pour changer son futur. C'est la réalité d'une grande démocratie actuellement émergente. Mais ce n'est pas seulement ça la démocratie. (...) Par exemple, notre Président, qui a été aussi Premier ministre, a une expérience politique.

Mais arrivé au pouvoir, il prétend qu'il est désarmé !... Peut-être avons-nous des élites intellectuelles irresponsables et des élites économiques trop fières, je ne sais trop pourquoi. En quoi Haïti comme pays pourrait-il servir de tremplin à la philosophie du père Joseph ? Ma question est simple !

Oui, les pauvres peuvent contribuer à la construction de la démocratie. N'avons-nous pas été nous-mêmes des initiateurs de la démocratie (Cf. la révolution de 1791 avec Boukman et Makandal...) ? Après Athènes qui avait l'Agora pour discuter, nous avons construit la démocratie sur les plantations sucrières et caféières. Nous l'avons même fait avant la Déclaration des droits de l'homme ! Nous n'avons pas non plus attendu l'abolition de l'esclavage pour arriver à la démocratie. Donc, nous sommes en avance et d'ailleurs je ne me pose même pas cette question.

Agnès Dumas Bonkoungou : Je voudrais intervenir sur la contribution du peuple pour construire la démocratie. J'ai animé beaucoup de groupes avec des gens très appauvris. Le plus difficile, c'est que, parfois, on met les paysans (pas seulement les paysans mais les gens qui ont très peu de choses) dans de mauvaises conditions pour la réflexion. Comment expliquer cela ? Des fois on nous dit que nous sommes en train de réfléchir le ventre plein !... Moi, je ne peux pas dire que les Haïtiens ne sont pas prêts pour la démocratie. Je ne suis pas prête non plus à dire que la démocratie est le système idéal, parce qu'elle ne l'est pas même dans les pays où la situation économique est plus élevée. On dit que si le peuple a faim, s'il est dans la grande pauvreté, il ne peut pas participer à la démocratie. Moi je ne peux pas être d'accord avec ça. Même dans les pays très développés où les besoins fondamentaux sont satisfaits, la démocratie n'est pas vraiment participative...

Le plus souvent même, nous les intellectuels qui sommes là, nous sommes prêts à parler au nom du peuple, à essayer d'interpréter ce qu'il veut dire. Et quand vous interprétez vous faites passer vos idées. Nous faisons passer nos idées et puis ce n'est pas exactement ce que le peuple voulait dire. Nous avons du mal à traduire ou bien à comprendre ce qu'il veut dire. Or le peuple est capable de dire ce qu'il a besoin de dire ! Combien d'années faut-il à beaucoup de pays pour pouvoir exprimer ce qu'ils veulent dire ? Ils passent par la danse, par le chant, par la chanson, par une phrase, par un proverbe parce qu'ils n'arrivent même pas à aller jusqu'au bout de leur pensée. Avant même que quelqu'un du peuple ne s'exprime, il y a un intellectuel, comme nous autres, qui en rit.

Je n'arrive pas à exprimer exactement ce que je veux dire. Le plus souvent le peuple se trouve dans une situation où il doit faire face à des milliers de personnes qui ont déjà pensé pour lui. Aussi ne peut-il pas transmettre ce qu'il s'efforce de faire pour vivre sa vie, pour le développement et pour la paix durables. Le peuple sait ce qu'il veut, mais on ne prend pas en compte ce qu'il veut dire, comme si on pensait qu'il est incapable de parler, de prendre place. C'est ça que je voulais dire. Donc, pour une vraie contribution du peuple, il faut absolument qu'on rentre dans une relation de proximité. Pour moi, une relation de proximité c'est prendre le temps d'écouter et de parler aussi, d'échanger vraiment comme des égaux... Ce n'est pas parce que moi je suis passée à l'école que ce que je pense est mieux que ce que dit le pauvre paysan qui est à côté de moi... La parole de tous doit être prise en compte.

Donc on ne peut pas parler d'une contribution pour la démocratie en laissant trop d'Haïtiens derrière. Ils ont droit à l'écoute, droit aussi de vous entendre et de vous signifier éventuellement vos erreurs ou vos valeurs, même si vous avez été bien formés. Nous les intellectuels, sommes-nous prêts à affronter, à rejoindre le peuple dans ces conditions-là ?

Suzelle Midy : Moi je crois qu'il faut changer quelque chose dans les universités, dans la formation de nos jeunes. On ne va pas à la rencontre du plus pauvre. Il faut qu'il y ait des groupes de gens formés capables d'aller à sa rencontre, pour l'interroger et l'écouter. Quand on s'assied avec le pauvre et qu'il vous donne ses idées, on voit qu'il est créatif, qu'il est artiste, qu'il n'a pas les moyens de développer ses capacités. Le père Joseph, lui, est allé au devant des plus pauvres. Il est allé vivre avec eux pour développer ce qu'il y a de mieux parmi ces gens-là. Je crois que c'est ça qui nous manque en Haïti. Nous écoutons de loin. Nous regardons les bidonvilles, dans les mornes, mais nous ne savons pas ce qui est à l'intérieur de ces bidonvilles. Moi quand je regar-

dais les bidonvilles, je me demandais comment les gens vivent là. Avec le Quart Monde je suis rentrée dans ces bidonvilles. Il y a des endroits où deux personnes se croisent en se faisant face. Il n'y a pas de rue, mais des couloirs insalubres où quelqu'un peut tomber facilement… On n'a rien pour subvenir à ses besoins. Les gens dorment dans une maison où tout se voit de l'intérieur et de l'extérieur, où il faut dormir debout quand il pleut. Il faut peut-être pénétrer dans ces endroits-là pour comprendre ce qui serait à changer et ce que les habitants proposent.

Jan Hanssens : Avec Jacqueline et Mme Colas, on a parlé de la faiblesse de la démocratie. Il y a la démocratie, il y a aussi les institutions. Ou bien on considère qu'il y a la démocratie mais pas les institutions. Ou bien on a les institutions comme les CASEC, les ASEC, etc., mais quel est le rôle de chacune d'elles ? ... Maintenant comment organiser les plus pauvres ? À partir des élections ? On leur demande de voter mais après ils ne voient plus personne. Et on ne leur donne même pas du temps pour dire leurs besoins et leurs problèmes : *C'est moi, untel, dimanche il y aura des élections. Allez voter pour moi. Et le soir, après les élections, vous aurez un grand "bouyon"* [69]... Il faut donc une organisation, soit au niveau de la société des plus pauvres soit au niveau de l'État.

Madeleine Jean-Baptiste : Je voudrais apporter une première rectification. Je trouve que nous parlons du peuple de manière très péjorative. Après tout, nous aussi nous faisons partie du peuple haïtien. C'est la première idée : quand on parle du peuple, il y a un risque de stigmatisation, de discrimination, d'exclusion. Le peuple c'est encore nous : lui, moi, vous. (...)

La deuxième. Je suis d'accord qu'il faut renforcer les institutions, les collectivités, les institutions étatiques présentes sur le terrain. Mais en même temps il y a les organisations que nous appelons les ONG qui viennent aussi dans l'arrière-pays. Qu'est-ce qu'elles ont ? Qu'est-ce qu'elles font ? Parce que là nous sommes concernés, de loin ou de près. Nous avons été en contact avec ces gens-là à travers nos institutions : la majorité d'entre nous probablement, nous travaillons dans des ONG. Donc, nous avons des relations directes avec ces gens-là. Qu'avons-nous fait avec eux ? Leur a-t-on permis de s'exprimer ? Les avons-nous écoutés ?... À l'église ou dans quelque endroit où nous les rencontrons, qu'est-ce qui a été fait ? Qu'a-t-on apporté de plus ? Après 10 ans ou 20 ans de travail dans la zone, qu'est-ce qui a changé dans la vie des habitants ? Est-ce que nous avons un "aller mieux" ou bien un développement durable comme on dit ? Nous aurons des étapes à franchir encore pour arriver à ce que quelque chose change dans la vie des très pauvres.

David Eva Prevot : Je vais dans le même sens que madame, à savoir qu'il faut aller dans les quartiers défavorisés, au niveau des bidonvilles, s'asseoir avec ces gens-là, construire des relations avec eux parce qu'ils ont beaucoup de choses à vous apprendre. Vous intellectuels, il ne faut pas que vous les sous-estimiez. Ce matin j'ai l'impression qu'un plateau de la balance est monté plus haut que l'autre parce qu'on a mis les pauvres en évidence... Il ne faut pas oublier que ces gens sont là au même titre que nous. Ils ont des capacités. Ils sont égaux avec nous autres. Quand ils veulent se faire entendre ils savent comment s'y prendre. Ils en ont donné la preuve à plusieurs reprises. Donc, je ne vais pas reformuler la question mais, au lieu de dire "comment les plus pauvres peuvent-ils contribuer à la construction de la démocratie", ce serait mieux de dire "comment chacun de nous contribue pour que nous construisions ensemble une démocratie qui n'exclut personne". Parce que laisser parler les plus pauvres pour eux-mêmes, pour moi c'est comme si on encourageait la corruption. Les uns et les autres ont une forte capacité, ils sont intelligents au même titre que nous, ils ont leur mot à dire. Donc, s'asseoir avec eux ou en face d'eux, c'est là qu'on va construire en quelque sorte la démocratie dont on parle... Je veux encore dire au sujet de ces quartiers défavorisés qu'il y a de grands intellectuels qui sont issus des plus pauvres. Malheureusement, en Haïti, quand on est issu de parents pauvres et qu'on est arrivé au sommet, on oublie son origine. Mais il ne faut pas sous-estimer ces gens. Ils ont leur mot à dire eux aussi. Faites l'expérience, allez leur parler, vous verrez qu'au même titre que vous, ils ont des idées assez intéressantes pour construire ce pays.

69. Bol de soupe faite de viande, de légumes divers, de vivres alimentaires (ignames, etc.).

Jacqueline Demonio : J'évoque une petite expérience justement de changement ou du moins de prise en compte dans la construction de la démocratie française, avec le père Joseph qui a participé avec ses collègues du Conseil économique et social (CES) à l'élaboration d'une loi "contre les exclusions" qui finira par être promulguée en 1998. Cette loi a véritablement été portée par le Mouvement ATD Quart Monde en concertation avec les personnes exclues. Tous leurs besoins étaient pris en considération dans cette loi-là. C'est un travail qui a demandé des années pour apporter cette contribution entérinée par le CES, le gouvernement et le parlement de l'époque. Ce fut une étape importante, mais cela ne veut pas dire que c'est gagné. Rien n'est jamais vraiment gagné. Deuxième chose, hier soir à l'ouverture, le groupe AWOZAM a évoqué tous les problèmes de la paysannerie pauvre d'Haïti. C'était un plaidoyer politique... qui prouve que l'organisation de la globalisation et de la mondialisation est comprise, que l'échange économique avec les pays les plus riches est compris, que le système est très bien compris... Cela dépasse même les relations économiques qui se mettent en place en Haïti et même dans la Caraïbe... Quand on va en Amérique du sud pour rencontrer nos amis guatémaltèques, on voit que les paysans de ce pays ne savent pas du tout comment fonctionne l'économie. Ils savent que la mondialisation existe, mais là où ils peuvent contribuer franchement, c'est que de toute façon ils veulent une démocratie, dont les plus riches ne veulent pas (ceux-ci n'ont pas de raison de rêver plus puisqu'ils ont déjà tout.) Eux, n'ayant rien, peuvent faire changer les choses. Ils veulent un monde plus juste. C'est leur lutte ! Mais le changement n'est jamais acquis. Chaque jour il faut recommencer. Donc, je veux dire qu'ils nous apprennent que les choses peuvent changer.

Georges Brunet : Je voudrais revenir sur cette connotation de peuple. Quand on parle de peuple, on voit toutes les composantes de la société. Nous sommes le peuple. Oui, c'est tout à fait naturel pour ce qui nous concerne... Quand vous dites que le peuple doit s'assumer, se représenter lui-même, prendre le pouvoir... Ok ! Ceci dit, la liberté ne se donne pas et, quand on l'acquiert, ce n'est qu'une étape parce qu'il faut toujours lutter pour la conserver ou la préserver. C'est une évidence.

Pierre Audin Jeune : Mme Jacqueline a dit que la démocratie a été créée en Grèce antique pour défendre le peuple. Pour Haïti, chacun de vous a parlé de la faiblesse du gouvernement ou de la démocratie. Cela veut dire que les gouvernements n'écoutent pas vraiment le peuple. Cela me porte à rejoindre notre ami qui a dit que le peuple doit s'organiser lui-même. Donc, il ne suffit pas d'aller voir le peuple, le peuple doit s'organiser lui-même pour porter ses doléances, dire ce qu'il veut et amener les dirigeants ou du moins les gens à prendre conscience de leur situation de manière à ce qu'on puisse s'asseoir ensemble et s'entraider à mieux faire.

Roland Pierre-Louis : J'ai compris une chose à partir de tout ce que j'ai vécu dans le pays. Je crois que le dialogue rend les hommes égaux. Dans ce pays, ce qui diminue la démocratie, c'est qu'on n'entend pas les autres, que les autres ne sont pas écoutés, que leurs voix ne vont nulle part. Donc, la démocratie qui met tout homme sur le même pied d'égalité que les autres ne trouve pas sa place, son épanouissement. Il y a aussi trop d'écart entre les plus pauvres et les riches. J'ai mesuré la différence entre ce que les gens riches ont gagné par rapport à ceux qui sont pauvres... La démocratie suppose une certaine sécurité. Par exemple, la mondialisation crée un grand écart entre les riches et les pauvres. Les plus pauvres ne peuvent pas s'adapter parce qu'on ne les dote pas de valeurs pour qu'ils puissent fonctionner. L'État, qui gère les plus riches, ne voit pas les plus pauvres dans la construction d'un État démocratique. Donc, je crois qu'il faut, je ne dis pas un autre système parce que nous vivons un système capitaliste qui est un petit peu agressif pour les pays très pauvres, mais un secteur qui aurait les moyens d'investir pour l'égalité entre les riches et les pauvres.

Un participant : (...) Tout le monde parle de la pauvreté. Mais j'aimerais savoir où est la racine même de la pauvreté dont on parle ?

Randiche Oriol : Je dois conclure en répondant à la question de ce monsieur. Relisez, revoyez les propos écrits de Joseph Wresinski. Il a dit que la misère a été créée par les hommes. Donc, ce sont les hommes. Nous sommes tous nés riches, n'est-ce pas vrai ? Et c'est nous qui avons créé ce système de pauvreté.

PANEL 2 :

Violence, non-violence et grande pauvreté

ATELIER 1 :
La violence faite aux pauvres

Modérateur : *Danièle Magloire*
Rapporteur : *Jacques Petidor*
Secrétaire : *Pierre-Richard Fremont*

Traduit du Créole

Texte et questionnement proposés à la réflexion du groupe

« Seul est misérable l'homme qui se trouve écrasé sous le poids de la violence de ses semblables. Il est celui sur qui s'acharne le mépris ou l'indifférence, contre lesquels il ne peut se défendre. Il ne peut que s'en éloigner en quittant les chemins normaux. Il doit alors s'anéantir et devenir l'oublié des cités d'urgence, des zones noires et des bidonvilles. Il est l'exclu.
La violence du mépris et de l'indifférence crée la misère, car elle conduit inexorablement à l'exclusion, au rejet d'un homme par les autres hommes. Elle emprisonne le pauvre dans un engrenage qui le broie et le détruit. Elle fait de lui un sous-prolétaire.
La privation constante de cette communion avec autrui qui éclaire et sécurise toute vie, condamne son intelligence à l'obscurité, enserre son cœur dans l'inquiétude, l'angoisse et la méfiance, détruit son âme.
Ni les sous-prolétaires, ni les riches, n'ont nécessairement conscience de la violence qui pèse sur l'univers de la misère. Elle est souvent dissimulée derrière le visage de l'ordre, de la raison, de la justice même. »

Joseph Wresinski, "La violence faite aux pauvres", in *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, Éditions du Cerf / Éditions Quart Monde ; 2007 ; p. 113-114.

Il y a 40 ans, Joseph Wresinski a décrit comment, dans les pays occidentaux, la société pouvait faire violence aux plus pauvres, au nom de l'ordre, de la discipline, du droit et même de la justice. Quelles pressions la société exerce-t-elle aujourd'hui sur les plus pauvres dans nos pays ?

Extraits

Danièle Magloire : (...) Sommes-nous d'accord avec Joseph Wresinski ? Avec sa façon de voir la question ? Avec la manière dont il exprime son idée ? Nous pouvons argumenter. La façon dont cette question est posée est-elle pertinente ? Y a-t-il des pressions spécifiques, particulières, exercées contre les personnes les plus pauvres ? Est-ce que cela existe en Haïti et comment ? Nous devons parler à partir de notre expérience !

Huguette Saint Fleur : Ce n'est pas parce que les gens sont pauvres qu'ils subissent tout le temps. Ils peuvent aussi faire souffrir les autres. Parfois ils ne veulent pas faire d'efforts comme s'ils voulaient toujours être dépendants, assistés. Parfois la société les fait souffrir sous la pression de la privation : dans les quartiers populaires, on peut trouver des gens qui manquent de tout, d'eau potable, d'électricité, de loisirs ; leurs enfants ne peuvent pas aller à l'école, sinon dans de petites écoles sans valeur. Tout ce que la société devrait leur donner, ils ne l'obtiennent pas. Ils ne paient pas de taxes et attendent que la société leur donne quelque chose.

Danièle Magloire : (...) Vous parlez de personnes qui ne sont pas capables d'envoyer leurs enfants dans une bonne école, mais il s'agit de parler de préférence de personnes qui ne sont pas du tout capables d'envoyer leurs enfants à l'école ! ... En réalité, il y a deux millions d'enfants qui ne peuvent pas aller à l'école. Ce sont des chiffres tirés du dernier recensement. On peut imaginer de quelles familles sont issus ces enfants. C'est vrai que la plupart des familles haïtiennes connaissent l'importance de l'école pour leurs enfants. Si elles n'envoient pas leurs enfants à l'école, ce n'est pas parce qu'elles ne le veulent pas, mais parce qu'elles sont dans l'incapacité de le faire. Car, malheureusement, dans notre pays l'école primaire n'est pas gratuite. Il faut que les parents paient. Donc l'argent est une barrière qui empêche les enfants d'avoir accès à l'éducation. Et nous n'avons pas parlé des personnes qui sont dans le besoin, qui n'ont rien !

Louis Jocelyn : Ce qui vient d'être dit me fait penser à beaucoup d'associations qui organisent des écoles communautaires. Souvent c'est pour ces enfants-là que ces écoles existent. Nous-mêmes nous nous inscrivons dans cette réalité d'écoles communautaires à travers notre association. Au moins trois d'entre elles ont permis à certains enfants, dont les parents ne pouvaient pas payer vraiment, d'être scolarisés. Je ressens profondément ces réalités. Cela me fait très mal de voir des filles de 12 ans qui n'ont pas les moyens d'aller à l'école. C'est dans ce type d'école qu'elles vont à leur âge pour la première fois. Elles sont encore des enfants, mais on peut être sûr que d'ici un, deux ou cinq ans elles auront un partenaire et seront susceptibles d'enfanter. Donc la situation du pays ira en s'aggravant avec toutes ces gamines qui seront devenues mamans avec si peu d'instruction.

Danièle Magloire : Vous dites qu'il y a des institutions qui s'occupent des enfants qui ne vont pas à l'école. En fait elles se chargent de quelques enfants, mais il en reste beaucoup qui ne vont pas à l'école.

Louis Jocelyn : Je n'ai jamais dit que tous les enfants vont à l'école ! D'ailleurs si tous les enfants y allaient, notre organisation n'aurait aucune raison d'être. Cela fait plus de trois mois que nous avons lancé une campagne avec un programme qui vise à apporter une contribution pour favoriser l'accès à l'école de quelques enfants qui n'y ont jamais été et que nous avons rencontrés. Nous devons continuer à faire des efforts pour en aider beaucoup d'autres à prendre le chemin de l'école. Ce n'est pas facile, mais la scolarisation est vraiment une façon de réduire la pauvreté dans le pays et c'est une action concrète. Parce qu'à l'école l'enfant ne fait pas qu'apprendre à lire et à écrire. Il apprend beaucoup plus de choses très importantes. Il apprend à construire sa vie avec les autres...

Pierre-Richard Fremont : (...) Je voudrais revenir sur des idées qui ont été émises, à savoir qu'il y a une pression sociale sur les plus pauvres, que ceux-ci font aussi souffrir les autres, qu'ils veulent rester dépendants et ne pas payer de taxes... Attention ! Ce sont là des préjugés ! D'abord, nous parlons des plus pauvres comme s'il s'agissait d'un bloc homogène. On ne tient pas compte de la personnalité de chacun, de ce que les uns et les autres veulent... Je ne crois pas que nous ayons dit que ceux qui ne trouvent pas de services de base, ce sont seulement les plus pauvres. Ce sont tous les Haïtiens qui ne trouvent pas ces services, même ceux qui sont dans la classe moyenne. S'ils les trouvent, c'est qu'ils les ont payés. L'État n'assure pas tous les services publics... Si je dois accoucher, il me faut de l'argent pour aller dans un hôpital privé, car à Chancerelle (hôpital public près de Cité Soleil), si je n'ai ni argent ni matériel, ce n'est pas possible. Le médecin peut faire preuve de bonne volonté, il n'a pas de moyens. Alors lorsque l'État n'assure pas du tout un service de base, la responsabilité n'est pas du côté de la personne pauvre qui n'a pas les moyens de le payer : elle en est la première victime. Surtout en comparaison avec vous qui avez la possibilité de payer ce service, même si c'est peu. (...)

Dernière clarification : nous ne pouvons pas être dans un colloque où nous réfléchissons sur les conditions de ceux qui sont plus mal, et faire preuve de préjugés à leur encontre. À propos des taxes, en Haïti la plupart des personnes n'en paient pas (de grands personnages ou des professionnels pas riches comme des secrétaires comptables)... Les négociants, eux, l'État peut les trouver plus facilement dans les usines. Contrairement à ce que nous pensons, les professeurs par exem-

ple n'ont pas les plus gros salaires dans le pays, mais ils paient les taxes. Dans les marchés, un endroit très populaire, des gens font un petit commerce : celui-ci est taxé. On ne peut pas dire que les pauvres ne paient pas de taxes. (...)

(...) Pour notre débat, vous avez demandé de la méthode. Quelle méthode le comité d'organisation du colloque nous a donnée ? Il faut s'assurer que nous traitions des questions qui concernent les plus pauvres. C'est d'elles dont nous voulons parler. Essayons donc de les clarifier. Chacun donne son idée. Et prenons en note parce que les organisateurs ont pour objectif de nous faire réfléchir sur la réalité des plus pauvres.

Danièle Magloire : (...) Pour ma part, j'aimerais que nous nous concentrions sur les phrases qui introduisent la question. Comme cela, je pense que le débat pourra avoir lieu, et nous pourrons ainsi répondre aux questions posées. Certaines parlent du droit et de plein d'autres choses encore.

Jean-René Azor : Madame, vous avez parlé d'enfants qui ont fini leurs études. Je pense que ces personnes ne sont pas dans le cadre de notre réflexion sur l'extrême pauvreté. Dès que quelqu'un a pu accéder à un certain niveau d'études, il dispose d'un ensemble de moyens qui lui permettent de gagner de l'argent. Il n'est pas dans l'extrême pauvreté, là où il y a une forte stigmatisation. Avec une personne en fin d'études, nous ne pouvons plus parler de la même stigmatisation. Ce qui caractérise une personne très pauvre, c'est l'argent qu'elle n'a pas pour subvenir à ses premiers besoins.

Danièle Magloire : D'après vous, il n'y a pas de pauvres qui ont fait des études ?

Jean-René Azor : Madame, que voulez-vous me dire par là ? Quand quelqu'un est à un niveau universitaire, il ne peut être dans l'extrême pauvreté. Je voudrais savoir sur quel point nous sommes d'accord !

Louis Jocelyn : (...) Un pauvre qui a fait des études n'est plus pauvre. Il est sorti de la classe sociale où il était. Il a évolué pour aller dans une autre classe. Ce qu'a dit monsieur, c'est normal. Cela veut dire qu'un pauvre n'est pas condamné à rester pauvre, à mourir pauvre. Il est capable d'aller à l'école. Il possède une certaine richesse : le savoir. Il devient un homme cultivé. Il peut avoir des manques pour arriver à satisfaire d'autres besoins fondamentaux, mais il est un homme riche, en quête d'un boulot pour partager sa connaissance bien reconnue par tous.

Jean-René Azor : Les gens qui subissent la discrimination, c'est comme si la société les avait laissés de côté. Dès l'instant où une personne est exclue de la société, c'est comme si elle ne se sentait plus vivre… Un homme exclu peut posséder toutes ces richesses du savoir. Mais à cause de son origine "pauvre" il a du mal à briller. La société l'exclut en le renvoyant toujours à sa classe sociale d'origine. C'est pour cela qu'il faut cesser d'exclure les gens. Toute personne est née riche et peut partager ses valeurs humaines, surtout s'il passe à l'école.

Danièle Magloire : Nous allons revenir sur tout cela... Ramassons toutes les idées pour les clarifier... Les familles qui vivent dans l'extrême pauvreté n'ont pas de moyens pour envoyer leurs enfants à l'école, ni pour leur donner ce dont ils ont besoin pour leur développement. Quelqu'un qui est très pauvre n'est pas exclu lorsqu'une institution l'aide. La personne peut faire des efforts pour aller à l'école et on peut la prendre en charge, mais elle est pauvre... Non, on ne change pas de catégorie ! Entendons-nous bien !... Parler de "classe sociale", cela veut dire quelque chose de précis. Dire qu'on change de classe sociale, ce n'est pas bien pensé. Il y a une définition de la classe sociale. Quelqu'un peut savoir bien lire et bien écrire, pourtant il peut être dans la classe sociale la plus basse. Quelqu'un peut ne rien savoir et être dans la classe sociale la plus haute. Cela n'a rien à voir avec le niveau d'éducation...

Huguette Saint Fleur : Madame, il faut corriger ce que vous avez dit : pauvre n'est pas égal à kidnappeur. Cela fait 18 ans que je suis à Lakay (institution salésienne, foyer pour des enfants qui quittent la vie dans la rue). Nous n'avons jamais vu un enfant en prendre un autre dans un kid-

napping... Ces enfants, la société les a marqués en les mettant de côté. Dès qu'ils entrent dans le foyer Lakay, nous les envoyons dans des groupes parascolaires pour les sociabiliser. Au point de départ, ils se sentent moins que les autres et là, progressivement, ils trouvent un encadrement au niveau affectif. Leurs parents viennent en réunion à chaque fin de mois, et nous allons les visiter quel que soit l'endroit où ils habitent en province... Je ne suis pas d'accord avec Madame. (...)

Agnès Dumas Bonkoungou : Moi non plus ! ... Trois formes de richesses mènent le monde : le savoir, le pouvoir et l'avoir. Quand on possède l'une de ces richesses, on n'est pas pauvre. On peut être déséquilibré ou exclu ou se prendre pour un dieu, mais on n'est plus pauvre !

Danièle Magloire : Il y a une chose que je voudrais préciser. Depuis ce matin, rien n'a été dit qui laisserait entendre "pauvre = kidnappeur"... Il faut nous entendre sur ce dont nous sommes tous d'accord. Pauvre ne veut dire ni kidnappeur, ni criminel. De même, on ne veut pas dire que les personnes qui ont des moyens ne commettent pas de crimes.

Comment allons-nous avancer d'une manière démocratique ? Tout le monde a le droit de poser des questions. Pour commencer, nous sommes donc d'accord : pauvreté ne veut pas dire criminalité. Il y a des gens qui sont sans moyens et qui ne commettent pas d'acte répréhensible !

Un participant : (...) Je voudrais ajouter quelque chose. Nous n'avons pas défini qui est pauvre ou très pauvre et qui ne l'est pas. Par exemple, il y a des gens pauvres qui peuvent trouver quelqu'un qui paie leurs études et qui ainsi sont capables d'arriver en classe terminale. S'ils s'arrêtent là faute d'argent et ne peuvent poursuivre des études supérieures, ils sont mécontents et s'estiment lésés dans leurs droits. Alors que, dans un sens, on pourrait dire que ceux qui poursuivent leurs études sont des privilégiés. En réalité, nous ne pouvons pas dire qu'il y a des riches d'un côté et des pauvres de l'autre. Il y a seulement des gens qui sont confrontés à certaines limites. (...)

Danièle Magloire : Je n'ai pas très bien compris. Il y a des définitions. Celle de la pauvreté, c'est par rapport à l'argent que tu n'as pas en main. Ce n'est pas à chacun de mettre les gens dans une catégorie. Un enfant dont les parents ne sont pas capables de payer l'école, mais qui a trouvé quelqu'un pour l'aider à suivre sa scolarité, est toujours pauvre. C'est cet exemple que je voulais expliquer. Il y a des gens pauvres, et d'autres plus pauvres encore. On pourrait dire que celui qui est moins pauvre qu'un autre n'est pas pauvre. Personne n'a dit cela ici. Seulement nous disons que la personne qui est capable de faire des études n'est pas pauvre, parce que nous sentons bien que nous devons mettre des limites. Mais ce n'est pas ce que j'ai dit. D'accord ? (...)

(...) Je vous assure que ce n'est pas cette idée que nous étions en train de développer. Ce que vous avez dit est juste. Je crois que c'est une opinion partagée... À partir de maintenant, il serait important de voir ce que nous devons considérer. Y a-t-il d'autres types de contraintes, de pressions qui pèsent sur les personnes qui vivent dans la misère, à part le fait qu'il n'y ait pas de services de base (cela, nous l'avons déjà identifié).

Huguette Saint Fleur : Les pauvres subissent une violence physique sur les filles et n'ont pas accès à la justice.

Danièle Magloire : Il peut y avoir en effet de la violence physique, mais qui l'exerce ?

Huguette Saint Fleur : Parfois, la violence subie est le fait de gens du même milieu, du même quartier.

Danièle Magloire : N'oubliez pas la question. "Ils subissent !" Si c'est "entre eux-mêmes", cela ne vient pas de l'extérieur. Or, ce n'est pas de la violence entre les gens dont nous parlons, mais des contraintes qui viennent de l'extérieur... Vous avez parlé de la pression de la police... Madame a parlé de "violence physique". Lorsque deux personnes se battent, est-ce une contrainte subie ? Pour ma part, je crois que c'est une autre catégorie. (...)

Huguette St Fleur : Dès qu'un incident arrive à cause d'une personne, avant tout jugement on la prend, on la bat et on la jette en prison. Or dans bien des cas cela pourrait se résoudre facilement. En prison, les gens sont oubliés, n'ont pas d'argent pour prendre un avocat, ne trouvent pas de justice.

Schella Privert : Je voudrais dire que la misère extrême est la cause de tout. Les enfants qui sont dans la rue sont exposés à toutes sortes de choses. Des gens passent durant la nuit, les ramassent, abusent d'eux sexuellement. Des enfants de 12 ans ! Ce sont des choses que j'ai vécues, que je connais. La misère est dure : ce n'est pas facile pour un enfant d'être dans la rue la nuit. (...)

Il y a des parents qui, par exemple, se lèvent le matin sans pouvoir donner à manger à leurs enfants et qui sont aussi exposés à toutes sortes de choses. Il y a des enfants qui entrent chez les gens pour prendre ce qui ne leur appartient pas. Ce sont des enfants de familles misérables qui font cela. Ce sont des victimes. C'est quand la misère est extrême. Moi, je demande qu'il y ait un changement, qu'on fasse quelque chose. Il faut parler, réfléchir, mais il faut agir pour que cesse cette misère extrême.

Danièle Magloire : À qui demandez-vous cela ?

Schella Privert : À l'État !!!

Danièle Magloire : L'État ne met pas les enfants à l'école gratuitement, ce qui serait déjà une aide pour ces enfants. Mais est-ce seulement l'État qui est concerné ? Nous revenons sans cesse sur la question de l'école. Lorsque quelqu'un ne mange pas à sa faim, est-ce d'abord une question de scolarisation ? Non ! La violence est une chose fondamentale parce qu'il faut rester en vie... Pour la police nationale, vis-à-vis de ceux qui parfois vont vite en voiture sur la route, il y a une question d'apparence : s'ils ont une belle voiture et la peau claire, on les laisse passer. Même par rapport à la couleur de votre peau, vous pouvez être victimes. On peut vous arrêter, vous plaquer au sol dans la rue... Vous comprenez ce que je veux souligner par rapport à l'apparence ? C'est une discrimination ! ... Là, il faut faire quelque chose. Il faut le même traitement pour tous et arrêter toutes formes de discrimination.

Un participant : (...) Face à la police nationale, il y en a qui ont en mains de grosses armes...

Danièle Magloire : Ce peut être la police ou n'importe quel groupe paramilitaire. Qui sont les groupes paramilitaires ? Ce sont les gangs, les personnes qui possèdent des armes, qui ont ce qu'il faut pour éliminer quelqu'un... Cela dépend de l'époque ; la dernière que nous avons connue, c'est celle des chimères...

Un participant : (...) Gang, c'est un mot anglais. Le vrai nom, c'est groupe qui possède des armes. Nous restons vagues avec cette expression, parce qu'il y a une différence entre gangs, militaires, police et paramilitaires. Nous pouvons simplement dire : ceux qui utilisent mal leurs armes, au lieu de se protéger et de protéger les autres.

Danièle Magloire : Entendons-nous, chaque fois que nous abordons une question, nous sommes tentés d'en sortir. Nous avons commencé à parler de la violence, mais nous ne l'avons pas approfondie. Nous retournons aux "besoins primaires non respectés." Je crois que tout le monde est d'accord sur ce point. Les gens n'ont pas de maison, pas d'eau, ils n'ont pas accès à la santé, ils ne peuvent pas manger, nous sommes d'accord sur cela. Nous cherchons maintenant quelles sont les autres contraintes que subissent les plus pauvres.

Nous avons identifié la violence, les gens qui en sont victimes à cause de leurs conditions de vie. Nous avons montré comment la police est plus encline à leur tomber dessus. Quelqu'un a rajouté la violence exercée par les groupes de gens armés. Il ne s'agit pas seulement de citer les contraintes, il faut aussi les expliquer. Pourquoi considérons-nous que ce type de violence concerne spécialement les plus pauvres ?

Louis Jocelyn : Je veux revenir sur le point soulevé par Mme Huguette. Nous parlions des enfants qui ont parfois des disputes entre eux. Les pauvres ont souvent des disputes au sein de leur groupe. Nous avons dit que nous ne parlons pas de ce type de conflit. Il y a des raisons occasionnelles et des raisons profondes. Lorsque deux enfants se battent, on ne sait pas d'où vient l'origine de la dispute. On ne sait pas si c'est entre eux-mêmes ou si c'est une personne extérieure qui leur a donné de l'argent pour se battre. J'ai déjà assisté à des choses de ce genre, qui m'ont fait comprendre que l'on peut utiliser les enfants pour aller faire des coups de force. Lorsque deux enfants se battent, cela peut être une forme de pression aussi que la société exerce sur les personnes pauvres. On paie des enfants de la rue pour qu'ils se battent entre eux, et même pour aller faire violence à quelqu'un. N'est-ce pas intolérable ?

Danièle Magloire : Entendons-nous ! Lorsque nous parlons de dispute entre deux personnes, ce n'est pas une pression sociale. La pression sociale, c'est quand la société met le feu sur vous, quand elle veut que vous agissiez dans un certain sens. Je vous donne un exemple qui explique plus clairement de quoi on parle. Nous savons que les enfants qui ont la chance d'aller aujourd'hui à l'école doivent passer la graduation. C'est une pression sur les parents qui doivent trouver de l'argent pour acheter des vêtements et faire d'autres dépenses. Qu'est-ce-que cela veut dire ? Même si vous n'avez pas d'argent, vous devez dépenser. Il en est de même pour le mariage ou le baptême. Vous comprenez, c'est une pression de la société sur vous pour vous faire marcher d'une certaine façon, même si vous n'avez pas de moyens et, de plus, vous ne pouvez pas faire n'importe quoi pour satisfaire aux exigences. C'est cela la pression.

Un participant : (...) Je ne parle pas du conflit entre un mari et sa femme, entre une mère et son enfant, entre un frère et une sœur. Ce n'est pas de cela dont je parle, mais de pression sociale. Si la société ne me défend pas ou ne fait rien pour me protéger contre des choses dont je suis victime dans ma vie quotidienne, j'appelle tout cela "pression", "complot" ou "indifférence généralisée" qui devient "société".

Schella Privert : Je pense que nous nous écartons du sujet. Chaque fois que madame la modératrice nous le rappelle, nous faisons les rebelles, nous ne nous recentrons pas. Je comprends la pression que fait la société.

Je souhaite que nous restions à Port-au-Prince, la grosse capitale. Je viens de la province, je n'ai pas l'expérience des gens de la ville. Je pense que vous êtes censés jeter aussi un œil sur la pression que nous subissons, nous qui venons des mornes, qui ne pouvons pas descendre en ville. À chaque fois qu'il va y avoir des élections, ceux qui ont posé leur candidature savent où sont les gens, ils vont à eux pour qu'ils votent en leur faveur. Et lorsque les élections sont finies, ils ne vous connaissent plus. Il n'y a personne pour porter votre voix nulle part. Je pense que c'est là la plus grosse pression qui pèse sur les plus pauvres... Ils sont mis de côté, ils n'ont aucun droit, même pas les droits les plus importants. Même leur voix n'est pas respectée.

(...) On devrait aller jusqu'à la pauvreté rurale pour éviter qu'il y ait l'extrême pauvreté à Port-au-Prince, sinon nous aurons toujours le même problème.

Jacques Petidor : L'intervenante a parlé aussi des droits civils.

Huguette Saint Fleur : Les gens qui viennent de la province en nombre, c'est une sorte de pression sociale. Les gens qui vivent dans le monde rural n'ont ni eau ni électricité et plein d'autres manques encore. On leur avait fait des promesses pendant la campagne électorale et puis ensuite rien. Va-t-il y avoir des changements pour eux, pour trouver du travail, pour avoir de l'eau qui leur permette d'irriguer leurs terres ? Je ne le crois pas si on ne se bat pas.

Danièle Magloire : Pour quelle raison les gens quittent-ils la province pour venir à Port-au-Prince ? Est-ce que c'est l'envie de "voir la lumière" ? D'ailleurs à Port-au-Prince, cela dépend dans quel quartier vous habitez pour voir la lumière ! Que viennent chercher les gens à Port-au-Prince ? De l'argent, parce qu'ils en ont besoin. Ils veulent vivre leur vie autrement, travailler. À

Port-au-Prince, ils peuvent trouver un job à l'usine. Pourquoi ne restent-ils pas en province ? Parce qu'il n'y a rien ; il n'y a pas de travail !

Un participant : (...) Madame, je voudrais vous dire quelque chose. Tout à l'heure, j'ai parlé des conflits entre les gens dans les quartiers très pauvres. Vous m'avez dit que ce n'était pas de la pression sociale. Mais en même temps, la société ne fait rien pour assurer la sécurité dans certains quartiers et dans certaines zones, et elle laisse les gens subir la pression des gangs, des kidnappings, des viols. Lorsque quelque chose de grave vous arrive en bas de la ville ou dans un quartier bourgeois ou dans un quartier rural ou dans une zone pauvre, si l'on ne fait rien, je ne sais pas si c'est une pression "sociale", mais c'est une pression. Les choses sont difficiles parce que nous mettons tout sur le compte de l'État... Il y a trop de personnes qui vivent dans la pauvreté ! ... En principe, la loi est là pour faire respecter les droits des plus pauvres contre les gens qui sont plus forts et qui peuvent les attaquer. Si la société ne fait rien pour protéger les plus faibles, c'est une forme de violence, cela veut dire qu'on laisse les plus pauvres, les plus faibles sous la pression des plus forts. Voilà pour moi une forme de pression que les plus pauvres vivent très difficilement.

Danièle Magloire : Ce que vous avez dit, c'est une forme de pression que nous venons d'identifier. Il y a beaucoup de principes dans les sociétés démocratiques, avec lesquels beaucoup de personnes ne sont pas d'accord. Nos lois en Haïti ne sont pas du tout en faveur des personnes très pauvres. Elles les ont au contraire pénalisées pendant longtemps. Pensez donc qu'il y avait des règlements pour les paysans qui les privaient de droits. C'était une forme de pression qui a disparu parce que l'on a changé la loi, mais ce n'est pas résolu dans la pratique parce qu'en réalité on ne peut pas jouir de son droit... Tout le chemin qui reste à parcourir, pour que les paysans soient reconnus égaux avec les autres, n'est pas encore fini.

L'autre forme de pression que nous avons identifiée, si j'ai bien compris l'idée, ce sont toutes les mesures pour la protection légale qui existent ou pas en faveur des plus pauvres ou seulement pour une catégorie de personnes ou encore tous les textes qui ne parlent pas du tout d'eux. Lorsque nous parlons de misère, de personnes pauvres, il n'y a aucune différence entre garçons et filles ? Nous n'avons pas parlé du genre ! (...)

ATELIER 2 :
Rompre le cercle infernal de la violence en milieu de grande pauvreté

Modérateur : *Jan Hanssens*
Rapporteur : *Francine Lemaire*
Secrétaire : *Nerline Laguerre*

Texte et questionnement proposés à la réflexion du groupe

« S'il est vrai que la violence appelle la violence, n'y a-t-il que celle de l'exclusion, de la baïonnette dressée sur le ventre du misérable ? À notre avis, il en est une infiniment plus efficace. Elle prend ses racines au fond même des hommes que nous sommes, elle se nourrit de notre cœur, du meilleur de nous-mêmes, de nos désirs de joie, de paix à répandre, à donner. Elle se nourrit de notre rencontre du Dieu de charité, de notre idéal de justice.
Cette violence est celle qui provoque les vraies résolutions, profondes et définitives, les résurrections qui rendent vie, respect, honneur, gloire et bonheur à tous les hommes, qu'ils soient riches ou pauvres. C'est à cette violence-là qui est celle de l'amour que nous sommes voués les uns et les autres, que nous le voulions ou non, du fait que nous sommes véritablement des hommes et que nous avons pris conscience qu'aucun autre homme ne peut jamais nous être étranger ou ennemi. »

Joseph Wresinski, "La violence faite aux pauvres", in *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, Éditions du Cerf / Éditions Quart Monde, 2007, p.118.

Quelles stratégies pour rompre le cercle infernal de la violence en milieu de grande pauvreté ?

Extraits

Jan Hanssens : Cet atelier est un espace d'échanges. Personne ne va introduire ni donner une conférence. Vous avez la parole.

Charles Antoine Louis : (...) Que ceux qui vivent dans une même communauté puissent apprendre à se connaître ! À partir du moment où on se connaît, on a plus de facilité pour communiquer. Au lieu de chercher la justice soi-même et de se venger, on pose le problème et on cherche la solution. Se connaître en frères et s'aimer : à partir de là, on est sur la voie de rompre cet enchaînement : « Tu me tues, je te tue ; tu m'as tué, je te tuerai, etc. » Le premier acte de violence est parfois un simple malentendu. Il faut savoir demander pardon et accepter de pardonner. À partir du moment où on vit en communauté, où chaque individu connaît l'autre, il y a déjà une solution pour avancer : « Tu m'as fait ça ! Pourquoi ? » (...)

Jacqueline Demonio : Je crois que c'est insuffisant parce qu'il y a deux mille ans que ça ne se concrétise pas. Si ça fonctionnait, ce serait bien, mais malheureusement il ne suffit pas de le dire. Au contraire les choses empirent. C'est une très bonne idée, une très belle parole, sauf que ça ne marche pas. Je réfléchis, j'essaie de chercher la solution idéale... Il faut forcément de l'idéalisme, mais en gardant un petit peu les deux pieds sur terre.

Suzelle Midy : L'éducation devrait permettre à une majorité de pauvres d'accéder à l'école, à la formation, à un métier. Cela pourrait aider beaucoup.

Dieufait Noelsaint : Moi, je dirais qu'il faut cesser de marginaliser l'autre. Il faut le considérer comme un frère, avec toute sa dignité humaine et sa valeur, comme l'a dit le père Joseph.

Mais il faut qu'il y ait aussi un système judiciaire fiable. À Cité Soleil, des victimes de vio-

lence ne veulent pas porter plainte contre les bandits, ayant peur de représailles... Car il y a des bandits de grand chemin qu'on a incarcérés et qu'on est en train de libérer maintenant. C'est dû à notre système judiciaire.

Il faut aussi qu'il y ait une répartition équitable des richesses. Notre société est trop inégalitaire. Un groupuscule détient toutes les richesses du pays tandis que la grande majorité vit dans la pauvreté. S'il n'y a pas une répartition équitable des richesses, il y aura toujours des frustrés et des exclus qui n'auront pas d'autre moyen de s'affirmer que la grande violence. (...)

Madeleine Jean-Baptiste : On parle souvent de la répartition des richesses et des biens, mais pratiquement, concrètement, comment peut-on la réaliser avec des familles qui, depuis des centaines ou des dizaines d'années, en sont les détentrices ? Dans l'Artibonite, on a essayé avec la réforme agraire, ça n'a pas marché. Comment peut-on faire ?

Ne serait-il pas plus sage de parler de prise de conscience ? Quoi qu'il ne faille pas forcer quelqu'un à prendre conscience de la nécessité d'aider les autres qui sont dans le besoin. Donc, pour moi, il faut chercher d'autres choses beaucoup plus pratiques. Cette affaire de répartition des richesses est théorique.

Roland Pierre-Louis : Il y a beaucoup plus de violence dans les quartiers quand il y a de la méconnaissance. Les gens vivent ensemble, leurs maisons sont proches, mais ils ne se connaissent pas. Il faut leur permettre de se connaître. (...)

Il y a aussi la culture des valeurs. À partir du moment où les gens peuvent se réunir, ils peuvent discuter, échanger sur leurs valeurs morales et sociales. Du coup, ils vont devenir beaucoup plus solidaires entre eux. Ensuite, ils doivent aussi apprendre à discuter sur leurs droits. Ils doivent savoir qu'ils ont des droits (à la vie, à la sécurité sociale, etc.) Il faut aussi qu'il y ait une ambiance de divertissement. Les gens doivent pouvoir se divertir entre eux. Il faut lutter pour qu'il y ait plus de sécurité, et pour que l'État prenne en charge la vie des plus pauvres afin que ceux-ci sentent qu'ils ont de la valeur. S'ils sont livrés à eux-mêmes, ils vont toujours maintenir la violence.

Marianne Palisse : Le cercle infernal de la violence peut être distingué du cercle infernal de la misère... On peut reconnaître la misère comme une forme de négation des droits et c'est une violence. Mais il y a aussi beaucoup d'autres formes de violence. On a parlé cet après-midi du kidnapping, de la violence armée, des agressions sexuelles,... mais ce lien-là me gène un peu. C'est comme si on disait : là où il y a de la misère, là il y a de la violence. Alors que ce n'est pas du tout le cas. La misère peut engendrer la violence devant la violation des droits, mais tous les gens qui subissent la misère ne sont pas nécessairement des gens violents.

Certes la misère est une forme de violence, mais elle n'engendre pas forcément la violence si les gens gardent la tête haute. Je voulais vraiment mettre ça en évidence si on réfléchit à une stratégie pour sortir de la violence et de la misère. Ce sont deux cercles infernaux qui peuvent s'entrecroiser, mais ce n'est pas systématique du tout.

Jan Hanssens : Je reprends ce dont nous avons parlé jusqu'à maintenant. La dernière intervention vient d'attirer l'attention sur une nécessaire clarification entre les concepts. Beaucoup d'attitudes ont déjà été mentionnées : une éducation, une justice fiable, un État responsable... On a évalué des tentatives de solution : on a fait cela et ça ne marche pas (Cf. la fraternité, la répartition des richesses, etc.) Voilà un peu où l'on en est dans l'échange. Qui voudrait continuer ?

Jacqueline Demonio : La misère est associée à l'humiliation. Les gens qui vivent dans l'exclusion totale et dans la grande pauvreté connaissent au quotidien l'humiliation, le déni de leur personne, ce qui les met dans une situation d'indignité. Cette humiliation quotidienne et permanente crée une légitime colère, pour ne pas dire une rage, une révolte.

C'est cette révolte qui s'exprime souvent dans la violence, exercée soit à l'intérieur même de la communauté exclue, soit contre les systèmes qui humilient. Une simple démarche à la poste ou dans un service social peut être l'occasion d'une humiliation et d'un légitime sentiment de rage.

Cette violence est souvent retournée contre les exclus eux-mêmes, mais aussi contre toute la

population. C'est une espèce de négation de soi-même : on n'arrive pas à s'identifier, ni avec les personnes qui vivent autour de soi ni avec d'autres. Ce qui fait que la situation matérielle de pauvreté et d'exclusion peut amener une personne à considérer que sa propre vie et celle des autres n'ont pas de valeur. (...)

Alors, effectivement on peut évoquer l'éducation, la charité, la fraternité, les bons sentiments. Mais quand une situation d'humiliation se transmet de génération en génération, c'est comme mettre un cataplasme sur une jambe de bois. Joseph Wresinski sait bien que ce sont des dizaines d'années de travail et d'échange au quotidien qui font prendre conscience à tous que la misère est elle-même une violence.

Quand une personne est obligée de marcher toute la nuit avec ses enfants à la main pour chercher un endroit où dormir, si ce n'est pas de la violence, je ne sais pas ce que c'est. Pour les enfants qui auront connu, à 10 ou 12 ans, cette situation de survie, ça sera inscrit dans la structuration de leur personne. Il faudrait tout effacer et tout reprendre. Ce sont des choses qu'on ne peut même pas imaginer... C'est l'expression extrême de la révolte : ce sont les situations d'injustice permanente qui créent cette rage, cette violence. (...)

Manuel Guedon : À propos de la question posée («comment peut-on rompre le cercle infernal de la violence en milieu de grande pauvreté ?»), n'y a-t-il pas une différence de sens entre grande pauvreté et misère ? La misère, effectivement c'est plus de la violence tandis que la grande pauvreté c'est autre chose. Dans la misère, la dignité de la personne n'est pas respectée alors qu'elle peut l'être dans la pauvreté.

Alors quelle stratégie pour rompre le cercle infernal de la violence et de la misère ? Quand on parle de la violence, on parle d'un rapport entre des personnes. Chaque personne a son histoire. Et quand on rencontre quelqu'un, on rencontre son monde qui a aussi toute une histoire. Mais créer une stratégie pour un ensemble de personnes, est-ce possible ? Est-ce imaginable ? Je ne sais pas. Il y a là une piste de réflexion très intéressante, même si ça fait 2000 ans qu'on échoue parce qu'on ne connaît peut-être pas assez le message qui a été prôné et qu'on est toujours en recherche.

Cependant je crois que la fraternité, l'approche et la reconnaissance de l'autre comme être humain à part entière, est un chemin qui peut être une stratégie appropriée pour rompre la violence. Pourquoi je parle de ça ? Je n'ai pas beaucoup d'expérience, je suis jeune, mais j'ai vécu au milieu des enfants de la rue à Port-au-Prince et auprès des prostituées en France... Et je me suis rendu compte qu'à partir du moment où l'on reconnaissait une personne comme personne humaine, qu'on la prenait en compte, qu'on lui donnait un certain égard, qu'on la considérait comme une personne aimée et non par rapport à ce qu'elle faisait, on pouvait faire échec à la violence.

Un exemple. J'ai rencontré en France de nombreuses femmes nigériennes. L'une d'elles m'a envoyé un mail quand je suis arrivé ici en Haïti (je lui avais dit de ne pas hésiter à m'écrire) pour me dire : « Tu sais, je suis sortie de la prostitution ». Et pourquoi en est-elle sortie ? Parce que, m'a-t-elle dit : « Tu étais là et tu nous as rencontrées »...

C'est un message. La prostitution est une véritable violence vécue par ces femmes... Certes, on n'a pas interrompu la prostitution, mais une personne en est sortie parce qu'il y a eu une reconnaissance à son égard et qu'elle a pu se dire : «Je suis un être humain, je ne mérite pas d'être dans cette situation». Les moyens sont à trouver, pas seulement dans la relation, et la personne elle-même trouvera elle aussi des moyens pour s'en sortir. Voilà ce que je voulais dire... Depuis que la violence existe, il y a toujours eu des hommes qui ont cherché à l'éradiquer. Il y a 2.000 ans, celui qui l'a combattue est mort par la violence. Aujourd'hui, on est encore sur ce chemin. Une stratégie ? Y en a-t-il une ? Peut-être pas, mais certainement autant de stratégies qu'il y a d'hommes et de femmes à rencontrer.

William Brandt : C'est bien dit ! "Stratégies au pluriel !" Tout ce que je voulais dire, ce que dit le père Joseph et ce que le père Manuel a exprimé là, c'est la même chose. Le père Joseph interpelle la société pour qu'elle réalise que les droits des plus pauvres sont violés. Parler de droits humains, c'est aussi parler des droits essentiels que chaque être humain a pour vivre. (...)

On nous demande de rechercher les actions à entreprendre. Comment ce message nous interpelle ? Comment allons-nous devenir fraternels ? C'est en agissant autour de nous dans la vie de

tous les jours et aussi en allant au niveau de la grande misère vers les personnes qui sont exclues.

(...) Je me souviens de la première fois où j'ai rencontré le père Joseph et Gabrielle Erpicum. Je leur disais : «Comment allons-nous éradiquer cette misère ? C'est impossible ». En fait, c'est la rencontre d'une personne à la fois. La violence existe depuis que l'homme existe. Mais que la misère matérielle soit une humiliation et une violence, c'est une connaissance que réalisent beaucoup de personnes dans la société, même dans les pays riches, qui voyaient auparavant les pauvres seulement à travers des statistiques ou comme des personnes à aider.

Cette dimension humaine qui consiste à aller vers l'autre, à vraiment reconnaître la personne qui vit quotidiennement cette humiliation, cette violence, est un phénomène extrêmement nouveau. Même les pays riches ont des gens qui vivent en très grande misère. On les marginalise, on ne les voit pas. Et ces personnes sont encore beaucoup plus marginalisées que les pauvres que nous connaissons en Haïti. Ce que je veux dire, c'est que tant que nous n'allons pas vers les plus pauvres et que nous ne les considérons pas comme des acteurs pour changer les choses, cette fraternité ne sera pas possible. On ne peut pas créer ce monde nouveau sans eux. Quand le père Joseph dit : «La violence appelle la violence », il parle de la violence du cœur. On doit se faire violence pour aller vers les plus pauvres et c'est ce qu'il nous demande de faire.

Nerline Laguerre : (...) D'abord, il faut voir ce qui engendre la violence. Par exemple, je connais un jeune dont les parents sont très pauvres, mais font beaucoup d'efforts pour l'envoyer à l'école. Parfois il va à l'école sans argent, sans nourriture et même sans fournitures. Il a beaucoup lutté pour faire ses études classiques. Après sa philosophie, il n'est pas arrivé à entrer à l'université, ni publique ni privée. Il reste là et son âge augmente chaque jour d'avantage. Il devrait prendre des responsabilités. Mais il ne trouve rien à faire, il est vraiment seul. Il a intégré un groupe de bandits mais ce n'est pas vraiment ça qu'il voulait faire. Il a dit : «Je lutte, j'ai été à l'école sans nourriture, sans rien, je fais des sacrifices, mais rien ne marche». C'est triste, il a intégré ce groupe et maintenant il fait partie de la bande. Un jour, je lui ai dit : « Pourquoi êtes-vous là ? » Il a répondu : «Une fois qu'on est pauvre, on dirait qu'on est condamné pour ça. Je me suis rendu là parce que c'est là ma place.» On aurait dit qu'il n'avait plus aucune ressource parce que personne n'a pensé à lui. Il tombe maintenant dans la violence.

Je crois qu'on donne une chance aux jeunes chaque fois qu'on les aide à retrouver un chemin, qu'on les encourage non seulement par la parole mais à travers quelque chose de très concret. Il y a des jeunes qui ont de la volonté, qui veulent aller très loin. Si nous nous engageons vraiment pour les aider, je crois que ce sera un très grand pas pour briser ce cercle infernal. Nous pouvons commencer par exemple par nos enfants, même les plus petits, en les encourageant déjà à dire quelque chose.

Si un enfant grandit dans un quartier où il n'y a rien, sinon du banditisme, c'est ça qu'il trouve sur son chemin. Parfois, malgré tous les efforts de ses parents, il trouve de l'humiliation même à l'école parce qu'il vient des quartiers les plus pauvres. Il faut vraiment faire quelque chose pour encadrer et aider les jeunes à aller plus loin. On peut créer quelque chose pour qu'ils trouvent du travail afin de pouvoir payer l'université. La plupart des gens qui tombent dans la violence dans les quartiers populaires, ce sont des gens qui ont été à l'école. Ce ne sont pas des gens sans formation. Certains n'ont pas fait la philo ni d'autres grandes études, mais ils ont été à l'école. S'ils n'ont pas continué, c'est parce que les parents ne pouvaient pas aller plus loin. Aider les enfants et les jeunes, c'est le premier pas à faire pour détruire ce cercle.

Un participant : (...) Pour combattre la violence, il faut passer premièrement par le dialogue. Si les hommes se haïssent, c'est parce qu'ils ne se connaissent pas. S'ils ne se connaissent pas, c'est qu'ils ne communiquent pas. Deuxièmement, il faut valoriser chacun comme être humain. Il a une dignité, il faut qu'on le respecte avec toute sa dignité. Celui qui cultive la terre, il faut qu'on le valorise en tant que cultivateur, il faut une prise en charge du cultivateur. Tout à l'heure, on a parlé de la réforme agraire qu'on a essayée et qui n'a pas marché. La réforme agraire, ce n'est pas seulement une distribution de terres. Est-ce que le gouvernement a pensé à la création d'une banque de crédit agricole ? Le paysan qui vient de perdre sa récolte, est-ce qu'il y a un endroit où il puisse aller emprunter de l'argent pour pouvoir recommencer avec la culture de la terre ?

Lionel Morisseau : (...) Je vois que le colloque, d'une manière générale, est centré sur la violence économique de la grande pauvreté. Mais nous devons savoir qu'il n'y a pas que la situation économique qui peut occasionner la misère ou la violence.

De la violence, il peut y en avoir dans un foyer. Deux personnes riches peuvent s'entretuer ou s'entredéchirer au jour le jour. Là il y a de la violence conjugale, voire sexuelle. Si la femme ne veut pas avoir des relations la nuit avec son mari et que le mari la force d'accepter, c'est une autre forme de violence. Une personne peut être riche, mais connaître une forme de misère. Par exemple, j'ai un bien mal acquis qui m'empêche de dormir !... Ou bien, ayant beaucoup d'argent, dans la rue j'ai toujours les yeux de coté car je ne me sens pas en sécurité. (...)

Il y a donc de la misère économique, de la misère sociale, mais aussi de la misère psychique. Ainsi entre deux personnes mariées il peut y avoir de la violence et de la misère. Pour les gens dans la grande pauvreté, il y a aussi les deux à la fois, misère et violence. La personne peut s'énerver pour n'importe quoi. D'ailleurs les nerfs sont toujours en ébullition. Lorsqu'on ne sait pas où trouver de quoi manger, on est toujours énervé. (Cf. le proverbe : *Ventre affamé n'a pas d'oreille*.)

Dans une émission sur la grande pauvreté et la démocratie, une dame a posé la question : «Je vois que vous êtes en train de débattre sur ce thème, mais vous ne dites pas quelle stratégie utiliser pour résoudre le problème ?» Je ne suis pas un expert en la matière et j'ai répondu en citant un philosophe : «J'ai constaté que dans la nature, il y a une situation de violence naturelle. Au niveau des animaux, les gros mangent les petits, par exemple le chat mange une souris ou un petit lézard et ce dernier mange des insectes.» Donc, il y a une sorte de violence pour la survie. Au niveau des arbres aussi, il y a cette situation de violence. Il y a ce qu'on appelle la greffe naturelle, des arbres qui vivent aux dépens des autres arbres, tout comme des hommes vivent aux dépens d'autres hommes.

Dans l'Ecclésiaste, chapitre 5 verset 12, il est écrit : «Doux est le sommeil de celui qui sert, mais l'abondance du riche ne le laisse pas dormir». C'est un vrai débat qu'on est en train d'avoir. Même si on ne peut pas exiger de quelqu'un qu'il prenne conscience d'une situation donnée, il faut essayer de sensibiliser les gens de manière à ce qu'ils prennent conscience que la violence et la misère sont des problèmes, que tout problème mérite d'être résolu et doit avoir une solution si on en recherche la cause.

Pierre Audin Jeune : Marco Ugarte nous a donné quelques pistes de stratégie pour rompre la misère. Le fait d'accepter l'autre, de reconnaître qu'il a une vision, qu'il peut agir et intervenir. C'est l'écouter, apprendre l'un de l'autre. Ce n'est pas seulement lui apporter quelque chose. C'est s'asseoir pour réfléchir ensemble. La misère n'est pas seulement économique, ce n'est pas seulement ne pas avoir de pain ou d'argent, mais c'est aussi être humilié.

Dès lors, nous avons, chacun, une responsabilité. Nous pouvons signer des pétitions et les adresser à l'État de manière à ce qu'il puisse intervenir, car il a également sa responsabilité. La répartition des richesses ne signifie pas seulement la distribution de terres. Elle implique la création d'emplois, pour permettre à ceux qui n'ont pas d'argent de pouvoir faire face. Une telle répartition est une vraie stratégie pour résoudre le problème de la misère.

On doit aussi éduquer le peuple, avec des campagnes de sensibilisation à travers les médias. Car la misère engendre la violence, qui se manifeste sous diverses formes, partout et même dans le foyer. Le manque d'argent est en effet un des facteurs de violence dans un ménage, entre l'homme et la femme. Donc, il faut que l'État prenne ses responsabilités pour permettre aux gens qui n'ont rien de survivre.

Romain Sainvil : Permettez-moi de me poser cette question : Est-ce la pauvreté qui vient avec la violence ou la violence qui vient avec la pauvreté ? Je pense que c'est l'État qui doit en quelque sorte agir pour qu'il y ait un changement dans ce pays. Nous devons avoir un État sensible, humain, soucieux, "justicieux", respectueux, compréhensif, responsable, en fin de compte un État qui agit comme un vrai et bon père de famille.

Je voudrais savoir si Joseph Wresinski avant sa mort a fait le bilan de son combat aux côtés des gens qui souffrent dans la grande pauvreté et, si oui, quel a été ce bilan ? Je dis cela parce que je ne connais pas tous ses écrits...

Agnès Dumas Bonkoungou : On a fait une typologie des violences, moi je voudrais prolonger l'approche de Nerline, très importante. Je voudrais surtout souligner la violence "symbolique". Il y a des violences qui ne sont pas perceptibles, pas visibles. On peut tuer, gifler quelqu'un, mais parfois l'absence de dialogue dans une communauté, entre les gens qui vivent sous le même toit, peut paralyser les relations. Il faut aider les autres, prendre soin des relations interpersonnelles. Mais quand on cherche à aider un jeune, on peut aussi l'exploiter, l'utiliser, c'est une forme de violence. Parce que le jeune est en difficulté, vous faites semblant de l'aider pour le dominer, l'exploiter, l'écraser. Et comme il est dans le besoin, il accepte. C'est comme si vous le détruisiez en même temps. Vous l'empêchez de devenir lui-même, ce pour quoi il a été créé. Il ne peut pas vivre sa vie en pleine dignité.

Pour rompre cette violence-là, c'est la gratuité qu'il faut pratiquer. Quand on aide, on aide, pas pour exploiter, pas pour écraser, mais pour contribuer à l'épanouissement de l'être. Quant à la question sur le bilan, je laisse quelqu'un d'autre y répondre.

Marie-Rose Blunschi Ackermann : Je veux juste dire un élément de réponse à la question du bilan. Un journaliste a posé cette question au père Joseph dans les années 70, à quoi il a répondu : « Je vois deux réussites. L'une, les familles qui me disent : "Nous sommes souvent en désaccord avec vous, mais il y a une chose que nous devons reconnaître, c'est que vous nous avez rendu l'honneur". Des gens qui étaient considérés comme des déchets de la société ont retrouvé l'honneur d'appartenir à ce peuple du Quart Monde. L'autre réussite, c'est qu'il y a des hommes et des femmes qui s'engagent dans la durée avec les plus pauvres. C'est ça aussi qui peut rompre ce cercle. Les gens ressentent que ça vaut la peine d'engager leur vie ensemble. »

Suzelle Midy : Je laisse à votre réflexion la possibilité de réhabilitation de ceux qui ont été violés. Nous avons une jeune fille qui a été violée. Elle a passé un mois sans rien dire à sa mère. C'est quand elle s'est trouvée très mal et que sa mère a cherché à savoir ce qu'elle avait, qu'elle a avoué avoir été violée par trois jeunes garçons. Elle a été prise en charge par un médecin psychologue. Après un an et demi, elle a commencé à se reprendre. Il faut porter attention aussi à ceux qui subissent la violence, chercher à les réhabiliter et à les encourager.

Jan Hanssens : Je voudrais en quelques mots résumer les points forts du débat. Le but de cette rencontre n'était pas de débattre d'un thème, mais plutôt de s'écouter. Une chose qui est apparue dans l'échange, c'est l'importance d'être clair sur les concepts. Et certainement, il faut approfondir les concepts si on veut bien s'entendre et avancer dans la réflexion : la violence physique, la violence symbolique, les problèmes de sécurité, la pauvreté, la misère, l'exclusion. Quand le père Joseph Wresinski parle de la pauvreté qui devient déshumanisante ou déshumanisée, c'est l'exclusion, ce n'est pas forcément la pauvreté purement physique parce qu'on insiste beaucoup sur cela. Beaucoup de gens pauvres vivent leur humanité avec beaucoup de dignité. Là on entre dans la question des relations humaines. (...)

On a parlé de l'importance de reconnaître les personnes. Briser le cercle de la violence passe par la reconnaissance des personnes. Finalement dans tout processus social, ce sont des personnes humaines qui sont engagées. Donc, si l'exclusion est le déni de l'autre, on peut rompre ce cercle de violence en reconnaissant l'autre.

Il y a le lien entre la lutte pour la reconnaissance de la dignité de l'autre et l'importance de structures justes et correctes : un État qui soit vraiment soucieux des personnes ; une justice et un travail qui respectent vraiment leur dignité... Œuvrer pour des structures justes et respecter les personnes : on ne peut pas dissocier l'un de l'autre. Très souvent dans le débat, on ne parvient pas à les lier suffisamment. (...)

Atelier 3 :
Comment développer une culture de non-violence en milieu de grande pauvreté ?

Modérateur : *Jorge Cela*
Rapporteur : *Mario Serrano*
Secrétaire : *Saint-Jean Lherissaint*

Traduit de l'Espagnol

Texte proposé à la réflexion du groupe

«Souvent, les nantis ne comprennent pas cette manière de refaire la paix, ces retrouvailles après une bagarre, après des disputes au café dont on dit volontiers qu'elles sont des "disputes d'ivrognes", alors qu'elles sont l'expression d'une somme infinie d'exaspération et de désespoir. Les nantis ne comprennent pas ces hommes qui viennent de se battre et qui vont se mettre ensemble pour réparer le vélo, la moto, la voiture. Ils ne comprennent pas cet homme qui, brouillé avec son voisin, le recommande malgré tout à son patron pour qu'il l'embauche. "Parce que, me dira-t-il, il faut bien qu'il mange, avec ses gosses !" (...)
Car les familles nous ont appris, au jour le jour, que la non-violence librement choisie, commune et active, la non-violence, projet sur l'humanité, représente pour elles un risque incalculable. Un risque envisageable uniquement si d'autres hommes s'engagent et consacrent leur vie à leurs côtés.
Ne pas engager la lutte ouverte et même pardonner l'impardonnable, les très pauvres sont en cela nos maîtres, et la première des injustices est que nous sommes peu nombreux à aller le leur dire. (...)
La condition première de cette montée des familles du Quart Monde vers une action commune pour la paix est que des frères, des volontaires, viennent se placer à leurs côtés face à l'injustice, les mains nues, sans armes ni bagages, ni théories préalables, ni moyens. En somme, la condition est qu'ils viennent en volontaires à la fraternité mais aussi en élèves, pour apprendre de ces familles et devenir ensuite des témoins actifs.»

Joseph Wresinski, "Quart Monde et non-violence", in *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, Éditions du Cerf / Éditions Quart Monde, 2007, p. 131, 143-144.

Extraits

Jorge Cela : La question est la suivante : Joseph Wresinski témoigne d'une aspiration profonde des plus pauvres à la compréhension, au respect et à la paix. Comment développer sur ces bases une culture de non-violence ? Comment travailler pour la non-violence ? Comment réduire les niveaux de violence dans un contexte de grande pauvreté ?

Qui souhaite s'exprimer en premier sur ce thème de la violence ?

Dans notre société on a, semble-t-il, l'habitude de culpabiliser les pauvres en les rendant responsables de la violence. Il serait intéressant de réagir sur ce point. Que pensons-nous de cette vision ? Qu'est-ce qui fait dire dans nos sociétés que les pauvres sont promoteurs de la violence, qu'on ne peut pas agir en leur faveur ?

Otto Rivera : (...) Depuis peu précisément il semblerait que l'on présente ce thème comme une approche innovante alors qu'il était déjà abordé, comme on peut le voir, dans les écrits de Joseph Wresinski. Mais aujourd'hui,... plus que jamais, nous voyons une tendance à la criminalisation de la pauvreté, une vision réductrice qui considère que tout homme pauvre est automatiquement un homme violent... Il faut bien mener une action radicale contre la violence, mais aujourd'hui en Amérique latine nous savons bien que ces actions de violence institutionnelle ne font rien d'autre que répondre avec plus de violence. C'est le point fondamental des exposés de Marco Ugarte et de Jenny Torrès, quand ils présentent la violence exercée sur les plus pauvres par une société qui les soumet à la faim, qui les isole, et qui ensuite présente de simples indicateurs pour les défi-

nir. Par exemple un organisme comme le PNUD, dessinant la carte de la pauvreté en Amérique latine, la fait coïncider avec la carte de la violence. Il est rare que des organismes se questionnent et disent pourquoi et comment ils se livrent à de telles appréciations...

Rappelons-nous qu'en l'an 2000, l'UNESCO a déclaré la décennie mondiale de la non-violence, fondée sur trois axes principaux : la paix avec moi, la paix avec toi, et la paix avec les autres. Mais comment demander que les plus pauvres aient la paix en eux-mêmes, dans leur cœur, alors que des questions fondamentales n'ont aucune réponse, alors que nous n'avons pas été capables de répondre à leurs demandes et aux besoins qu'ils ressentent le plus fortement. Pas seulement dans l'ordre des choses tangibles (la nourriture, le logement, etc.) mais aussi dans le fait de les écouter, de créer des espaces de dialogue pour apprendre d'eux ce qu'ils vivent, pour apprendre avec eux quel genre de monde ou de société nous vivons et de quel genre de monde ou de société nous rêvons. Je crois que nous devons rompre avec cette vision erronée selon laquelle la violence et la pauvreté seraient indissociables, que l'une serait concomitante de l'autre.

Mario Serrano : Le concept de violence, comme Jenny Torres et Marco Ugarte l'ont développé, ne doit pas se limiter à ce qui est de l'ordre du délit, mais doit aborder la question à partir de la réalité socio-économique et de l'exclusion. Il faut considérer comme des formes de violence d'une part le manque d'accès aux services, et d'autre part l'absence de cadre institutionnel dans nos pays. (...)

En ce qui concerne ce second point, il ne s'agit pas seulement d'analyse économique ou d'investissement social, mais aussi de cadre culturel... Quand nous nous trouvons dans une culture "d'agonie totale", où il est possible qu'un fonctionnaire vole sans être puni, que l'État réalise une expulsion sans prendre des mesures pour soutenir la population concernée, que des procédures constitutionnelles ne soient pas respectées, qu'un service auquel tu as droit soit capable de te blesser et de t'humilier... alors je sens que se trouve instituée une culture de non-légalité. La culture institutionnelle représentée par l'État, qui devrait rechercher la participation de tous, démontre tout le contraire. La médiation qu'il devrait exercer pour nous comprendre comme un "collectif de relations" est totalement détruite, ce qui facilite la généralisation du délit. Les premiers délinquants sont les hauts fonctionnaires. On a une délinquance institutionnalisée, à cause d'un manque de médiation, à cause de la faiblesse de nos systèmes judiciaires et légaux. Il se crée une dynamique "d'agonie sociale totale".

Mieke van Dyck : Agnès Dumas Bonkoungou a dit qu'elle a vu à l'aéroport la liste des pays où il est dangereux de se rendre : Irak, Israël, Haïti. Voir que son pays fait partie des pays dangereux a du être très douloureux pour elle. Quand nous sommes arrivés au Guatemala, les gens nous disaient : «N'allez pas à la décharge publique, ni à Lomas de Santa Faz en zone 18, c'est dangereux !»

La violence appelle la violence, mais la peur appelle elle aussi la peur. Plus une zone est connue comme lieu de violence, moins les gens y vont. Et s'ils y vont, c'est en ayant peur. On sent cette peur au Guatemala. Au terminal de bus, où des enfants de 7 ou 8 ans tournent autour des gens, ceux-ci ont peur en les voyant. Quand je passe, je les salue d'un "bonjour" et même les plus grands sont aimables avec moi : c'est leur culture. Comment apprendre des cultures et les connaître en vérité ? Pour que les gens n'aient pas peur et n'aient pas en tête des idées négatives (Cf. "Cet endroit est dangereux" ; "cet homme à côté de moi est dangereux"), comment changer leur mentalité ? C'est sûr que la peur est difficile à vaincre. C'est vraiment difficile quand quelqu'un a peur. C'est difficile de dire "je n'ai pas peur". C'est difficile de contrôler la peur. C'est comme une culture qui s'empare à chaque fois de votre personne. Comment changer cela ? Comment développer une culture qui cesse de considérer un lieu comme difficile ou dangereux ? Plus nous le considérons comme tel, plus ce lieu sera effectivement dangereux.

En Haïti, il y avait des jeunes de Grande Ravine présents le 17 octobre. Il y avait aussi des jeunes qui fréquentaient ceux qui ont des armes. Ceux-ci disaient : « Pourquoi viens-tu t'asseoir et parler avec nous ? »... Parler avec ceux qui ont besoin que l'on dialogue avec eux, cela fait aussi partie de nos actions. Nous ne nous mettons pas à réfléchir en quoi le lieu est dangereux : tout le monde le dit... Je me demande, moi, comment y entrer. Que signifierait pour les jeunes que ATD Quart Monde ne rentre plus dans un quartier sous prétexte qu'il est dangereux ?

Jean Julien Olsen : Je suis président de l'organisation "Children, frères de secours pour enfants en détresse." Je suis originaire de Haïti, j'ai passé un long temps en République dominicaine à travailler avec les enfants dans les moulins, et maintenant je suis dans mon pays pour cinq mois pour voir comment je peux aider et ce que je peux faire. Par rapport à ce qu'a dit madame : nous parlons de violence, nous devons parler aussi de l'État. (...)

Très souvent des enfants de quinze ans ont des armes, mais ces enfants ont besoin de personnes comme nous pour leur transmettre des idéaux. Ils ont déjà connu des gens plus âgés qu'eux, habitués à porter des armes et dont beaucoup ont été tués. Alors ces enfants, quel avenir auront-ils sans nous ? Quand nous agirons pour aider ces enfants, la violence disparaîtra. Nous devons toujours commencer par les enfants : ils sont le futur du monde.

Otto Rivera : La question fondamentale est de savoir comment rompre le cercle de la violence, et le transformer en cercle vertueux de la non-violence. Une étude latino-américaine montre qu'on se débat entre dictatures, régimes militaires et démocraties musclées qui ne permettent pas d'avoir les espaces d'une véritable expression participative. Quand Mieke van Dyck fait allusion au fait que c'est là toute une culture, je pense que le silence lui aussi est devenu une culture très enracinée dans nos sociétés.

Marco Ugarte a fait référence à l'histoire récente du Pérou, qui n'est pas différente de celles du Nicaragua, du Salvador ou du Guatemala, avec la répression institutionnalisée de l'État militaire, avec un coût social énorme qui a provoqué dans ces pays et dans d'autres un vide générationnel. Dans le cas précis de mon pays, le Guatemala, ce sont plus de cent mille morts du fait de la guerre civile et quarante-cinq mille femmes qui à un moment donné se sont retrouvées veuves, avec deux cent cinquante mille enfants orphelins, des milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays, c'est-à-dire qui ont été déracinées de leur communauté d'origine, de leur terre, de leur culture.

Le défi aujourd'hui est de savoir comment retisser la relation entre cette vieille génération survivante et la génération émergente des jeunes qui sont comme sans passé récent et sans certitude sur leur futur. Comment offrir aux uns et autres une possibilité de confrontation et de dialogue véritable ? Marco Ugarte a souligné le thème de la réciprocité. Une reconstruction du dialogue de la non-violence est indispensable... Il faut construire des espaces qui permettent la rencontre entre une génération et une autre, qui permettent à ces jeunes, qui ne connaissent pas leur passé, de découvrir leurs racines, l'importance de leur communauté et de leur famille, et de voir le futur immédiat dont ils sont les principaux acteurs.

D'une certaine manière, oui, lorsque nous parlons de violence et de non-violence, nous devons penser à l'État, parce qu'il ne s'agit pas seulement de violence physique. C'est aussi le simple fait que celui-ci ne fait pas des choses qui pourraient être réalisées pour les gens : espaces de détente, parcs, programmes sportifs ou culturels, accès à la culture quotidienne... qui offrent des opportunités de non-violence. Nous devons réaliser des démarches pour ouvrir des canaux de dialogue. Quand nous fermons la porte, nous ne savons pas ce qui se passe à l'intérieur. Ne pas vouloir savoir ce qui se passe au quotidien n'est pas considéré comme une violence, mais, comme dirait le professeur Pierre, jusqu'où sommes-nous en train de reproduire chaque jour les maux de cette société ? Le défi est de savoir comment nous brisons cela. Ce n'est pas une responsabilité seulement de l'État mais de tous.

Que pouvons-nous apprendre de ce colloque qui puisse nous mobiliser ? Je crois (je le mentionnerai demain dans mon intervention) que la construction de ce nouveau modèle de société n'est pas de la responsabilité exclusive du Mouvement ATD Quart Monde, ni de la FOKAL... C'est la responsabilité de nous tous qui nous sommes donnés rendez-vous ici. Tous nous sortons d'ici avec une tâche extrêmement importante qui est de retisser le lien social, de recréer le tissu social, de contribuer à construire un socle harmonieux pour tous, où nous ayons tous une place.

Maintenant cette tente nous protège du soleil, demain notre tente sera le monde. Les enfants, les jeunes, vont nous conduire à construire une société meilleure, à créer une société de non-violence, non seulement solidaire mais surtout fraternelle comme l'a signalé Marco Ugarte. Que, jour après jour, nous posions une brique de plus dans la construction d'une grande tente qui s'appelle

le monde, dans laquelle nous puissions tous tenir, quelle que soit la langue que nous parlions, quelle que soit la spiritualité que nous pratiquions, quels que soient la culture et le peuple dans lesquels nous soyons inscrits... Que nous soyons blancs, noirs, jaunes, rouges, qu'importe. La richesse de la diversité du monde attend aujourd'hui et a besoin de notre engagement. En cela, il nous faut être très clair. (...)

Dans de nombreux quartiers où existe la violence, qui est généralement réprimée par la police, la drogue est une composante forte. La question est de savoir pourquoi il y a de la drogue dans certains quartiers.

Comme le disait Jenny Torres : à cause des conditions socio-économiques, une partie de la jeunesse s'évade pour gagner de l'argent, et pour ceux qui restent, rien ne change. La drogue s'est ainsi convertie en activité lucrative du fait de l'absence de possibilités de revenus. Certains y voient un moyen pour établir des territoires, mais c'est surtout un négoce que permet l'irresponsabilité de l'État, un négoce dans lequel le corps policier est impliqué de manière stable, en recevant des revenus de façon bien organisée.

Je sens que cette culture manque d'une certaine manière de personnalité, que l'illégalité est générée par un État faible qui empêche l'existence d'une forme de volonté, de cohabitation fraternelle et civilisée... Il faudrait des politiques donnant aux gens la possibilité de faire partie des institutions, des voies légales et des corps intermédiaires pour favoriser l'expression des dénonciations. (...)

Ramiro Pampols : On a fait référence aux choses qui ne vont pas bien, pour voir ce qu'on peut faire autant que possible, mais on n'a pas poussé l'honnêteté intellectuelle jusqu'à mentionner les véritables responsables de la violence. Je crois que là on n'ose pas. Mario Serrano a fait une brève liste des responsables qui mériteraient une condamnation, comme par exemple des militaires de l'endroit où je vis. À la frontière, les militaires sont présents en principe pour défendre le pays, pas pour réprimer la population. Ainsi une femme haïtienne se fait réquisitionner le demi sac de riz qu'elle ramenait de République dominicaine dans le but de le vendre pour nourrir ses enfants, sous le prétexte que son poids dépasse soi-disant ce qui est permis à un vendeur du secteur informel. C'est là une violence brutale à l'encontre d'une mère de famille.

Je connais un policier en République dominicaine qui tue pour n'importe quel délit, par exemple pour atteinte à la propriété privée. Un jeune de 20 ans qui avait volé un téléphone portable a été ainsi tué par balles. Des faits comme celui-ci, on en voit tous les jours en première page des journaux. Alors qu'est-ce que je fais face à cette violence quotidienne ? Que faisons-nous, nous qui avons un certain pouvoir économique ou social ?

En face de chez moi, il y a une famille qui a une petite boutique où elle vend des bonbons disposés sur une petite table. On a surpris à l'intérieur un jeune qui était entré pour prendre des bonbons. Savez-vous ce que les gens ont fait ? Ils l'ont brûlé vif sur la place. Il fallait entendre les hurlements du garçon ! Et les gens le regardaient ! C'est une violence !! Il était entré dans la maison pour manger quelque chose, pas pour voler, et la réponse fut de le brûler vif.

Dans la zone franche, les propriétaires embauchent des jeunes et des femmes. Ils les font travailler à partir de quatre heures du matin et les paient cent gourdes, moins que les hommes parce qu'elles sont des femmes et ont moins de force dans les bras : ça c'est une violence. De même quand ils mettent quelqu'un à la porte parce qu'il ne peut pas supporter le rythme du travail. Si dans le groupe une femme se dresse pour exiger ce à quoi ils ont droit et qu'on leur a refusé, elle se fait mettre dehors. Là-bas on se fait chasser facilement, une sanction disproportionnée par rapport à ce qu'on vous reproche : ça c'est une violence faite à la population.

D'après moi, la violence est presque un comportement habituel en République dominicaine et en Haïti, où la situation est explosive. Cela me révolte parce que cela génère de la fatalité chez les plus pauvres... Un pays pauvre qui tente d'offrir de bonnes conditions de vie à ceux qui viennent de l'extérieur, d'une certaine manière ça engendre de la violence. Un jeune Haïtien en a l'estomac retourné... On ne doit pas tolérer que les groupes de pouvoir qui détiennent l'argent le sortent du pays : cela, on doit le dénoncer. Ayons également l'honnêteté d'identifier les véritables auteurs de cette violence, avec leurs nom et prénom. (...)

Otto Rivera : Ramiro Pampols fait là une provocation très importante. J'étais en train de penser que nous agissions selon la philosophie du Mouvement ATD Quart Monde, c'est-à-dire que nous allions à la rencontre des plus pauvres pour construire avec eux un chemin de dialogue, pour s'engager avec eux. Mais je me demande si nous ne devrions pas aller plus loin, en explorant cette liste noire que tu as dressée en fonction de la situation, si nous voulons vraiment générer un dialogue entre les acteurs sociaux. Cela fait cinq décennies que le Mouvement ATD Quart Monde se construit avec les plus pauvres. Nous devons en appeler à ce que nous avons appris pour emprunter un chemin difficile bien entendu (cela va être beaucoup plus difficile que ce qui a été fait jusqu'à présent) : commencer par exemple à dialoguer avec ces décideurs institutionnels et institutionnalisés.

Nous savons que le Mouvement ATD Quart Monde a une incidence sur les grandes instances par ses rapports globaux et mondiaux, comme les rapports réalisés conjointement avec la Banque mondiale. Cela commence à créer un autre dialogue, une autre manière d'apprendre. Mais dans nos pays, nous sommes aussi appelés à provoquer, à être écoutés par nos décideurs économiques et politiques. Combien de fois nous sommes-nous assis pour réfléchir entre nous et avec les membres du Mouvement ATD Quart Monde ! Mais combien de fois l'avons-nous fait avec les entrepreneurs, les partis politiques ou même les syndicats ? Très peu de fois ou peut-être jamais. Combien de fois avons-nous permis que des familles du Quart Monde s'assoient à la même table pour dialoguer avec des propriétaires de grandes entreprises ou des représentants des grandes capitales de nos pays ? Là il y a violence, comme tu le signalais Ramiro. Donc tu nous provoques à penser comme cela. Comment pouvons-nous découvrir d'autres chemins pour que les familles les plus pauvres soient écoutées et aussi prises en compte ? Là, nous sommes obligés de réfléchir aux meilleurs chemins possibles, aux meilleurs moyens d'arriver à ces grandes instances pour penser le pays ensemble. Tu disais quelque chose de très important hier, à savoir que ces responsables doivent comprendre que le pays ne se construit pas tout seul, qu'il ne peut pas se construire sur la base de l'exploitation d'une partie de sa population. Tu soulèves donc des questions profondes, auxquelles nous devons commencer à réfléchir pour apporter, je l'espère rapidement, des réponses plausibles et fiables.

Jorge Cela : Quelqu'un veut-il faire un commentaire final ? (...) Le temps est épuisé.

Un participant : Ce n'est pas un commentaire, c'est une question. Ma question est de savoir si dans les pays où existe le Mouvement ATD Quart Monde, on a constaté un changement. Quelle est la politique adéquate pour opérer un changement non seulement pour aujourd'hui, mais pour demain ? Hier on s'est réuni ici pour parler de changement de société, mais le Mouvement a-t-il une politique pour faire réaliser ce changement ?

Jorge Cela : C'est une question délicate : est-ce qu'ATD Quart Monde devrait se politiser davantage ?

Eugen Brand : En France, nous existons depuis 50 ans. Quand le Mouvement, avec des délégations de familles en situation de grande pauvreté, a réussi à dialoguer avec le Président du pays, si le Président était de droite, les journalistes disaient que le Mouvement était de droite. Quand nous arrivions à établir un dialogue avec différentes institutions de gauche ou quand le Président était de gauche, les journalistes disaient que le Mouvement était de gauche. En réalité, le Mouvement ne se situe d'un point de vue politique ni à droite ni à gauche. Il a un parti pris pour les plus pauvres. Son attachement à la population au bas de l'échelle sociale se vérifie à travers le temps. C'est là sa véritable position politique. La nature politique du Mouvement n'est pas celle d'un parti. Notre but n'est pas de parler au nom des plus pauvres. L'engagement du Mouvement est de contribuer à ce que dans la vie publique, qu'elle soit locale, nationale ou internationale, se créent les conditions nécessaires d'une démocratie participative où les plus pauvres soient entendus et pris en compte.

Une fois, le Mouvement a connu la tentation de se transformer en parti politique à l'occasion

d'une élection européenne, en proposant des candidats. Mais le père Joseph en a mesuré les risques. En réalité, l'acte politique du Mouvement c'est d'une part obliger les autres, et lui-même bien entendu, à entrer en dialogue avec les plus pauvres, et le père Joseph nous disait que c'était très difficile car il fallait dire les difficultés rencontrées, sous peine de paraître manipulateur ou prétentieux. C'est d'autre part chercher quelles sont les conditions pour que les plus pauvres puissent être associés aux autres, pour bâtir un dialogue, une collaboration de réflexion, notamment entre l'Université et les plus pauvres.

Si nous ne réfléchissons pas à ces conditions, nous allons encore manipuler les plus pauvres. Nous parlons dans un contexte international où aujourd'hui l'ONU évoque la participation des plus pauvres dans de nombreux colloques et à l'occasion de divers évènements. Evidemment cette participation des plus pauvres est nécessaire, mais quelles sont les conditions pour que ceux-ci entrent librement dans un tel dialogue ? Si vous regardez au niveau des ONG, il y a de l'hypocrisie à faire croire qu'en dialoguant avec les ONG, on dialogue avec les plus pauvres : ce n'est pas vrai ! Si c'est une ONG qui a une action importante, où les relations sont marquées par exemple par des liens de donateurs à bénéficiaires, on doit chercher comment les plus pauvres, dans ce contexte, ont la liberté de s'exprimer.

Le Mouvement a beaucoup investi au niveau des droits de l'homme, auprès du Haut commissaire des droits de l'homme, pour faire avancer la réflexion. Il y a d'ailleurs une petite lumière dans ce domaine. Je ne sais pas si vous connaissez le document « Principes directeurs des droits de l'homme : les droits des plus pauvres ». Pour la première fois à ce niveau, une consultation a été réalisée en dialogue avec les plus pauvres et avec des organisations dans lesquelles les plus pauvres eux-mêmes choisissent de s'exprimer. C'est le mot clé : choisir de s'exprimer.

Ramiro Pampols : Je crois que c'est là un problème complexe. Un jour nous devrions l'aborder avec plus de profondeur. Cela n'est pas du tout résolu, cela demande de la noblesse, une grande honnêteté de ne pas vouloir manipuler les plus pauvres. En cela je suis totalement d'accord. Ce que je me demande, c'est si mon rôle - si j'étais à ATD Quart monde ! - ne serait pas de donner des moyens aux plus pauvres pour qu'ils puissent, sans perdre leur liberté, avoir une vision politique, que tout homme doit avoir parce qu'il n'existe pas d'être humain sans dimension politique... Comment je peux aider, humblement, les plus pauvres, tout en respectant leur liberté, pour qu'ils aient accès à cette dimension ? Attention : Je ne parle pas de l'action politique partisane...

Eugen Brand : Dans cet esprit par exemple, le père Joseph Wresinski a créé l'université populaire Quart Monde, où se manifestent la liberté d'expression des plus pauvres mais aussi la liberté de communication avec ceux qui ont vécu la même expérience : il s'agit d'approfondir une pensée collectivement, pas seulement individuellement. Aujourd'hui dans beaucoup de pays, il y a des militants qui sont prêts pour dialoguer. Le problème c'est que ceux qui sont des responsabilités politiques ne se demandent pas ce qu'ils vont faire pour créer un dialogue avec les plus pauvres. Créer un tel dialogue, ce n'est pas les enrôler dans un camp politique ni les intégrer dans un système économique qui les exploite tous les jours. Il faut s'y préparer des deux côtés.

Ramiro Pampols : Ce dont j'ai peur c'est que vos forces ne s'épuisent, tant la tâche est immense. Rien que ce lien avec les plus pauvres, qui signifie un don de soi aux plus pauvres pour garantir leur liberté de décision, et maintenant cette nécessité d'aller vers ceux qui ne sont pas pauvres pour qu'ils comprennent qu'ils doivent se transformer s'ils veulent parler avec les plus pauvres, cela demande de servir de pont.

Eugen Brand : Le père Joseph disait : n'être que sur le terrain avec les plus pauvres, ce serait les enfermer de nouveau. Il faut aller dans le monde où se prennent les décisions. Mais n'être que dans les sphères nationales et internationales, ce serait perdre l'orientation de nos combats. Je peux dire que le Mouvement se trouve engagé dans ces deux dimensions, de telle sorte qu'elles soient indissociablement liées dans une constante réciprocité.

PANEL 3 :

Science et connaissance au regard de la grande pauvreté

ATELIER 1 :
L'universalité de la grande pauvreté

Modérateur : *Jean-Marie Legouté*
Rapporteur : *Jacques Petidor*
Secrétaire : *Pierre-Richard Fremont*

Traduit du Créole

Texte et questionnement proposés à la réflexion du groupe

« La précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et aux familles d'assurer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales, et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de ré-assumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même dans un avenir prévisible. »

Joseph Wresinski, dans l'Avis du Conseil économique et social, suite à son rapport *Grande pauvreté et précarité économique et sociale* (10-11 février 1987), Paris, Journal officiel de la République française, 28 février 1987, p. 6.

La non-reconnaissance de la dignité humaine affecte l'homme ou la femme de la même façon, qu'il s'agisse de l'exclusion en pays nantis ou dans une société de plus grand dénuement. Quels sont les signes de cette universalité ? En quoi la définition donnée par Joseph Wresinski dans son rapport au Conseil économique et social français correspond-elle à notre réalité ?

Extraits

Jean-Marie Legouté : Lorsque nous ne reconnaissons pas la dignité d'une personne, nous l'excluons de la société, dans un pays riche comme dans un pays pauvre... Comment la définition du père Joseph Wresinski entre dans notre réalité ? Le débat est ouvert. Que chacun puisse donner son opinion.

Louis Jocelyn : La misère ou la grande pauvreté n'est pas vraiment la même partout, parce que le niveau de vie dans chaque pays est différent. Si le Produit intérieur brut (PIB) d'un pays est évalué à environ 1000 dollars américains alors qu'en Haïti il n'atteint même pas 50 dollars, cela veut dire que les conditions de vie ne sont pas les mêmes. Il y a même des gens qui ont un niveau de pauvreté tel qu'ils ne sont même plus des personnes !

Etre pauvre en Haïti ou au Japon, c'est différent. L'avantage que le pauvre a dans certains pays c'est qu'il mange. Mais le pauvre haïtien qui se traîne dans les rues ne trouve pas une personne pour lui donner à manger.

Je vais vous raconter une expérience qu'un ami a vécue à l'asile communal de Port-au-Prince. Certaines personnes très pauvres donnent un peu d'argent pour y entrer. Lorsque l'asile ne reçoit

rien pour la nourriture des pensionnaires, les Sœurs de la Providence se préoccupent de leur faire à manger. Aussi, parfois, elles commencent à préparer leur repas seulement à midi, parce qu'aucun bon Samaritain ne s'est présenté (Il y a sûrement des pays où les choses sont mieux organisées.) Si vous avez déjà demandé une contribution aux pensionnaires, vous savez que vous devez au moins leur donner à manger le matin, le midi et le soir, mais vous ne devez pas être obligé d'attendre que ce soit une autre personne qui vienne apporter la nourriture. C'est pour dire que la misère peut avoir des aspects différents selon les pays.

Jean-René Azor : Je suis totalement d'accord avec ce que dit le père Joseph, dans le documentaire qui a été projeté hier soir : "Ce n'est pas de la pitié que nous devons avoir pour les gens, ce n'est pas la charité que nous devons leur faire pour qu'ils retrouvent leur dignité, pour les faire sortir de la misère". La personne à qui on donne chaque jour un pain et la personne qui peut ne pas trouver de pain sont considérées l'une et l'autre comme des personnes inférieures. Les deux situations sont équivalentes au regard de la dignité. Ce n'est pas de trouver ou de ne pas trouver à manger qui est le problème pour la personne, c'est la façon dont elle trouve à manger. Mettre une personne dans une file, la faire attendre longtemps, la contrôler, puis lui donner à manger, ce n'est pas la même chose que d'acheter à manger avec l'argent gagné en travaillant... Il faut qu'une personne sente qu'elle apporte une contribution pour que sa dignité soit respectée.

Samuel Madistin : En parlant d'universalité on ne veut pas dire que la pauvreté se présente partout sous les mêmes aspects, mais qu'elle pose une même série de problèmes pour la satisfaction des besoins primaires. Par exemple, à Port-au-Prince, pour satisfaire mes besoins primaires (dormir, manger), il se peut que j'aie besoin de 1000 dollars (haïtiens) alors qu'à Lestère (en zone rurale), je n'aurais besoin que de 200 dollars. Si je n'ai pas 1000 dollars à Port-au-Prince ou 200 dollars à Lestère, je suis dans la même situation... La quantité d'argent n'est pas la même, mais il y a le même problème de manque d'autonomie, de capacité pour satisfaire des droits fondamentaux. Il se peut qu'il y ait une école près de chez moi à 20 dollars chaque mois, mais si je n'ai pas l'argent pour payer, mon enfant ne va pas à l'école. À Port-au-Prince, l'école c'est 1000 dollars, si je n'ai pas cet argent, mon enfant ne va pas non plus à l'école. Dans les deux cas, c'est le même problème pour accéder à des droits. C'est dans ce sens que nous parlons d'universalité. Ce n'est pas parce que les gens sont exactement dans la même situation économique, mais c'est parce qu'ils font face aux mêmes problèmes.

Dans un pays comme Haïti, il y a des personnes qui ont beaucoup de besoins, qui ne peuvent ni envoyer leurs enfants à l'école ni payer leur logement. Dans un grand pays comme les États-Unis, plus d'un million de personnes vivent sous les ponts, n'ayant pas d'endroit pour dormir. Elles ne sont pas différentes de celles qui dorment dans les rues de Port-au-Prince ou à Cité Soleil... C'est une chose grave, dont on parle peu... Ces deux situations sont-elles comparables ? C'est là que nous pouvons chercher ce qui fait l'universalité de la pauvreté.

Gérard Beralus : La question, pour moi, s'adresse aux pays du Sud !... Aujourd'hui il faut permettre aux peuples des pays pauvres de retrouver leur dignité... On devrait considérer chaque être humain comme une personne et développer certaines choses au niveau de l'État et de la société civile pour que chacun ait les mêmes chances et que tous bénéficient de la démocratie politique et civile. Sinon, les pays pauvres seront encore victimes.

La pauvreté n'est pas seulement économique. Il y a aussi l'exode des cerveaux, du fait que les pays occidentaux prennent les cadres formés dans les pays pauvres...

Aujourd'hui, le problème se pose sous trois aspects :

1) Redonner aux pays pauvres leur dignité : mettre en place ce dont les gens ont besoin pour vivre (les droits fondamentaux) et pour se soustraire aux mains des autres.
2 Il faut que les grands pays reconnaissent que les petits pays doivent exister. Ils ont droit à leur autodétermination. Qu'ils puissent élaborer une politique qui soit conforme à leur culture, à leur société. (...)
3) Il y a la question de la pauvreté et de la dislocation de la famille quand les pères sont obligés de partir pour gagner leur vie dans un pays étranger, la mère et les enfants restant là. Ce qui fait

que la famille manque d'un parent ! De ce fait, les enfants n'ont pas une véritable éducation et donnent des soucis à la société.

Voilà un ensemble de questions que le père Joseph a aussi posées...

Luckner Garraud : On nous demande de démontrer comment la misère est universelle. On nous dit : Lorsqu'on ne respecte pas la dignité de la personne, c'est la même chose dans un pays riche ou dans un pays pauvre... C'est vrai que la personne qui aux États-Unis attend 1000 dollars chaque mois et celle qui à Cité Soleil attend pour boire un bol de soupe peuvent vivre une même situation. C'est vrai que si on ne donne pas les 1000 dollars à l'Américain à la fin du mois il ne vit pas, et que si l'Haïtien n'a pas son bol de soupe, il ne vivra pas non plus. Tous les deux sont dans une situation d'insécurité... C'est cela qui est universel. C'est vrai que la quantité d'argent est plus importante d'un côté mais la fragilité est la même.

Samuel Madistin : Je partage à 100% la dernière intervention. Dans une même ville comme Los Angeles par exemple, vous avez d'un côté Waths, où il y a des gangs comme à Cité Soleil, et d'un autre côté un ensemble de quartiers qui sont parmi les plus riches du monde. Les besoins qui génèrent les gangs de Waths à Los Angeles sont les mêmes que ceux qui génèrent les gangs de Cité Soleil ou de Grande Ravine. C'est parce que les gens sont dans l'insécurité. Ils éprouvent des difficultés pour s'assumer, pour utiliser leurs capacités. Ce qu'ils ont comme revenus ne suffit pas pour exercer leurs droits fondamentaux. Même si les niveaux de vie sont différents d'un pays à l'autre, une personne peut vivre ici ou là dans la même fragilité de ne pas pouvoir satisfaire ses besoins. Elle ne peut être responsable d'elle-même. C'est là un des signes d'universalité. Les besoins peuvent être différents, mais le non-accès à la satisfaction des besoins est universel. Universelle aussi la réaction des gens acculés à créer un climat de violence pour y faire face... C'était pour renforcer la dernière intervention.

Jean Robert Tacyl : Si le pouvoir d'achat diminue, même si ce n'est pas de 100 %, c'est un manque de moyens pour acheter ce dont on a besoin selon ses désirs. On ne peut pas vendre non plus. C'est cette absence de moyens qui fait que la personne est sans dignité.

Rosie Jean-Gilles Dieuveil : Lorsque quelqu'un n'a pas, il devient faible. Et celui qui possède joue sur la faiblesse de celui qui n'a pas... Lorsque vous êtes dans le besoin, l'autre se sert de vous pour atteindre ses propres objectifs. Cela crée de la violence...

Felix Laloi : Oui, même si les pays sont différents, les problèmes peuvent être les mêmes. Nous avons vu hier soir dans le film que, dans un pays riche comme la France, des enfants cherchent à manger dans les poubelles. Nous le constatons aussi en Haïti. Joseph Wresinski a commencé à travailler dès l'âge de 4 ou 5 ans parce qu'on lui avait promis de lui donner à manger (du café et un morceau de pain) et surtout un peu de monnaie chaque semaine. Oui, les signes de pauvreté sont les mêmes. (...)

Cardyn Fils-Aime : Quel que soit le pays, des gens ont des problèmes pour satisfaire leurs besoins primaires, pour manger, pour envoyer leurs enfants à l'école, parce qu'ils ne travaillent pas... Quelqu'un qui vit une telle situation est quelqu'un qui perd sa dignité, qui peut subir toutes sortes de manipulations. Partout, ses relations sont faites de violence... La pauvreté crée la frustration. Elle pousse les gens à ne plus se considérer comme des personnes humaines, à montrer à la société qu'ils sont en colère... Nous pouvons sentir là l'aspect universel de la pauvreté.

(...) Si vous voyagez dans un autre pays, vous subissez la discrimination. Dès que vous êtes à l'aéroport, vous commencez à sentir que cela vous révolte... Vous arrivez dans un autre contexte où la société vous exclut, ne vous reconnaît pas. Vous n'êtes pas intégré, vous avez des problèmes économiques et des problèmes administratifs de toutes sortes. Vous vous retrouvez dans la situation de quelqu'un de Cité Soleil qui vit une situation fragile. Vous réfléchissez et vous réagissez comme lui. C'est à ce moment-là que vous pouvez comprendre pourquoi les gens qui sont dans des situations difficiles sont capables d'avoir des réactions violentes.

Jean-Philippe Compas : Mon intervention est sur le film projeté hier et sur le problème de l'exclusion. Dans l'histoire du père Joseph, dans la façon dont il a grandi, il y a beaucoup de choses qui ressemblent à ce que nous pouvons voir en Haïti, surtout le logement dans lequel il vivait. À l'âge de 5 ans, c'est lui-même qui nourrissait la famille avec l'argent qu'on lui donnait à l'église. Nous-mêmes nous devons nous battre aussi contre ces choses-là, dès aujourd'hui, et lutter pour changer ce système.

Edith Lambert : Je viens de Cité Soleil, et je dois vous dire que chaque fois que vous citez Cité Soleil, mon cœur saute fort... Les bandits viennent habiter chez nous, mais ce n'est pas seulement là qu'il y en a. (...)

Le Premier ministre devait venir hier chez nous... mais on a utilisé des gens de chez nous pour dire des slogans... C'est pour vous montrer comment la pauvreté vous fait perdre votre mentalité. Des gens disent que c'est normal d'interpeller le Premier ministre... Il faut qu'ils aillent manifester pour que ceux qui les ont payés les voient. (...)

La pauvreté fait que même les mères et les pères arrivent à ne pas avoir de respect à l'égard de leurs enfants, parce qu'ils ne peuvent même pas les aider. Ce qui fait que beaucoup parmi eux se jettent dans des actes répréhensibles. La pauvreté est la mère de tous les vices.

Max Paul : Nous parlons de pauvreté et de violence. Heureusement qu'il n'y a pas de liens directs entre les deux. S'il y en avait, nous serions finis parce qu'il y a plus de personnes pauvres que de personnes qui possèdent. Les personnes pauvres arrêteraient les possédants dans la rue et exigeraient qu'ils donnent ce qu'ils ont sous peine de mort. (...)

L'Organisation des Nations Unies a fixé les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD.) Elle demande qu'en 2015 on parvienne à diminuer la pauvreté de moitié... Partout, on fait campagne pour ces objectifs... Les responsables ont leurs obligations, mais les pauvres ont les leurs aussi... Il faudrait que nous demandions aux plus pauvres de prendre eux-mêmes la décision de ne plus être pauvres, de ne plus rester en arrière. Et si aujourd'hui certains veulent quand même être pauvres, qu'ils prennent chacun dix femmes et fassent dix enfants à chacune : ils seront vite pauvres, vu leurs petits moyens.

Il y va de la responsabilité de tous, que nous soyons pauvres ou riches. Il nous faut dire à chaque pauvre : « Voici la situation, elle n'est pas bonne pour vous comme pour tous, mais la première personne qui doit décider qu'il n'y aura plus de pauvres, c'est vous-même ». À ce moment-là, le pauvre peut découvrir sa richesse. Et il peut y avoir de bonnes organisations qui nous représentent tous. C'est ce rôle que nous avons comme "facilitateurs." Il nous faut mettre cela dans les OMD. L'ONU a dit que nous n'avons plus d'excuses, je le crois en effet. Si la pauvreté continue de régner, nous ne pourrons plus marcher encore dans les rues. Nous avons la responsabilité de créer des richesses. Comment allons-nous créer des richesses ? Comment allons-nous aider les pauvres à créer eux aussi de la richesse ?

Jacqueline Laine : Je prends l'exemple de l'Église catholique. Lorsqu'on dit qu'il y a des choses universelles, partout où vous passez ce doit être la même chose. Le dimanche, à la messe, les lectures sont les mêmes partout... C'est universel.

Dans le cadre de la dignité humaine, si vous manquez d'un ensemble de conditions matérielles pour vivre, cela veut dire que votre dignité n'est pas respectée. Allons plus loin. Nous-mêmes qui sommes un petit pays pauvre, lorsqu'un autre pays nous donne, il nous dit même ce que nous devons faire avec ce qu'il nous donne... Or je devrais pouvoir faire ce que j'estime être bon pour mon pays avec l'argent que j'ai en main. Un autre peut me donner de l'argent, mais je dois pouvoir lui faire respecter ma dignité.

En outre, je souhaiterais que nous sortions de ce colloque avec quelque chose de positif, parce que nous ne pouvons pas passer trois jours à parler, où tout le monde dit qu'il a compris, sans que chacun de nous, Haïtiens, ne voie quelle première pierre il va poser pour prendre en considération les gens qui vivent près de chez nous. Il y a un ensemble d'idées toutes faites dans notre tête, il nous faut commencer à les ôter.

Si nous ne les enlevons pas, nous allons toujours continuer à parler de la misère chaque année, sans que la situation ne change. Les enfants des rues resteront toujours dans la rue... Nous-mêmes, Haïtiens, nous avons relevé un gros défi en 1804, n'est-ce pas ? Tout petits comme nous sommes, nous l'avons fait. On dit que notre pays est pauvre, mais il est riche en vérité. Si nous unissons le peu que nous avons, si nous dialoguons, nous pourrons sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes.

Jean-Robert Tacyl : Si nous considérons la prostitution, ne trouvons-nous pas une certaine universalité entre ce qui se passe chez nous et ce qui se passe dans d'autres pays ? En regardant ainsi chaque aspect, l'un après l'autre, nous devons bien gérer le débat. Il y a un problème chez nous : on dirait que la prostitution y est plus développée qu'ailleurs... Ceux qui ont voyagé peuvent nous donner leur opinion sur la façon dont vivent les gens ailleurs, par exemple sous les ponts, et aussi au sujet de la prostitution où la misère les pousse.

Huguette Saint-Fleur : Servir dignement un pauvre, c'est l'aider à sortir de sa situation pour qu'il ne reste pas dépendant d'une autre personne, c'est l'aider à être responsable de lui-même. Ce n'est pas l'inviter à venir chaque semaine chercher un peu de provisions chez vous sans que vous ne l'aidiez à sortir de la dépendance. L'aider à s'en sortir, c'est cela respecter sa dignité, en la faisant grandir. La misère le pousse à dépendre d'un autre, si vous l'enfoncez plus dans cette dépendance, vous ne l'aidez pas dans sa dignité.

Jean-René Azor : J'aimerais que nous fassions une différence entre la misère et la pauvreté parce que la misère est comparable à l'extrême pauvreté mais pas à la pauvreté. Une personne peut être pauvre sans être dans la misère, elle peut par exemple envoyer son enfant à l'école.

Lorsque nous parlons de la violence, nous ne devons pas seulement considérer la violence armée. Lorsque la société déclare l'école gratuite, et qu'un enfant en primaire n'arrive pas à finir ses classes, c'est une violence que la société exerce sur cet enfant. Lorsque vous envoyez un groupe de personnes manifester parce qu'elles ont des besoins non satisfaits, c'est une violence qui est exercée sur elles. Cela veut dire qu'il y a plusieurs sortes de violence.

Je fais une comparaison avec le film projeté hier. À Cité Soleil, nous pouvons voir un caniveau noir avec des excréments qui flottent dedans. Dans le film, nous voyons que les personnes utilisent pour leurs besoins des seaux dont elles vont jeter le contenu dans un trou... Quand vous sortez de votre quartier pour aller dans un autre, si on vous dit : « Oh ! Vous venez de tel quartier ! », on a déjà une idée de vous qui porte atteinte à votre dignité. C'est comme si on vous mettait une étiquette. Je n'aime pas qu'on pense que les personnes devraient accepter leur condition, mais je n'aime pas non plus qu'on leur mente en leur disant qu'elles s'en sortiront. Si on donne 10 000 dollars à quelqu'un, dès qu'il vous verra il pensera toujours qu'il vous doit quelque chose. Il est dans la misère, il y a un ensemble de positions qu'il pourrait prendre mais il ne peut pas les prendre en face de vous parce qu'il sait que c'est vous qui avez fait du bien pour lui. Je parle de l'indépendance de la personne, de son autonomie. Je peux arriver dans un quartier populaire avec 100 ou 1000 dollars et dire à quelqu'un que je lui fais un prêt à 1% l'an. Il prend l'argent et il me paie. Si je l'interpelle pour quelque chose, il me répondra : « N'oublie pas, je t'ai payé ». C'est cette indépendance qui fait que le père Joseph ne voulait plus donner de la soupe. Il a proposé aux gens de faire de petits travaux d'ébénisterie ou autre. C'est une façon pour aider les personnes pauvres à retrouver leur dignité : elles obtiennent quelque chose mais elles savent qu'elles ont travaillé pour le mériter.

Luckner Garraud : Je reviens à la question : « Comment la définition que nous donne le père Joseph entre dans notre réalité en Haïti ? »

C'est la fragilité d'une famille qui peut être à l'origine de sa situation d'insécurité ou de manque, et celle-ci peut s'aggraver. Exclure une personne équivaut à ne pas respecter sa dignité. Cela veut dire qu'on la met dans une situation où elle n'est pas maîtresse d'elle-même. Il y a des services de base qu'elle ne trouve pas et se retrouve directement dans la misère. (...)

Pourquoi avons-nous tous ces bidonvilles et des quartiers où l'on n'entre pas ? C'est parce qu'il y a un ensemble de personnes mises de côté dont la société n'a pas besoin. Elles se sont rassemblées et ont ainsi créé la situation que nous connaissons. C'est là que nous pouvons inscrire la définition du père Joseph dans notre réalité haïtienne. C'est parce qu'il y a des gens qui subissent l'exclusion, qui n'ont pas la chance de travailler, qui n'ont pas de services de base, qui sont laissés seuls... C'est ce qui explique la grande pauvreté que nous avons là.

Jacqueline Plaisir : Découvrant la situation de pauvreté de Noisy-le-Grand, le père Joseph a dit : « Lorsque je suis arrivé, j'ai vu que la seule chose qui réunissait ces gens, c'est leur situation de grande pauvreté ». Ici, nous sommes engagés avec des familles qui habitent Grande Ravine, Tibois, Descaillettes et autres quartiers. Un de ces habitants nous a dit : « Ce n'est pas là que j'aurais souhaité vivre, mais j'habite ici parce que c'est ici que les maisons sont moins chères ». La seule chose qui a mis ces gens ensemble dans ce lieu, c'est la misère. C'est elle qui les a acculés à s'installer sous les ponts, près d'une ravine ou d'une rivière, dans un cimetière. Ce sont les seuls endroits où on les laisse encore vivre. Il y a un endroit en France où il y avait un bidonville. Un jour on a eu besoin de place pour faire le grand Stade de France. On a détruit le bidonville et on a construit ce stade. Si tu es dans un endroit intéressant, on te fait déplacer. Si ce n'est pas le cas, on te tolère encore jusqu'au jour où l'on te dira : « Il faut que nous nettoyions ce lieu » et on te chasse. Dans une ville, lorsqu'il y a un gros évènement (par exemple l'accueil d'un visiteur prestigieux), on enlève tous les enfants des rues pour les mettre dans un coin. Ce que le père Joseph voulait dénoncer : les gens sans moyens n'ont pas la possibilité de choisir leur vie, d'imaginer ce que pourrait être demain, Chaque jour ils vivent le cœur en alerte. C'est l'insécurité.

L'insécurité armée, c'est une insécurité certes. Lorsqu'il y a eu beaucoup d'insécurité armée justement, nous avons discuté avec les familles qui vivent dans ces quartiers et nous leur avons demandé comment elles avaient vécu ce qui s'était passé. Elles nous ont dit que cela fait longtemps qu'elles vivent dans l'insécurité. Cette fois-ci elles avaient dû se déplacer encore. Mais auparavant, alors qu'il n'y avait pas encore ce climat d'insécurité généralisée, il y avait des familles qui étaient sous pression. Par exemple, une famille a dû quitter le quartier parce qu'elle avait eu une dispute avec une famille voisine. Elle n'avait aucune chance de pouvoir se défendre, d'avoir quelqu'un pour régler ce problème de voisinage. Ainsi l'une d'elles est obligée de quitter la zone, soit parce qu'elle se sent plus faible, soit parce qu'elle sait qu'elle a tort. Or elle avait déjà changé plusieurs fois de quartier soit parce qu'elle ne pouvait pas payer le loyer, soit parce qu'elle avait eu déjà un problème avec le voisinage, soit pour une autre raison. (…)

La définition du père Joseph souligne cet aspect de fragilité, d'insécurité, de précarité. Il y a eu ici une conférence en décembre 2007. Nous y avions diffusé un petit film sur la réalité de la pauvreté aux Philippines. C'est un pays qui se débrouille mais où il y a beaucoup de personnes très pauvres. Dans la ville de Manille, il y a des familles qui vivent sous un pont. ATD Quart Monde est engagé avec elles. La mairie considère que ce n'est pas possible de laisser ces familles vivre ainsi et leur propose un autre lieu en dehors de la ville, en réalité trop éloigné de toute activité et n'offrant pas d'opportunités pour gagner quelque argent. Alors ce n'est pas une vraie proposition pour ces familles, qui restent sous le pont. Là au moins, elles peuvent chercher de quoi vivre au cœur de l'agitation des rues. (...)

ATELIER 2 :
Le peuple des sans voix, le peuple du Quart Monde

Modérateur : *Marco Ugarte*
Rapporteur : *Mario Serrano*
Secrétaire : *Saint Jean Lherissaint*

Traduit de l'Espagnol

Texte et questionnement proposés à la réflexion du groupe

« Devenir combattant pour les exclus n'est pourtant pas si simple, car on ne se fait pas militant pour des individus épars : une mère ivrogne, une sorcière, un gosse malingre, par-ci, par-là. Il a fallu que je les rencontre en un peuple, il a fallu que je me découvre faisant partie de ce peuple, que je me retrouve à l'âge adulte dans ces gosses des cités dépotoirs autour de nos villes, dans ces jeunes sans travail et qui pleurent de rage. Ils perpétuent la misère de mon enfance et me disent la pérennité d'un peuple en haillons. La misère n'existera plus, demain, si nous acceptons d'aider ces jeunes à prendre conscience de leur peuple, à transformer leur violence en combat lucide, à s'armer d'amour, d'espoir et de savoir, pour mener à sa fin la lutte de l'ignorance, de la faim, de l'aumône et de l'exclusion. »

Joseph Wresinski, "Petit garçon dans le cercle infernal des violences", in *Les pauvres sont l'Église*, Éditions Le Centurion, Paris 1983, p. 14-15

Qu'est-ce que Joseph Wresinski entend par "peuple du Quart Monde" ? Est-ce que cette notion fait sens pour nous, aujourd'hui ?

Extraits

Ramiro Pampols : Je reste impressionné par ce que j'ai entendu. Vouloir répondre à cette question me laisse un peu interrogateur. Je préférerais que nous puissions parler de ce qui nous a touchés dans la rencontre de ce matin et que nous l'approfondissions à partir des quatre contributions. Je suis soucieux de faire écho à ce qui a été dit.

Marco Ugarte : Ce que propose Ramiro est intéressant. Nous ne sommes pas obligés de commencer par le thème proposé. (...)

Ramiro Pampols : Nous avons entendu des présentations condensées et très préparées, dans un langage cohérent, très structuré, très convaincu, très ouvert. Il y a là du matériau humain avec lequel on peut avancer. C'est le premier point.

Deuxièmement, on entrevoit finalement des perspectives possibles. Dans ce pays où tout reste à faire, on ressent une volonté de dialogue au sein de la société. Les Haïtiens eux-mêmes reconnaissent ce qu'ils font ou ne font presque pas, qu'ils sont trop fermés sur eux-mêmes, qu'il faudrait créer encore plus d'espaces de dialogue entre eux.

En troisième lieu, ici les gens marginaux sont toute la population. Ce n'est pas comme en Europe où il faut aller les chercher dans les quartiers, comme à Madrid, voire payer un taxi pour atteindre leurs baraques. Ici les gens humbles sont partout : tout le monde se livre au commerce informel. Ce sont des gens ultra pauvres. Alors cela ne devrait pas être tellement difficile de trouver la manière de dialoguer avec les gens de la rue, avec les maîtresses de maison, avec les jeunes qui vont à l'école publique. Je crois que les gens d'ici nous lancent un défi. Mais comment entamer ce dialogue ? (...)

Le seul risque que je redoute c'est celui qu'un Haïtien nous a dit : parfois le dialogue peut masquer les vrais problèmes. Il serait alors un piège. Cependant si on s'en tient à un dialogue simple et centré sur les thèmes vitaux, les Haïtiens peuvent aujourd'hui y participer... Ce qu'il faut

changer dans le secteur économique, qu'ils le disent ! S'il faut aborder le thème de l'esclavage, qu'ils en parlent ! Qu'ils voient à quel point la démocratie est relative. Que faut-il penser de la pensée humaniste collée à la réalité du père Wresinski ? Qu'en est-il de notre environnement ? Avec qui dialoguons-nous ? Ces questions sont très actuelles. (...)

Marco Ugarte : L'un des intervenants de ce matin est ici et nous aimerions l'écouter. (...)

Jorge Cela : C'est important d'avoir une pensée qui essaye d'aller au-delà de la réalité qui s'impose à nous. Mais en même temps, il importe que cette pensée soit ancrée dans la réalité. N'était-ce pas là une préoccupation du père Wresinski ? (...)

Il y a le danger qu'à un moment donné nous mettions la pensée entre parenthèses... Et il y a toujours un moment où la pensée ne peut aller plus loin. Mais la réalité nous oblige à nous pencher sur les petites choses, à ne pas nous lancer dans de grandes transformations. Si nous commençons avec de petits changements, nous pouvons en parler... Nous devons voir la réalité à partir du regard du pauvre : c'est celui de la majorité de la population. Nous devons découvrir comment les gens la voient maintenant et l'apprendre d'eux pour pouvoir les aider à aller au-delà de ce qu'ils voient. Alors ça sera une rencontre forte pour atteindre une vision compréhensive de la réalité haïtienne...

Rappelons-nous cette proposition du père Wresinski : ne jamais se détacher de la réalité, que notre pensée parte toujours d'un dialogue, pas seulement entre nous à partir de ce que nous avons étudié et aimé, mais avec le monde populaire à partir de la réalité actuelle du peuple. Un dialogue fait non seulement de mots, mais aussi d'actions.

Marco Ugarte : Ce qui dit Jorge est vraiment très intéressant. Nous pouvons dire en effet que nous ouvrons le dialogue, mais que veut-on dire par là ? Le danger serait d'apporter en toute sympathie nos propres idées. Il s'agit plutôt de voir ce que les plus pauvres pensent et veulent, de connaître et comprendre leur point de vue. C'est une telle démarche qui est pratiquée à ATD Quart Monde. Par exemple dans les universités populaires, ce sont les membres des familles en extrême pauvreté qui déterminent les sujets à traiter, et non pas le seul animateur, lequel se met toujours en arrière.

Comme dit Jorge, il y a le danger d'influencer. Nous avons beaucoup d'idées et nous pouvons les faire valoir, mais nous n'arriverions pas ainsi à faire émerger toute la richesse cachée chez les plus pauvres.

J'inviterais volontiers Paul à nous faire part de l'expérience du dialogue pratiqué au Guatemala.

Paul Maréchal : Au Guatemala, nous avons la chance d'avoir ces espaces de dialogue depuis de nombreuses années, plus ou moins activés selon l'état de nos forces à telle ou telle période. Nous appelons ces espaces "rencontres en famille". Dans d'autres pays on les appelle "universités populaires". Pour moi, ils sont très importants à deux niveaux :

- D'abord, ce sont des espaces où peu à peu les gens peuvent se désigner avec le mot : "nous". Ce qui exprime qu'ils se sentent d'un peuple, d'un corps, et non plus isolés dans leur extrême pauvreté. Cette transformation, nous l'éprouvons de manière très forte dans ces "rencontres en famille". Prises de parole et dialogues permettent d'acquérir une conscience collective. Si j'en crois des textes du père Joseph, lui-même aussi a fait progresser cet accès au "nous" comme "peuple".

– D'autre part ce sont des espaces où on se forme à la prise de parole et où on acquiert plus de confiance en soi-même. J'ai retardé un peu mon arrivée ici en Haïti parce que samedi dernier nous avions une "rencontre en famille" où deux personnes ont pris le micro pour la première fois de leur vie et ont parlé face à d'autres. C'est un pas important dans la vie de quelqu'un quand il expérimente qu'il peut parler et être écouté, que ses idées ont de la valeur. Il se rend compte qu'il a vraiment quelque chose à dire.

Alors pour moi ces "rencontres en famille" permettent de faire éclore une pensée et d'avoir une parole publique. Le Mouvement ATD Quart Monde vient de rédiger un document de propo-

sitions pour les politiques éducatives du Guatemala, avec lequel nous avons rencontré les partis politiques avant les élections (nous continuons de les rencontrer) pour leur dire : là se trouve la pensée des personnes en extrême pauvreté et de celles qui s'engagent à leur côté. Cela donne du poids à ces propositions parce que personne d'autre ne fait entendre cette voix-là à propos de l'éducation dans ce pays.

Cette prise de parole qui nous permet de gagner en confiance et de faire des propositions, c'est pour moi l'axe fondamental de l'action politique du Mouvement. Après 40 années de guerre et 20 années de présence silencieuse du Mouvement, nous avons enfin aujourd'hui au Guatemala l'occasion de nous faire entendre sans craindre pour la vie de l'une ou l'autre personne, alors qu'au temps du conflit armé le fait de se rassembler et de s'exprimer constituait une infraction. Aujourd'hui nous avons cette chance de pouvoir enfin partager publiquement, de façon claire et pacifique, l'expérience, la pensée et le combat des familles.

Le 17 octobre, « Journée mondiale du refus de la misère », est aussi un grand événement et l'occasion d'une prise de parole publique. Cette année, le président de la République est venu à ce rassemblement et a écouté une famille de la zone 18 qui vit des situations très difficiles. Ce sont là des occasions très belles, où les plus pauvres peuvent ressentir leur appartenance à un peuple.

Otto Rivera : (...) Dans le cas du Guatemala, disposer de ces espaces de rencontre et pouvoir se sentir concerné par des situations semblables vécues par d'autres, c'est important pour les familles les plus pauvres mais aussi pour les autres acteurs qui leur sont proches. Je pense aux enseignants. Depuis plus d'un an, nous avons des rencontres entre des enseignants des différents secteurs où le Mouvement a une présence. C'est très surprenant de voir comment un enseignant d'un quartier donné peut s'identifier à un autre enseignant d'un autre lieu géographiquement très différent mais dont les problèmes sont plus ou moins semblables aux siens : surpopulation dans les salles de classe, manque d'attention des élèves, manque de ressources, manque de formation, mais aussi manque de considération comme enseignants.

(...) Dans cette proposition d'éducation que nous avons faite en accompagnant ces familles pour rencontrer les autorités, nous posons trois grands axes de travail. L'un d'entre eux est le dialogue entre les enseignants et les parents ou plutôt les mères de familles parce que les hommes ne s'impliquent pas et n'assument pas leur responsabilité dans ce domaine. Ce sont les mères qui font face au directeur de l'école et à l'enseignant de leur enfant.

Mais il y a des femmes tellement pauvres qu'elles ne se sentent pas capables ou pas assez dignes, ne serait-ce que pour se présenter à la porte de l'école. D'un autre côté il y a des attitudes arrogantes de la part de directeurs et d'enseignants, qui leur ferment les portes au nez. Aujourd'hui nous jouons un rôle de médiation entre tous avec des espaces de dialogue que nous ouvrons.

Donc ces espaces de rencontre et de dialogue se construisent à partir des relations quotidiennes : avec les bibliothèques de rue lorsque quelqu'un se charge des enfants et que d'autres accompagnent les mamans qui ne se sentent pas capables de sortir seules pour aller voir dans la rue ce qui passe avec leurs enfants. Je crois qu'on retrouve là les raisons d'être du dialogue... C'est ce contact quotidien qui permet d'avoir une vision prospective ancrée dans la réalité concrète vécue aujourd'hui par les familles.

Et Ramiro nous rappelle que les marginaux sont ici la majorité de la population... Alors nous devons sortir nous-mêmes de notre tour d'ivoire, pour pouvoir ouvrir ce dialogue et bâtir avec eux.

Paul Maréchal : Je veux juste ajouter qu'à ces rencontres sont toujours invités aussi des amis ou alliés pour prendre part au dialogue. Ceci, afin de ne pas rester entre familles pauvres et quelques volontaires engagés avec elles. Mais la règle est que les alliés écoutent d'abord avant de parler, sinon ils peuvent monopoliser la parole. Cette présence de plusieurs représentants de différents secteurs de la société est très importante.

Marco Ugarte : J'invite Jenny à nous parler de l'expérience du Centre Montalvo en République dominicaine.

Jenny Torres : Connaître "en chair et en os", par exemple comment se déroule une journée ordinaire pour des personnes vivant en extrême pauvreté, cela change la perspective d'analyse pour évaluer une politique sociale publique. Personnellement cela m'aide à changer la méthodologie et le cadre théorique pour analyser le programme "Solidarité". L'année passée, à la suite d'une tempête en République dominicaine, je suis entrée en contact avec un ensemble de 15 familles qui avaient été mises à l'abri chez nous... Nous pouvons réfuter une théorie pour une série de raisons théoriques. Mais aller sur le terrain, cela te conduit à réfuter une politique pour d'autres raisons qui sont encore plus humaines. ... La science prend un ensemble de cas particuliers et généralise, mais dans cette généralisation on perd les particularités. Certes il est nécessaire qu'une politique publique serve évidemment le plus grand nombre. Mais qui se préoccupe des groupes minoritaires ? C'est pourquoi je crois que nous devons maintenir la combinaison entre l'apport d'une science globalisante et l'analyse particulière. Je m'explique. L'élaboration de politiques publiques suppose un socle de données sociales de base et génère des modèles économétriques selon ce qui paraît déterminant selon les sujets... Par exemple, quelle est la situation des personnes en invalidité ? Si elles sont entre 5 et 10 % de la population et si j'analyse 1000 personnes (ce n'est pas alors une quantité significative) et que je trouve seulement 5 personnes invalides, est-ce que je pourrais dire pourquoi celles-ci sont pauvres ou invalides ? Non ! Donc pour cerner des données ou des réalités particulières, nous ne sommes pas aidés par les modèles économétriques généraux, même s'il est nécessaire de connaître par ailleurs. Or il est important de savoir pourquoi une politique publique n'atteint pas certaines personnes... Il est encore possible que ça n'ait pas de portée statistique mais ça représente quand même la vie d'un ensemble de familles...

Mieke Van Dyck : (...) Dans le Mouvement, nous avons une longue histoire d'apprentissage et de pratique de rencontres, à travers les universités populaires avec les familles. Mais des gens pensent qu'ils n'ont pas la connaissance requise pour entendre les plus pauvres, en ce sens qu'ils peuvent comprendre leurs mots mais ne pas comprendre leur vie. La connaissance dont nous parlons dans le Mouvement, c'est le croisement des savoirs. Comment pouvons-nous nous connaître mutuellement ? Souvent chacun parle et ne comprend pas ce que dit l'autre : il n'y a pas une vraie rencontre. Comment pouvons-nous préparer les étudiants et leurs professeurs à connaître les plus pauvres pour qu'ils puissent les comprendre ? (...)

Marco Ugarte : J'inviterais volontiers Jacques Ogier à nous partager son expérience avec les "Uyarinakusunchis", à Cusco.

Jacques Ogier : J'ai participé quelquefois à ces rencontres de la communauté campesina de Cuyo Grande. Souvent les gens ne peuvent pas y prendre part parce qu'ils doivent participer à des "faenas" (travaux collectifs d'intérêt communal décidés en communauté), sinon ils doivent payer une amende. Aussi cherche-t-on des dates qui ne gênent pas la participation à d'autres activités. Quand les gens prennent part à ces réunions que nous organisons, cela ne signifie pas qu'ils y interviennent. Ils sont tellement humbles ! Dans les "Uyarinakusunchis" (mot utilisé à Cusco pour les rencontres de familles), c'est peu à peu qu'ils apprennent à prendre la parole. Alors ils apportent beaucoup. Un jour, une maman ose parler pour se défendre elle-même, mais aussi les autres familles qui n'ont encore pas cette capacité. On arrive à ce résultat en utilisant plusieurs techniques d'expression (le théâtre, le "socio-drama" , la dynamique de groupe) qui permettent aux gens d'agir, de représenter leur vie quotidienne, de prendre distance avec ce qu'ils vivent, de voir qu'il y a possibilité de changer les choses... Mais je dois préciser que cela prend beaucoup de temps. J'ai participé à cette dynamique à 6 mois d'écart. La première fois, seules les personnes qui avaient déjà l'habitude de parler ont parlé. La dernière fois, au mois de janvier, des gens très humbles ont pris eux aussi la parole. Cela évolue ainsi peu à peu.

Marco Ugarte : "Uyarinakusunchis" est un mot quechua qui signifie "écoutons-nous". C'est une dynamique intéressante car les personnes s'encouragent mutuellement à prendre la parole. Dans les communautés campagnardes andines, il y a une assemblée chaque mois. Mais dans ces assemblées, ceux qui parlent sont les leaders de la communauté, les chefs, les plus dynamiques, et jamais les plus pauvres. Au point que beaucoup de ces derniers choisissent de ne pas assister à

ces réunions : « Ce que nous disons n'est jamais pris en considération, alors nous n'y allons pas ». C'est dans ce contexte que nous invitons ces personnes exclues pour qu'elles commencent à s'y manifester, sans aucune pression. Peu à peu elles trouvent un certain dynamisme, deviennent plus confiantes en elles, peuvent parler. Elles se rendent compte qu'elles ont une connaissance qui intéresse toute la communauté. C'est là toute une méthodologie que le Mouvement développe de différentes manières.

Jacques Ogier : Dans les "Uyarinakusunchis" viennent aussi d'autres personnes de la ville de Cusco. Les échanges en sont enrichis. Et cela me touche réellement beaucoup.

Jean-Hugues Henrys : J'aimerais qu'en Haïti on prenne un tel chemin et qu'on ouvre des espaces de dialogue. Cela demande sûrement une méthodologie complexe, en ce sens que les groupes les plus défavorisés ont peut-être besoin au début d'être entre eux pour parler, sans la présence d'autres personnes qui risqueraient de les intimider. Certains ne vont peut-être pas comprendre. Aussi il doit y avoir des gens intelligents, pédagogues, respectueux des rythmes, pour qu'ils puissent franchir une première étape. Mais dès cette première étape, il faut quand même compter sur la présence d'autres personnes qui voient les choses de manière différente et complémentaire. La société est constructive par elle-même : il faut lui faire face sinon on risque de surprotèger un groupe. Sembler donner toujours raison à quelqu'un ne lui fait pas du bien. Se confronter à d'autres groupes qui ont une même passion pour sortir de la pauvreté mais qui voient les choses de manière différente, et à des gens qui viennent du monde de la connaissance mais qui ignorent les codes de fonctionnement des pauvres (tout comme les pauvres ignorent les leurs), c'est un apprentissage mutuel... Les pauvres n'ont aucune obligation de connaître au départ les codes qu'emploient les universitaires, ils vont les découvrir au fur et à mesure de leur réflexion : « Cet homme a voulu me dire ceci ’. Je veux dire par là que le processus est lent et complexe. L'idéal serait peut-être du côté de ce qui ce qui se passe en Chiapas, où les indigènes ne prennent aucune décision dans leurs assemblées jusqu'à ce que tout le monde en soit d'accord. Ils sont d'ailleurs épuisés parce qu'ils ont des assemblées qui n'en finissent pas. Mais tant que tous n'ont pas acquiescé à ce qu'il convient de faire, il n'y a pas de décision.

Une telle société est plus complexe, plus utopique sans doute... C'est un défi de voir que ce que dit l'un, même si c'est une vérité, peut d'une certaine manière être contredit par un autre qui dit sa part de vérité. Tout ceci mûrit les gens les uns par les autres.

Jean-Julien Olsen : Je pense effectivement qu'il faut créer des espaces de dialogue. Mais en Haïti il y a déjà énormément d'espaces de dialogue. Il s'en crée parfois au milieu d'une crise politique aiguë... Il y a eu des comités de quartier, où les gens se réunissaient pour nettoyer, pour organiser, pour animer des festivités. Cela s'est souvent terminé, dû au fait que ça s'est transformé pratiquement en problèmes plus politiques (la responsabilité de la mairie, la sécurité, l'action conflictuelle avec l'armée, la répression, etc.) C'est pour cela qu'on ne peut pas créer ces espaces sans éviter ces discussions. Mais il faut trouver des manières aussi pour ne pas trop politiser les actions, pour que le travail dans le quartier soit possible... Dans le quartier on ne peut pas faire certaines choses comme du nettoyage, des activités sportives ou des festivités familiales, parce qu'il y a ces problèmes.

J'ai aussi quelques expériences avec des groupes d'organisations campagnardes. Ce sont des espaces de dialogue en étroite relation avec la production agricole. Pour ce qui est de la communauté commerciale, il faut créer de tels espaces pour évaluer la productivité, promouvoir le dialogue entre paysans, quasi-paysans, organisations de paysans, citadins sur le marché, etc. C'est ce que je fais à titre professionnel.

Je m'intéresse beaucoup à la signification culturelle des sites. Je visite les lieux historiques, les monuments d'architecture... Au ministère de la Culture, ils ont cherché à un moment à comprendre comment les gens percevaient les sites et les monuments de leur communauté. Il s'agissait en somme de demander à la communauté quelle était sa propre perception de son espace, de son architecture, de son marché, etc. Et rapidement on a compris qu'il y avait énormément de connaissances et de significations qui n'étaient pas prises en compte dans le savoir des universi-

tés. Ce savoir se trouve dans la communauté elle-même. Mais comment établir le dialogue avec elle ? L'expérience a été discontinue parce que nous n'avions pas encore trouvé comment le rendre plus institutionnel. Il faut créer, selon moi, différents espaces appropriés. L'Université a une responsabilité plus grande à cet égard, pour créer de tels espaces mais aussi pour reconnaître qu'il y a une connaissance qui n'est pas à l'université. L'Université doit partir à la recherche des connaissances qui sont enfouies dans la population, dans le milieu rural comme en ville...

Marco Ugarte : Ce que tu dis est important. Ceux qui ont l'expérience sur le terrain de lancer de tels dialogues savent aussi le danger encouru : dans ces groupes, il y a toujours des personnes qui essayent de politiser les choses. C'est pourquoi il faut d'abord bien définir les espaces et que ce soit les gens eux-mêmes avec lesquels on va lancer le dialogue, qui déterminent les sujets qu'ils veulent traiter, pour qu'on n'aille pas à hue et à dia. Comme disait Mieke, il faut apprendre d'abord à écouter. Cela est parfois très difficile, parce que les gens veulent toujours se mettre en avant, ce qui cause beaucoup de problèmes. D'autre part la connaissance qu'ont ces populations n'est pas prise en considération. Les universités généralement les prennent comme objets d'étude et jamais comme sujets. Certains chercheurs les interviewent et exploitent les données recueillies, mais ne cherchent jamais à ce qu'ils soient les protagonistes d'un processus de recherche, associés dès sa conception, engagés comme acteurs principaux, consultés sur la façon d'en rendre compte. En Amérique latine il y a des chercheurs qui ont une expérience forte à ce sujet. Il faudrait mettre en évidence toutes ces expériences. (...). Otto voudrait prendre la parole.

Otto Rivera : Ce dialogue doit être entre qui et pour qui ? Parce qu'il ne faut pas non plus se faire trop d'illusions et croire que quand les plus pauvres pourront prendre la parole, tout le monde va les écouter et les prendre en considération. Là-dessus il faut être très clair : l'acte lui-même de prendre la parole est un acte politique. Le dialogue est un acte politique, dans un lieu très concret comme le quartier, comme Olsen l'a indiqué. Mais c'est un acte politique qui donne de la dignité, qui donne du respect, et qui permet au plus pauvre d'avoir une présence pour faire ce lien entre l'indivisibilité des droits et sa place dans sa propre Communauté.

Nous sommes clairs aussi que dans cet acte politique de prise de parole, il faut réellement, comme l'a dit Ramiro, rechercher les consensus, mais il faut aussi apprendre à respecter les différences, parce que la différence enrichit aussi. Evidemment nous ne pouvons pas tous être d'accord avec tous. Les cultures indigènes cherchent toujours le consensus mais elles savent aussi que les dissentiments font partie de la vie. C'est la dichotomie : Il y a le bien parce qu'il y a le mal, il y a la santé parce qu'il y a la maladie, il y a la chaleur parce qu'il y a le froid, et s'il y a le silence il y a aussi la rupture du silence. Doña Raquel, une mère de famille avec laquelle nous travaillons au Guatemala, nous a dit : « Ça nous a coûté beaucoup d'oser parler, mais maintenant que nous parlons, ça nous coûte beaucoup pour qu'ils nous écoutent », c'est-à-dire pour que ma réclamation soit prise en considération. Elle a dit cela parce qu'elle est d'une famille très pauvre et qu'elle fait preuve de beaucoup de courage et de force. Elle cherchait à obtenir les documents d'identité de ses enfants auprès de diverses institutions, mais n'a trouvé aucune réponse. Elle nous a dit : « Dans cette ville, il est plus facile d'avoir un téléphone portable qu'un document d'identité. On ne te demande rien, tu dois payer ; si tu as l'argent, tu paies et tu as le téléphone. Mais si tu as besoin d'un document tu vas au devant des autorités et on te dit : toi, qui es-tu pour parler ? » C'est comme ça. Ce sont des éléments très présents à prendre en considération dans cette construction nécessaire du dialogue. Olsen disait qu'il il y a déjà des espaces de dialogue. La question est de savoir pour quoi faire ? Ou, comme diraient Marco et Ramiro, pour qui et au service de qui sont ces espaces de dialogue ?

Marco Ugarte : Nous venons de partager beaucoup d'expériences sur différents points...

Jean-Hugues Henrys : Nous parlons des espaces de dialogue et je réfléchis un peu à ce qui s'est passé dans ce pays durant ces 24 dernières années. Olsen a parlé des comités de quartier... Ramiro a parlé de la recherche du consensus. Tout ceci est au centre de notre réflexion ici. L'espace de dialogue peut aider à construire l'espace démocratique. Nous savons par exemple que le vote est

différent du consensus, parce qu'il divise. Nous sommes confrontés à cet héritage du système occidental. Nous devons arriver rapidement à des résultats, et il nous est difficile de trouver du temps pour chercher le consensus. Nous devons probablement nous interroger sur notre conception de la relation au temps. Nous savons bien que pour changer les choses on a besoin de beaucoup de temps. Or notre modèle à nous, les Haïtiens, c'est celui du temps comprimé.

Nous ne pouvons pas séparer notre compréhension de la notion de solidarité sans faire le lien avec celle de démocratie. Et nous ne pouvons pas entreprendre toute cette réflexion sans prendre en considération également l'environnement dans lequel nous sommes... Il y a maintenant vingt-deux ans que la dictature de Duvalier s'est terminée. Durant l'année 1986 chacun de nous pensait que nous allions changer très rapidement les choses. Vingt-deux ans après, la question est : Qu'est-ce qui s'est passé ? Nous sommes toujours dans un apprentissage démocratique. Il y a eu hier à la Chambre des députés une séance d'interpellation au Premier ministre, qui a duré plus de huit heures. À la fin quelqu'un a fait la remarque suivante : voilà la démonstration d'une démocratie de grande pauvreté, parce qu'au cours de ces huit heures de discussion personne n'a pris le temps d'écouter et de comprendre le point de vue des autres, ni de proposer des réponses concrètes aux préoccupations des gens... Alors, au cœur de tout ceci, quel est le problème ? Le problème est que dans ce pays, de nos jours, des gens très pauvres ne peuvent pas manger, ne peuvent rien faire. Plus de 40% des enfants ne peuvent pas accéder à l'éducation... Et nous, nous nous demandons quel type de démocratie nous allons construire qui soit une réponse concrète aux principales préoccupations des gens, en l'occurrence des plus pauvres.

Un participant : Le père Joseph Wresinski insiste sur le fait que le Quart Monde n'est pas représenté. Pour moi le Quart Monde, c'est le peuple qui vit dans la grande misère. Comment sortir de l'exclusion socio-économique et politique, où on n'a pas la capacité d'avoir accès à la santé, à l'instruction, à la nutrition, etc. Comment avoir cette participation politique ? Comment préparer le plus pauvre à comprendre ce qui se dit et à prendre la parole ? La question à retenir est peut-être celle-ci : Comment connaître la dynamique intellectuelle et le rôle des universités pour une compréhension qui permette l'intégration du plus pauvre dans cette relation de dialogue entre tous ?

Marco Ugarte : C'est une question bien complexe. Je peux d'abord donner mon point de vue. En premier lieu, je crois que la destruction de la misère passe par l'engagement des personnes, mais nous ne pouvons jamais oublier que c'est un problème politique et économique. Si c'est un problème politique, nous devons voir de quelle manière nous pouvons atteindre les organismes internationaux et ceux qui décident du destin du peuple dans nos pays ? Bien que de nos jours ce ne soient pas les seuls gouvernements qui président aux destinées de nos pays mais également les puissances et les organismes internationaux, comment atteignons-nous ceux qui contrôlent les groupes de pouvoir dans nos pays ? Nous devons étudier comment faire en sorte que les plus pauvres soient au cœur de leurs préoccupations. À ce niveau, chacun de nous, depuis les institutions où il travaille, peut jouer un rôle important.

L'Université en particulier est beaucoup concernée. Parfois on y fait la théorie des théories, on y lit des livres et on y répète ce qu'ils expriment. Et sur la base de cette connaissance on y écrit un autre livre, généralement complètement déconnecté de la réalité. Alors si nous voulons faire connaître une certaine réalité, nous devons partir d'elle. Quand nous voulons analyser la société, nous utilisons des concepts inclusifs empruntés à tel ou tel auteur que nous cherchons à adapter à la réalité, en perdant la perspective que les concepts doivent être des instruments élaborés à partir de la réalité elle-même. Si nous voulons savoir qui sont ceux qui sont extrêmement pauvres, nous devons les rechercher pour entendre ce qu'ils ont à dire et ce qu'ils pensent de l'extrême pauvreté. Ce sont là des démarches fondamentales qui doivent être prises en considération, en sachant qu'atteindre de tels objectifs implique un long chemin. Par exemple, pour que les universités commencent à penser dans cette perspective, ce n'est pas du tout facile. Généralement nous avons une manière de penser très spéciale, qui tourne le dos à la réalité. Ainsi on ne cherche pas à savoir de quelle manière le peuple pratique déjà l'éducation, pour pouvoir l'incorporer dans notre programme d'éducation. Généralement nous sommes en quête de modèles éducatifs que

nous essayons d'importer dans nos pays, même si ces modèles n'ont pas réussi dans les pays où ils ont été créés. Nous n'imaginons pas des modèles éducatifs qui soient propres à chacun de nos pays. Je crois que Jorge pourrait nous parler à ce propos.

Jorge Cela : J'étais en train de réfléchir au sujet du dialogue. Le dialogue dont nous parlons suppose une égalité de position. Nous ne pouvons pas parler du haut vers le bas, ni du bas vers le haut, nous devons parler d'égal à égal. Cela suppose de situer le dialogue dans un contexte de droits parce que, si nous sommes différents, nous sommes égaux en droit. Dans ce contexte, le dialogue nous rend égaux et nous pouvons nous mettre en relation. Il y a cette conscience du droit au dialogue, avec les autorités, avec les intellectuels, avec qui que ce soit. On se sent en droit de participer, parce que le dialogue est un droit de l'être humain. Alors il me semble très important de dire que le dialogue nous unit. Mais cette dimension d'égalité dans le dialogue n'est pas du tout facile, il faut la créer. Car le pauvre, de lui-même, se situe comme inférieur face à l'autre, il a pourtant sa capacité de proposition mais l'autre ne l'écoute pas et se situe face à lui comme celui qui va l'enseigner.

La seconde chose importante a été évoquée par Otto : Le dialogue pour quoi faire ? Parce que si on dialogue simplement par goût de converser, le dialogue perd de sa force. Le dialogue est fait pour arriver à des conclusions. Mais qui prend les décisions ? Le dialogue doit être lié à une participation dans la prise de décision. Si ce n'est pas le cas, le dialogue tourne court. Il devient en fait une revendication, une réclamation, souvent dans un affrontement, mais il ne sert pas comme mécanisme de transformation. (...)

Mario Serrano : Je suis attaché au fait que nous obtenions un type de dialogue avec les pauvres qui consolide la communauté. Il ne produira peut-être pas de décisions, mais il créera un état d'esprit qui fera que nous nous sentions plus proches les uns des autres.

Je vais donner un exemple très personnel. Il me coûte de le donner, mais j'espère que ça servira. Comme jésuite je ne peux pas exprimer certaines opinions politiques, parce que si je le faisais ça ferait des étincelles et ne consoliderait pas la communauté. Ainsi, pour me sentir véritablement en communion avec mes frères, je devrais pouvoir dire : « Hé ! vous ne vous rendez pas compte que ceux qui ont écrit cela sont deux clowns qui manipulent les gens ». Or je ne peux pas le dire parce qu'on va venir avec une hache et me taper dessus comme peuvent en être capables des gens faisant preuve d'intransigeance. (...)

Je crois que nous sommes capables d'aborder les problèmes politiques parce que nous sommes des citoyens. Mais il arrive un moment où nous avons des visions différentes. Alors comment être heureux les uns et les autres ?... En Espagne s'est produite une division entre la droite et la gauche, avec les élections qui vont avoir lieu. À droite on a fait appel aux évêques. À gauche, on s'appuie sur les communautés populaires de base, et la gauche traditionnelle nous catalogue comme croyants... L'Espagne s'est polarisée en deux grands groupes. Si on regarde avec impartialité, chacun des groupes a des valeurs certaines et les deux groupes ont des valeurs raisonnables à défendre. Mais la gauche n'admet pas les valeurs de l'autre camp.

Ramiro Pampols : (...) Savoir garder "les yeux propres" pour respecter l'adversaire politicien qui regarde différemment que moi est suffisant pour générer des sentiments qui transcendent toute autre considération... Et ceux-ci ne doivent pas vaciller quand nous tenons certains propos... C'est pourquoi je provoque le dialogue jusqu'à une situation limite parce qu'il est garanti par le reste. Je ne suis pas pour que nous commencions le dialogue par ce côté politicien, mais si nous savons le reporter à plus tard, on peut tout à fait développer préalablement un dialogue où on essaye de ne pas être intransigeant et de reconnaître les valeurs que l'autre a aussi. (...)

Otto Rivera : Après avoir écouté l'intervention du professeur Henrys, je peux affirmer avec davantage d'assurance ce que j'ai dit dans la salle, en faisant appel à la figure analogique des intermédiaires. Durant les trente dernières années dans cette région, on a eu des moments historiques pour repenser la démocratie, le développement, la paix. Mais vingt ou trente années après les régimes militaires, nos sociétés ne sont toujours ni développées, ni démocratiques. Nos transi-

tions politiques paraissent ne jamais aboutir... Et la paix n'arrive pas non plus. Hier soir, nous avons entendu des tirs que nous espérons avoir été des tirs en l'air, ce qui démontre que le chemin est encore long pour construire la paix.

Le problème est de savoir s'il va se passer encore trente années pour que d'autres que nous reviennent s'asseoir à nouveau, ici ou ailleurs, pour dire : comment allons-nous construire le dialogue ? Pourquoi ne ferions-nous pas maintenant les premiers pas ? Je suis totalement d'accord avec ta provocation, Marco, sur le rôle des universités et avec ton questionnement : Est-ce que nous, professeurs universitaires, nous écoutons réellement nos élèves ? Créons-nous le dialogue avec eux ? Je crois que Jorge a attiré notre attention sur un point très important : on ne peut pas construire un dialogue entre inégaux. (...)

Je crois que nous devons assumer des rythmes et des niveaux différents. On a parlé de l'importance du temps dans le dialogue. Cela me fait penser aussi aux décideurs politiques qui n'ont pas le temps de réfléchir comme nous. Nous devons construire des ponts pour permettre à ces décideurs politiques, qui sont dans la stratosphère, d'écouter une mère de famille qui survit au jour le jour pour manger, avec l'insécurité de ne pas savoir si sa fille va retourner à maison ni dans quel état elle lui sera rendue.

À ces différents niveaux de dialogue, sans aucun doute il doit y avoir une première action libératrice pour enlever ou casser cette oppression intérieure de ne pas pouvoir exprimer ce que l'on pense. Mais aussi pour d'autres ça devrait mener à une action engageante. Libérer les uns, engager d'autres. (...)

Jacques Ogier : Ce dialogue communautaire est un dialogue politique. Le dialogue politique a nécessairement à voir avec le temps. Et le temps passe rapidement. Le député a quatre années pour jouir de son salaire, il ne peut pas attendre sa réélection. Mais dans un quartier, dans une communauté campesina il y a la pression de la vie quotidienne pour résoudre les problèmes. Il y a aussi des espaces pour célébrer. Pour moi ce sont ces espaces de célébration, ces espaces de la vie quotidienne qui doivent se transformer de plus en plus en espaces de dialogue communautaire. (...)

Marco Ugarte : Merci beaucoup. Cet atelier a été très intéressant parce que nous avons tous parlé, parce qu'ont été définis de nouveaux sujets, qui ont enrichi le thème de notre atelier. On a notamment beaucoup parlé du dialogue, qui est un sujet très important.

ATELIER 3 :
Le savoir des plus pauvres

Modérateur : *Gotson Pierre*
Rapporteur : *Francine Lemaire*
Secrétaire : *Nerline Naguerre*

Texte et questionnement proposés à la réflexion du groupe

« Ceux qui pensent que les hommes totalement paupérisés sont apathiques et que, par conséquent, ils ne réfléchissent pas, qu'ils s'installent dans la dépendance ou dans le seul effort de survivre au jour le jour, ceux-là se trompent lourdement. Ils ignorent les inventions d'autodéfense dont les plus pauvres sont capables pour échapper à l'influence de ceux dont ils dépendent, pour sauvegarder une existence propre, soigneusement cachée derrière la vie qu'ils étalent en guise de rideau ; derrière la vie qu'ils jouent pour faire illusion au regard extérieur. Ils ignorent l'effort désespéré de réflexion et d'explication de cet homme qui ne cesse de se demander : "Mais qui suis-je donc ?", qui ne cesse de dire : "Pourquoi me traite-t-on comme cela, comme une lavette, comme un chien, comme un vaurien ? Suis-je donc une lavette ?" , et qui, au prix d'un effort de pensée douloureux, ne cesse de resurgir d'en dessous de ces fausses accusations qui sont autant de fausses identités qu'on lui donne, en se répétant : "Non, je ne suis pas l'imbécile qu'on a fait de moi, je sais des choses, moi aussi, des choses qu'eux ne comprendront jamais. »

Joseph Wresinski, "La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat", in *Refuser la misère. Une pensée née de l'action*, Éditions du Cerf / Éditions Quart Monde, 2007, p. 58-59.

Selon Joseph Wresinski, le savoir des plus pauvres est indispensable pour créer une connaissance globale et intégrée. Comment croiser les savoirs des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté, avec ceux des personnes engagées avec elles et ceux des universitaires ?

Extraits

Marianne Palisse : Je voulais rebondir sur cette question de l'Université. Il se trouve que moi-même je travaille comme volontaire coopérante dans une petite université située sur le Champ de Mars qui s'appelle "université épiscopale d'Haïti." Dans cette université, nous accueillons de nombreux étudiants d'origine modeste. Ce matin, on a eu l'intervention de Monseigneur Dumas de l'UNDH. Je peux dire que notre public n'est pas exactement le même que celui qu'on trouve à l'UNDH. J'ai souvent été surprise de voir le chemin parcouru par les étudiants qui étaient dans ma salle de classe. Beaucoup d'entre eux viennent des mornes, de quartiers un peu difficiles. Ils arrivent dans ce qui est pour eux le temple du savoir. Là se pose la question : comment l'Université les accueille-t-elle ?

Je reprends ce que disait Jan Hanssens tout à l'heure à propos de la langue. Déjà là, il y a un problème qui se pose. La plupart d'entre eux ne maîtrisent pas le français alors que les cours se font en français. Je les vois un peu déchirés par rapport à leur identité, à ce qu'ils connaissent, à tout ce qu'ils savent de la vie. Ils se sentent obligés de faire l'université. On dirait qu'ils essaient d'endosser une autre identité, de se couler dans un moule qui ne leur va pas trop. J'ai beaucoup d'étudiants qui n'ouvrent pas la bouche pendant le cours en français parce qu'ils n'arrivent pas à prendre la parole : c'est trop difficile pour eux.

Mais si on prend le temps de parler en créole après le cours, souvent à propos d'autres choses que les matières académiques, on découvre chez eux une pensée riche, pleine d'idées et de choses intéressantes. Mais on ne leur a jamais donné l'occasion d'exprimer cette pensée, de la valoriser. Je ne veux pas aller trop loin dans mon développement, mais la question que je veux poser est celle-ci : Que font les universités haïtiennes aujourd'hui justement pour ouvrir ce lieu de dialogue en elles-mêmes, pour être capables d'accueillir ces étudiants-là qui me donnent parfois l'impression de ne pas être eux-mêmes, de faire semblant d'être ce qu'ils ne sont pas ?

Manuel Guedon : Une petite précision pour Marianne Palisse : L'Université dont nous parlons là n'est pas l'Université de type académique où l'on inculque un savoir. Nous parlons bien d'une Université où se vit un échange, où ceux qui vivent dans la grande pauvreté ont quelque chose à nous apprendre. Ce lieu d'écoute est un lieu où on reçoit les uns des autres. C'est surtout ce point-là que je voulais préciser.

William Brandt : Je pense que le Mouvement ATD Quart Monde a toute une histoire derrière ce qu'il appelle "université populaire". Ceux qui veulent en savoir plus peuvent en parler avec les volontaires et les alliés du Mouvement. Comme le disait Manuel, c'est plutôt un espace d'échange et de dialogue. Le Mouvement a créé, selon son histoire dans différents lieux, plusieurs types de rencontres : les universités populaires, Tapori avec les enfants, les comités de rassemblement.

En fait, comment pouvoir s'engager dans le croisement des savoirs sans se rencontrer ? Nous allons rencontrer les familles les plus pauvres, nous nous mettons à leur écoute et nous apprenons les uns des autres. Selon les lieux et les histoires, il y a plusieurs façons pour apprendre à se connaître, à s'accepter et à voir chez l'autre une richesse. Mon expérience dans le Mouvement, c'est d'avoir justement beaucoup appris des personnes les plus pauvres. Et si je suis encore dans ce mouvement après 25 ans, c'est que cette richesse-là, personne d'autre ne me l'a révélée dans la société des gens qui savent.

Le rôle des personnes interpellées par ce mouvement et par ce désir de rencontres ? On a parlé du système judiciaire. Nous pouvons servir de liens entre ces personnes handicapées dans leur être, dans leur humiliation, pour affronter État, CAMEP, EDH. Il faut faire le lien entre la vie organisée et les exclus. Dans notre vie de tous les jours, nous pouvons être ce pouvoir de transmission. Un des objectifs aussi, c'est la prise en compte de la pensée du père Joseph par les universités, que ce soit en Haïti ou en Europe. Il est grand temps que cette connaissance et ce savoir des plus pauvres, qui connaissent bien le cœur du problème de cette nouvelle société, permettent de développer une économie qui intègre tout le monde afin que la société soit en paix.

Ma conviction, en tant que citoyen du monde, c'est que la pensée du père Joseph permettra à ceux qui ont accès au savoir et aux chercheurs de ne pas rester dans un contexte purement théorique. Dans leur recherche scientifique ils doivent toucher les plus pauvres. Que l'Université s'imprègne de cette pensée et de sa richesse. À partir de là, des choses pourront changer. (...)

Autre chose que je voudrais dire rapidement. Quand je lis cette phrase du père Joseph : "Ils ignorent les inventions d'autodéfense dont les plus pauvres sont capables", je me dis : "Voilà le marronnage haïtien". Le père Joseph décrit ce marronnage. Pourquoi l'Haïtien se cache ? Le père Joseph l'a écrit, il donne une explication. Pourquoi la connaissance des plus pauvres d'un prêtre français ne s'acquiert pas dans les livres ? Cette connaissance, il l'a acquise des plus pauvres !

Suzelle Midy : Il y a une famille (mère et fils) qui devait changer de logement. Elle était très persécutée là où elle habitait. Elle a trouvé une autre maison. Elle a payé pour qu'on l'achève parce qu'il n'y avait ni toiture, ni portes. Le propriétaire a achevé la toiture et lui a déclaré qu'il n'avait pas d'argent pour mettre des portes. Une autre famille est venue pour rendre visite à cette dame et lui a dit : "Tu dois entrer dans la maison, sinon tu risques de perdre et la maison, et ton argent". C'était en effet vraiment l'intention du propriétaire de relouer la maison plus chère pour y mettre des portes. La dame est entrée dans la maison et a mis un rideau pour servir de porte. Donc, on voit l'imagination et la générosité de cette autre personne qui a permis à cette dame de garder la maison. Infirme de son état, elle n'aurait pas pu errer de lieu en lieu. (...)

Jan Hanssens : Avec l'université populaire, je pense qu'on n'est pas en train de réinventer tout ce qui se fait dans le pays. Quand je réfléchis à ces dernières années, en Haïti il y a beaucoup d'expériences comme ça qui se font, dans les milieux ruraux surtout et dans les milieux populaires. Je veux en mentionner quatre que je connais.

Dans les années 70, à Thomassique, on travaillait avec une méthodologie qu'on appelait "Vin Moun"[70]. C'était tout simplement se réunir. On se rencontre avec des gens pour discuter sur un

70. vin Moun = Devenez Homme.

sujet. Première étape : Les gens eux-mêmes problématisent le sujet, pas le moniteur. Ce sont les participants qui posent toutes les questions que l'on note sur un tableau.

Ensuite, on cherche ensemble des réponses à partir de ce qu'on a vécu par rapport au sujet. Et là, il y a un espace où un expert peut intervenir. C'était une méthode très employée à Thomassique et dans d'autres lieux du Plateau central. C'est d'ailleurs la méthode qu'on continue à utiliser à Pacot pour travailler avec des enfants en domesticité pour problématiser ensemble à partir de leur vécu et trouver des réponses. Des moniteurs sont là pour intervenir, mais à partir d'une question réelle, pas à partir d'une question imaginée par le moniteur.

On a toutes les méthodes qui se sont axées sur Paolo Freire. Dans la philosophie du père Joseph, je reconnais beaucoup d'éléments communs à tous deux (je ne sais pas s'ils se sont connus, car ils vivaient à peu près à la même époque)... Le pauvre n'est pas un récipient vide. Il est déjà rempli de la connaissance qu'il a acquise à l'école de la vie ou à partir de ses expériences. Par exemple en Haïti, la méthode de la mission Alpha dans le temps était axée là-dessus : problématiser une situation, rechercher ensemble des solutions. À partir de là, une fois que l'intérêt est soulevé, apprendre à écrire ou s'exprimer par d'autres moyens.

Il y a toutes les méthodes participatives ou semi-participatives. Chez nous, à Justice et Paix, il n'est pas question de faire des discours. Toutes nos méthodes sont semi-participatives. Il y a une grande interaction avec le vécu dans des ateliers où l'on problématise à partir d'exemples. Le bon animateur est celui qui part du vécu des gens.

Un de nos thèmes traités est : Droits humains et culture. Quand on évaluait des séminaires qu'on avait faits pour savoir ce qui avait été vraiment important, je me souviens toujours que Jocelyne, qui est là aussi, me disait : « Ce n'est pas tellement la connaissance transmise, mais c'est qu'on a donné aux gens un espace pour parler de leur culture parce qu'ils n'ont pas d'espace pour le faire ou parce que leur culture est déjà considérée comme mauvaise. Au moins on peut y problématiser les questions du Vaudou, de la religion, de la culture créole, etc. » Il y a donc un espace où l'on peut parler de cela, sans que quelqu'un dise que ce n'est pas bon.

Il y a des expériences en ce sens qui sont présentes dans le pays et qu'il faut valoriser. Je pense ici à l'expérience du Quart Monde, ce serait bien de la connaître, de l'approfondir. Dans le domaine des droits humains, par exemple, nous autres à Justice et Paix, nous participons au Forum citoyen pour la réforme de la justice. Notre lutte dans ce domaine, c'est que la réforme de la justice est trop importante pour la confier aux seuls magistrats et avocats. C'est le citoyen qui doit faire la réforme de la justice. Donc notre méthodologie et notre stratégie sont bâties là-dessus. On problématise un aspect de la justice, on envoie la problématique et une série de questions à des groupes de base qui en débattent. Et à partir des réponses, on fait un Forum national pour s'approprier des propositions qui viennent des gens.

Ce Forum citoyen est marginalisé par le Ministère actuellement, par les initiatives qui viennent de la MINUSTAH, USAID etc. On essaie de le marginaliser parce qu'ils veulent une autre réforme qui vienne d'en haut et qui soit comprise par des intellectuels, pas par le peuple. Donc il y a déjà des expériences. Il ne faut pas tout réinventer, mais il faut s'approprier ce qui existe et chercher à aller plus loin.

Gotson Pierre : Jusqu'à présent, nos interventions ont mis l'accent sur l'éducation formelle en prenant en compte l'Université, mais aussi mis en relief les expériences de rencontre entre les gens qui ont lieu ici ou ailleurs. Là, le père Hanssens a fait état d'une série d'expériences qui se déroulent en Haïti et qui sont réalisées à partir des ressources de l'éducation et de la culture populaires. J'ai compris que l'intervenant avait quand même interrogé les mécanismes de la coopération : comment prennent-ils en compte ou non le savoir populaire ?

Maintenant, en ce temps de globalisation, ne faudrait-il pas aussi poser le problème de la communication comme lieu de rencontre entre les cultures, les expériences, et les savoirs ? Comment en Haïti se pratique une communication différente ? Y a-t-il des expériences dont vous pouvez faire part ici ? Ce serait intéressant pour pouvoir alimenter cette réflexion avec des cas concrets.

Marianne Palisse : J'entends beaucoup le mot expérience. Tant qu'on en restera au niveau de l'expérience pilote, on n'aura pas quelque chose qui soit vraiment partagée. L'Université peut aider ces types d'expérience à être capitalisées, vulgarisées, pour que justement celles-ci ne soient plus seulement des expériences pilotes et pour que le dialogue devienne une pratique courante et non plus ponctuelle et éphémère. Je pense que le milieu universitaire peut aider à avoir cette capitalisation...

Cathony Dodard Jean : Moi, je pense qu'il faut repenser la manière dont on transmet le savoir à l'Université. Les étudiants qui sont à l'Université sont avec le peuple, dorment avec le peuple, mangent avec le peuple, mais ne pensent pas avec le peuple. La manière dont l'Université forme les étudiants les rend complexés face à la masse. Ils sont toujours avec la masse, mais en Haïti, pour la première fois, on a vu le peuple se mettre face aux étudiants, à se battre avec eux. Comment résoudre ce problème ? Comment repenser la manière dont on transmet le savoir ?

Il faut que les professeurs qui dispensent les cours à l'université mettent les étudiants dans des situations telles qu'ils puissent aller à la rencontre de la masse. Moi par exemple, en tant que professeur, je peux exiger de tous mes étudiants qu'ils passent au moins une journée par an ou par mois avec la masse, pour penser et réfléchir avec elle. Ainsi ils sauront que la masse aussi a une manière de penser et qu'il y a là des hommes comme eux. Ce n'est pas parce que la masse n'a pas été à l'université que je ne peux pas penser avec elle...

Dieufait Noelsaint : Croiser des connaissances avec les pauvres et avec ceux qui s'engagent avec eux me paraît difficile... Les membres des organisations internationales ne viennent pas pour écouter la population... ou du moins ils l'écoutent suivant leurs propres expériences et ils vont dire : "Voilà ce qu'on va faire". Ils sont trop orgueilleux, ils ne sont pas humbles, ils croient que ce sont eux qui ont les solutions et pas la masse. Il y a pourtant des espaces d'échange et de débat, comme par exemple à Cité Soleil, entre l'OIM, l'USAID, la population, PADF. Mais eux viennent toujours avec des solutions toutes faites, même si la population dit : "Voilà ce qu'on devrait faire pour nous". Ils prennent note, mais après ils reviennent dans la communauté avec leur propre projet qui ne tient pas compte de la situation des pauvres. Il faut que ces gens-là ne soient pas orgueilleux mais humbles. Il faut qu'ils reconnaissent que leurs recettes échouent. C'est de cette manière-là peut-être qu'on peut croiser le savoir des pauvres et celui de ceux qui s'engagent à leurs côtés.

Jocelyne Colas : Je veux avancer deux éléments pour répondre à cette interrogation. Le premier, c'est que cette question suppose et suscite un changement de comportement ou d'attitude. Aller à la rencontre des plus pauvres sans rien leur imposer et sans les dominer demande qu'on fasse un effort pour essayer de les voir d'une autre manière.

Le second élément. Dans la réalité haïtienne il y a des gens qui vont retrouver les plus pauvres dans leur milieu, qui leur parlent, y compris des universitaires. Mais ce qui leur manque, c'est de savoir prendre en compte ce que les pauvres disent pour améliorer leur situation de vie, leurs revendications, leurs propositions... On va bien écouter les pauvres mais ça n'apporte rien réellement en leur faveur. Il faut donc changer cette façon de faire. (...)

Gotson Pierre : Il y aurait aussi des choses à faire en communication. Je pense à la radio, par exemple, qui est ici quand même le média le plus important parce qu'il atteint la plus grande partie de la population. Est-ce qu'il y aurait des espaces à créer au niveau de ces médias pour favoriser cette rencontre des expériences entre les gens vivant dans la grande pauvreté, ceux qui s'engagent avec eux et les universitaires ? (...)

Charles Antoine Louis : Il y a 20 ans, je m'en rappelle, on discutait aussi de l'utilisation de la radio. Moi, j'ai toujours vécu à la campagne. Je prends l'exemple d'une personne qui vit là et qui ne peut pas se payer le luxe d'avoir un appareil de radio. La raison en est bien simple : les piles se vendent à 15 gourdes. Alors si une ONG arrive et utilise ce moyen sans réfléchir au niveau des plus pauvres, elle pourra parler pendant des heures, mais ne sera pas écoutée par eux. Ce n'est peut-être pas par ce moyen qu'on peut toucher les plus pauvres.

Manuel Guedon : À la radio, je reçois mais je ne participe pas. Je ne peux pas répondre. Est-ce que c'est intéressant que les gens puissent entendre seulement ? Pour qu'on puisse participer, il faut créer des liens. ATD Quart Monde a une expérience, il y a des expériences vécues en Haïti. Comment peut-on mêler ces différentes expériences pour créer quelque chose de nouveau à partir de ce qui est vécu, de ce qui s'est fait, en s'adaptant au contexte actuel d'Haïti ?

Charles Antoine Louis : Moi, j'ai essayé, au niveau de l'école que je dirige, de faire des rencontres ponctuelles. J'en ai trois par an. Je remarque que je peux passer une heure ou une heure et demie à dire toutes sortes de choses. Il y aura 10 personnes pour dire : "Je veux parler". Mais quand elles prennent la parole, c'est pour dire : "Docteur Charles, il n'y a rien de plus à dire. Ce que tu dis, c'est ratifié !" Voilà, c'est l'habitude. On doit apprendre à ces gens que même s'ils acceptent ce qu'on a dit, ils doivent, eux aussi, apporter leurs propres propos.

Manuel Guedon : C'est peut-être votre expérience mais je pense que cela tient à la façon dont vous introduisez votre sujet. Ce n'est pas moi qui fais un discours et qui après vais demander aux gens s'ils sont d'accord. C'est clair qu'ils seront d'accord avec quelqu'un qui vient avec un discours savant. Mais si on commence à construire un dialogue à partir du savoir de ceux qui sont présents, c'est probablement eux qui vont découvrir que vous avez très peu à ajouter.

Charles Antoine Louis : C'est bon de valoriser l'acquis qu'on a avec les expériences de ATD Quart Monde, c'est clair. Mais on ne peut pas ignorer, ici et dans d'autres pays d'Afrique ou d'Amérique latine, le rôle joué par les radios communautaires, qui sont quand même des radios locales favorisant une expression au niveau de la base. Les expériences sont différentes d'une communauté à l'autre, d'un pays à l'autre. Mais l'effort qui est fait à l'intérieur de ces radios-là, c'est d'essayer de mettre cet outil à la portée des gens, de faire en sorte que leur voix puisse avoir un écho, que les problématiques qui les concernent puissent avoir une certaine diffusion. Je crois que dans le cadre de ce débat, il ne faudrait pas mettre de côté la radio sous prétexte que des gens ne peuvent pas se la payer. Ici, c'est quand même un fait, la radio reste un moyen de diffusion important. Comment, aujourd'hui dans notre monde globalisé, mettre de côté ce moyen et continuer à faire nos petites réunions ?

Je crois qu'il faut conjuguer les expériences. Il faut continuer à faire ce que nous faisons. Mais le monde change, de nouvelles opportunités s'offrent à nous, de nouveaux moyens s'installent, il faut savoir les mettre à profit. (...)

Jan Hanssens : En tant que pauvre déguisé, je me sers de la bouche des autres pour pardonner à tous ceux et toutes celles qui, d'une façon ou d'une autre, nous aident dans notre grande pauvreté de misère qui nous rend parfois violents. Ce ne sont pas eux qui sont responsables de notre malheur. Une fois de plus et une dernière fois, je redis qu'il revient à l'État de prendre ses responsabilités. Nous aurons besoin d'un État qui se soucie de ses dirigés, d'un État responsable.

Hier, je disais : il faut qu'il y ait une contribution citoyenne, une participation citoyenne. Le dénouement de cette situation est nécessaire, mais il faut que nous ayons un État responsable, un État qui prenne ses responsabilités, qui tienne compte de la société qu'il dirige.

Gotson Pierre : Je veux bien admettre que la communication a quand même une importance, mais ce sont les autres qui écoutent. Je veux aller plus loin en parlant du langage. Le langage a une importance capitale, surtout pour créer des liens. Il faut comprendre le langage des pauvres et des marginalisés pour pouvoir les écouter et comprendre leur situation. Ce sont eux-mêmes qui devraient expliquer ou traduire leur situation. Donc c'est tout à fait une bonne pratique que de se mettre ensemble pour poser les problèmes. Le langage est un moyen efficace pour arriver à créer des liens, à comprendre les autres.

Je voudrais compléter ce qu'a dit le père Hanssens à propos du mouvement "Vin Moun". J'ai eu la chance de participer à ce mouvement avec le père Marc en 2.000 au niveau de Piandiassou. C'était un moyen pour que les paysans puissent s'exprimer normalement. À nous qui étions là comme moniteurs ou formateurs, le père Marc a dit : « Il ne faut pas parler avec ces gens-là, mais

les écouter, apprendre d'eux et après, on se met ensemble pour poser les problèmes.» Donc, pour moi le langage est un moyen pour avoir la participation des autres, pour poser leurs problèmes, pour traduire leurs desiderata.

Madeleine Jean-Baptiste : Dans tout ce qu'on a dit, on a oublié que c'est la relation de confiance qui doit exister d'abord. Il faut la créer, sinon on n'arrive à rien. Je travaille avec des personnes de Grande Ravine dans la zone depuis 1996, dans le domaine de la santé, je sais de quoi je parle. On a parlé de la radio comme moyen de diffusion, je suis entièrement d'accord. Mais d'abord dans une localité, en tant qu'intervenant dans une zone, on n'a pas besoin de radio pour diffuser. On a seulement besoin d'un espace, d'une relation de confiance entre personnes, on n'a pas besoin de radio. (...)

Moi, je suis médecin. Donc, je peux utiliser le savoir de ceux qui viennent en consultation pour alimenter mon propre savoir et pour leur donner ce que je sais en tant qu'universitaire. Je suis médecin mais j'agis comme instituteur. On peut faire la même chose en tant que travailleur social, en tant que prêtre, chacun peut faire la même chose dans son domaine d'intervention sans avoir besoin de moyens de communication comme la radio.

Suzelle Midy : Je voudrais évoquer des groupes à l'intérieur de l'Eglise. Maintenant ces groupes ne se contentent pas de prier, il y a des réunions où se partagent des opinions, des visites de malades et de familles démunies. On se met ensemble pour discuter, pour parler, pour échanger. Je voulais ajouter ça, car dans ces groupes-là on peut prendre la mesure de l'utilité de l'expérience de chacun.

Nérestan Micial : Je rejoins Docteur Madeleine, parce que l'Université en général a une finalité : le savoir, la recherche, le service à la communauté. Elle vient de souligner ce point fondamental. Comment, à partir des outils dont nous disposons, faire en sorte que l'Université en Haïti rejoigne les pauvres ?

Dans le film, le père Joseph parle d'université populaire, c'est très important. Ici en Haïti, on n'est pas habitué à ce concept. Cela n'existe pratiquement pas chez nous. Quel en est le mode de fonctionnement ?

Comment des universitaires peuvent-ils rencontrer les pauvres ? Le service à la communauté est l'une des finalités de l'Université. Il y a là un domaine d'application typique. Docteur Madeleine est universitaire. Dans le milieu où elle travaille, entre son savoir et celui des autres, il y a un croisement et un partage.

ANNEXES

1. Comité scientifique
2. Liste des participants
3. Signification des sigles utilisés
4. Corpus de référence

1. COMITÉ SCIENTIFIQUE

Présidente :

- PIERRE-LOUIS Michèle
  directrice de la Fondation connaissance et liberté (FOKAL)

Membres :

- BLUNSCHI ACKERMANN Marie-Rose
  docteur en théologie, directrice de l' Institut de recherche et de formation aux relations humaines (IRFRH)
- BRAND Eugen
  délégué général du Mouvement ATD Quart Monde
- HENRYS Daniel
  docteur en médecine, directeur du Groupe de recherche et d'échange technologiques (GRET)
- MANGONES Lorraine
  directrice adjointe de la FOKAL
- PLAISIR Jacqueline
  déléguée nationale ATD Quart Monde en Haïti
- UGARTE OCHOA Marco Aurelio
  docteur en anthropologie, délégué régional ATD Cuarto Mundo (Mexique)

Rapporteur :

- MARECHAL Paul
  délégué national ATD Cuarto Mundo au Guatemala

2. LISTE DES PARTICIPANTS

ACCEUS Vitalème	Coordonnateur général Centre d'animation paysanne St Marc
ALEXIS Jérémie	Formateur. Organisation pour le renforcement de l'éducation et de l'instruction (OREI)
ALIONAT Mogène	Juriste, professeur
AMBROISE Garry	Étudiant à l'université épiscopale d'Haïti (UNEPH)
ANELSON Jean	Centre de recherche éducation formation instruction (CREFI)
ANTONIN Arnold	Cinéaste, professeur d'université
AZOR Jean-René	Dirigeant KIRO Cathédrale
BANGOURA Alain	Agence internationale pour le développement (AID)
BATRAVILLE Dominique	Journaliste
BELIMAIRE Emmanuel	Médecin. Médecins sans frontières (MSF)
BERALUS Gérard	Avocat. Réseau des citoyens haïtiens pour la promotion des droits humains
BLANCHARD Yves	Directeur de recherche
BLUNSCHI ACKERMANN Marie-Rose	Institut de recherche ATD Quart Monde
BONNET Marie Rose	Infirmière, directrice Bureau communal du ministère de la Santé publique et de la population (MSPP)
BRAND Eugen	Délégué général ATD Quart Monde
BRANDT William	Ingénieur. Conseil des amis ATD Quart Monde
BREVIL Watson	Étudiant
BRUNET Georges	Recteur. Centre de formation et de développement économique
CELA Jorge	Jésuite, anthropologue, coordinateur international Fe y Alegria, (Rép. dom.)
CESAR Carl	Universitaire, gestionnaire
CHERUBIN Eddy	Magistrat au Tribunal de Port-au-Prince
CHERY Frédéric Gérald	Docteur en économie, haut fonctionnaire à la Primature
COLAS Jocelyne	Secrétaire exécutive Justice et Paix, secrétaire générale de la Plate-forme des Organisations haïtiennes des droits humains (POHDH)
COMPAS Jean-Philippe	Étudiant
DARLAIN Sylvestre	Formateur. Organisation pour le renforcement de l'éducation et de l'instruction (OREI)
DELVA Adrien	Ingénieur. Conseil des amis ATD Quart Monde
DEMONIO Jacqueline	Directrice d'un Centre de formation pour adultes (Guadeloupe)
DESCARTES Jean Jacques	Professeur à Fond des Nègres
DESMOUSSEAUX Marine	Unité de recherche médico-légale (URAMEL)
DESROSIERS Camide	Unibank
DODART JEAN Cathony	Professeur de français
DUMAS Pierre André	(Mgr) Evêque auxiliaire de Port-au-Prince, recteur de l'université Notre-Dame d'Haïti (UNDH)
DUMAS BONKOUNGOU Agnès	Volontaire permanente ATD Quart Monde international
ERPICUM Gabrielle	Volontaire permanente ATD Quart Monde international
FAUSTIN Max Junior	Action de première nécessité citoyenne (APNC)
FEDNER Edouard	Professeur à l'université épiscopale d'Haïti (UNEPH)
FILS AIME Cardyn	Oxfam (GB)
FRANCOIS Rosana	Jardinière d'enfants, responsable pré-école Quart Monde
FREMONT Pierre-Richard	Stagiaire ATD Quart Monde

GALMEL Philippe	Étudiant. Centre de recherche éducation formation instruction (CREFI)
GARAUD André	Prêtre, directeur du centre d'accueil Villa Manrèse
GARRAUD Luckner	Animateur socioculturel Youth Crime Haïti
GUEDON Manuel	Prêtre à Fond des Nègres, professeur
HANSSENS Jan	Prêtre, directeur Comm. épiscopale nationale Justice et Paix
HECTOR Denise	Centre d'éducation spéciale (CES)
HENRYS Daniel	Médecin, directeur Groupe de recherche et d'échange technologiques
HENRYS Jean-Hugues	Médecin, professeur, président du Service œcuménique d'entraide (SOE)
HERMANTIN Marie-Ange	Enseignante retraitée. Conseil des amis ATD Quart Monde
ISAAC Noël	Élève en rhétorique au lycée Antonin Firmin
JEAN-BAPTISTE Madeleine	Médecin, directrice du Centre de santé Saint-Michel
JEAN-BAPTISTE Miguel	Prêtre, directeur du foyer Maurice Sixto (enfance maltraitée)
JEAN-GILLES DIEUVEIL Rosie	Auxiliaire de laboratoire médical
JEAN-LOUIS Eunice	Enseignante, infirmière, PRODEFAM
JEUNE Pierre Audin	Professeur
JOCELYN Louis	Professeur
JOSEPH Louisamène	Responsable Petite enfance, ATD Quart Monde
LAGUERRE Nerline	Comité de rassemblement Quart Monde
LAINE Jacqueline	Assistante sociale Service œcuménique d' entraide (SOE)/ATD
LALOI Felix	Professeur, ATD Quart Monde, Fond des Nègres
LAMBERT Edith	Institutrice. Lutte des femmes de Brooklyn pour le développement (LFBD) (Cité Soleil)
LARILLEUX Jean-Elie	Vice-recteur de l'université Notre-Dame d'Haïti (UNDH)
LAROCHE Guy	Vice-recteur de l'université Notre-Dame d'Haïti (UNDH)
LEGOUTE Jean-Marie	Prêtre orthodoxe, Secrétairie d'Etat intégration des handicapés
LEGOUTE Rose-May	Directrice d'école pour enfants à besoins spéciaux
LEMAIRE Francine	Ancien consul de France en Haïti (St Domingue)
LESPERANCE Fito	Assistant responsable de programme. Réseau national de défense des droits humains (RNDDH)
LESPERANCE Pierre	RNDDH
LEVY Paul Elie	Directeur de l' Institut français d'Haïti (IFH)
LHERISSAINT Saint-Jean	Stagiaire ATD Quart Monde
LHERISSON Yolaine	Responsable académique au Conseil de direction FDS - université d'État d'Haïti (UEH)
LOCKWOOD David	Volontaire permanent ATD Quart Monde
LOUIS Charles Antoine	Dentiste, directeur d'école à Fond des Nègres
LOUIS Vergella	Université épiscopale d'Haïti (UNEPH)
MADISTIN Samuel	Avocat à la Cour de Justice de Port-au-Prince
MAGLOIRE Danièle	Coordonnatrice Droit et Démocratie
MALICE Rodolphe	Élève en philosophie au lycée Alexandre Pétion
MANGONES Lorraine	Directrice adjointe FOKAL
MARECHAL Paul	Délégué national ATD Cuarto Mundo. (Guatemala)
MARGARETHE Catilus	PAEV Saint-Marc. Fond Paul Gérin-Lajoie
MARGARETHE Jean Pierre	Solidarite Fanm Ayisyen (SOFA). Droits des femmes
MARTINEAU Francisque	Etudiant à l'université épiscopale d'Haïti (UNEPH)
MATIN Christophe Abramios,	Universitaire (Éducation)
MICIAL Nérestan	Prêtre, anthropologue, docteur en sciences sociales
MIDY Suzelle	Professeur, membre du Conseil des amis ATD Quart Monde
MORISSEAU Lionel	Prêtre à Fond des Nègres

NELSON Yanick	Jardinière d'enfants, pré-école Quart Monde
NICOLAS Jean Phanel	Directeur exécutif alpha petit métier à Lakou
NOELSAINT Dieufait	Directeur exécutif du CRACED, coordonnateur de CISOCCS
OBAT Mireille	Avocat
OGIER Jacques	ATD Quart Monde Région Amérique latine / Caraïbes
OLSEN Jean Julien	Professeur à la Faculté des sciences
ORIOL Randiche	Universitaire (Informatique)
PALISSE Marianne	Anthropologue, vice doyenne Sciences de l'éducation, à l'université épiscopale d'Haïti (UNEPH)
PAMPOLS Ramiro	Jésuite, directeur Solidarité Fwontalye
PAUL Jean-Reynaud	Étudiant UNDH
PAUL Max	Anthropologue
PAULCENA Francisco	Conseiller en développement organisationnel. Oxfam (Québec)
PETIDOR Jacques	Secrétairie d'Etat alphabétisation, CEDAL, Conseil amis ATD
PIERRE Charles Auguste	Centre Karl Levêque. Défense des droits humains
PIERRE Gotson	Journaliste Alterpresse, responsable Media alternatif
PIERRE-LOUIS Adrien	Etudiant à l'université épiscopale d'Haïti (UNEPH)
PIERRE-LOUIS Frantz	Professeur. Centre de recherche éducation formation instruction (CREFI)
PIERRE-LOUIS Michèle	Directrice de la FOKAL, professeur d'université
PIERRE-LOUIS Roland	Enseignant
PLAISIR Jacqueline	Volontaire permanente ATD Quart Monde.
PREVOT David Eva	Lutte contre la violence et la marginalisation.
PRIVERT Schella	Réseau associatif national pour l'intégration des personnes handicapées (RANIPH)
RESIGNAC Jean Aubetson	Etudiant. Organisation pour la protection des enfants
RIGUEUR Jean-Claude	Juge, Les Cayes
RIVERA Otto	Sociologue, professeur Droit des peuples indigènes (Guatemala)
ROGENE Marie Roseline	Travail social. Recherche
SAINT FLEUR Huguette	Directrice adjointe de Lakay, foyer de jeunes
SAINT-LOUIS Vertus	Médecin, docteur en histoire, professeur, chercheur
SERRANO Mario	Jésuite, dir. Centre d'études sociales Juan Montalvo, (Rép.dom.)
STRA Atilo	Prêtre salésien, directeur de Lakou, fondateur de Lakay
TACYL Jean Robert	Avocat, professeur aux Cayes
TORRES Jenny	Sociologue. Centre d'études sociales Juan Montalvo, (Rép.dom)
UGARTE Marco Aurelio	Péruvien. Délégué régional ATD Quart Monde (Mexique)
VALON Luna	Étudiante. Centre de recherche éducation formation instruction (CREFI)
VAN DYCK Mieke	Déléguée régionale ATD Quart Monde

3. SIGNIFICATION DES SIGLES UTILISÉS

ACDI	Agence canadienne de développement international
AID	Agence internationale pour le développement
APNC	Action de première nécessité citoyenne
ASEC	Assemblée des sections communales
ATD	Mouvement Aide à Toute Détresse Quart Monde
BID	Banque internationale de développement
CAMEP	Centrale autonome métropolitaine d'eau potable
CASEC	Conseil d'administration des sections communales
CDH	Commission des droits de l'homme
CEDAL	Collectif pour l'éducation et pour le développement alternatif (Haïti)
CEDAL	Centro de estudios democraticos de América latina
CEPAL	Comision economica para América latina
CES	Conseil économique et social (France)
CES	Centre d'éducation spéciale (Haïti)
CISOCCS	Commission d'intervention sociale de la commune de Cité Soleil
CNCDH	Commission nationale consultative des droits de l'homme (France)
CRACED	Centre de recherche, d'action culturelle et éducative et du développement
CREFI	Centre de recherche éducation formation instruction
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EDH	Électricité d'Haïti
FDS	Faculté des sciences à l'université d' Etat d'Haïti (UEH)
FKF	Fon Kore Fanm
FMI	Fonds monétaire international
FOKAL	Fondation connaissance et liberté
GRET	Groupe de recherche et d'échange technologiques
HUEH	Hôpital de l'université d'Etat d'Haïti
IFH	Institut français d'Haïti
IHSI	Institut haïtien de statistique et d'informatique
IPH	Indice synthétique de pauvreté humaine
IRFRH	Institut de recherche et de formation aux relations humaines
KIRO	Association de jeunesse
LAKAY	Institution salésienne. Foyer pour enfants qui quittent la vie à la rue
LAKOU	Institution salésienne. Accueil de jour pour enfants vivant à la rue
LFBD	Lutte des femmes de Brooklyn pour le développement (Cité Soleil)
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MSPP	Ministère de la Santé publique et de la population
NLSY	US National Longitudinal Survey of Youth
NPI	Nouveau pays industrialisé
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OEA	Organisation des États américains
OIM	Office international de la migration
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies

OREI	Organisation pour le renforcement de l'éducation et de l'instruction
PADF	Pan American Development Foundation
PAEV	Projet d'appui aux enfants vulnérables
PAPDA	Plate-forme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif
PIB	Produit intérieur brut
PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques
PIDESC	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
PMA	Pays moins avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POHDH	Plate-forme des organisations haïtiennes des droits humains
PRODEFAM	Promotion des droits de la femme
RANIPH	Réseau associatif national pour l'intégration des personnes handicapées
ResCare	ONG
RMI	Revenu minimum d'insertion
RNDDH	Réseau national de défense des droits humains
SOE	Service œcuménique d'entraide
SOFA	Solidarite fanm ayisyen (Solidarité des femmes haïtiennes)
TELECO	Télécommunications d'Haïti S.A.
UEH	Université d' État d'Haïti
UNDH	Université Notre-Dame d'Haïti
UNEPH	Université épiscopale d'Haïti
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
URAMEL	Unité de recherche et d'action médico-légale
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USAID	U.S. Agency for International Development

4. CORPUS DE RÉFÉRENCE

Joseph Wresinski.
Refuser la misère, une pensée politique née de l'action
Paris, Éditions Le Cerf / Quart Monde, 2007, 288 pages, 22 €

Première partie : Le pauvre qui n'est pas introduit dans la pensée de l'homme demeure en dehors de ses cités

I. La place du pauvre dans la pensée ..... Pages 13 à 18

Introduction aux travaux du cycle d'études sur les familles inadaptées 1962-1963 dans *Nouveaux aspects de la famille inadaptée*, Bureau de recherches sociales de l'association Aide à toute détresse, Paris, janvier 1964, p. 7-10.

II. La science, parente pauvre de la charité ..... Pages 19 à 36

Préface au livre de Jean Labbens, *La condition sous-prolétarienne. L'héritage du passé*, Editions Science et service, Paris, 1965.

III. Pourquoi investir dans la recherche ? ..... Pages 37 à 43

Introduction aux actes du séminaire *Quart Monde, revenus et besoins essentiels* organisé en collaboration avec le Service de la répartition des revenus du Bureau international du travail (Genève) les 9 et 10 novembre 1978 à Pierrelaye (France).

IV. Le comité scientifique, une alliance durable ..... Pages 45 à 50

Texte prononcé à l'ouverture de la réunion du Comité permanent de recherche sur la pauvreté et l'exclusion, le 5 octobre 1979 à Paris, à l'occasion du Congrès international de l'enfant du Quart Monde, au Palais de l'UNESCO.

V. La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat ..... Pages 51 à 66

Introduction à la rencontre du Comité permanent de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale, le 3 décembre 1980, au Palais de l'UNESCO à Paris.

VI. Échec à la misère ..... Pages 67 à 109

Conférence prononcée à la Sorbonne (Paris), le 1er juin 1983.

Deuxième partie : La violence faite aux pauvres

VII. La violence faite aux pauvres ..... Pages 113 à 121

Ce texte, publié en 1968 dans la revue Igloos-Le Quart Monde, a été écrit dans le contexte de la résorption, souvent violente, des bidonvilles de la région parisienne et d'ailleurs.

VIII. Quart Monde et non-violence ..... Pages 123 à 147

Conférence prononcée le 31 août 1984, lors de la 10ème session *Théologie et non-violence*, organisée par les Communautés de l'Arche de Lanza del Vasto, à l'abbaye de Bonnecombe (Rodez, France).

Troisième partie : La misère a été créée par les hommes, seuls les hommes peuvent la détruire

IX. Les droits du Quart Monde .....Pages 151 à 162

Intervention faite au Colloque organisé à l'occasion du 25ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, par l'Association pour le développement du droit mondial, avec la collaboration de l'ONU et de l'UNESCO, au Centre de droit comparé à Paris, les 30 novembre et 1er décembre 1973.

X. Les plus pauvres dans la ville : incitation séculaire au combat pour les droits de l'homme .....Pages 163 à 172

Intervention faite à la conférence *Les pauvres dans la ville*, organisée par l'UNESCO, au Palais de l'UNESCO à Paris, du 8 au 11 décembre 1980.

XI. Peuple du Quart Monde, un appel urgent à repenser les droits de l'homme .....Pages 173 à 191

Introduction faite au premier Cercle de pensée *Quart Monde et société* tenu à Pierrelaye, le 18 octobre 1980, rassemblant une quarantaine de juristes, philosophes, alliés et volontaires.

XII. Les plus pauvres, moteurs des droits de l'homme .....Pages 193 à 201

Communication écrite présentée aux Rencontres organisées par le président de la République et le gouvernement français, les 30 et 31 mai 1985 à Paris. C'est à cette occasion que la place du Trocadéro a été baptisée parvis des Libertés et des Droits de l'homme par le président François Mitterrand.

XIII. La grande pauvreté, défi posé aux droits de l'homme.....Pages 203 à 207

Intervention à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Genève, le 20 février 1987. Ambassadeurs et délégués des États membres, observateurs de la Commission des droits de l'homme, fonctionnaires du Centre des droits de l'homme de l'ONU et représentants des OING.

XIV. La grande pauvreté, défi posé aux droits de l'homme en notre temps .....Pages 209 à 214

Communication écrite présentée à l'occasion de la 43ème session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, en février-mars 1987, à Genève.

XV. Les plus pauvres, révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme .....Pages 215 à 238

Contribution du père Joseph Wresinski à la réflexion fondamentale de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, publiée dans 1989, *les droits de l'homme en question*, Commission nationale consultative des droits de l'homme, Paris, la Documentation française, 1989, p. 221-237.

XVI. Grande pauvreté : Droits de Dieu et droits de l'homme .....Pages 239 à 251

Conférence faite à l'invitation de l'évêque d'Anvers en Belgique, à l'occasion du 25ème anniversaire du diocèse, dans le cadre d'une journée Église et Quart Monde, le 29 novembre 1987.

Quatrième partie : Enrayer la reproduction de la grande pauvreté ....Pages 255 à 282

Commandé en octobre 1982 par M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, dans le cadre de la préparation du IXème Plan, ce rapport a été rédigé par le père Joseph Wresinski, entre octobre et décembre de la même année, et a été publié en janvier 1983 par la Documentation française.

1. et 5. Séance inaugurale.
2. Nerline Laguerre.
3. Michèle Pierre Louis
4. Eugen Brand.
6. Awozam.
7. Jean-François Gay.
.

8. Comité scientifique.
9. Séance inaugurale.
10. Siège de la FOKAL.
11. Vertus Saint-Louis.
12. Séance de synthèse.
13. Otto Rivera.

14. Jenny Torres.
15. Panel 2.
16. Adrien Delva & Francine Lemaire.
17. Frédéric Gérald Chéry.
18. Mgr Pierre André Dumas.
19. Lorraine Mangones.
20. Travail en atelier.
21. Jacques Petidor.

22. Jocelyne Colas.
23. Panel 1.
24. & 27. Travail en atelier.
25. Eugen Brand et David Lockwood.
26. Jacqueline Plaisir et
Agnès Dumas Bonkoungou.

© Mouvement international ATD Quart Monde, Pierrelaye (France), Port-au-Prince (Haïti)
Fondation Connaissance et Liberté (Fokal), Port-au-Prince (Haïti)

Février 2009

ISBN 978-2-913046-76-4